



Bilan commun de pays complet du Togo

Lomé, Togo
Mars 2018

Résumé exécutif

Le rapport présente le résultat de la réalisation du bilan commun de pays (BCP) du Togo qui s'est déroulée d'octobre 2017 à février 2018. L'objectif du BCP est d'éclairer la formulation du PNUAD 2019-2023 par rapport aux objectifs de développement durable (ODD), aux priorités du pays et aux avantages comparatifs du SNU.

L'appui du Système des Nations Unies aux processus de développement du pays s'inscrit dans un contexte mondial marqué par l'entrée en vigueur de l'accord de Paris sur le Climat et l'adoption en septembre 2015 d'un cadre de collaboration entre les pays visant « *la dignité pour tous d'ici 2030 par l'élimination de la pauvreté, la transformation de nos vies et la protection de la planète* ». ¹

Le ministre de la Planification du développement du Togo, M. Kossi Assimaidou, accompagné par le coordonnateur résident du Programme des Nations Unies pour le développement, Mme Khardiata Lo N'Diaye, ont présidé le 30 octobre 2017, à Lomé, au lancement officiel du processus de réalisation du Bilan commun de pays du Togo à l'appui de l'élaboration du nouveau Plan des Nations-Unies 2019-2023. Ils inauguraient par la même occasion une retraite réunissant des représentants des Agences de l'ONU, des ministères du Togo, de la société civile et du secteur privé.

Méthodologie

Les participants la retraite ont décrit l'état de référence par rapport aux cibles des ODD, les causes et conséquences de cet état de référence, l'environnement politique, juridique et institutionnel prévalant et le potentiel de collaboration entre le SNU et l'État togolais.

Ils ont de plus identifié les données permettant de calculer, lorsqu'elle existent, les taux de croissance annuels moyens (TCAM) d'indicateurs associés aux cibles des ODD, ce qui a permis d'estimer l'effort requis pour l'atteinte des cibles à l'horizon 2030.

Ils ont examiné quelque 90 cibles, dont les 60 cibles contenues dans le projet de Plan national de développement du Togo visant l'horizon 2022.

Structure du BCP

Le BCP analyse la situation du développement par rapport aux ODD et organise l'information selon trois catégories des droits de l'homme, soit les droits civils et politiques, les droits économiques, sociaux et culturels et les droits à un environnement sain.

Le premier chapitre du BCP décrit le contexte national de développement, à savoir sa géographie, son organisation administrative, sa population, avec une emphase mise sur l'indice de développement humain, les contextes d'urbanisation rapide, de dépendance et dividende démographique, les principaux secteurs économiques, dont l'agriculture, les ressources naturelles, l'énergie et les infrastructures de transport, et les aspects liés à la sécurité humaine, à l'éducation et à la santé.

¹ Secrétaire Général des Nations Unies, 2014

Le chapitre 2 contient l'analyse des indicateurs associées aux cibles retenues des ODD et regroupées selon trois catégories précitées de droits humains. Lorsque les données existent, le rapport calcule les taux de croissance historique des indicateurs, et l'effort requis pour atteindre les cibles à l'horizon 2030, en termes de progression annuelle moyen entre l'année des dernières données existantes et 2030.

C'est aussi dans ce chapitre que l'analyse causale des problèmes décrits est effectuée, surtout à partir des informations obtenues lors de la retraite d'élaboration du BCP, mais aussi par une revue de littérature effectuée sur Internet.

Le chapitre 3 comprend une analyse des avantages comparatifs des Agences de l'ONU.

Le BCP classe les indicateurs, par ordre décroissant de taux de croissance annuel moyen requis pour atteindre les cibles à l'horizon 2030, pour les cibles pour lesquels on dispose de données historiques². Cette classification permet d'identifier les indicateurs pour lesquels l'effort à réaliser semble le plus grand pour atteindre les cibles ODD à l'horizon 2030.

D'autre part, le rapport identifie plusieurs cibles pour lesquelles on n'a pu recenser de données historiques³. Pour ces thématiques, le chapitre 3 propose la formation de comités regroupant des Agences du SNU afin d'identifier, en concertation avec les ministères togolais, des indicateurs pour certaines thématiques examinées durant la retraite. Ces thématiques concernent environ la moitié des cibles examinées durant la retraite.⁴

Droits civils et politiques

Les trois indicateurs dont l'écart entre la réalité et les cibles à l'horizon 2030 est le plus élevé sont reliés à l'inégalité entre les hommes et les femmes⁵.

Une évolution vers une meilleure égalité hommes/femmes devrait favoriser des décisions plus harmonieuses tenant compte de la réalité concrète des hommes, des femmes et des enfants⁶, et avoir un effet d'entraînement non seulement sur la recherche d'égalité dans la

² Les tableaux 6 et 8 du chapitre 3 présentent la classification des cibles des ODD associées respectivement aux droits civils et politiques d'une part et d'autre part aux droits sociaux, économiques et culturels, pour lesquels un taux de croissance annuel moyen requis a pu être calculé pour atteindre les cibles ODD à l'horizon 2030.

³ Les tableaux 7, 9 et 10 du chapitre 3 présentent les cibles des ODD associées respectivement aux droits civils et politiques, aux droits sociaux, économiques et culturels, et enfin aux droits à un environnement sain, pour lesquels un taux de croissance annuel moyen requis n'a pu être calculé pour atteindre les cibles ODD à l'horizon 2030, faute de données.

⁴ Ces thématiques concernent la pauvreté, la faim, la santé, l'éducation, l'égalité des sexes, les ressources en eau, la création d'entreprise et d'emploi, l'accès des particuliers et des entreprises aux services financiers, l'accès aux TIC, la participation communautaire à la planification et gestion urbaine, la production et la consommation responsable, les changements climatiques, les ressources marines et la protection des écosystèmes aquatiques et terrestres, la justice, l'efficacité des institutions, la liberté d'expression et la gestion de l'économie.

⁵ La représentation des femmes aux postes diplomatiques, la représentation des femmes au gouvernement et le taux de femmes à l'Assemblée nationale ont des taux de croissance annuels moyens requis entre aujourd'hui et 2030 supérieurs à 10 %.

⁶ Les 4^e, 5^e, 6^e, 7^e et 8^e rangs du classement des indicateurs pour les droits civils et politiques sont aussi occupés par des thèmes largement associés aux femmes : la violence faite aux femmes et aux enfants, l'excision des femmes, le mariage d'enfants, les enfants au travail, les enfants vulnérables, les enregistrements à la naissance.

société, notamment sur des questions associées à la violence faites aux femmes, mais aussi sur des questions de progression économique du pays.

En raison de leurs mandats, de leurs expertise internationale et de leur neutralité, l'UNFPA, le PNUD, l'UNICEF, l'ONUSIDA devraient se concerter afin de proposer au Togo un plan de collaboration pour intervenir efficacement sur les thématiques relatives aux femmes et aux enfants. La progression du pays envers ces thèmes semble prioritaire en raison de l'importance du chemin à parcourir en regard de l'atteinte des cibles ODD. Ces thématiques sont aussi étroitement associées à la lutte contre la pauvreté. Le HCDH devrait être associé aux échanges avec l'UNICEF et le PNUD pour ce qui concerne les échanges relatifs à l'enregistrement des naissances.

Droits économiques, sociaux et culturels

Les TCAM associés à certaines thématiques sont particulièrement élevés (>10 %) : il s'agit de la couverture médicale et la protection sociale, de la scolarisation préscolaire et au niveau de l'enseignement supérieur, de l'épargne, particulièrement celle faite par les femmes, et d'énergie renouvelable.⁷

Pour les indicateurs qui ont pu être renseignés, les Agences de l'ONU devraient se coordonner pour proposer au Togo plusieurs plans d'intervention touchant respectivement différents ODD. Pour chacun de ces groupes de travail, les plans devraient tenir compte d'enjeux transversaux associés à la pauvreté, soit la recherche d'égalité entre les hommes et les femmes, et la place faite au monde rural dans les stratégies de lutte contre la pauvreté.

En effet, les travaux effectués durant la retraite confirment ce qui avait été observé dans les grands documents de politiques ou d'enquête effectuées par le Togo, tels la SCAPE, le PND ou les enquêtes QUIBB : de façon générale, les femmes et le monde rural accusent un retard significatif dans de nombreux domaines, et cela contribue à perpétuer la pauvreté au Togo.⁸

Par ailleurs, chaque groupe de travail devrait se préoccuper, outre les deux enjeux transversaux précités, des questions à intégrer aux formations scolaires pour mieux servir la société, à l'avenir, dans la prise en compte des enjeux considérés.

Pour ces droits économiques, sociaux et culturels, les équipes pourraient se regrouper ainsi :

- Pour les ODD 1 et 2, formation d'un comité regroupant la FAO, le PAM, le PNUD, l'UNFPA, l'UNCDF, et l'ONUSIDA. Ce comité du SNU devrait proposer et aider financièrement et avec leur expertise, le Togo à mettre en œuvre les stratégies de lutte contre la pauvreté et de reddition de compte, notamment par le choix des indicateurs et le renforcement des capacités, notamment au plan statistique.

⁷ Malgré des TCAM élevés, il est sans doute possible de réaliser des progrès importants relativement à ces thématiques. Par exemple, des campagnes de sensibilisation sur l'épargne, associées à une intégration des questions d'épargne dans les cursus de cours aux niveaux primaires et secondaires, pourraient avoir un impact sensible sur l'évolution des indicateurs mesurant l'épargne.

⁸ Domaines clefs pour lutter contre la pauvreté où des retards sont constatés, soit pour les femmes, soit pour le monde rural, soit pour les deux : l'éducation, l'accès aux services associés à la pauvreté, tels l'accès à l'eau potable, l'accès aux soins de santé, l'accès à l'électricité, l'accès à l'épargne.

- Pour les ODD 3, 4, 6, 8 et 11, formation d'un comité regroupant l'UNICEF, l'UNFPA, l'UNHCR, l'OMS, l'ONUSIDA, l'UNESCO et le PNUD. Ce comité devrait explorer avec le gouvernement du Togo quelles sont les meilleures stratégies pour améliorer la santé et suivre les indicateurs associés. Les indicateurs concernés sont non seulement ceux directement associés à la santé⁹, mais aussi ceux associés au revenu des agriculteurs et à des services qui sont des déterminants importants de la santé.¹⁰ Les stratégies devraient prévoir des budgets importants¹¹ dans le développement de l'enfance, la scolarisation des jeunes filles et l'amélioration des revenus du monde rural, avec une attention particulière à l'amélioration du revenu des femmes. Les investissements devraient notamment prioriser le monde rural pour l'accès aux services tels l'eau potable, l'assainissement et l'électricité.

Ces thématiques touchent les thèmes de la pauvreté, de la faim, de la santé, de l'éducation, des ressources en eau, de la création d'entreprise et d'emploi, de l'accès des particuliers et des entreprises aux services financiers, de l'accès aux TIC et de la Participation communautaire à la planification et gestion urbaine.

Il est recommandé que le Togo retienne des indicateurs pour mesurer sa progression vers les cibles ODD à l'horizon 2030. Les deux comités précités au présent chapitre des droits sociaux, économiques et culturels devraient proposer au Togo des plans de collaboration pour établir un système de renseignement d'indicateurs associés aux thèmes précités.

Droits à un environnement sain

La retraite d'élaboration du BCP n'a pas permis de recenser, pour les droits à un environnement sain, les données historiques permettant le calcul des taux de croissance annuels moyens. En conséquence, il n'est pas possible de faire des projections pour l'atteinte des cibles à l'horizon 2030, en termes de taux de croissance annuel moyens. On constate donc un retard certain dans la statistique associée aux droits à un environnement sain, par rapport aux autres droits civils, politiques, sociaux, économiques et culturels.

Pour l'ensemble de ces thématiques associées à la production et à la consommation responsable, aux changements climatiques, aux ressources marines et à la protection des écosystèmes aquatiques et terrestres, il est proposé de former un comité formé du PNUD, de la FAO, de l'UNFPA et de l'UNICEF afin de proposer les stratégies et les indicateurs à renseigner dans le futur pour suivre la progression vers les cibles à l'horizon 2030.

Tout comme pour les autres droits, ce comité veillera à intégrer à ses travaux les préoccupations d'égalité de genre, de priorisation du monde rural et d'éducation.

⁹ Notamment la mortalité maternelle, la mortalité néo natale, la mortalité infanto-juvénile, la couverture vaccinale, la couverture médicale, la santé sexuelle et procréative, l'accès universel aux soins de santé, les décès dus aux accidents de la route

¹⁰ L'éducation et l'emploi sont des déterminants de premier plan de la santé. La protection sociale, l'accès à l'électricité, à l'eau potable, à des installations d'assainissement améliorées, jouent aussi des rôles importants dans la lutte contre la pauvreté et pour l'amélioration de la santé

¹¹ Notamment par des investissements pour améliorer la productivité agricole, par le développement d'une industrie de transformation des produits agricoles et par une fiscalité de taux marginaux d'imposition favorisant les 40% des personnes les plus pauvres

Limites et recommandations

Le BCP constitue pour les agences de l'ONU un bon document de travail pour aider à réaliser le prochain UNDAF. Toutefois, certaines limites sont identifiées, auxquelles il serait utile d'apporter les correctifs adéquats, dans la mesure du possible.

- L'amélioration de la fonction statistique

Près de 90 cibles ont été examinées dans le cadre du rapport de BCP. Les données associées aux indicateurs pour mesurer l'atteinte de ces cibles n'ont pu être renseignés que pour la moitié des cibles. Les Agences du SNU devraient donc examiner si elles peuvent aider le Togo dans l'amélioration de la fonction statistique nationale du pays.

- L'amélioration de l'analyse causale des problèmes

Il apparaît clairement que l'analyse des causes profondes et sous-jacentes devrait être améliorée pour une majorité de cibles. Le rapport du BCP devrait donc être soumis aux secteurs concernés en vue d'en améliorer le contenu au plan de l'analyse causale.

Le SNU devrait appuyer le gouvernement pour effectuer cette approfondissement de l'analyse causale, et aller au-delà des enquêtes d'ordre strictement quantitatif pour aborder le qualitatif et les causes. Il pourrait recourir à des techniques tels l'arbre à problèmes et l'arbre à objectifs de façon à mieux définir les causes centrales et sous-jacentes des problèmes identifiés, et les actions pour y remédier.

- Les cibles à prioriser

Les taux de croissance estimés pour rencontrer les cibles des ODD à l'horizon 2030 peuvent guider le choix des priorités d'intervention. Si on n'utilisait que cette seule base, les cibles à prioriser seraient sans doute celles pour lesquelles les TCAM estimés entre aujourd'hui et l'horizon 2030 sont les plus élevés, telles celles relatives à l'égalité entre les hommes et les femmes, ou celles portant sur la couverture médicale, la scolarisation au niveau de l'enseignement préscolaire et supérieur, la protection sociale ou encore l'épargne des femmes.

Toutefois, il ne faut pas utiliser seulement les taux de croissance annuels moyens pour effectuer la priorisation des cibles, d'une part parce que on n'a pas de TCAM pour pratiquement la moitié des cibles, et d'autre part parce que d'autres critères que l'effort pour atteindre la cibles à l'horizon 2030 devront être examinés.

Ainsi, la retraite de priorisation des interventions du SNU tenue en février 2018 a permis de considérer plusieurs critères de classification des cibles, par exemple :

- Niveau de capacité à être une cible transformationnelle / accélérateur universel (Éducation, genre, accès à l'eau, accès à l'énergie) pouvant contribuer directement à certaines finalités telles l'éradication de la pauvreté, la croissance économique, la réduction des inégalités, la gestion durable des ressources naturelles, la paix et la justice ;
- Niveau de lien avec d'autres engagements internationaux ;
- Importance de l'effort à faire pour atteindre la cible ODD à l'horizon 2030 ;
- Mandats détenus par les Agences en lien avec la cible ;
- Niveau d'importance du nombre de cibles liées à la cible évaluée ;
- Existence d'indicateurs nationaux associés à la cible ;

- Existence d'indicateurs associés à la cible pouvant être mesurés de manière désagrégée.

Conclusion

La perte de développement humain due aux inégalités entre les hommes et les femmes est plus importante dans l'Afrique subsaharienne que n'importe où sur la planète, ce qui nuit grandement à la lutte contre la pauvreté.

Par ailleurs, on remarque que, de façon générale, le monde rural accuse un retard dans l'accès aux services associés à la pauvreté, tels l'accès à l'eau potable, l'accès aux soins de santé, l'accès à l'électricité, l'accès à l'épargne, qui sont autant de domaines clefs pour lutter contre la pauvreté. L'amélioration sensible des revenus du monde agricole doit devenir non seulement une priorité nationale, mais un état de fait avant 2030.

Tout comme pour la recherche d'égalité du genre, les stratégies d'intervention devront prioriser le monde rural, dans la mesure où on veut effectuer des progrès significatifs pour non seulement réduire les retards du monde rural par rapport au monde urbain, mais pour progresser vers une qualité de vie améliorée. L'amélioration de la richesse du monde rural se répercutera sur l'ensemble du Togo. On aura plus de chances de viser une société davantage égalitaire, plus riche et performante.

Cette transition vers une société émergente fait appel à une progression sur de nombreux fronts, dont l'éducation et la formation des jeunes, et le développement d'une industrie de transformation des richesses naturelles du pays de façon à obtenir de la valeur ajoutée.

Sigles et acronymes

ABDH	Approche basée sur les droits humains
AEP	Approvisionnement en eau potable
AT2ER	Agence Togolaise d'électrification rurale et des Énergies Renouvelables
ATPC	Assainissement Total Pilote pour la communauté
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
BORNEfonden	BORNEfonden Togo (Fondation pour enfants et jeunes)
CCNUCC	Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CÉDÉAO)
CEDEF	Convention sur l'Élimination de toutes les Formes Discriminations à l'égard des Femmes
CENI	Commission électorale nationale indépendante
CENTIF	Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières
CFPJ	Centre de Formation des Professions de Justice
CIDE	Convention internationale des droits de l'enfant
CIM	Consommation intérieure de matériaux
CIPD	Conférence historique internationale sur la population et le développement
CITES	Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction
CNDH Togo	Commission Nationale des Droits de l'Homme au Togo
CNPPS	Comité national de la Protection sociale
CNSD	Conseil national de suivi de la décentralisation
CNSS	Caisse Nationale de Sécurité Sociale
COGEP	Comité de gestion de l'école primaire
COGERES	Comité de gestion des ressources de l'établissement secondaire
CRT	Caisse des retraites du Togo
CVJR	Commission Vérité, Justice et Réconciliation
DGAT	Direction Générale de l'Aménagement du Territoire
DGPE	Direction générale de la Protection de l'enfance
EDST III	Enquête Démographique et de Santé au Togo 2013-14
ENA	École Nationale de l'Administration
ENAP	École Nationale de l'Administration publique
EPNU	Équipe Pays des Nations Unies
EPTT	Projet Éducation Pour Tous au Togo
EPU	Examen Périodique Universel
EVP	Équivalent vingt pieds (conteneurs)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FMI	Fonds monétaire international
FNFI	Fonds National de Finance Inclusive
Foyers GPL	Foyers au gaz propane liquéfiés

GES	Gaz à effet de serre
HAAC	Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
HCM	Haut conseil pour la mer
HCRRUN	Haut-Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale
IDH	Indice de développement humain
INAM	Institut National d'Assurance Maladie du Togo
IPPF	Fédération internationale pour le planning familial
IRPP	Impôt sur le revenu des personnes physique
ITRA	Institut Togolais de Recherche Agronomique
MASPPA	Ministère de l'Action sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation
MEPSFP	Ministère des Enseignements Primaire, Secondaire et de la Formation Professionnelle
MGF	Mutilations génitales féminines
MICS	Enquête à indicateurs multiples
MNT	Maladies non transmissibles
ODD	Objectifs de développement durable
OICS	Organe international de contrôle des stupéfiants
OIT	Organisation internationale du Travail
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONAEM	Organisme National chargé de l'Action de l'État en Mer
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
OSC	Organismes de la société civile
OTH	Office togolais de l'habitation
OTR	Office togolais des recettes
PAM	Programme alimentaire mondial des Nations Unies
PANSEA	Plan d'action national du secteur de l'eau et de l'assainissement
PAP	Programme d'actions prioritaires de la SCAPE
PA-PSTAT	Plan Stratégique pour la Transformation de l'Agriculture au Togo
PASA	Projet d'appui au secteur agricole
PIB	Produit intérieur brut
PNA	Processus de planification nationale de l'adaptation aux changements climatiques
PNCD	Programme National de Consolidation de la Décentralisation
PND	Plan national de développement du Togo
PNDS	Plan National de Développement sanitaire
PNEEG	Politique nationale de l'équité et de l'égalité de genre et son plan d'action
PNIASA	Stratégie de relance du secteur agricole
PNIERN	Plan national d'investissement pour l'environnement et les ressources naturelles

PNRCME-DD	Programme National de Renforcement des Capacités et de la Modernisation de l'État pour un Développement Durable
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PONAT	Politique nationale de l'Aménagement du Territoire
PPAAO	Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
PTDE	Plan triennal de développement de l'école
PTF	Partenaires techniques et financiers (PTF)
QUIBB	Questionnaire unifié des indicateurs de base du bien-être
Rapport ONU 2015	Rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'élimination de la pauvreté et autres questions liées au développement (août 2015)
SCAPE	Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi
SDAU	Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme
SE4ALL TOGO	Sustainable Energy For All
SNAT	Schéma National de l'Aménagement du Territoire
SNL	Stratégie Nationale du Logement
SNPML	Stratégie nationale pour la mer et le littoral
SNPT	Société nouvelle des phosphates du Togo
SNU	Système des Nations Unies
SPPOT	Social Protection Policy Options Tool
SRP	Stratégie de réduction de la pauvreté
TCAM	Taux de croissance annuel moyen
UNDESA	Département des Affaires économiques et sociales des Nations Unies
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNODC	Office des Nations Unies contre les drogues et le crime
UNREC	Centre régional des Nations Unies pour la Paix
UTCAF	Utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie
WILDAF	Women in Law and Development in Africa

Table des Matières

Résumé exécutif	i
Sigles et acronymes	vii
Table des Matières	xi
Liste des tableaux	xvi
Liste des figures	xvii
Introduction	1
<i>Contexte</i>	1
<i>Structure du BCP - L'approche basée sur les droits humains des Nations Unies</i>	2
<i>Le BCP : une collaboration Gouvernement du Togo et l'EPNU</i>	5
L'Agenda 2030	6
Le Plan national de développement du Togo	6
Objectif du bilan	7
Ciblage et portée du bilan	7
Chapitre 1 – Le contexte national de développement du Togo	9
<i>Géographie</i>	9
<i>Organisation administrative</i>	10
<i>Indice de développement humain</i>	10
<i>Population</i>	12
Répartition géographique de la population	12
Urbanisation rapide	13
Dépendance et dividende démographiques	13
Langues	13
<i>Revenu et emploi</i>	13
<i>Économie</i>	14
1. - Agriculture	16
2 - Ressources naturelles	17
Les ressources en eaux	18
Les terres et les sols	18
Les Ressources Forestières	18
3 - Énergie	19
4 - Infrastructures	19
Infrastructures et transport maritimes	19
Réseau et transport routiers	20
Réseau et transport ferroviaires	20
Infrastructures et services de transport aérien	20
Zone franche	20
Sécurité humaine	21
Éducation	21
Santé	22
<i>Prise en compte des principes de développement durable au Togo</i>	23
Le Plan national de développement 2018-2022	23
La loi portant loi-cadre sur l'aménagement du territoire numéro 2016-002 du 4 janvier 2016	23
La politique nationale de l'aménagement du territoire	24

Chapitre 2 –L'état des Objectifs de développement durable au regard des droits humains (analyse de la situation)	26
2.1 – <i>L'état des ODD et les droits civils et politiques</i>	26
2.1.1. Maltraitance, exploitation et traite, et toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants (8.7, 10.4 et 16.2)	27
Violence envers les enfants	27
Violences et abus sexuels	28
Enfants en situation de rue	28
Mariage des enfants	28
Les pires formes de travail des enfants (le travail et la traite des enfants)	29
Torture et mauvais traitements	30
Enfants dans les couvents et enfants dits sorciers	30
2.1.2 État de droit, démocratie, paix et Accès à la justice sans discrimination (16.3)	32
2.1.3 Institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux (16.6)	36
2.1.4 Flux financiers illicites et le trafic d'armes, activités de récupération et de restitution des biens volés et lutte contre toutes les formes de criminalité organisée (16.4)	39
2.1.5 Corruption et pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes (16.5)	42
2.1.6 Égalité de participation et de représentation des hommes et des femmes aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision dans la vie politique, économique et publique (5.5 et 16.7)	44
2.1.7 Garantie à tous une identité juridique, notamment l'enregistrement des naissances et le certificat de nationalité (16.9)	48
2.1.8 Garantie de l'accès public à l'information et protection des libertés fondamentales (16.10)	50
2.1.9 Connaissances et compétences des jeunes en matière de promotion du développement durable, des droits de l'homme, de l'égalité entre les sexes, de la promotion d'une culture de paix et de non-violence, de la citoyenneté mondiale et de l'appréciation de la diversité culturelle (4.7)	52
2.1.10 Égalité des sexes et autonomisation des femmes et des filles - Violences faites aux femmes/filles : mariage des enfants, mariage précoce ou forcé, mutilation génitale féminine (5.3)	55
2.1.11 Politiques en matière de valorisation des soins et travaux domestiques non rémunérés (5.4)	61
2.1.12 Accès des femmes et des hommes à l'informatiques et aux TIC (5.b)	62
2.2 - <i>L'état des ODD et les droits économiques, sociaux et culturels</i>	65
2.2.1 Femmes et hommes souffrant de l'extrême pauvreté (1.1 et 1.2)	67
Extrême pauvreté	67
Taux de pauvreté national et inégalités	67
2.2.2 Système et mesures de protection sociale pour tous y compris le socle de protection sociale et les bénéficiaires (1.3)	70
2.2.3 Accès des femmes et des hommes aux ressources économiques, à la propriété foncière, au contrôle des terres, à l'héritage, aux ressources naturelles, au savoir, aux services financiers (microfinance), aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur) (1.4, 2.2 et 5.a)	74
Accès à l'épargne	74
Possession des terres et des maisons	74
2.2.4 Investissement dans des mesures d'élimination de la pauvreté (1.b)	77
2.2.5 Sécurité alimentaire, nutrition et agriculture durable	81
Personnes (enfants, adolescentes, femmes enceintes personnes âgées) et localités du pays souffrant de la faim et de la malnutrition (2.1 et 2.2)	81

Productivité agricole et revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier des femmes, des autochtones, des exploitants familiaux, des éleveurs et des pêcheurs, y compris en assurant l'égalité (2.3)	84
Viabilité des systèmes de production alimentaire et pratiques agricoles résilientes et favorables à la préservation des écosystèmes (2.4)	86
Diversité génétique des semences, des cultures et des animaux d'élevage ou domestiqués et des espèces sauvages apparentées (2.5)	88
2.2.6 Droit à tous de vivre en bonne santé et bien-être de tous à tout âge	91
Situation de la mortalité maternelle (3.1)	91
Situation de la mortalité infantile (3.2)	93
Situation du sida, de la tuberculose, du paludisme, de l'hépatite, des maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles (3.3)	97
Mortalité prématurée due à des maladies non transmissibles, et santé mentale et le bien-être (3.4)	100
Situation et traitement de l'abus de substances psychoactives, notamment de stupéfiants et d'alcool (3.5)	101
Décès et de blessures dus à des accidents de la route (3.6)	104
Accès aux services de soins de santé sexuelle et procréative, la planification familiale, l'information et l'éducation (3.7 et 5.6)	106
Couverture sanitaire – Accès aux soins de santé (3.8)	110
Efficacité, efficience du système de santé – Accès aux soins de santé (3.8)	111
Maladies liées à des substances chimiques dangereuses et à la pollution et à la contamination de l'air, de l'eau et du sol (3.9)	112
2.2.7 Droit à l'éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie	114
Accès des filles et garçons à l'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité (4.1)	114
Accès des filles et tous les garçons à des services de développement et de prise en charge de la petite enfance et à l'éducation préscolaire (4.2)	118
Accès des jeunes et adultes des deux sexes à l'enseignement technique, professionnel, universitaire de qualité et d'un coût abordable	119
Accès des personnes handicapées, les autochtones et les enfants en situation vulnérable à l'enseignement et la formation professionnelle à tous les niveaux (4.5)	121
Alphabétisation des femmes et des hommes (4.6)	123
2.2.8 Accès de tous au logement, à des services d'alimentation en eau et d'assainissement	124
Accès de tous au logement (11.1)	124
Accès de tous et équitable à l'eau potable, à un coût abordable (6.1)	127
Accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et mettre fin à la défécation en plein air (6.2)	130
Ressources en eau (6.3)	133
Protection et restauration des écosystèmes liés à l'eau, notamment les montagnes, les forêts, les zones humides, les rivières, les aquifères et les lacs (6.6)	135
2.2.9 Accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable	136
Accès de tous à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable (7.1)	136
Politiques, infrastructure énergétique, technologies et financement de l'énergie renouvelable (7.2)	139
2.2.10 Croissance économique soutenue, partagée et durable, plein emploi productif et un travail décent pour tous	141
Croissance économique (8.1)	141
Revenu et inégalités (8.2 et 10.1)	144
Politiques et dynamiques en matière de création des micro entreprises, petites et moyennes entreprises, accès aux services financiers (8.3)	146
Définition nationale de travail décent et égalité de revenu hommes/femmes (8.5)	148
Proportion de jeunes non scolarisés et sans emploi ni formation (8.6)	151
Droit et protection des travailleurs, sécurité sur le lieu de travail (8.8)	152

Tourisme créateur d'emploi, politiques de valorisation de la culture et des produits locaux (8.9)	154
Accès de tous aux services bancaires et financiers et aux services d'assurance (8.10)	155
2.2.11 Infrastructure résiliente, industrialisation durable	156
Dynamique d'industrialisation, recherches-développement, technologies, et contribution de l'industrie à l'emploi et au produit intérieur brut (9.2)	156
Accès des petites entreprises industrielles aux services financiers et leur intégration aux chaînes de valeur et aux marchés (9.3)	158
Accès aux technologies de l'information et des communications (9.c)	159
2.2.12 Villes et établissements humains ouverts à tous, sûrs, résilients et durables	162
Accès de tous à des systèmes de transport sûrs, accessibles et viables, à un coût abordable, et sécurité routière (11.2)	162
Participation communautaire à la planification et gestion urbaine (11.3)	164
Décès dus aux catastrophes (11.5)	166
2.3 Les ODD et le droit à un environnement sain	169
2.3.1 Modes de consommation et de production durables	171
Gestion durable et une utilisation rationnelle des ressources naturelles (12.2)	171
Gestion durable des déchets alimentaires par habitant (12.3 et 12.5)	172
Gestion écologique des produits chimiques et des autres déchets - Protection de l'air de l'eau et du sol (12.4)	174
Gestion de la passation des marchés publics et gouvernance (12.7)	175
Éducation des citoyens et des institutions matière de développement durable (12.8)	176
2.3.3 Mesures de lutte contre les changements climatiques et leurs répercussions	178
Résilience et capacités d'adaptation des communautés face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat (13.1)	178
Mesures et politiques relatives aux changements climatiques (13.2)	181
Pratiques et politiques d'éducation, sensibilisation et développement des capacités individuelles et institutionnelles en ce qui concerne l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation de leurs effets et la réduction de leur impact et les systèmes d'alerte rapide (13.3)	182
2.3.4 Conservation et exploitation durable des océans, des mers et des ressources marines aux fins du développement durable	184
Pollution marine de tous types (14.1)	184
Gestion et protection durables des écosystèmes marins et côtiers (14.2)	185
Réduction de l'acidification des océans et lutte contre ses effets (14.3)	187
Règlementation et gestion de la pêche, accès des pêcheurs aux ressources marines et aux marchés (14.4)	188
2.3.5 Préservation, restauration et exploitation durable des écosystèmes terrestres, gestion durable des forêts, lutte contre la désertification	190
Préservation, restauration, exploitation durable des écosystèmes terrestres et des écosystèmes d'eau douce et des services connexes, en particulier des forêts, des zones humides, des montagnes et des zones arides (15.1 et 15.4)	190
Gestion durable de tous les types de forêt, lutte contre la déforestation, restauration des forêts dégradées, reboisement (15.2)	193
Mesures contre le braconnage et au trafic d'espèces végétales et animales protégées (15.7)	194
Mesures d'empêchement de l'introduction d'espèces exotiques envahissantes (15.8)	196
Chapitre 3 – Avantage comparatif des Nations Unies	199
Principes associés à l'Agenda 2030	203
Des statistiques désagrégées pour ne laisser personne pour compte	203
<i>Droits civils et politiques</i>	203
<i>Droits économiques, sociaux et culturels</i>	205
<i>Droits à un environnement sain</i>	209
Limites et recommandations	211
L'amélioration de la fonction statistique	211
L'amélioration de l'analyse causale des problèmes	211

Les cibles à prioriser	211
Conclusion	213
<i>Annexe 1 - Approche basée sur les droits humains</i>	215
<i>Annexe 2 – Liste des cibles ODD renseignées pendant la retraite</i>	218
<i>Annexe 3 : Retraite de réalisation du Bilan commun de pays complet du Togo</i>	225
<i>Annexe 4 : Composition des équipes de travail lors de la retraite d'élaboration du BCP</i>	228
<i>Annexe 5 – Méthode de calcul du Taux de croissance annuelle moyenne</i>	236

Liste des tableaux

<i>Tableau 1 : Droits civils et politiques, ODD et thème associés</i>	<i>4</i>
<i>Tableau 2 : Droits économiques, sociaux et culturels, ODD et thèmes associés</i>	<i>4</i>
<i>Tableau 3 ; Droit à un environnement sain, ODD et thèmes associés</i>	<i>5</i>
<i>Tableau 4 : Agences de SNU participant à la retraite d'élaboration du BCP en relation avec les ODD</i>	<i>201</i>
<i>Tableau 5 : Rôles et champs d'actions des Agences de l'ONU ayant participé à la retraite d'élaboration du bilan commun de pays.....</i>	<i>201</i>
<i>Tableau 6 : Indicateurs associés aux droits civils et politiques classés par ordre décroissant de leur taux de croissance annuel moyen pour atteindre les cibles à l'horizon 2030.....</i>	<i>204</i>
<i>Tableau 7 : Thématiques associées aux droits civils et politiques pour lesquelles le Togo pourrait retenir des indicateurs pour mesurer sa progression vers les cibles ODD à l'horizon 2030</i>	<i>204</i>
<i>Tableau 8 : Indicateurs associés aux droits économiques, sociaux et culturels classés par ordre décroissant de leur taux de croissance annuel moyen pour atteindre les cibles à l'horizon 2030</i>	<i>206</i>
<i>Tableau 9 : Thématiques associées aux droits économiques, sociaux et culturels pour lesquelles le Togo pourrait retenir des indicateurs pour mesurer sa progression vers les cibles ODD à l'horizon 2030</i>	<i>208</i>
<i>Tableau 10 : Thématiques associées aux droits à un environnement sain pour lesquelles le Togo pourrait retenir des indicateurs pour mesurer sa progression vers les cibles ODD à l'horizon 2030</i>	<i>209</i>
<i>Tableau 11 Signification des symboles.....</i>	<i>237</i>

Liste des figures

Figure 1 : Localisation du Togo en Afrique de l'ouest	9
Figure 2 : Représentation des femmes à l'assemblée nationale	44
Figure 3 : Accès des femmes aux postes diplomatiques	45
Figure 4 : Pourcentage des femmes au gouvernement	45
Figure 5 : Enregistrement des naissances par région	48
Figure 6 : Variation de l'indice de liberté de la presse du Togo entre 2002 et 2016.....	Erreur ! Signet non défini.
Figure 7 : Pourcentage des femmes de 20 à 24 ans mariées ou en couple avant l'âge de 18 ans	55
Figure 8 : Violence conjugale	55
Figure 9 : Excision des femmes par région.....	56
Figure 10 : Âge à l'excision des femmes	56
Figure 11 : Extrême pauvreté au Togo.....	67
Figure 12 : Taux de pauvreté nationale.....	67
Figure 13 : Population couverte par des systèmes de protection sociale	70
Figure 14 : Possession de comptes dans une institution financière selon le sexe	74
Figure 15 : Proportion des ménages ayant accès à la terre.....	74
Figure 16 : Pourcentages de financement recherchés pour chaque axe de la SCAPE.....	77
Figure 17 : Ménages ayant des difficultés à subvenir à leurs besoins alimentaires	81
Figure 18 : Prévalence de l'anémie.....	82
Figure 19 : Retard de croissance par région.....	82
Figure 20 : Mortalité maternelle	91
Figure 21 : Accouchements assistés par du personnel qualifié.....	92
Figure 22 : Mortalité des enfants de moins de 5 ans.....	93
Figure 23 : Vaccination des enfants.....	94
Figure 24 : Prévalence du VIH	96
Figure 25 : Transmission du VIH à l'enfant	97
Figure 26 : Moustiquaires pour prévenir le paludisme.....	98
Figure 27 : Prévalence de la consommation de tabac	100
Figure 28 ; Accidents de la route	104
Figure 29 : Mariage avant l'âge de 18 ans.....	106
Figure 30 : Utilisation des méthodes contraceptives	107
Figure 31 : Assurance médicale.....	110
Figure 32 : Accès aux services de santé	111
Figure 33 : Taux net de scolarisation au primaire	115
Figure 34 : Scolarisation au préscolaire.....	118
Figure 35 : Alphabétisation des adultes.....	123
Figure 36 : Accès à l'eau potable	128
Figure 37 : Accès à une source d'eau améliorée	129
Figure 38 : Accès à des installations d'assainissement améliorées	131
Figure 39 : Accès à des installations de lavage des mains	132
Figure 40 : Accès à l'électricité.....	136
Figure 41 : Répartition de la consommation finale par source d'énergie en 2012.....	139
Figure 42 : Pourcentage d'énergie produite à partir de sources renouvelables.....	139
Figure 43 : Évolution du PIB.....	143
Figure 44 : Taux des travailleurs pauvres.....	148
Figure 45 : Taux d'occupation des hommes et des femmes.....	148
Figure 46 : Part des femmes dans l'emploi salarié	149
Figure 47 : Taux de chômage des jeunes	151
Figure 48 : Proportion des jeunes sans emploi et qui ne suivent pas une formation	151
Figure 49 : Trafic annuel de passagers	154
Figure 50 : Taux de pénétration d'Internet haut débit.....	159
Figure 51 : Taux de pénétration de la téléphonie mobile	160

<i>Figure 52 : Accès aux transports en commun.....</i>	<i>162</i>
<i>Figure 53 : Indice de santé de la mer du Togo par composante.....</i>	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>

Bilan commun de pays – Togo 2017

Introduction

Le bilan commun de pays (BCP) est un instrument commun au système des Nations Unies permettant d'analyser la situation du pays en matière de développement et d'identifier les problèmes clés de développement auxquels des réponses appropriées doivent être apportées. L'objectif du BCP complet est de disposer des données sur le contexte national de développement, notamment sur la situation par rapport aux objectifs de développement durable (ODD) en vue d'éclairer la formulation du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement 2019- 2023.

Contexte

Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) décrit les actions communes et les stratégies concertées que le système des Nations Unies (SNU) met en œuvre dans un pays pour apporter une réponse collective aux priorités de développement de ce pays, priorités identifiées à travers différents exercices d'analyse et de co-construction impliquant l'Équipe de Pays des Nations Unies (EPNU) et différentes parties prenantes.

La durée du PNUAD, liée à celle du cycle national de planification, varie généralement entre 3 et 5 ans. Celui du Togo, élaboré en 2014, arrive à échéance en 2018. Pour l'élaboration du nouveau PNUAD, le Gouvernement du Togo et l'EPNU ont lancé en mars 2017 le processus de formulation d'un nouveau cycle de programmation couvrant la période 2019-2023.

À l'entame de ce processus, l'EPNU-Togo a pris la décision de réaliser un Bilan Commun de Pays complet (BCP) dont les conclusions serviront de base à la définition des résultats stratégiques autour desquels se construira le prochain PNUAD. Le PNUAD et le BCP sont deux instruments au cœur du processus de réforme du SNU visant à rendre plus cohérent et plus efficace l'appui des Nations Unies aux efforts de développement du pays hôte.

Structure du BCP - L'approche basée sur les droits humains des Nations Unies

Le Bilan commun de pays du Togo est présenté en référence à l'approche basée sur les droits humains (ABDH) des Nations Unies¹². Cette approche est orientée vers la promotion et la protection des droits de l'Homme dans toutes les politiques.

À travers son nouveau plan-cadre, l'Équipe de pays a choisi d'inscrire sa contribution aux priorités nationales de développement dans la réalisation des objectifs de développement durable et la réalisation des droits de l'homme. En effet, la mission centrale de l'Organisation des Nations Unies est de constamment rechercher pour tous la liberté de vivre à l'abri de la peur et celle de vivre à l'abri du besoin. L'approche suivie est orientée vers la promotion et la protection des droits de l'homme dans toutes les politiques. Les droits de l'homme et le développement visent intégralement à promouvoir le bien-être et la liberté, fondés sur la dignité humaine et l'égalité de tous. La préoccupation ultime du développement est d'obtenir les résultats nécessaires permettant de répondre aux besoins matériels pour concrétiser les libertés fondamentales et la dignité qui sont au cœur des droits de l'homme. Ainsi, conformément aux principes de cette approche, toutes les politiques devraient soutenir la réalisation des droits définis dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres instruments internationaux des droits de l'homme ; en outre, les normes des droits de l'homme contenues dans la Déclaration universelle et les principes qui en découlent et ceux extraits d'autres instruments internationaux des droits de l'homme orientent la programmation dans tous les secteurs et dans toutes les phases du processus de programmation. En travaillant pour atteindre les objectifs de développement durable, qui visent entre autres à éliminer la pauvreté et de la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition, promouvoir l'agriculture durable, permettre à tous de vivre en bonne santé , assurer à tous une éducation équitable, garantir l'accès de tous à des services énergétiques, réduire les inégalités, promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques, l'Équipe de pays appuie ainsi le Togo à réaliser ses engagements souscrits dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et dans d'autres instruments internationaux des droits de l'homme.

La Structure du BCP analyse la situation du développement par rapport aux ODD et organise l'information selon les différentes catégories des droits de l'homme. Ils sont regroupés selon :

- les droits civils et politiques ;
- les droits économiques, sociaux et culturels ;
- le droit à un environnement sain.

Pour chaque groupe de droits, le bilan comprend les étapes usuelles d'un BCP, soit :

1. La définition des problèmes centraux et sous-jacents constatés ;

¹² Source : Une introduction à l'approche basée sur les droits de l'homme (ABDH), Collège universitaire Henry Dunant (http://cuhd.org/wp-content/uploads/3_ABDH-2016.pdf)

2. L'analyse des causes et des conséquences des problèmes identifiés, et celle des groupes les plus touchés, de leurs capacités à faire valoir leurs droits et des capacités des débiteurs d'obligations (ministères et autres), à s'occuper effectivement de leurs obligations envers les détenteurs de droits ;
3. L'analyse de l'avantage comparatif que les Nations-Unies peuvent apporter pour avoir la meilleure valeur ajoutée possible dans leur aide au Togo.

La méthode retenue pour faire le bilan de l'évolution du Togo vers les défis de développement durable à rencontrer à l'horizon 2030 a consisté à sélectionner, en tenant compte des cibles ODD priorisées et des remarques des participants à la retraite, un ensemble d'indicateurs et de chercher les données historiques permettant de renseigner ces indicateurs.

Deux cas de figures se présentent, selon que l'on a ou non des données permettant de mesurer la progression historique par rapport à des indicateurs.

Données historiques existantes associées aux indicateurs liés aux cibles

Lorsque les données existent, il s'agit, dans un premier temps, de calculer, pour chaque indicateur, le taux de croissance annuel moyen (TCAM) observé sur une période de temps déterminée, généralement 5 ans, ou sur une période correspondant aux données disponibles.

Ensuite, les résultats historiques sont comparés à la cible ODD. On peut ainsi calculer l'effort requis, en termes de taux de progression annuel moyen entre les derniers résultats obtenus (généralement vers l'année 2015) et l'année 2030, pour atteindre le niveau de la cible visée.

Absence de données associées aux indicateurs liés aux cibles

L'absence de données historiques pour des indicateurs associés à des cibles ODD, soit parce qu'elles n'existent pas ou qu'elles sont difficiles à trouver, est en soi un renseignement digne d'intérêt. Il s'agira de choisir, pour ces thèmes, un ou des indicateurs équivalents à ceux proposés par l'ONU, et éventuellement de commencer à les renseigner dans les prochaines années, afin d'être en mesure de mesurer la progression du pays vers la cible ODD à l'horizon 2030.

Le tableau 1 énumère les droits compris dans le groupe « Droits civils et politiques », et identifie les ODD associés.

Tableau 1 : Droits civils et politiques, ODD et thème associés

Droits civils et politiques	Thèmes associés	ODD
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Droit à la justice et à un procès équitable ▪ Efficacité des institutions ▪ Liberté d'expression, d'information et de presse ▪ Liberté de pensée, de conscience et de religion ▪ Liberté de réunion, d'association et de rassemblement pacifique ▪ Droit de vote, d'éligibilité et d'égal accès aux fonctions publiques ▪ Interdiction de l'esclavage ▪ Droit à la liberté de mouvement et à la sécurité ▪ Droit à la vie privée ▪ Droit à la propriété ▪ Droit à la nationalité ▪ Droit au mariage 		16

Le tableau 2 énumère les droits compris dans le groupe « Droits économiques, sociaux et culturels », identifie les ODD associés et les thèmes traités dans le bilan en regard de ces ODD.

Tableau 2 : Droits économiques, sociaux et culturels, ODD et thèmes associés

Droits économiques, sociaux et culturels	Droits et thèmes associés	ODD
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Droit à un niveau de vie suffisant ▪ Droit au revenu et à l'emploi ▪ Droit à la sécurité et à la protection sociale ▪ Droit à une alimentation suffisante et adéquate ▪ Droit à l'eau, à l'assainissement et au logement ▪ Droit à l'éducation ▪ Droit à la santé 	<p>Pauvreté, inégalités, travail décent, développement économique (agriculture, accès à l'énergie, infrastructures, industrialisation) ;</p> <p>Droit de jouir d'une protection suffisante en cas de chômage, de maladie, de vieillesse, de violences basées sur le genre ou d'autres cas de perte de moyens de subsistance ;</p> <p>Droit d'être à l'abri de la faim et de l'insécurité alimentaire ; Droit à des vêtements, à l'eau et à l'assainissement, à un logement convenable</p> <p>Droit à l'enseignement primaire obligatoire et gratuit et à l'enseignement secondaire et supérieur accessible à tous, avec l'instauration progressive de la gratuité ; liberté pour les parents de choisir des écoles pour leurs enfants ; la possibilité d'être alphabétisé</p> <p>Accès aux équipements, produits et services sanitaires ; Droit de travailler et de vivre dans un milieu sain ; Droit à la prophylaxie des maladies épidémiques ; Droits liés à la santé sexuelle et génésique y compris la réparation des femmes victimes de la fistule obstétricale.</p>	<p>1, 2, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11</p> <p>4</p> <p>3</p>

Le tableau 3 énumère les droits compris dans le groupe « Droit à un environnement sain », identifie les ODD associés et les thèmes traités dans le bilan en regard de ces ODD.

Tableau 3 ; Droit à un environnement sain, ODD et thèmes associés

Droit à un environnement sain	Thèmes associés	ODD
▪ Droit à un environnement sain	Eau et assainissement	3 et 6
	Consommation et production durable	12
	Changements climatiques (adaptation aux changements climatiques, gestion des ressources	13
	Conservation et exploitation des océans et des mers, exploitation des ressources marines	14
	Conservation et exploitation des écosystèmes terrestres, biodiversité	15

Le bilan commun de pays est structuré autour des chapitres suivants :

1. Chapitre 1 : contexte du Togo ;
2. Chapitre 2 : Analyse de la situation, problèmes majeurs identifiés lors de la retraite, de même que leurs causes immédiates, sous-jacentes et structurelles, identification des capacités des détenteurs d'obligations et des titulaires de droits (pour chacun des trois groupes de droits précités).¹³ Pour chaque thématique associée à des droits, les questions suivantes sont décrites ou analysées :
 - Situation (performance actuelle)
 - Analyse causale
 - Rôles et capacités
 - Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030
3. Chapitre 3 : Analyse de l'avantage comparatif des Nations Unies (pour chacun des trois groupes de droits précités).

Le BCP : une collaboration Gouvernement du Togo et l'EPNU

C'est autour de ces différents engagements pris par le Togo au plan mondial que le l'EPNU et le Gouvernement du Togo ont décidé de réaliser un BCP visant à déterminer les bases stratégiques et opérationnelles sur lesquelles va se construire le nouveau PNUAD 2019-2023.

¹³ Les thématiques des chapitres 2 et 3 sont regroupées selon la classification associée aux droits humains, et présentée aux tableaux 1 à 3 ci-devant.

L'appui qu'apporte le SNU aux processus de développement du pays s'inscrit dans un contexte mondial marqué par l'entrée en vigueur de l'accord de Paris sur le Climat et l'adoption en septembre 2015 d'un cadre de collaboration entre les pays visant « *la dignité pour tous d'ici 2030 par l'élimination de la pauvreté, la transformation de nos vies et la protection de la planète* ». ¹⁴

L'Agenda 2030

Ce cadre de collaboration, nommé « Agenda 2030 », fixe 17 objectifs de développement durable (ODD) déclinés en 169 cibles pour répondre aux défis de la mondialisation en se fondant sur les 3 composantes - environnement, social et économie - du développement durable.

L'Agenda 2030 et les ODD qui en découlent présentent une conception profondément novatrice du développement durable :

- Il associe à la lutte contre l'extrême pauvreté la préservation de la planète face aux dérèglements climatiques ;
- Il transcende les enjeux de développement durable de l'ensemble des pays de la planète dans une démarche globale et universelle ;
- Il est le fruit d'une consultation inédite des acteurs de la société civile, du secteur privé, des collectivités locales, du monde de la recherche, etc.

Le Togo a conduit, en 2016, des campagnes de sensibilisation assorties d'exercices de priorisation des cibles des ODD aux échelles nationale et locale. Il s'est volontairement soumis à l'évaluation de ses pairs en présentant au Forum Politique de Haut Niveau (FPHN) deux rapports d'évaluation de sa mise en œuvre de l'Agenda 2030 et l'intégration des ODD dans ses instruments de planification.

Le Plan national de développement du Togo

L'agenda 2030 consolide le Plan national de développement du Togo¹⁵ en cours d'élaboration qui constituera le cadre de référence conciliant les notions « d'émergence » et de « développement durable ». Centré sur la réduction de la pauvreté et des inégalités, le PND 2018-2022 veut créer une nouvelle dynamique de développement et vise l'adoption d'une politique économique et sociale équilibrée, une croissance forte et inclusive, et des investissements accrus qui garantissent l'accès à des services publics de meilleure qualité, la création d'emplois décents et de sources de revenus pour les populations, notamment les plus défavorisées, la réduction tangible de la pauvreté et de ses implications sur la nutrition, la mortalité maternelle et infantile, et l'accès aux services sociaux de base, notamment l'éducation, la santé et la protection sociale. Il accorde une grande priorité à la sécurité

¹⁴ Secrétaire Général des Nations Unies, 2014

¹⁵ Le PND intègre les objectifs de l'Agenda 2030 de développement durable, de la Vision 2020 de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine (UA) (source PND).

alimentaire, à l'amélioration des revenus et du pouvoir d'achat, et à la réduction des inégalités et des disparités entre les catégories socio-professionnelles, entre les hommes et les femmes et entre les régions. Il s'agit là des principaux défis du fait qu'ils représentent des facteurs déterminants pour une croissance forte et inclusive.

Objectif du bilan

L'objectif du BCP est d'éclairer la formulation du PNUAD 2019-2023 par rapport aux objectifs de développement durable (ODD), aux priorités du pays et aux avantages comparatifs du SNU. Le BCP vise à :

- disposer d'une analyse situationnelle complète mettant en évidence les causes profondes de la pauvreté au regard des ODD, et autres défis du développement, ainsi que leurs conséquences sur la population, avec une attention sur des groupes vulnérables¹⁶
- déterminer les insuffisances en matière de capacités des détenteurs de droits à faire valoir ceux-ci et des débiteurs d'obligations à remplir ces dernières ;
- déterminer les opportunités et les obstacles au développement pour éclairer la formulation des interventions susceptibles d'adresser les principales causes des inégalités, de favoriser le renforcement des capacités des institutions et de l'ensemble des parties prenantes aux interventions de développement.

Ciblage et portée du bilan

Les ODD et leurs cibles constituent le point d'entrée de l'analyse de pays. En 2016, le Togo a effectué deux exercices de priorisation des 169 cibles associées aux 17 ODD, l'un national et l'autre au sein de ses cinq régions. Ensuite, la priorisation des cibles s'est poursuivie dans le cadre de l'élaboration du Plan national de développement 2018-2022 (PND) du Togo. Au moment d'entreprendre la retraite organisée conjointement par le SNU et le Togo, le processus de priorisation réalisé en trois étapes en 2016 avait abouti à la sélection de 60 cibles parmi les 169 cibles associées aux 17 ODD. Ces 60 cibles retenues par le PND visent dans un premier temps l'horizon 2022, celui du PND ; cet horizon constitue en quelque sorte une étape importante dans la démarche de développement durable entreprise par le Togo vers l'horizon 2030.

L'analyse réalisée dans le cadre de la retraite d'élaboration du BCP du Togo dresse la situation de développement en regard des cibles priorisées. Toutefois, les participants à la retraite ont considéré d'autres cibles jugées importantes dans les exercices de priorisations menés par le Togo en 2016 mais non retenues dans l'exercice de priorisation du PND s'étendant jusqu'en 2022. Ces cibles, qui pourraient faire l'objet d'une reconsidération dans le processus de finalisation du PND 2018-2022, ont été analysées compte tenu du contexte prévalant au Togo, et de l'aide potentielle que pourraient apporter les Nations Unies au

¹⁶ Tels les femmes, les jeunes, les personnes âgées, les personnes handicapées, les personnes vivant avec le VIH/sida, les migrants et les personnes déplacées...

regard des avantages comparatifs de certaines agences par rapport à ces cibles. L'annexe 2 présente la liste des cibles analysées dans le cadre de la retraite.

Chapitre 1 – Le contexte national de développement du Togo

Géographie

Le Togo est un pays d'Afrique de l'Ouest dont la population est estimée en 2017 à environ 7,3 millions d'habitants pour une densité de 124 hab./km². Le Togo avec 56 600 km², s'étire sur environ 700 km du nord au sud, entre le 6^{ème} et 11^{ème} degré latitude Nord, avec une largeur n'excédant pas 150 km, limité au nord par le Burkina Faso, au sud par le golfe de Guinée, à l'est par le Bénin et à l'ouest par le Ghana.

C'est un pays reconnu pour la grande diversité de ses paysages, une côte de sable fin bordée de cocotiers au sud, des collines, des vallées verdoyantes et des petites montagnes dans le centre du pays, des plaines arides et de grandes savanes au nord.

Le pays possède 50 km de côtes marines soumises à une forte érosion. Le trait le plus marquant du relief est la chaîne des monts Togo qui constitue un prolongement de la chaîne Atakora, prenant le Togo en écharpe du Nord Est vers le Sud-Ouest. Le point culminant du Togo est le mont Agou, dont l'élévation est de 986 m.

Le Togo jouit d'un climat intertropical dû à sa latitude. Il varie sensiblement de la région méridionale à la zone septentrionale. Le climat chaud et humide du Togo est favorable à une diversification agricole et à la prolifération de vecteurs de maladies et il est en partie responsable du profil épidémiologique national dominé par les maladies-infectieuses et parasitaires.



Figure 1 : Localisation du Togo en Afrique de l'ouest

Le système hydrographique togolais est composé de trois bassins principaux :

- la Volta au nord drainé par l'Oti (y compris ses affluents Kéran, Koumongou, Kara Sansargou) et le Mô ;
- le Mono au centre et au sud-est avec le fleuve Mono et ses affluents Anié, Amou et Ogou ;
- le Lac Togo au sud avec le groupe des rivières côtières, comprenant principalement le Zio et le Haho.

Organisation administrative

Le pays est divisé en cinq régions administratives, elles-mêmes découpées en 39 préfectures. La Commune de Lomé est subdivisée en cinq arrondissements. Du sud vers le nord, les cinq régions administratives sont la région Maritime, la région des Plateaux, la région Centrale, la région de la Kara et la région des Savanes. Les préfectures sont divisées en cantons et les cantons en villages. Depuis plusieurs années, le Gouvernement togolais a marqué sa volonté d'aller vers une décentralisation réelle et efficace. Il a élaboré à cet effet le Programme National de Consolidation de la Décentralisation (PNCD), mis en place le Conseil National de la Décentralisation et définit 116 communes.

Indice de développement humain

L'indice de développement humain (IDH) du Togo est passé de 0,43 en 2010 à 0,487 en 2015, pour une croissance annuelle moyenne de 0,75% ($TCAM_{2010-2015} = 0,75\%$). Il se situe dans la catégorie des pays à développement humain faible, légèrement sous le niveau moyen de l'Afrique subsaharienne ($IDH^{2015} = 0,523$).

L'indice de développement humain ajusté aux inégalités se situe à 0,332 en 2015, soit une perte globale de près de 32% par rapport à l'IDH. Cela signifie qu'au Togo, 32% du niveau potentiel de développement humain est perdu du fait des inégalités. Cette perte se situe tout près de celle subie en moyenne par l'Afrique subsaharienne qui était de 32,2% en 2015. Les inégalités nuisent à l'atteinte du plein potentiel de développement humain des pays.

L'indice de développement de genre du Togo en 2015 se situait dans le dernier groupe des pays de la planète (groupe 5), où la différence entre les hommes et les femmes excède 10%. En effet, en 2015, son niveau de 0,841 provient du ratio de l'IDH des togolaises (0,444) sur celui de l'IDH des togolais (0,528). Le niveau de cet indice est légèrement inférieur à celui de l'Afrique subsaharienne (0,877).

L'indice d'inégalité du genre en 2015 était de 0,556 au Togo (Afrique subsaharienne = 0,572), situant le Togo en 134^e position parmi les pays de la planète à ce chapitre. Ce taux est lié à la santé procréative, à l'autonomisation et au marché du travail. Notons que le pourcentage de femmes au niveau parlementaire était de 17,8 % en 2015, et que, durant la période 2005-2015, la proportion des femmes de 25 ans et plus ayant au moins commencé des études secondaires ne représentait que 63,3 % de celle des hommes de la même classe d'âge ayant

Les Indices de développement humain

L'Indice de développement humain (IDH) est un indice composite regroupant trois dimensions fondamentales du développement humain. L'espérance de vie à la naissance exprime la capacité à vivre longtemps et en bonne santé. La durée moyenne de scolarisation et la durée attendue de scolarisation expriment la capacité à acquérir des connaissances. Le revenu national brut par habitant exprime la capacité à avoir un niveau de vie décent. L'IDH a une limite supérieure de 1,0.

Pour mesurer le développement humain de manière plus complète, le Rapport sur le développement humain du PNUD présente quatre autres indices composites :

- **L'IDH ajusté aux inégalités** revoit l'IDH en fonction de l'étendue des inégalités.
- **L'Indice de développement de genre** compare les valeurs de l'IDH pour les femmes et pour les hommes.
- **L'Indice d'inégalité de genre** met en évidence l'autonomisation des femmes.
- **L'Indice de pauvreté multidimensionnelle** mesure les aspects de la pauvreté autres que le revenu.

au moins commencé des études secondaires.¹⁷

L'indice de pauvreté multidimensionnelle du Togo était de 0,242 en 2015.¹⁸ Le nombre de togolais vivant cette situation était de l'ordre de 3 454 000 personnes, ou 48,5% de la population.

L'UNICEF analyse aussi la pauvreté multidimensionnelle des enfants en utilisant une approche dénommée Multiple Overlapping Deprivation Analysis – (MODA).¹⁹

Cette analyse produit des données complémentaires à celles des études sur la pauvreté axées sur le revenu, en mettant en lumière l'expérience simultanée de privations multiples. Le MODA vise à identifier la nature des privations et à les quantifier. L'objectif ultime de l'analyse est de permettre des décisions informées, cela afin de mieux répondre aux besoins spécifiques des enfants.

Le seuil de pauvreté monétaire était de 344 408 francs CFA en 2015. L'incidence de la pauvreté est passée de 61,7% en 2006 à 58,7% en 2011 et 55,1% en 2015. L'analyse selon le milieu permet de constater que sur les trois années, la pauvreté est plus marquée dans le milieu rural que dans les autres milieux. On note ainsi qu'en 2015, l'incidence de la pauvreté est de 68,7% dans le milieu rural alors qu'il est 37,9% dans les autres milieux urbains et 34,8% à Lomé.²⁰

La profondeur mesure l'écart entre le seuil et la consommation des pauvres, soit la somme totale de revenu qu'il faut donner aux pauvres pour les sortir de la pauvreté. En 2015, la consommation moyenne des pauvres est inférieure de 40,1% au seuil de pauvreté. Cet écart de la consommation moyenne par rapport au seuil était respectivement de 38,2% et 41,6% du seuil en 2006 et 2011. Ainsi, entre 2011 et 2015, cet écart a été réduit d'un point traduisant une légère amélioration de la situation des plus pauvres. Ce constat est valable pour les milieux Autres urbains et Rural.²¹

¹⁷ PNUD 2016, Rapport sur le développement humain.

¹⁸ INSEED, Profil de pauvreté (avril 2016)

¹⁹ Développée par le centre de recherche de l'UNICEF à Florence (UNICEF Innocenti Research Center), le MODA examine les privations subies par les enfants en deux groupes d'âges : celui des 0 à 4 ans et celui des 5 à 17 ans. Les dimensions de privations sont fonction des groupes d'âges, et prennent en compte les domaines les plus pertinents pour chacun de ces deux groupes. Les dimensions protection contre la violence, eau, assainissement et logement sont retenues pour l'analyse des privations de tous les enfants (âgés de 0 à 17 ans). Les dimensions nutrition, santé, éducation et information se rapportent seulement aux enfants de 0 à 4 ans et de 5 à 17 ans respectivement.

²⁰ INSEED, Profil de pauvreté (avril 2016)

²¹ INSEED, Profil de pauvreté (avril 2016)

Population

Au dernier recensement général de la population et de 2010, le Togo comptait 6 191 155 habitants. En 2015, sa population était estimée à 6 835 000 habitants, dont 51,4% de femmes.²² La densité moyenne était de 125 habitants au km² en 2016. Son taux de croissance annuelle était de 2,52 %. Selon les projections de l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED), la population devrait avoisiner les 10,5 millions d'habitants en 2031. Malgré la baisse du niveau de fécondité, l'effectif des naissances annuelles est passé de près de 210 000 naissances par année en 2011 à plus de 230 000 naissances par année en 2015. Cette augmentation est essentiellement attribuable à l'effet de l'effectif plus élevé des femmes en âge de procréer (15-49 ans) et à la structure par âge de la population qui assure un nombre plus élevé des naissances vivantes. Il est attendu dans les perspectives que la proportion de cette population cible augmente.²³

En 2015, il y avait un million d'enfants de moins de 5 ans, et 4 millions de personnes âgées de 15 à 64 ans. L'âge médian était de 18,7 ans. De 5,4 qu'il était pour la période avant l'année 2000, le nombre d'enfants par femme était passé à 4,8 en moyenne pour la période 2010 à 2015. Les jeunes de 14 ans et moins étaient au nombre de 3,085 millions, représentant 42 % de la population totale.²⁴

Répartition géographique de la population

En 2015, 40 % de la population habitait en ville, Lomé étant la capitale avec plus de 800 000 habitants.

Quelque 42 % de la population se concentre en région Maritime, au sud, sur environ 10% de la superficie totale du pays. Par contre 13 % de la population vit sur 23 % de la superficie du territoire national dans la région des Savanes, à l'extrême nord. Cette disparité de répartition pose des défis en termes d'aménagement du territoire.

Pauvreté multidimensionnelle

Une personne vivant une situation de pauvreté multidimensionnelle est victime de privations aigües dans au moins le tiers des indicateurs suivants :

1. mortalité infantile (si un enfant est mort dans la famille) ;
2. la nutrition (si un membre de la famille est en malnutrition) ;
3. les années de scolarité (si aucun membre n'a fait cinq ans à école) ;
4. la sortie de l'école (si un des enfants a quitté l'école avant 8 ans) ;
5. l'électricité (si le foyer n'a pas l'électricité) ;
6. l'eau potable (s'il n'y en a pas à moins de 30 minutes de marche) ;
7. les sanitaires (s'il n'y en a pas ou bien partagés avec d'autres) ;
8. le sol de l'habitat (si le sol est couvert par de la boue, du sable ou du fumier) ;
9. le combustible utilisé pour cuisiner (si c'est du bois, du charbon de bois ou de la bouse) ;
10. les biens mobiliers (si pas plus d'un bien parmi : radio, télévision, téléphone, vélo ou moto).

²² UNICEF : Il s'agit de l'effectif de la population au 1^{er} janvier 2015. Au 1^{er} janvier 2016, elle est estimée à 3 999 000. La population moyenne du Togo en 2015 dont il s'agit ici la moyenne de deux estimations.

²³ Perspectives démographiques du Togo 2011-2031 – INSEED 2015

²⁴ UNESCO 2015

Urbanisation rapide

Environ 60 % de la population totale est rurale jusqu'en 2016. Toutefois, l'urbanisation est rapide, nourrie par un exode rural massif. Ce phénomène a surtout profité à l'agglomération de Lomé, qui abrite environ 25 % de la population du pays. L'urbanisation rapide, peu maîtrisée, sans mesures d'accompagnement dans les domaines de l'aménagement du territoire, de la gestion urbaine et de l'environnement, cause de sérieux problèmes de logements et d'infrastructures socio-collectives de base.

De 37,7% au 1^{er} janvier 2011 (RGPH 4, 2011), le taux d'urbanisation aurait atteint 40% en 2015 et passera à 43,5% en fin 2019. L'armature urbaine dans les prochaines années restera caractérisée par la macrocéphalie de l'agglomération de Lomé. Elle absorbera une part très importante de la croissance urbaine.²⁵

Dépendance et dividende démographiques

Le rapport de dépendance démographique désigne le nombre de personnes inactives (population moins de 15 ans et population de 65 ans ou plus) pour une personne en âge de travailler (15-64 ans). Lorsque ce rapport est inférieur à 0,8, il devient possible, selon Division Population des Nations Unies (DPNU), que la structure de la population puisse booster la croissance économique : c'est ce qu'on appelle le premier dividende démographique.

Au Togo, ce rapport, qui était de 0,85 en 2011, a franchi le seuil de 0,8 en 2016 et devrait continuer à descendre jusqu'en 2030, atteignant alors une valeur comprise entre 0,62 et 0,67, selon différents scénarios estimés par l'INSEED.

L'évolution de la structure démographique indique que la période d'opportunité qui s'ouvre actuellement pourrait être relativement longue, en raison de l'évolution lente de la proportion des personnes âgées de 65 ans ou plus.

La planification familiale (PF) est une condition nécessaire pour bénéficier du dividende démographique. Il faut également mettre en place les politiques favorables à la création d'emplois décents, en mettant un focus sur l'innovation technologique.

Langues

Le Togo comprend une cinquantaine d'ethnies. Sa langue officielle est le français. Il y a deux langues nationales parlées et écrites, l'éwé et le kabiyè, et plus d'une quarantaine d'autres langues parlées mais non écrites.

Revenu et emploi

En 2015, le revenu moyen des Togolais était de 1 262 \$ (2011 PPA \$). Pour les hommes, il était de 1 412 \$, contre 1 116 \$ pour les femmes.²⁶

En 2015, 74,6 % des 15 ans et plus détenaient un emploi, et le taux d'activité était de 80,9%. Quelque 7,7 % de la population active étaient au chômage (12,2% chez les jeunes). Pour la

²⁵ Perspectives démographiques du Togo 2011-2031 – INSEED 2015

²⁶ PNUD 2016, Rapport sur le développement humain

période 2010-2014, les jeunes chômeurs non scolarisés représentaient 9 % de la tranche d'âge 15 à 24 ans.

Pour la période 2005-2014, 89,1 % des emplois étaient précaires.

Pour la période 2009-2015, 28 % des enfants de 5 à 14 ans travaillaient.

La progression du taux de sous-emploi, de 22,8 % en 2011 à 25,8 % en 2015, met clairement en exergue la précarité des nombreux emplois créés sur la période 2013-2016, notamment dans le secteur agricole et dans le secteur des infrastructures routières. Les hommes (25,8 %) se retrouvent plus en situation de sous-emploi que les femmes (24,1 %). L'analyse spatiale montre que les actifs du Grand Lomé (29,2 %) se retrouvent plus en situation de sous-emploi comparativement aux autres milieux urbains (25,3 %) et au milieu rural (22,9 %).²⁷

Le nombre de jours de congés obligatoires de maternité était de 98 en 2015. Seulement 10,9 % de la population en âge de prendre sa retraite bénéficiait d'une pension de retraite.

L'impact de la croissance de la population active sur la demande d'emploi sera important. En 2010, le Togo comptait 2,54 millions d'actifs, soit 2,26 millions de personnes ayant un emploi et environ 278 000 chômeurs. Avec un niveau du taux d'activité estimé à 77,4 % en 2015, la proportion de la population active a accusé une hausse de 1,0 point de pourcentage entre 2010 et 2015. Sous l'hypothèse qu'un tel niveau se maintiendrait dans l'avenir, la population active pourrait atteindre en 2031 environ 4,6 millions de personnes actives en augmentation de près de 2,0 millions de personnes par rapport à 2010. Cela correspondrait à une arrivée sur la période de près de 500 000 nouveaux demandeurs d'emploi sur le marché du travail.

Économie

Les projets d'investissements publics afin de doter le pays en infrastructures constituent un pilier majeur de l'économie ces dernières années. Les autorités prévoient investir massivement dans les transports et les infrastructures énergétiques, et intensifier les dépenses sociales. Les réformes structurelles portant sur les secteurs de l'énergie et de la finance devraient soutenir la croissance économique.

Le Togo a entrepris depuis quelques années de stabiliser son cadre macroéconomique et d'améliorer l'environnement des affaires. La publication annuelle Doing Business de la Banque mondiale établit un indice « Facilité de faire des affaires » qui porte sur 10 indicateurs dans 189 économies : (i) création d'entreprise ; (ii) octroi de permis de construire ; (iii) raccordement à l'électricité ; (iv) transfert de propriété ; (v) obtention de prêts ; (vi) protection des investisseurs ; (vii) paiement des impôts ; (viii) commerce transfrontalier ; (ix) exécution des contrats ; et (x) règlement de l'insolvabilité.

Selon le rapport Doing Business de 2015²⁸, le Togo a fait une nette progression de 2014 à 2015, faisant un bond de 8 (huit) places et se classant 149^e sur les 189 pays. Il fait partie des 10 (dix) pays ayant opéré le plus de réformes. Ce nouveau classement confirme la dynamique de progression du Togo dans ce classement depuis 2012, alors que le Togo est passé de la

²⁷ Rapport final de la revue SCAPE, 2017

²⁸ Rapport Doing Business 2015, Banque mondiale

162^e place en 2012 à la 159^e en 2013, à la 157^e en 2014 et enfin à la 149^e place en 2015. Depuis, son classement a reculé, atteignant la 156^e position en 2018.

Les résultats des efforts déployés par le Togo se sont traduits, au cours des dernières années, par une hausse régulière de la croissance économique, bénéficiant des effets des politiques du Gouvernement pour soutenir l'agriculture et hausser les dépenses d'investissement public²⁹.

L'économie du Togo est une économie de pays en développement. Le produit intérieur brut (PIB) était en 2015 de 10 milliards USD en dollars 2011 en parité de pouvoir d'achat (PPA), soit 1 374 \$ PPA par habitant. Le taux de croissance du PIB est passé de 4,0 % en 2010 à 4,8 % en 2011 et à 5,9 % en 2012. Le taux moyen de croissance du PIB entre 2013 et 2016 est estimé en moyenne à 5,5 %, soit un niveau supérieur à celui de la plupart des pays d'Afrique subsaharienne.³⁰ Cependant, les récentes tensions politiques débutées en août 2017 mettent à mal l'activité économique. En effet, les projections du taux de croissance annuelle 2017 de 5% ont été revues à la baisse pour se situer à 4,8%.

L'analyse des parts relatives des différents secteurs dans le PIB réel révèle une prépondérance du secteur primaire dont la part est supérieure à 40%. Le poids du secteur secondaire varie entre 17 % et 19 % et celui du secteur tertiaire, entre 18 % et 21 %. Cette évolution des parts sectorielles à la formation du PIB traduit le fait qu'il n'y a pas eu de transformation majeure de la structure de la production qui reste caractérisée par un secteur primaire dominant et vulnérable, un secteur secondaire tiré par une bonne progression des BTP, mais fragilisé par une croissance moindre des industries extractives et manufacturières et un secteur tertiaire dominé par les services de transport-communication, le commerce (avec une forte proportion de l'informel) et le tourisme³¹.

L'agriculture se distingue ainsi comme le secteur qui offre le plus de possibilités pour accélérer la croissance, assurer la sécurité alimentaire, créer des emplois, accroître les revenus des pauvres et contribuer à la balance commerciale et au développement de l'agro-industrie.

La situation économique a aussi été marquée par une bonne maîtrise de l'inflation, le taux moyen d'inflation entre 2013 et 2016 s'est établi à 1,2 %³². Pour 2017, il devrait tourner autour de 0 %³³. Ceci est en forte réduction par rapport aux niveaux historiques rencontrés il y a 5 ou 10 ans (2,5 % en 2012, 3,6 % en 2011 contre 8,7 % en 2008).

Les dépenses générales de consommation du gouvernement pour la période 2010-2015 étaient de 14,6 % du PIB, la croissance annuelle moyenne étant de 3,6 %. Les recettes fiscales totales représentaient 20 % du PIB, et l'impôt sur le revenu 11,1 % des recettes fiscales totales. Pour la même période, le crédit intérieur consenti par le secteur financier représentait 42 % du PIB, le service total de la dette était de 1,5 % du Revenu national brut,

²⁹ EDST III 2013-14

³⁰ Banque mondiale 2018 - <http://www.banquemondiale.org/fr/country/togo/overview>

³¹ Dixit Tome 1 PND

³² PND

³³ Première Revue du Programme FEC, novembre 2017

et l'indice des prix à la consommation, établi à 100 en 2010, avait atteint le niveau de 110 en 2015.

L'écart entre le taux moyen de croissance économique (5 %) et le taux d'accroissement démographique (2,4 %) ne donne pas de marge pour une réduction sensible de la pauvreté.³⁴

Pour financer la construction des infrastructures économiques, le Togo a fait recours aux prêts. Cette stratégie a entraîné une augmentation du taux d'endettement qui est passé de 48,6 % en 2012 à 81,5 % en 2016. Cependant, avec l'appui du FMI, à travers un programme soutenu par la Facilité Élargie de Crédit, une baisse est amorcée en 2017 avec un taux qui se situe à 77,3 % ; avec un objectif de moins de 70 % en 2020.

L'encours de la dette publique atteignait 10,8 % en 2016.³⁵ L'un des défis inscrits dans le Plan national de développement du Togo (PND) est le suivant : comment assurer le développement des infrastructures stratégiques comme levier de la croissance du pays en prenant en compte le poids de la dette ?

Lomé, la capitale, est le principal centre industriel et commercial du pays.

1. - Agriculture

L'agriculture tient un rôle prédominant au Togo : elle assure en grande partie la sécurité alimentaire des Togolais. La proportion des emplois provenant du secteur agricole a légèrement régressé ces dernières années, passant de 63,0 % en 2010 à 62,5 % en 2017.³⁶

L'agriculture est le moteur du développement économique et social du Togo, au regard du nombre d'emplois qu'elle génère (elle occupe environ 54 % de la population active) et de sa contribution à la formation de la richesse nationale du pays (environ 40 %).³⁷

Quelque 25 % du territoire du Togo est utilisé pour des cultures très diverses : mil, sorgho, maïs, manioc, ignames, cacao, café, coton. Le coton est la principale culture industrielle de rente et le premier produit d'exportation agricole. Ce sont les petites et moyennes exploitations qui dominent.

LE PND vise le développement d'une agriculture à haut rendement pour l'autosuffisance alimentaire et l'exportation. Pour y parvenir, avec l'appui du secteur privé et des partenaires au développement, il consacrera plus de ressources au secteur de l'agriculture. Ces ressources serviront notamment au développement de coopératives liées au secteur de la transformation et à installer une usine majeure de transformation ciblée par filière à haute valeur ajoutée. Le gouvernement entend faire passer le taux de transformation des produits agricoles de 19 % en 2015 à 50 % en 2022.

³⁴ Rapport final de la revue SCAPE, 2017

³⁵ PND 2017

³⁶ Banque mondiale

³⁷ 4^{ième} Recensement national de l'agriculture 2011-2014, Ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche de la République Togolaise, Volume 1 : module de base, p. 12

La productivité agricole est restée quasi stagnante pour les principales cultures vivrières stratégiques et dans l'ensemble, le secteur agricole demeure structurellement fragile et sensible entre autres aux aléas climatiques. Globalement, le Togo a amélioré la disponibilité alimentaire, notamment pour certains aliments de base tels que les céréales et les produits riches en protéines animales.

Conformément aux indications de la nouvelle politique agricole du Togo et à son plan stratégique (PA-PSTAT 2016-2030), des efforts se concentrent ces dernières années sur la mise en place des zones d'aménagements agricoles planifiés (ZAAP) ainsi que des pôles de développement agricoles. En outre, des interventions dans la valorisation des productions agricoles soutiennent quelques initiatives de transformation de produits agricoles alimentaires (riz, sorgho, tomate, ananas, etc.). Les déficits en volume de production portent essentiellement sur le riz usiné, les produits carnés, le lait, les œufs et les produits halieutiques.

Par ailleurs, l'augmentation de la population au Togo et la faible promotion du gaz ont conduit à un besoin accru en bois combustible, une cause importante de déforestation. Des pratiques agricoles traditionnelles, dont les feux de végétation mal contrôlés, contribuent significativement à la déforestation.

Depuis les années 2000, le gouvernement togolais appuie la mécanisation de l'agriculture, jusque-là pratiquée par les paysans au moyen de la force manuelle avec des outils traditionnels comme la hue et la daba.

Afin d'améliorer la richesse du Togo, certains défis demeurent importants dans le domaine agricole, notamment l'accroissement de la capacité de transformation des produits agricoles, l'amélioration de l'accès au domaine foncier, notamment pour les femmes, et l'amélioration de la maîtrise de l'eau.

2 - Ressources naturelles

Les ressources minières

Le Togo dispose d'un potentiel minier important et varié composé de gisements métallifères dont : le fer qu'on retrouve dans la Préfecture de Bassar et les localités de Bandjéli, Tchodokou, Manka, Bitjabé, Dimonri, le manganèse à Nayéga, la chromite à Ahito et à Farendè et la bauxite à Agou et des ressources non métallifères dont les phosphates (bassin sédimentaire côtier et à Bassar), les dolomies (répartis sur l'ensemble du territoire), les calcaires et la tourbe (bassin sédimentaire côtier), des argiles industrielles et les pierres ornementales à Gnaoulou et à Pagala, des pierres précieuses et des minéraux radioactifs : la chromite, le manganèse et la bauxite. D'autres occurrences minérales non négligeables telles que le diamant et l'or alluvionnaire sont exploitées par les artisans miniers.

Le phosphate, le calcaire, le marbre, la dolomie cristalline et les matériaux de constructions constituent l'essentiel des produits miniers actuellement exploités dans le pays.

Le Togo est le quatrième producteur mondial de phosphates avec des réserves estimées à 260 millions de tonnes de phosphate de première classe et 1 milliard de tonnes de phosphate

carbonate.³⁸ L'exploitation des phosphates représente plus de 40 % des recettes d'exportation.³⁹

La production de phosphates a décliné à partir de 2007, faute d'investissements substantiels et à cause d'une gestion défectueuse. En réaction, les pouvoirs publics togolais ont créé la Société nouvelle des phosphates du Togo (SNPT).⁴⁰

Les ressources en eaux

Le Togo dispose d'abondantes ressources en eau. Sur l'ensemble du pays, les ressources en eau souterraine renouvelables annuellement sont estimées entre 5 et 9 milliards de mètres cubes et les eaux de surface de l'ordre de 10 milliards de mètres cubes par an en moyenne, soit un potentiel de 15 à 19 milliards de mètres cubes par an, pour une moyenne se situant entre 3000 à 3800 mètres cubes d'eau par an et par personne.

Le pays jouit de caractéristiques physiques, à savoir les montagnes et forêts, qui lui assurent une pluviométrie annuelle comprise entre 800 mm et 1500 mm, générant un volume d'eau pluviale estimé à 70 milliards de mètres cubes par an pour l'ensemble du pays, soit 1,2 million de mètres cubes par kilomètre carré et par an.

Les terres et les sols

Le Togo ne compte que 36 300 km² de terres arables soit 64 % du territoire national. Plus de 50 % des terres cultivables sont naturellement pauvres et caractérisés par une grande susceptibilité au lessivage des éléments chimiques. La dégradation des terres s'est intensifiée et est imputable au déboisement intensif et au développement de l'agriculture extensive. Les besoins croissants en terres arables conduisent en particulier les agriculteurs à cultiver de plus en plus de terres marginales telles que les écosystèmes fragiles (pentes raides des montagnes et berges de cours d'eau, très sensibles à l'érosion).

Les Ressources Forestières

Selon les résultats de l'inventaire des ressources forestières, (IFN 2016), le Togo dispose d'un taux de couverture en ressources forestières de 24,2 %. Le Togo a le taux de pertes relatives de surface forestière le plus élevé du monde (5,1 % entre 2000 et 2010) et peut ainsi être classé comme un pays à forte déforestation.⁴¹ Le Gouvernement Togolais a élaboré une proposition de mesures pour l'état de préparation (R-PP) à la REDD+ et a entamé des négociations avec le Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier (FCPF) en vue de mobiliser des ressources financières d'environ 3,8 millions de dollars US pour la préparation du Togo à la REDD+. L'objectif de ce projet est de permettre à la forêt et aux arbres hors-forêt de continuer par jouer leur rôle socio-économique et écologique.

³⁸ PND 2017

³⁹ https://fr.wikipedia.org/wiki/Économie_du_Togo

⁴⁰ BCEAO : La SNPT envisage de porter la production à 2 500 000 tonnes/an (contre 695 150 tonnes/an en 2010)

⁴¹ Ministère de l'Environnement et des Ressources forestières, République du Togo, octobre 2015

3 - Énergie

Le barrage hydroélectrique de Nangbéto, sur le fleuve Mono, une réalisation conjointe du Bénin et du Togo, fournit entre le quart et le tiers des besoins en électricité des deux pays, qui demeurent dépendants du Ghana pour 70 % de leur alimentation électrique.

De plus une centrale thermique existe sur le territoire du Port Autonome de Lomé, contribuant à réduire le déficit énergétique du pays. Les besoins restent néanmoins nettement supérieurs à l'offre.

4 - Infrastructures

Infrastructures et transport maritimes

- Port Autonome de Lomé

Le port autonome de Lomé est le point d'entrée des flux de transport terrestre du Togo et de la plus grande partie de ses pays voisins. Il dispose d'un avantage comparatif certain, celui d'être un port en eau profonde avec une profondeur allant jusqu'à 16,60 m, le seul ayant cette capacité naturelle dans la sous-région. Il dispose d'infrastructures et d'équipement adaptés à des trafics diversifiés. D'importants investissements ont été consacrés pour accroître sa production et améliorer sa compétitivité face à ses grands concurrents, les ports autonomes d'Abidjan et de Dakar. Toute la manutention est assurée par des sociétés privées à l'exception des vrac solides et liquides. Plusieurs armateurs importants tels MSC, Maersk, CMA, CGM et PIL y sont présents.

De 2002 à 2014, le trafic du port est passé de 4 Mt à 7,8 Mt, ce qui correspond à une croissance moyenne annuelle très importante de 7 %.

Le trafic des conteneurs a doublé en trois ans pour atteindre 905 700 EVP en 2015.⁴²

- Quai minéralier

Le quai minéralier existant a une capacité nominale d'environ 1,6 millions de tonnes/an. En 2010, 2,3 millions de tonnes ont été manutentionnées, entraînant une forte augmentation des temps d'attente pour les navires. Les besoins à l'horizon 2030 sont évalués à près de 20 millions de tonnes par an. Une extension s'impose donc afin de répondre à cette demande anticipée.

-Port de Kpémé

C'est un port utilisé exclusivement pour l'exportation du phosphate par la SNPT. Il est situé à 35 km au nord-est de Lomé. Il dispose d'un quai de 225 m à une profondeur de 11,8 m. Il peut aussi recevoir des pétroliers jusqu'à 9 m de tirant d'eau.

Une ligne de chemin de fer privée de 37 km sert à transporter le minerai brut de phosphate des mines de Hahotoé vers l'usine d'enrichissement et le quai d'exportation de Kpémé. Les cadences de chargement peuvent aller jusqu'à 2 000 t/heure.

⁴² Port autonome de Lomé, Statistiques - www.Togo-Port.net

Il faut noter que l'usine de traitement pollue la mer. Les effets de cette pollution se font ressentir depuis plusieurs années le long de tout le littoral béninois.

Réseau et transport routiers

Le réseau routier togolais, composé des voiries urbaines, des routes interurbaines et des pistes rurales, a une longueur totale en 2012 de 10 308,6 km. Cela correspond à une densité de 18,2 km/100km² et de 1,7km pour 1000 habitants. Il s'organise autour d'une dorsale Aného- Lomé - Cinkassé (700 km), qui comprend l'embranchement Lomé - Kpalimé (119 km), et d'axes transversaux qui connectent le Togo au Bénin (Est) et au Ghana (Ouest). Ces routes permettent le transport des personnes et servent au transport des produits agricoles, industriels, miniers provenant et à destination des différentes régions du pays.

Environ 15 % de ce réseau total (soit 1 793 km) sont revêtus. Le réseau revêtu comprend principalement la dorsale reliant Lomé à la frontière du Burkina Faso et la route littorale, entre la frontière du Ghana et celle du Bénin.

L'axe Sud-Nord-Sud reliant Lomé à Dapaong et à la frontière burkinabè constitue le principal axe de communication du Togo. Il favorise les échanges commerciaux avec les pays sahéliens enclavés dont les marchandises transitent par le port de Lomé. Il est vital pour l'économie togolaise.

Réseau et transport ferroviaires

Le réseau ferroviaire du Togo comprend trois lignes principales à écartement métrique : Lomé - Blitta (276 km), Lomé - Aného (47 km) et Lomé - Kpalimé (119 km). La longueur totale du réseau est de 510 km environ. Ce réseau est très vétuste, c'est pourquoi, bien que son exploitation ait été concédée à plusieurs sociétés industrielles, il n'est plus utilisé en 2017 que sur la section Tabligo - Dalavé, sur 40 km environ, uniquement pour des transports de clinker et de minerai (environ 400 000 tonnes par an). S'y ajoutent les 37 km de la ligne privée de la SNPT entre Hahotoé et le terminal maritime spécialisé de Kpémé, ainsi que les 5 km situés au Togo de l'embranchement particulier de Wacem vers la cimenterie de Aflao au Ghana.

Il n'y a plus de train de voyageurs depuis le milieu des années 90.

Infrastructures et services de transport aérien

Le Togo dispose de deux aéroports internationaux situés à Lomé et à Niamtougou.

On constate une forte augmentation du trafic aérien depuis 2003. Le trafic actuel de l'aéroport de Lomé dépasse 500 000 passagers par an. Le Togo a investi dans la construction d'une aérogare d'une plus grande capacité pouvant accueillir entre 600 000 et 2,0 millions de passagers par an. Il a pour objectif de faire du Togo un hub. En 2015, douze compagnies assurent 95 vols par semaine à partir de cet aéroport vers 24 destinations.

Zone franche

Comme de nombreux pays africains, le Togo s'est doté d'une zone franche dès la fin des années 1980, pour laquelle sa réglementation est souple. Grâce au statut de port franc dont jouit le Port de Lomé, la manutention et le transfert des marchandises s'y effectuent sans

contraintes douanières, permettant ainsi un gain de temps dans les opérations de traitement des navires et des marchandises. Carrefour international d'échanges, le Port de Lomé, avec un domaine 900 ha, est aussi un pôle d'attraction pour le commerce et l'industrie grâce à une vaste zone franche industrielle où sont implantées plusieurs dizaines d'entreprises. Ces dernières bénéficient d'infrastructures portuaires de qualité, d'une réglementation souple et des avantages fiscaux, douaniers et financiers.

64 entreprises sont actuellement installées en zone franche ; elles emploient 12 000 personnes dans des secteurs variés : chaîne d'assemblage de poids lourds, industrie chimique, matériaux de construction.

Le Togo désire inciter de nouveaux opérateurs étrangers à venir s'implanter, en offrant une fiscalité douce et un marché régional en croissance. La position géographique de Lomé en fait un lieu idéal pour exporter vers les pays de l'hinterland (Mali, Niger et Burkina Faso). Le port a été largement modernisé comme d'ailleurs le réseau routier menant à ces trois pays.

La Sazof, qui exploite la zone franche, travaille à une extension du site à Adétikopé (30 km de Lomé), celui situé à proximité du port est saturé.

Sécurité humaine

Pour la période 2010-2015, 78% des enfants de moins de 5 ans étaient enregistrés à l'état civil. Environ 1 500 personnes par année étaient privées d'abri en raison d'une catastrophe naturelle. On dénombrait 330 000 orphelins au Togo en 2014, le taux moyen d'incarcération (entre 2004 et 2015) et d'homicide (entre 2010 et 2014) par 100 000 personnes étaient respectivement de 64 et 9,2. Les taux de suicide en 2015 étaient de 2,8 et 8,5 par 100 000 personnes respectivement pour les femmes et pour les hommes.⁴³

Éducation

La durée attendue de scolarisation est le nombre d'années de scolarisation qu'un enfant peut s'attendre à recevoir si les tendances de scolarisation dominantes, par âge, demeurent inchangées tout au long de sa vie. La durée moyenne de scolarisation est le nombre moyen d'années d'éducation des personnes de 25 ans et plus, calculé d'après le nombre d'années pour chaque niveau d'éducation.

Au Togo, la durée attendue de la scolarisation était de 12 années en 2015 (10,8 années pour les femmes et 13,1 années pour les hommes), et la durée moyenne de scolarisation n'était que de 4,7 années en 2015 (3,2 années pour les femmes et 6,3 années pour les hommes)⁴⁴. La gratuité des frais scolaires existe pour les élèves des écoles préscolaires et primaires publiques. Le pays dispose également d'une politique de discrimination positive en matière de réduction des frais scolaires pour les filles au secondaire. Le taux net de scolarisation a beaucoup progressé dans le primaire, passant de 87,8 % en 2009/2010 à 94,3 % en 2014/2015.

Le taux d'alphabétisation pour la période 2005-2015 était de 66,5 %. Pour la même période, chez les jeunes de 15 à 24 ans, ce taux était de 81,4 % et 88,9 % respectivement pour les

⁴³ PNUD – rapport sur le développement humain 2016

⁴⁴ PNUD – Rapport sur le développement humain 2016

femmes et les hommes. 33 % de la population âgée de 25 ans et plus avait au moins commencé les études secondaires (36,1 % chez les hommes contre 23,1 % chez les femmes). Les taux bruts de scolarisation étaient de 125 % au primaire, 55 % au secondaire et 10 % au tertiaire.⁴⁵

Sur la période 2010-2015, certains indicateurs aident à apprécier la qualité de l'éducation. Le taux de redoublement du primaire est passé de 23,6 % à 8,4 %, le taux d'enseignants du cycle primaire formés était de 76 %, le nombre d'élèves par enseignant au primaire était de 41, et les dépenses publiques en éducation correspondaient, pour la période 2010-2014, à 4,8 % du PIB.

Santé

L'espérance de vie à la naissance était passée de 57,3 ans en 2010 à 60,3 ans en 2015.⁴⁶ Elle a alors atteint 60,9 ans pour les femmes contre 59,4 ans pour les hommes. L'espérance de vie à 60 ans, pour la période 2010-2015, était de 15,1 années.

Entre 2010 et 2014, la proportion de nourrissons allaités exclusivement au sein a baissé de 62 % à 58 %. En 2014, 26 % des enfants d'un an n'étaient pas vaccinés contre le DTC-Hep-Hib3 ni contre la rougeole.

En 2010, 29,7 % des enfants de moins de 5 ans souffraient de malnutrition chronique ou retard de croissance contre 27,5 % en 2014. Sur la période 2009-2013, les taux moyens de mortalité par 1 000 naissances vivantes étaient respectivement de 49 et 88 pour les enfants de moins de 1 an et pour ceux de moins de 5 ans.

Pour la période 2007-2014 ayant précédé l'enquête démographique et de santé (EDST III 2013-14), les taux de mortalité pour la tranche d'âge 15 à 49 ans pour les femmes et pour les hommes étaient respectivement de 4,7 et 4,8 décès pour 1 000 personnes. Pour la même période, l'enquête estimait un taux de mortalité maternelle de 401 décès pour 100 000 naissances vivantes⁴⁷.

Les décès causés par le paludisme et la tuberculose étaient respectivement de 62,8 et 8,8 décès/100 000 personnes. La prévalence du VIH chez les 15 à 49 ans était de 2,5 %⁴⁸.

Selon la même source, la prévalence était plus élevée chez les femmes (3,1 %) que chez les hommes (1,7 %), et plus importante en milieu urbain (3,6 %) comparativement au milieu rural (1,6 %)

Le nombre de médecins pour la période 2001-2014 était de 0,5 par 10 000 personnes⁵. Cet indicateur cache les disparités entre Lomé (concentrant l'essentiel) et le reste du pays. Pour sa part, le nombre de personnel de santé (médecins-infirmier-sage femmes) était de 5,95 pour 1000 habitants. En 2014, le total des dépenses en santé publique représentait 2,0 % du PIB.

Le secteur de la santé subira des effets induits par l'augmentation de la population d'ici 2030.

⁴⁵ PNUD– Rapport sur le développement humain 2016

⁴⁶ Banque mondiale

⁴⁷ Enquête EDST-3

⁴⁸ Enquête EDST-3

Les implications relatives à la croissance de la population resteront fortes aussi bien sur les ressources humaines que sur les infrastructures sanitaires.

En 2030, le Togo aura besoin de 500 médecins supplémentaires et 1 020 infirmiers d'état. Si rien n'est fait, le nombre d'habitants par lit augmentera à 1 700 puis à 2 155 respectivement en 2020 et en 2030.

Pour maintenir le cap des progrès enregistrés au cours de ces dernières années en faveur de la survie de la population, le Gouvernement togolais devra revoir à la hausse la part du budget alloué au secteur de la santé (45 384 030 FCFA) qui, quand bien même en progression depuis 2010 n'a plus jamais franchi le seuil des 50 107 245 alloués en 2009.

Prise en compte des principes de développement durable au Togo

Le Plan national de développement 2018-2022

Le Plan national de développement 2018-2022 a été structuré de façon à considérer les 17 objectifs de développement durable adoptés par les Nations Unies en septembre 2015. Comme suite à des consultations au plan national et puis dans les cinq régions du pays sur la priorisation des 169 cibles associées aux 17 objectifs de développement durable, le Togo a retenu 60 cibles. Ces 60 cibles priorisées feront l'objet de politiques et stratégies afin de les atteindre à l'Horizon 2030. Par ailleurs, le Togo a adhéré à l'accord de Paris sur les Changements Climatiques.

La loi portant loi-cadre sur l'aménagement du territoire numéro 2016-002 du 4 janvier 2016

Par ailleurs, bien avant l'adoption du Programme de développement durable, le Togo avait déjà par la Loi-cadre sur l'environnement (Loi No 2008-005) identifié les principes de développement durable suivants, à intégrer dans sa politique de développement :

- Le principe d'information : toute personne a le droit de s'informer sur son environnement;
- Le principe de prévention : il importe d'anticiper et de prévenir à la source les atteintes à l'environnement ;
- Le principe de précaution : l'absence de certitudes scientifiques et techniques ne doit pas faire obstacle à l'adoption de mesures effectives et appropriées visant à prévenir des atteintes graves à l'environnement ;
- Le principe pollueur-payeur : les frais découlant des actions préventives contre la pollution, ainsi que des mesures de lutte contre celle-ci, y compris la remise en l'état des sites pollués, sont supportés par le pollueur ;
- Le principe de responsabilité : toute personne qui, par son action crée des conditions de nature à porter atteinte la santé humaine et à l'environnement, est tenue de prendre des mesures propres à faire cesser et à réparer le dommage occasionné ;
- Le principe de participation : chaque citoyen a le devoir de veiller à la préservation de l'environnement et de contribuer à son amélioration ;
- Le principe de subsidiarité : en l'absence d'une règle de droit écrit de protection de l'environnement, les normes coutumières et les pratiques traditionnelles éprouvées du terroir concerné s'appliquent.

La politique nationale de l'aménagement du territoire

La Loi stipule en son article 25 : La politique nationale de l'aménagement du territoire, dans son élaboration comme dans sa mise en œuvre, prend appui sur les huit principes directeurs suivants :

- Principe d'unité et de solidarité nationales

Les richesses du pays sont destinées à tous les habitants qui en tirent la satisfaction de leurs besoins fondamentaux pour des conditions de vie acceptables. Tout citoyen, dans n'importe quel endroit du territoire national, se sent appartenir au pays et est considéré comme tel par l'ensemble de la communauté nationale...

- Principe d'anticipation

La politique nationale de l'aménagement du territoire s'inscrit dans une vision globale et prospective qui vise à appréhender, par des études et analyses, les mutations socio-économiques, agro-écologiques et toutes autres évolutions de l'espace national et sous régional dans un horizon de 20 à 30 ans, afin d'accompagner les dynamiques souhaitables et d'infléchir les évolutions non désirées.

- Principe de cohésion économique et sociale

La politique nationale de l'aménagement du territoire encourage la collaboration, la coopération, le partenariat, la complémentarité et le partage d'expériences entre les communautés des différents territoires. L'État met en œuvre des mesures de solidarité par la redistribution des moyens publics et la mise en place de structures qui favorisent l'exercice de cette solidarité.

- Principe de complémentarité

L'aménagement du territoire favorise une meilleure mise en valeur des potentialités et atouts naturels de chaque région sur la base des avantages comparatifs.

- Principe de durabilité du développement

La politique nationale de l'aménagement du territoire vise à concilier les objectifs du développement des court, moyen et long termes en vue d'assurer une certaine équité entre les générations présentes et futures et de sauvegarder l'avenir. Elle vise ainsi une meilleure organisation et occupation de l'espace, une meilleure utilisation des ressources, de meilleures répartitions et localisation spatiales des équipements, des activités socio-économiques et la préservation de l'environnement.

- Principe de participation de tous les acteurs

L'aménagement du territoire est un processus participatif qui implique, aux diverses étapes de sa conception, de son élaboration et de sa mise en œuvre, l'ensemble des acteurs que sont l'État, les organismes intergouvernementaux, les collectivités territoriales, la société civile, le secteur privé et les organisations professionnelles.

Un partenariat fort avec les populations, développe un transfert des responsabilités du sommet à la base.

- Principe de subsidiarité

En matière de l'aménagement du territoire, les collectivités territoriales ont vocation à exercer les compétences qui peuvent, le mieux, être mises en œuvre à leur échelon. En d'autres termes, l'État, hors des domaines relevant de sa compétence exclusive, ne traitera que de ce qui ne peut être traité, de façon efficace au niveau régional et local.

- Principe d'intégration régionale

La politique nationale de l'aménagement du territoire prend en compte les perspectives d'intégration dans les ensembles sous-régionaux, régionaux et mondiaux.

En outre, la politique nationale d'aménagement du territoire a pour objectif général la promotion d'un développement spatial équilibré et durable qui réduit les disparités inter et intra régionales en se basant sur les potentialités naturelles du pays, le développement des pôles régionaux de développement, la réduction des déficits sociaux, la préservation de l'environnement et les dynamiques d'intégration régionale. Cinq (05) objectifs principaux sont visés par la politique nationale de l'aménagement du territoire et qui concourent au développement durable. Il s'agit des objectifs :

- Économiques : Améliorer la performance globale du pays et celle des régions ;
- Sociaux : rechercher la justice sociale par une meilleure répartition des fruits de la croissance ;
- Politiques : renforcer la solidarité et la cohésion nationale, contrer les velléités de dislocation des zones des groupes frustrés/marginalisés, intégrer régions à l'ensemble national ;
- Écologiques : maîtriser les problèmes environnementaux, promouvoir le développement durable, etc. ;
- Utilisation rationnelle du territoire et des ressources: contribuer à une meilleure orientation et implantation des infrastructures et équipements et développer les grands centres urbains, industriels, ainsi que les grandes infrastructures.

Chapitre 2 –L'état des Objectifs de développement durable au regard des droits humains (analyse de la situation)

2.1 –L'état des ODD et les droits civils et politiques

Le chapitre 2.1 aborde successivement les thématiques suivantes, associées d'une part aux droits civils et politiques présentés dans l'encadré et, d'autre part, à des cibles liées aux objectifs de développement durable (identifiées entre parenthèses) :

- Maltraitance, à l'exploitation et à la traite, et à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants (8.7, 10.4 et 16.2) ;
- Accès à la justice sans discrimination (16.3) ;
- Institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux (16.6)
- Flux financiers illicites et trafic d'armes, activités de récupération et de restitution des biens volés et lutte contre toutes les formes de criminalité organisée (16.4) ;
- Corruption et pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes (16.5) ;
- Égalité de participation et de représentation des hommes et des femmes aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision dans la vie politique, économique et publique (5.5 et 16.7) ;
- Garantie à tous d'une identité juridique, notamment l'enregistrement des naissances et le certificat de nationalité (16.9) ;
- Garantie de l'accès public à l'information et protection des libertés fondamentales (16.10) ;
- Connaissances et compétences des jeunes en matière de promotion du développement durable, des droits de l'homme, de l'égalité entre les sexes, de la promotion d'une culture de paix et de non-violence, de la citoyenneté mondiale et de l'appréciation de la diversité culturelle (4.7) ;
- Égalité des sexes et autonomisation des femmes et des filles - Violences faites aux femmes/filles : mariage des enfants, mariage précoce ou forcé, mutilation génitale féminine (5.3) ;
- Politiques en matière de valorisation des soins et travaux domestiques non rémunérés (5.4) ;
- Accès des femmes et des hommes à l'informatique et aux TIC (5.b).

Droits civils et politiques

- Droit à la justice et à un procès équitable
- Efficacité des institutions
- Liberté d'expression, d'information et de presse
- Liberté de pensée, de conscience et de religion
- Liberté de réunion, d'association et de rassemblement pacifique
- Droit de vote, d'éligibilité et d'égal accès aux fonctions publiques
- Interdiction de l'esclavage
- Droit à la liberté de mouvement et à la sécurité
- Droit à la vie privée
- Droit à la propriété
- Droit à la nationalité
- Droit au mariage

2.1.1. Maltraitance, exploitation et traite, et toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants (8.7, 10.4 et 16.2)

Situation (performance actuelle)

Violence envers les enfants

Malgré le cadre juridique favorable, les enfants et les adolescent(e)s (filles et garçons) y compris les enfants handicapés sont confrontés à des privations. Ainsi, 84,2 % des enfants âgés de 0 à 17 ans souffrent d'au moins une privation à leur bien-être dans différents domaines, soit la nutrition, la santé, l'eau, l'assainissement, le logement, la protection contre les violences, l'information et l'éducation. Quelque 36,5 % des enfants souffrent d'au moins trois privations.

Être privé dans plusieurs domaines de bien-être à la fois a des conséquences sur le développement physique et psychologique de l'enfant.

Les groupes les plus affectés sont les enfants privés de famille, les enfants sans soutien, les enfants de milieux pauvres, les milieux ruraux, les ménages pauvres.

Ces privations prennent plusieurs formes : (i) le non enregistrement à la naissance, (ii) le travail des enfants, (iii) les violences et les abus, (iv) les enfants en situation de rue, (v) les mariages précoces, (vi) les mutilations génitales féminines et (vii) les enfants en conflit avec la loi.

Diverses études et enquêtes statistiques confirment la persistance de violences faites aux enfants ⁴⁹. Les droits des personnes vulnérables, notamment les enfants ne sont pas suffisamment protégés.⁵⁰

Les principales conséquences de la violence faite aux enfants sont l'abandon scolaire, l'entrée prématurée dans la vie adulte sans aucune préparation, la privation de jouissance des droits fondamentaux reconnus aux enfants, l'exploitation au foyer, la restriction de la liberté individuelle.

Durant le mois précédant l'enquête démographique et de santé 2013-14 (EDST III), 81% des enfants de 1-14 ans ont fait l'expérience de la discipline violente : 56 % ont subi du châtiment corporel et 25 % ont subi de l'agression psychologique⁵¹.

Non enregistrement des enfants à la naissance

Au Togo, 22% des enfants de moins de 5 ans ne sont pas enregistrés à l'état civil, les taux étant presque identiques pour les filles que pour les garçons. Les enfants les plus affectés par le non-enregistrement des naissances :

- Vivent en milieu **rural** (31,3 % contre 4,9 % en milieu urbain)
- Sont dans la région des **Plateaux** (40 %) et celle de la **Kara** (35 %), contre Lomé (seulement 3 %) et la région Maritime (14 %).

⁴⁹ Tableau de bord protection de l'enfant 2013, MISC, EDS 2014 (UNICEF)

⁵⁰ Tableau de bord de protection de l'enfant 2013 de la Politique nationale de la justice

⁵¹ EDST III 2013-2014

- Vivent dans des **ménages pauvres** (33,1 % de non-enregistrés contre 6,6 % dans les familles favorisées)
- Ont **mère sans instruction** (31 % de non-enregistrés contre 20 % pour ceux dont la mère a un niveau primaire et 8 % parmi ceux dont la mère a un niveau secondaire ou plus).

Le non enregistrement à l'état civil prive ces enfants d'une existence légale et les rend plus vulnérables à l'abus, à l'exploitation économique et à la traite, au mariage précoce. Le manque d'acte de naissance peut entraver l'accès aux services sociaux, y compris les soins de santé, l'immunisation, l'inscription à l'école à l'âge prescrit, et l'autorisation de passer les examens de fin du cycle primaire. Il peut aussi empêcher les jeunes de voter, de voyager, d'obtenir le permis de conduire, ou de trouver un emploi.

Parmi les causes relevées par l'« *Analyse du système d'enregistrement des naissances au Togo* » conduite en 2012 par le Ministère de l'Action Sociale avec l'appui technique et financier de l'UNICEF, on retrouve non seulement la négligence, l'ignorance et l'analphabétisme des parents, l'éloignement des familles de l'administration, aussi le dysfonctionnement des services d'état civil qui en est une cause primordiale⁵².

Violences et abus sexuels

Les violences et abus sexuels demeurent un phénomène difficile à cerner faute de données fiables. L'enquête sur l'exploitation sexuelle commerciale des enfants de 8 à 17 ans conduite en 2013 montre que 95 % des abus et harcèlements sexuels en milieu scolaire touchent les filles.

Enfants en situation de rue

Selon des données de l'« *Analyse de la situation des enfants en situation de rue au Togo* » conduite en 2015 par le Ministère de l'Action sociale, avec l'appui technique et financier de l'UNICEF, on estimait à 5 594 le nombre d'enfants en situation de rue, population constituée de 90% de garçons et dont près de la moitié vit à Lomé. Ils sont soumis à des violences physiques, psychologiques et à divers types d'exploitation. L'émergence de la mendicité infantile est en train de se greffer au phénomène.

Le PND envisage de porter le pourcentage des orphelins et autres enfants vulnérables pris en charge de 68 % en 2016 à 80 % en 2022.

Mariage des enfants

Au Togo, l'âge d'entrée en union des femmes est précoce. Ce phénomène touche surtout les filles. En effet, 13 % des filles contre seulement 0,6 % de garçons de 15-19 ans étaient déjà en union en 2014. Parmi celles de 25-49 ans, 9 % étaient mariées avant l'âge de 15 ans et 32 % étaient déjà en union avant d'atteindre 18 ans. Par ailleurs, la gestion de la santé sexuelle et reproductive des adolescents est aussi caractérisée par des relations sexuelles précoces. Avant d'atteindre 15 ans exacts, 47 % des femmes et 30 % des hommes de 20-49 ans avaient déjà eu des rapports sexuels. Cette proportion est 73 % et 57 % respectivement chez les femmes et les hommes avant 20 ans.

⁵² Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale, *Analyse du système d'enregistrement des naissances au Togo*, Novembre 2012

Les grossesses précoces et non désirées touchent 17 % des adolescentes de 15-19 ans (13 % ont eu au moins un enfant et 3 % étaient enceintes de leur premier enfant). De plus, avant d'atteindre 17 ans, 21 % des femmes de 25-49 ans ont déjà au moins une naissance vivante; cette proportion est de 42 % avant 20 ans.⁵³

Les pires formes de travail des enfants (le travail et la traite des enfants)

« Le travail des enfants » est un concept qui regroupe l'ensemble des activités qui privent les enfants de leur enfance, de leur potentiel et de leur dignité, et nuisent à leur scolarité, santé, développement physique et mental.

La législation togolaise interdit l'entrée dans le monde du travail avant l'âge de 15 ans. Mais elle donne la possibilité d'employer les enfants de plus de 15 ans aux travaux légers. L'employeur doit, à cet effet, soumettre obligatoirement une déclaration préalable à l'inspecteur du travail qui peut opposer son désaccord. Bien que la législation donne cette ouverture d'emploi, elle interdit les pires formes de travail des enfants.⁵⁴

Selon les quelques données de l'EDST 2013-2014 sur le travail des enfants au Togo :

- 22 % des enfants de 5-11 ans ont été impliqués dans une activité économique pour au moins une heure par semaine ;
- 28 % des enfants de 5-17 ans ont travaillé au cours de la semaine précédant l'enquête EDST III. Par ailleurs, 22 % des enfants de cette classe d'âge ont travaillé dans des conditions dangereuses.

La proportion d'enfants travailleurs est nettement plus élevée en milieu rural (35 %) qu'en milieu urbain (12 %).⁵⁵ La proportion d'enfants de 5-17 ans ayant travaillé varie d'un minimum de 9 % dans l'agglomération de Lomé à 47 % dans la région Centrale.

47 % des enfants ayant travaillé sont issus de ménages classés dans le quintile le plus bas, contre 9 % provenant de ménages classés dans le quintile le plus élevé.

La mise au travail précoce des enfants exacerbe les problèmes d'emploi des jeunes, dans la mesure où les enfants qui travaillent ne peuvent acquérir les connaissances et les compétences dont, jeunes adultes, ils auront besoin pour être compétitifs sur le marché du travail.

Les conséquences du travail précoce des enfants sont bien renseignées : il peut les rendre vulnérables et conduire à leur marginalisation sociale et nuire de manière permanente aux

⁵³ EDST III 2013-14

⁵⁴ L'arrêté n°1464 du 12 Novembre 2007 fixe les travaux dangereux qui comprennent : (a) toutes les formes d'esclavage ou pratiques analogues, telles que la vente et la traite des enfants, la servitude pour dettes et le servage ainsi que le travail forcé ou obligatoire, y compris le recrutement forcé ou obligatoire des enfants en vue de leur utilisation dans des conflits armés; (b) l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant à des fins de prostitution, de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques; (c) l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant aux fins d'activités illicites, notamment pour la production et le trafic de stupéfiants, tels que les définissent les conventions internationales pertinentes; (d) les travaux qui, par leur nature ou les conditions dans lesquelles ils s'exercent, sont susceptibles de nuire à la santé, à la sécurité ou à la moralité de l'enfant.

⁵⁵ EDST III 2014-14

potentiels productifs d'une personne et par ce biais influencer ses schémas d'emploi et de rémunération sur l'ensemble de sa vie.⁵⁶

Torture et mauvais traitements

Selon l'Article 347 du code de l'enfant « Aucun enfant détenu ou emprisonné, arrêté ou privé de sa liberté ne sera soumis à la torture, à des traitements, châtiments inhumains ou dégradants.

Tout enfant auteur d'infraction, privé de sa liberté a le droit d'être traité avec humanité et le respect dû à la dignité de la personne humaine et d'une manière prenant en compte les besoins des personnes de son âge. »

Dans les centres de détention des enfants notamment la Brigade pour mineurs de Lomé, les quartiers pour mineurs des prisons civiles, les commissariats et les brigades de gendarmerie, il n'existe aucun mécanisme de plainte permettant aux enfants de dénoncer les traitements cruels, inhumains et dégradants dont ils sont victimes.

Enfants dans les couvents et enfants dits sorciers

De 2012 à 2017, le nombre d'enfants internés dans des couvents, dans les seules régions de Maritime et de Lomé Commune, s'élève à 1 286 et 305 y sont actuellement. Parmi eux 71 % sont des filles et 29 % des garçons.⁵⁷

En 2013, le phénomène d'enfants placés au couvent était essentiellement présent dans quatre régions : Lomé commune (162 enfants), la région des Savanes (95 enfants), la région des Plateaux (74 enfants) et la région Maritime (29 enfants). Sur dix enfants placés en couvent dans Lomé commune, dans les régions Maritime et Plateaux, environ six sont des filles tandis que dans la région des Savanes, il est observé que sur dix enfants placés dans les couvents, trois sont des filles. ⁵⁸

La durée d'internement des enfants (de 1 à 17 ans), est de 45 jours en 2017, au lieu de 3 à 4 ans voire 5 ans par le passé. Cette nouvelle se justifie par le fait que la mise au couvent ne doit plus empêcher la scolarisation ou l'apprentissage des enfants. ⁵⁹

Les enfants dits sorciers sont des enfants qui, sur la base de leur comportement qui sort de l'ordinaire, d'une caractéristique physique ou mentale inhabituelle et même des songes ou des imaginations, sont accusés d'être à la base du mauvais sort qui s'abat sur la famille ou le village (cas des décès, maladie incurable ou grave...).

En 2013, au niveau national, 295 enfants dits sorciers ont été recensés dont 171 en milieu urbain et 124 en milieu rural. Sur 10 enfants dits sorciers, 6 (64,7 %) sont des garçons et quatre (35,3 %) sont des filles. Une tendance analogue est pratiquement observée en milieu

⁵⁶ http://www.ucw-project.org/attachment/Togo_travail_enfants_emploi_jeunes20131118_130728.pdf

⁵⁷ Recensement des enfants internés dans les couvents vaudou des régions Maritime et Lomé commune réalisé en 2017 (INSEED Maritime en collaboration avec la Fédération des cultes vaudou (UNICEF)

⁵⁸ Tableau de bord sur la protection des enfants en 2013- République togolaise 2015

⁵⁹ <https://www.faapa.info/blog/reduction-de-la-duree-dinternement-dans-les-couvents-vaudou-lunicef-et-la-fncvtt-en-tourneenationale-dinformation/>

rural comme en milieu urbain, à l'exception de Lomé, où il est observé une répartition égale entre les sexes du nombre des enfants dits sorciers. Le phénomène d'enfants dits sorciers est plus fréquent dans la région de la Kara (148 enfants, soit 50,2 % de l'ensemble des cas).⁶⁰

Analyse causale

Les causes profondes de la violence faite aux enfants sont les pesanteurs socioculturelles⁶¹, la méconnaissance de la loi et des droits de l'enfant, la pauvreté des parents, leur analphabétisme ou faible niveau d'instruction. Les privations dont souffrent les enfants et leurs vulnérabilités sont principalement imputables à la pauvreté des parents (60,4 % des enfants vivent dans les ménages pauvres en 2015), l'effritement des mécanismes familiaux et communautaires de protection de l'enfant (31 % des enfants ne vivent pas avec leurs parents biologiques).⁶²

Rôles et capacités

Plusieurs dispositions et textes légaux concernent la cible 16.2 : les conventions internationales, régionales des droits de l'enfant ratifiées par le Togo, dont le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ratifié en 1984 et la Convention relative aux droits des enfants ratifiée en 1990⁶³, la Constitution, le Code de l'enfant, le Code des personnes et de la famille, le Code pénal, les cadres de concertation sur la protection des enfants, le Rapport de l'analyse de la situation ciblant les pratiques d'infanticides, du mariage précoce, du placement des enfants dans les couvents et du phénomène des enfants dits sorciers, le Programme protection de l'enfant et autonomisation des adolescent(es).

La loi N°2007-017 portant code de l'enfant au Togo stipule que : « Les enfants de deux sexes ne peuvent être employés dans aucune entreprise, ni réaliser aucun type de travail même pour leur compte avant l'âge de quinze ans ».⁶⁴

Certains organismes et structures interviennent dans le domaine de la violence faite aux enfants : le ministère de l'Action sociale, de la Promotion de la femme et de l'Alphabétisation (MASPFA), le Ministère du Travail, le Conseil national de la Jeunesse, les Cadres de concertation des acteurs de protection de l'enfant, le Conseil consultatif des enfants, le Conseil National des chefs traditionnels du Togo, la Fédération Nationale du Culte Vaudou et des Traditions du Togo, l'Union Musulmane du Togo et le Conseil Chrétien.

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) possède une expertise en matière d'élaboration et d'application de lois et de politiques en faveur de la protection de l'enfant et contre toutes formes d'abus, de violences, d'exploitation et de discrimination. L'UNICEF appuie l'intégration des droits de l'enfant dans le curricula de formation des professionnels de la protection de l'enfant (policiers, gendarmes, magistrats et travailleurs sociaux) et la

⁶⁰ Idem

⁶¹ Les pesanteurs socioculturelles peuvent être définies comme des forces d'inertie, des attitudes de résistance spécifiques à un groupe donné, qui se veut conservateur et très attaché aux traditions culturelles, qui ne militent pas toujours en faveur d'un changement social utile ou non, face à l'évolution actuelle des sociétés. <https://www.labrys.net.br/labrys12/livre/elisabeth.htm>

⁶² EDST III 2013-14

⁶³ PNUD, Rapport sur le développement humain 2016

⁶⁴ Code de l'enfant, article 164

mise en place d'un système de collecte de données sur les violences faites aux enfants y compris ceux en conflit avec la loi. Elle apporte également son appui à l'enregistrement des enfants à la naissance.

Pour lutter contre la pauvreté touchant les enfants sous tous ses aspects, l'UNICEF œuvre en permanence avec l'État pour identifier les enfants vivant dans la pauvreté et aider à concevoir des interventions efficaces pour protéger les enfants et les familles vivant dans la pauvreté.⁶⁵

Plusieurs structures existantes pourraient être mises à profit pour aider le Togo à atteindre la cible. On note une forte représentation de Ministères, notamment celui de la Justice et des Relations avec les Institutions de la République et des droits de l'homme et celui de la Santé et de la Protection Sociale, aux niveaux central (cabinet, secrétariat général, directions générales), déconcentré (directions régionales, direction préfectorales) et communautaire (Centres ou services sociaux), la ligne verte de dénonciation des violences sur les enfants, le centre national de prise en charge d'urgence des enfants victimes de toutes formes de violence, le réseau de familles d'accueil d'enfant vulnérables, le tableaux de bord annuels sur la situation des enfants au Togo, les partenaires techniques et financiers (UNICEF, UNFPA, Plan International Togo, BORNEfonden...) et des organismes de la société civile (OSC) intervenant sur la thématique la disponibilité de ressources humaines (sociologue, éducateurs spécialisées, juriste, assistants sociaux, agents de promotion sociale, technicien supérieur de développement.....), des rapports d'étude et de recherche.

Il existe aussi un réseau de structures d'accueil d'enfants victimes de violence constitué des OSC.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Pour renforcer l'impact de ses régimes de protection sociale, il est important pour le pays d'aller au-delà de la lutte contre l'extrême pauvreté. Par exemple, la protection sociale doit atteindre les enfants qui ne sont pas encore couverts et doit inclure les enfants et les familles qui ne vivent pas dans l'extrême pauvreté, mais qui sont néanmoins vulnérables.⁶⁶

Afin de ramener à 0 %, à l'horizon 2030, le pourcentage des enfants de 5 à 17 ans au travail, il faudrait réaliser un taux de croissance annuel moyen (TCAM²⁰¹³⁻²⁰³⁰) de -5,9 %.

Par ailleurs, afin que tous les enfants vulnérables soient pris en charge à l'horizon 2030, un TCAM²⁰¹⁶⁻²⁰³⁰ de 3,9 % est requis.

2.1.2 État de droit, démocratie, paix et Accès à la justice sans discrimination (16.3)

Situation (performance actuelle)

Le Togo fait partie des pays dont la gouvernance s'améliore⁶⁷. L'indice de mesure de la gouvernance globale a progressé chaque année pour s'établir à 48,5 (sur 100) en 2015, portant le pays au 33ième rang parmi les 54 pays africains classés. Le taux de couverture sécuritaire des populations s'est largement amélioré, passant de 1 policier pour 1 999

⁶⁵ Rapport ONU 2015

⁶⁶ Rapport ONU 2015

⁶⁷ Dernier rapport de l'Indice Mo Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIAG)

habitant en 2014 à 1 policier pour 576 habitants en 2015⁶⁸. D'importants efforts sont réalisés depuis 10 ans pour renforcer le fonctionnement de diverses institutions de l'État et l'efficacité du système de la justice grâce au Programme de modernisation et d'Appui au Secteur de la Justice et le Programme de réforme de l'administration publique.

En outre le gouvernement, conformément à ses engagements internationaux, soumet régulièrement aux organes des traités des Nations Unies des rapports initiaux et périodiques en matière de droits de l'homme. De même, des rapports alternatifs sont produits et soumis par la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) et les organisations de la société civile à ces instances.

Toutefois, les réformes institutionnelles et constitutionnelles prévues par l'APG et la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) ne sont que partiellement réalisées⁶⁹. Les droits des personnes vulnérables notamment les femmes, les personnes porteuses du VIH, les enfants et des personnes en situation de handicap ne sont pas suffisamment protégés.⁷⁰ Les violences basées sur le genre sont persistantes.⁷¹ L'application des textes des Conventions, traités, lois, décrets, politiques et stratégies, est déficiente. La culture citoyenne est faible.⁷²

En matière d'efficacité de la justice, diverses faiblesses persistent à savoir l'absence de mécanismes institutionnels d'aide juridique et juridictionnelle (malgré l'adoption de la loi N°2013-010 du 27 mai 2013 portant sur l'aide juridictionnelle pour l'heure ineffective faute de décrets d'application) ; le non fonctionnement des chambres administratives des cours d'appel, une faible connaissance des professionnels des métiers du droit sur les instruments légaux internationaux applicables directement dans l'ordre juridique interne, en vertu des dispositions constitutionnelles (le préambule de la constitution du 14 octobre 1992) ; la violation du cadre juridique par certains agents (officiers de police judiciaire en charge d'exécution, l'inexistence d'un programme de formation clairement définie en matière de recyclage et de formation continue, la persistance de la corruption au sein de l'appareil judiciaire. Tous ces facteurs limitent l'accès de tous à la justice, surtout les plus vulnérables, dont les femmes, les jeunes et les enfants. En 2013, 607 enfants en conflit avec la loi furent enregistrés, selon les données recueillies dans les postes de police (392 cas) et de gendarmerie (215 cas) 62 % de ces enfants avaient 14 ans ou plus. La grande majorité de ces enfants provenaient des villes (422) et le reste des villages (185). 81,5 % des enfants en conflits avec la loi sont des garçons, quel que soit le milieu de résidence et la région.

Plusieurs interventions peuvent aider à consolider l'État de Droit, la démocratie et la Paix.

Analyse causale

La SCAPE n'a pas assez envisagé le risque de retard dans les réformes prévues par l'Accord politique global (APG) et les recommandations de la CVJR. Elle aurait pu mettre davantage

⁶⁸ PND 2017

⁶⁹ Rapport CVJR 2012

⁷⁰ Tableau de bord de protection de l'enfant 2013 de la Politique nationale de la justice

⁷¹ Étude nationale sur les violences basées sur le genre, Étude sur les liens entre les violences faites aux femmes et la santé maternelle (GF2D /ONU femme) et (MICS 2010, EDS 2014)

⁷² Rapport EPU, Stratégie nationale de consolidation de la démocratie et de la paix

l'accent sur la mise en œuvre rapide des recommandations de la CVJR ainsi que le renforcement des institutions de contre-pouvoir. De plus malgré les diverses initiatives entreprises par l'État, ses institutions et les organisations de la société civile avec l'appui des partenaires au développement, la culture de citoyenneté et des droits de l'homme n'est pas suffisamment ancrée. Les textes de loi et les droits fondamentaux ne sont pas bien connus et respectés.⁷³ L'accès à l'information demeure un défi majeur. Le pays est en train de vivre une nouvelle crise sociopolitique depuis août 2017 avec les manifestations publiques initiées par une coalition de quatorze (14) partis politiques de l'opposition. Ces mouvements politiques ont été émaillés de violences et ont entraîné des pertes en vies humaines et d'importantes destructions des biens publics et privés. Dans ce contexte, la paix sociale et le processus de développement sont menacés par la résurgence des troubles sociopolitiques, la persistance des revendications /manifestations sociales, la violation des droits et libertés, la recrudescence du grand banditisme, la montée de la vindicte populaire, les processus électoraux émaillés de violences, l'effritement de la confiance des citoyens dans les institutions⁷⁴, la défiance à l'égard des institutions de l'État, etc.

Par ailleurs, les organisations de défense des droits de l'homme continuent de dénoncer l'impunité en matière de violation des droits de l'Homme, et d'appeler le gouvernement à renforcer l'indépendance de la justice. On constate par ailleurs une surpopulation carcérale dans de mauvaises conditions de détention.⁷⁵

Les groupes affectés sont notamment les populations surtout les groupes vulnérables, les femmes, les jeunes, les personnes handicapées...

Rôles et capacités

Le Togo a intégré dans sa constitution les principes et valeurs énoncés dans la Déclaration Universelle des droits de l'Homme et a ratifié la plupart des instruments internationaux et régionaux en la matière, notamment la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966), la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme, et autres conventions des Nations Unies ainsi que la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples et ses protocoles⁷⁶. En effet, le pays a ainsi consacré dans divers textes, les principes fondamentaux de l'État de droit et de la démocratie notamment l'égalité, la non-discrimination, la séparation des pouvoirs et l'indépendance de la justice. Le cadre juridique et programmatique national est assez fourni et comporte notamment la Constitution, le Code des personnes et de la famille, le code de l'enfant, le Code pénal, la Loi fixant les conditions d'exercice de la liberté de réunion et de manifestations pacifiques publiques, la Loi sur l'aide juridictionnelle, la Politique nationale de la Justice, la Stratégie nationale de la consolidation de la démocratie et de la paix Loi portant création des communes, le Programme national de la modernisation de la justice, le Programme d'appui au secteur de la justice, le Programme National de prise en charge des

⁷³ Rapport EPU

⁷⁴ <http://afrobarometer.org/fr/publications/ad147-le-systeme-judiciaire-togolais-entre-linconfiance-populaire-et-les-perceptions-de>

⁷⁵ Politique nationale de la justice

⁷⁶ Notamment le Protocole de Maputo et le Protocole sur les droits et bien être de l'enfant

violences sexuelles, le Programme de réparation des victimes mis en œuvre par le Haut-Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN).

Divers Ministères et organismes de l'État interviennent dans le domaine de l'État de droit, la démocratie et l'accès à la justice. Le Ministère en charge de la Justice administre les services de la justice et met en œuvre les programmes et projets du secteur à savoir le Programme d'appui au secteur de la justice, le Projet d'appui à la justice (appui aux personnes vulnérables en milieu carcéral, l'informatisation de la Chaîne Judiciaire et Gestion informatique des prisons). Le Centre de Formation des Professions de Justice (CFPJ) assure la formation des nouveaux magistrats et des formations continues pour tout le corps judiciaire. Les Bureaux d'accueil d'information et d'orientation des justiciables sont en place dans les tribunaux. L'administration pénitentiaire dispose d'un corps spécialisé.

Le Secrétariat d'État aux droits de l'homme met en œuvre le Programme national de promotion et de protection des droits de l'homme. Le plan d'action de mise en œuvre des recommandations de l'Examen Périodique Universel et celles des organes de traités, le plan d'action de la Stratégie nationale de consolidation de la démocratie et de la paix. Le Projet infra structure de paix a permis la mise en place de 37 comités locaux de paix dans les 37 préfectures.⁷⁷ La Commission Nationale des Droits de l'Homme avec ses 4 antennes régionales assure la promotion et la protection des Droits de l'homme et gère aussi le mécanisme national de prévention de la torture⁷⁸. Elle dispose d'un mécanisme de plainte en ligne.

La Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) régule les libertés de presse et d'expression.

Le Ministère de la Sécurité et de la protection civile met œuvre de la Politique nationale de la protection civile et la gestion des manifestations publiques.

En ce qui concerne, les efforts du pays vers la réconciliation, le HCRRUN met en œuvre le Programme de réparation des victimes élaboré sur la base des recommandations de la CVRJ

En ce qui concerne les élections, le dernier processus s'était déroulé en 2015 et a été jugé crédible et transparent. La commission électorale nationale et indépendante se prépare à organiser deux nouvelles élections en 2018 à savoir les législatives et les locales.

La gouvernance étant au cœur du mandat du PNUD, il accompagne le pays à travers divers programmes et projet. Son statut de neutralité lui permet d'intervenir sur des sujets sensibles tels que les élections, les questions des droits de l'Homme et la régulation institutionnelle. Le PNUD met à la disposition du pays son expertise en matière de gouvernance démocratique, institutionnelle et locale. Il accompagne le pays à toutes les étapes du processus de décentralisation notamment le renforcement du cadre juridique et institutionnel. Il appuie également le processus de modernisation de la justice. En collaboration avec le Département des Affaires économiques et sociales des Nations Unies (UNDESA), le PNUD appuie la modernisation de l'État et la réforme de l'administration.

⁷⁷ Ce programme a permis la création de 37 comités locaux de paix

⁷⁸

Le PNUD appuie plusieurs organismes du gouvernement à veiller à l'intégration du genre dans leurs secteurs respectifs, l'Assemblée nationale (Caucus des femmes), le Ministère en charge du genre, le Ministère de la Santé, le Ministère des Enseignements primaires et secondaires et de la formation professionnelle.

Le Centre régional des Nations Unies pour la Paix (UNREC) appuie l'État dans la lutte contre la prolifération des armes légères et de petits calibres.

Les risques internes sont l'instabilité sociopolitique, le faible engagement citoyen, l'indisponibilité de ressources financières, les difficultés à mobiliser le partenariat. Les risques externes sont surtout associés à la menace terroriste.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

La situation actuelle du pays n'étant pas favorable au déroulement serein d'un processus de développement durable à l'horizon 2030, le gouvernement et les acteurs politiques, la société civile avec le soutien de la population et l'appui des partenaires techniques et financiers devront consacrer davantage d'efforts au dialogue et à la mise en œuvre rapide des réformes constitutionnelles et institutionnelles.

La participation des acteurs clés des OSC, le secteur privé et les médias devra être améliorée pour davantage de professionnalisme et d'efficacité de leurs actions.

Les populations en général et les femmes en particulier ne connaissant pas suffisamment leurs droits pour en jouir pleinement et les exercer. L'éducation aux droits de l'homme et à la citoyenneté est un défi majeur pour le pays; elle devra être mieux intégrée dans les curricula de formation et dans les outils d'information et de communication.

Par ailleurs, les mécanismes communautaires ne sont pas assez outillés pour prévenir et résoudre pacifiquement les conflits. Les 37 comités locaux de paix devront renforcer leurs capacités pour disposer des mécanismes d'alerte précoce opérationnels afin de constituer dans les communautés des vecteurs importants des valeurs de paix et de cohésion sociale.

L'ONU propose deux indicateurs pour suivre la cible 16.3 relative à l'accès à la justice : il s'agit du « Pourcentage de personnes ayant été impliquées dans un différend, déclarant un accès à un mécanisme de règlement des différends », et du « Pourcentage du total des détenus qui ont été maintenus en détention pendant plus de 12 mois dans l'attente de leur condamnation ou du règlement final de leur affaire ».

Le SNU pourrait examiner avec le Ministère de la Justice et les autres institutions la faisabilité de retenir l'un de ces indicateurs, ou un indicateur national équivalent, afin de documenter et de renseigner dans le futur les données relatives à l'état de droit, la démocratie, la paix et l'accès à la Justice au Togo en fonction de la cible 16.3 et 16.6 de l'ODD 16.

2.1.3 Institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux (16.6)

Situation (performance actuelle)

Le Gouvernement, avec l'appui de ses partenaires, a mis en œuvre le cadre stratégique de réforme et de modernisation de l'administration publique. Des audits stratégiques et organisationnels ont été réalisés dans 33 institutions étatiques y compris les ministères et des mesures de réformes ont

été mises en place. Ce qui a permis entre autres mesures, de doter l'administration d'un nouveau Statut général de la fonction publique, d'aligner les organigrammes de 50% des ministères sur leurs missions, de développer des outils de gestion du personnel administratif de conclure un accord de collaboration entre l'École Nationale d'Administration Publique (ENAP) de Québec et le Ministère chargé de la Fonction publique et de la réforme administrative dans le cadre du renforcement des capacités des agents publics et de la réforme de l'École Nationale de l'Administration (ENA) de Lomé.

S'agissant de la planification du développement, le Gouvernement a élaboré et mis en œuvre la SCAPE (2013-2017) à la suite du DSRP intérimaire et le DSRP complet et travaille au renforcement des structures de planification. À travers le Plan National de Développement en cours d'élaboration, l'intégration des ODD est assurée sur la base des 60 cibles priorisées et des accélérateurs retenus par le gouvernement. Les efforts de consolidation du système de planification sont poursuivis pour la formation et l'acquisition des compétences nécessaires afin de doter chaque institution de dispositif de planification avec les compétences idoines conformément aux prévisions du PNRCME- DD.

Analyse causale

Le Togo a connu, entre 1990 et 2005, une crise socio-politique qui a mis à mal ses dispositifs socio-économique et administratif. L'administration publique, qui devait impulser toutes les actions de développement, a été affaiblie aussi bien sur le plan structurel que celui de ses capacités humaines. Les résultats des audits stratégiques et organisationnels des institutions de l'État⁷⁹ et l'analyse du fichier du personnel de l'administration publique révèlent des faiblesses dans l'organisation, le fonctionnement des ministères et dans la coordination de l'action publique ainsi qu'un grand déficit des compétences clés nécessaires au pilotage du développement durable (planificateurs, statisticiens, informaticiens, gestionnaires des ressources humaines)⁸⁰. A ces constats s'ajoutent, ceux liés au vieillissement marqué de l'effectif de la fonction publique (50 % des fonctionnaires seront à la retraite dans 18 ans)⁸¹, un déséquilibre de genre et une répartition géographique déséquilibrée des fonctionnaires sur l'étendue du territoire⁸². Ces faiblesses dans la gouvernance institutionnelle ne favorisent pas la motivation des agents publics et limitent l'offre de service de qualité aux citoyens. En effet, le taux de satisfaction moyen des populations des services publics est faible, et d'environ 30 à 40 %⁸³. Or, l'insatisfaction des besoins des citoyens résultante de la faible gouvernance administrative serait susceptible de créer des tensions pouvant alimenter des revendications et des troubles sociaux.

Rôles et capacités

Le Togo dispose d'un cadre législatif et réglementaire important- même s'il doit être complété- pour asseoir une gouvernance administrative de qualité. Il s'agit entre autres du Statut général de la fonction publique, du Décret 2011/178/PR du 07 Décembre 2011 portant principes

⁷⁹ PNRCME- DD, République du Togo, 2017

⁸⁰ PNRCME- DD, République du Togo, 2017

⁸¹ Plan national de développement des compétences, 2017

⁸² Rapport d'étude sur l'analyse des effectifs de l'administration publique /Plan national de développement des compétences, République du Togo, 2017

⁸³ Rapport de l'étude sur l'état du service public au Togo, République du Togo, 2015

généraux d'organisation des départements ministériels, Décret 2012-006/PR du 07 Mars 2012 portant organisation des ministères ; de la Loi de Janvier 2013 portant Statut général de la fonction publique et son décret d'application. Divers programmes ont été réalisés ou sont en cours afin de relever les défis liés à l'acquisition de compétences exigées par le développement durable. La mise en œuvre deux programmes d'appui institutionnel (PAI 1 et PAI 2 a permis i) d'une part l'amélioration la mise en œuvre des réformes en matière de gestion des finances publiques, la mise à jour des comptes nationaux et le renforcement du cadre institutionnel du système statistique national, et d'autre le renforcement du dialogue sur les politiques (via le conseil national de pilotage des politiques de développement), l'amélioration le cadre organisationnel du ministère de la planification du développement, la définition une stratégie nationale de mobilisation des ressources et du partenariat, le définition d'un système national de planification du développement.

S'agissant de la réforme des principales écoles et centres de formation des agents de l'État, la plupart des écoles de formation technique et professionnelle n'ont pas su ajuster leur curricula pour fournir des profils suffisamment en adéquation avec les emplois disponibles dans les secteurs public et privé. Les difficultés actuelles à organiser une bonne application du statut général des fonctionnaires et agents de l'État résultent, pour une large part, de cet état de fait.

Le PNRCME-DD est éminemment un programme de renforcement des capacités qui se justifie essentiellement par la nécessité de restaurer les capacités et les compétences pour asseoir dans une perspective de développement durable, une bonne gouvernance économique et environnementale, une gouvernance sociale promotrice d'emplois décents, une bonne gouvernance démocratique, institutionnelle, administrative et locale, ainsi qu'une gouvernance des TIC. Le PNUD en collaboration avec l'UNDESA et autres PTF accompagne ce processus. Dans le cadre de son partenariat avec le Gouvernement, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) s'est engagé auprès du Gouvernement, d'une part à l'accompagner dans la modernisation de l'administration publique⁸⁴ et plus spécifiquement à appuyer dans la mise en place et le renforcement des structures de planification dans l'administration publique.

Le processus de décentralisation est relancé depuis décembre 2016 à la suite de l'atelier national qui a réuni les acteurs de la vie socio-politique autour de la feuille de route adoptée par le gouvernement. Ainsi le cadre juridique et institutionnel de la décentralisation est progressivement renforcé. La loi portant création des communes et la loi portant modification de la loi sur la décentralisation et liberté locale sont adoptées. De plus le Conseil national de suivi de la décentralisation est opérationnel.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

L'aspiration du Togo à devenir un pays émergent d'ici 2030 exige davantage d'efforts pour l'acquisition de compétences nécessaires au pilotage stratégique du développement et au fonctionnement optimal des administrations publiques en vue de mettre à la disposition des citoyens des services publics de qualité accessibles à tous sans discrimination. Dans cette optique, la mise en œuvre du programme national de renforcement des capacités et de

⁸⁴ D'où le PNRCMEDD

modernisation de l'État pour le développement durable (PNRCME-DD) permettrait d'améliorer le fonctionnement des institutions et d'asseoir une gouvernance et une administration transformationnelles orientées sur le développement durable.

Le processus de décentralisation et de déconcentration constitue un formidable levier pour mobiliser les énergies et promouvoir le développement local. Il est une véritable école de démocratie à la base, un moyen d'intéresser les jeunes générations et les forces vives à la gestion des affaires publiques. Pour avoir un impact véritable, la décentralisation doit permettre l'émergence d'élus locaux dotés de prérogatives importantes, de fonctionnaires territoriaux qui soient en mesure d'accompagner les élites locales à assumer leurs responsabilités, ou encore de juges compétents pour contrôler la légalité des actes des collectivités locales.

L'ONU propose deux indicateurs pour suivre la cible 16.6 relative à savoir i) «Dépenses primaires réelles par secteur et recettes en pourcentage du budget gouvernemental initialement approuvé » et « Proportion de la population satisfaite de la qualité des services publics, ventilée par service ».

2.1.4 Flux financiers illicites et le trafic d'armes, activités de récupération et de restitution des biens volés et lutte contre toutes les formes de criminalité organisée (16.4)

Situation (performance actuelle)

Les flux financiers illicites sont des fonds reçus, transférés ou utilisés de façon illégale. Ils proviennent ordinairement de trois sources: l'évasion fiscale commerciale, la falsification des factures dans le commerce international, et des prix de transfert abusifs. Des activités criminelles telles que le trafic de drogues, la traite des personnes, les transactions illégales sur les armes, la contrebande, la corruption active et la concussion de fonctionnaires corrompus engendrent des flux financiers illicites.

Au cours des 50 dernières années, on estime que l'Afrique a perdu plus de 1 000 milliards de dollars du fait des flux financiers illicites,⁸⁵ soit l'équivalent à l'ensemble de l'aide publique au développement reçue par l'Afrique pendant cette période.⁸⁶

Les flux financiers illicites provenant d'Afrique sont estimés entre 30 et 60 milliards de dollars par an. La borne inférieure de cet intervalle montre assez qu'en réalité l'Afrique est créancière nette du reste du monde, et non pas débitrice nette comme on le suppose souvent. Mais les sommes perdues chaque année par l'Afrique du fait des flux financiers illicites dépassent sans doute considérablement ces estimations. En effet, les données excluent souvent certaines formes de flux financiers, secrets par nature, par exemple les sommes résultantes de la corruption et du trafic de drogues, de la traite des personnes et du trafic des armes à feu.

La tendance à la hausse des flux financiers illicites coïncide avec une période de croissance

⁸⁵ Kar et Cartwright- Smith, 2010; Kar et Leblanc, 2013

⁸⁶ Entre 1970 et 2008 l'Afrique aurait reçu 1 070 milliards de dollars au titre de l'aide publique au développement (OCDE, 2012 a)

économique relativement forte observée en Afrique. Cependant, les flux financiers illicites plombent l'impact attendu d'une accélération de la croissance du continent.

Les estimations existantes évaluent à 65 % des flux financiers illicites les activités commerciales, à 30 % les activités criminelles et à 5 % les effets de la corruption.⁸⁷

Analyse causale

Ce sont les grandes sociétés qui se livrent à des pratiques abusives en matière de prix de transfert, de facturation des transactions commerciales, de services et de biens immatériels, qui concluent des contrats inégaux, et qui donc sont à l'origine de flux financiers illicites.

Les petites et moyennes entreprises sont également à l'origine de flux financiers illicites, principalement par une sous-évaluation des importations et une surévaluation des exportations. Elles sous-évaluent fréquemment les importations afin de réduire les droits de douane, et surévaluent les exportations pour profiter des primes à l'exportation. Les petites et moyennes entreprises et le secteur informel sont dans l'ensemble victimes de la fraude fiscale et des pratiques agressives d'évasion fiscale des grandes entreprises car en fin de compte ce sont elles qui subissent le poids de la fiscalité.

Les réseaux criminels s'occupent également de blanchir l'argent en provenance d'Afrique, dans le but de dissimuler leurs activités, de faciliter les paiements le long des filières illégales d'offre et de dissimuler leurs richesses acquises illégalement. Ces réseaux pilotent des opérations et les transactions financières correspondantes, à l'abri des regards. Ces réseaux criminels, publiquement invisibles, utilisent des ressources financières illicites pour organiser des activités terroristes dans le continent et profiter de celles-ci pour s'emparer insidieusement des structures étatiques.⁸⁸

La pauvreté reste très préoccupante en Afrique. Le nombre d'Africains vivant avec moins de 1,25 dollar par jour serait passé de 290 millions en 1990 à 414 millions en 2010⁸⁹, du fait que l'accroissement de la population est plus rapide que le nombre de personnes sortant de la pauvreté. En Afrique, la pauvreté est multidimensionnelle : elle concerne l'accès limité à l'éducation, aux soins de santé, au logement, à l'eau potable et aux moyens d'assainissement. Cette situation permet de mieux replacer dans son contexte le chiffre de 50 milliards de dollars par an de flux financiers illicites.

Les besoins de ressources des pays africains pour la prestation de services sociaux, pour l'infrastructure et l'investissement soulignent aussi l'importance d'une élimination des flux financiers illicites en provenance du continent. En 2050, l'âge médian des Africains sera de 25 ans, alors que la moyenne mondiale sera de 36 ans⁹⁰. Les contraintes d'infrastructure freinent également la croissance, de même que la faiblesse du taux d'épargne et du taux d'investissement dans le continent africain. Ainsi, en 2012, les taux de formation de capital brut au Nigéria et en Afrique du Sud étaient de 13 % et de 19 % respectivement, contre 49 %

⁸⁷ Rapport du groupe de haut niveau sur les flux financiers illicites en provenance d'Afrique - Conférence conjointe UA/CEA des ministres des finances, de la planification et du développement économique

⁸⁸ Idem

⁸⁹ Nations Unies, 2013

⁹⁰ Division de la population du Secrétariat de l'ONU, 2012

en Chine et 35 % en Inde⁹¹. Pourtant, on estime que l'Afrique a besoin de trouver de 30 à 50 milliards de dollars par an pour financer son équipement.^{92 93}

Rôles et capacités

Les gouvernements africains ont un intérêt politique à éliminer les flux financiers illicites qui ont des incidences sur le développement national et qui empiètent sur le rôle des structures étatiques. Pour travailler à la prévention de ces flux, les gouvernements se sont dotés de services de police, de douanes, d'organismes réglementaires, de services de renseignements financiers et d'organismes de lutte contre la corruption.

Cependant, les gouvernements africains n'ont habituellement pas les capacités nécessaires dans le domaine juridique et financier pour intervenir efficacement contre les flux illicites, et certains pays présentent des déséquilibres dans leurs capacités institutionnelles comparées. Par exemple, plusieurs pays africains ont créé des organismes de lutte contre la corruption ou envisagent de le faire, mais très peu se sont dotés, dans leur administration fiscale, de services connaissant bien les prix de transfert.

Les OSC ont fait campagne contre le phénomène en Afrique (et dans d'autres régions du monde) dans la perspective de la justice sociale mais aussi en raison de ses effets sur le développement et la gouvernance. Les OSC utilisent différents moyens pour alerter sur les répercussions négatives des flux financiers illicites, par exemple par des campagnes de sensibilisation et de dénonciation des auteurs présumés.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Les gouvernements non africains peuvent beaucoup faire pour tarir les flux financiers illicites en provenance du continent en veillant à ce que leur territoire ne soit pas utilisé comme lieu de transit ou de destination de ces flux. Si certains pays développés ont pris une position ferme contre certains aspects des flux financiers illicites, d'autres, pratiquant le secret bancaire, ont mis en place des mécanismes institutionnels encourageant au contraire ces flux. Les gouvernements non africains peuvent non seulement aider à définir une norme mondiale d'action contre les flux financiers illicites, mais ils ont également un rôle essentiel à jouer pour aider les pays africains à acquérir les capacités voulues pour lutter contre ce fléau.

Les organisations internationales ont établi des normes mondiales contre la corruption et les activités criminelles et elles doivent continuer à agir ensemble contre ces activités nuisibles. Cependant, leurs activités diffèrent. Des entités telles que l'Organisation mondiale des douanes, le Comité d'experts des Nations Unies de la coopération internationale en matière fiscale, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Groupe d'action financière et l'OCDE travaillent sur différents aspects du phénomène, dans des perspectives différentes. Les recherches très importantes, les conseils et le soutien technique direct de ces divers organes sont très utiles et d'un grand intérêt, même si une meilleure coordination permettrait d'assurer une plus grande cohérence et d'aider l'Afrique à remédier à

⁹¹ Division de statistique du Secrétariat de l'ONU, 2014; Banque mondiale, 2014

⁹² Foster et Briceño-Garmendia, 2010; Banque africaine de développement, 2014

⁹³ Rapport du groupe de haut niveau sur les flux financiers illicites en provenance d'Afrique - Conférence conjointe UA/CEA des ministres des finances, de la planification et du développement économique

l'insuffisance de ses capacités de s'attaquer aux flux financiers illicites.

L'ONU propose comme indicateur le « Volume total des flux financiers illicites entrants et sortants ».

2.1.5 Corruption et pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes (16.5)

Situation (performance actuelle)

Bien que, l'indice de perception de la corruption⁹⁴ se soit amélioré, permettant au pays de passer du 126^{ième} rang en 2014 au 107^{ième} rang en 2016, le niveau de la corruption demeure préoccupant. La corruption se manifeste sous plusieurs formes : détournement de fonds publics, pots de vins, abus de position dominante, favoritisme dans l'administration et dans l'attribution des marchés publics.

Plusieurs facteurs expliquent la persistance de la corruption et sont relatifs au faible contrôle de la gestion des fonds publics, à la faible rémunération des fonctionnaires, à l'esprit de gain facile, la non vulgarisation des rapports des organes de contrôle et la faible mise en œuvre des recommandations, la faible culture citoyenne, la faible application des lois et la faiblesse du contrôle de l'action gouvernementale par les citoyens. De plus, la problématique de la corruption est peu présente dans les débats politiques et publics.

Les conséquences associées à la corruption sont nombreuses. Elle réduit les recettes de l'État et limite les investissements dans les secteurs sociaux et l'efficacité et l'efficience de l'administration publique. Elle favorise l'appauvrissement des populations, surtout les plus vulnérables, notamment les femmes, les enfants et les personnes âgées, en limitant leur accès aux services publics. Elle affecte les opérateurs économiques et affaiblit les capacités de création des emplois ; et par ricochet, elle augmente le chômage chez les jeunes. La corruption et les infractions assimilées dégradent l'image du Togo et plombent l'environnement des affaires. Elle augmente le chômage chez les jeunes.

L'une de ses conséquences les plus graves est la perte de la confiance de la population envers les institutions de l'État, ce qui est une source d'accroissement de conflits sociaux.

Rôles et capacités

Le pays dispose d'un cadre juridique intégrant les conventions internationales de lutte contre la corruption promues par les Nations Unies et l'Union Africaine. La Convention des Nations Unies contre la corruption a été ratifiée par le Togo en 2005. La Loi du 14 Juillet 2015 a créé la Haute Autorité de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées.

Les organismes et mécanismes de contrôle sont : la Cour des comptes⁹⁵, l'Inspection générale d'État, l'Inspection générale des finances, la Direction nationale du contrôle des marchés publics, l'Autorité de régulation des marchés publics, la Publication d'audits de la passation des marchés publics.

Le Programme national de modernisation de la Justice avec la réforme du Conseil supérieur de la magistrature a renforcé le combat contre le phénomène. Par ailleurs, le pays poursuit

⁹⁴ Cet indice, publié par l'ONG International, est passé, pour le Togo, de 28 en 2014 à 32 en 2015

⁹⁵ Article 107 de la constitution

sa lutte contre le blanchiment de capitaux; la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF) est opérationnel, la Loi relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux au Togo.

En outre, la société civile porte diverses initiatives de promotion de la transparence d'éducation à la lutte contre la corruption.

Les risques associés à la corruption sur le plan interne sont l'instabilité socio-politique, la résistance des acteurs, le faible engagement citoyen, la fragilisation de l'autorité de l'État. Les risques externes proviennent de la menace terroriste et du découragement d'investisseurs étrangers qui préféreront investir ailleurs en raison de la corruption.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Le dispositif légal anti-corruption n'est pas suffisamment appliqué. On constate la lenteur dans l'opérationnalisation de la Haute autorité de la prévention, et la lutte contre la corruption créée par une loi de 2015.

Il sera nécessaire de renforcer la capacité de l'appareil judiciaire à poursuivre et à réprimer les actes de corruption, de même que celle des organismes de contrôle.

Les principaux défis auxquels s'attaque le gouvernement pour diminuer la corruption sont les suivants⁹⁶ : rendre opérationnel la haute autorité de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées, orienter davantage les dépenses publiques vers les secteurs sociaux prioritaires ; mettre en place une stratégie de communication avec la population sur les réformes de l'OTR pour plus d'efficacité ; élaborer un document de politique d'endettement ; dynamiser le comité de gestion de trésorerie ; promouvoir une plus grande transparence dans la gestion des biens publics en renforçant l'accès à l'information ; promouvoir une plus grande participation citoyenne dans les programmes de développement (société civile, les femmes et les jeunes, les médias).

Toutefois, afin de relever ces défis, il est obligatoire de mesurer les progrès effectués et de les publiciser, ce qui nécessite d'adopter pour chacun un indicateur de suivi et un mécanisme public de reddition de compte sur ces indicateurs.

L'ONU propose deux indicateurs pour la cible 16.5 de l'ODD 16 soit, d'une part, le « Pourcentage de la population qui a payé un pot de vin à un fonctionnaire, ou à qui un pot de vin a été demandé par un fonctionnaire, au cours des 12 derniers mois » et, d'autre part, le « Pourcentage des entreprises ayant payé un pot de vin à un fonctionnaire, ou auxquelles un pot de vin a été demandé par un fonctionnaire, au cours des 12 derniers mois ».

Pour sa part, le PND retient « l'indice de perception de la corruption » et une cible à l'horizon 2022 pour que cet indicateur soit supérieur à 50.

⁹⁶ PND 2017

2.1.6 Égalité de participation et de représentation des hommes et des femmes aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision dans la vie politique, économique et publique (5.5 et 16.7)

Situation (performance actuelle)

Les femmes sont sous-représentées aux instances de décisions, dans la vie politique. Malgré des progrès récents accomplis, les défis demeurent en vue de favoriser l'autonomisation des femmes et leur participation effective à la prise de décisions à tous les niveaux du processus de développement du pays.

Si le pourcentage de femmes députées à l'Assemblée nationale a progressé de 11,1 % en 2013 à 18,7 % en 2015 (TCAM²⁰¹³⁻²⁰¹⁵ de 34,2 %), leur présence au gouvernement a décliné au cours de la même période, passant de 22,7 % en 2011 à 16,7 % en 2016^{97 98}(TCAM²⁰¹¹⁻²⁰¹⁶ de -5,3 %). L'accès des femmes aux postes diplomatiques a également décliné, passant de 11,7 % en 2011 à 5,9 % en 2015 (TCAM²⁰¹¹⁻²⁰¹⁶ de -12,4 %). On peut ajouter les fonctions de préfets, présidence de conseil d'administration des sociétés d'État, hauts cadres de l'administration (SG, DC).

Par ailleurs, en 2014, les proportions de femmes participant aux prises de décisions (principalement par la femme) dans leur foyer étaient relativement basses, soit respectivement de 14,3 % pour les gros achats, 11,6 % pour leur propre santé et 17,4 % pour la visite des parents.⁹⁹

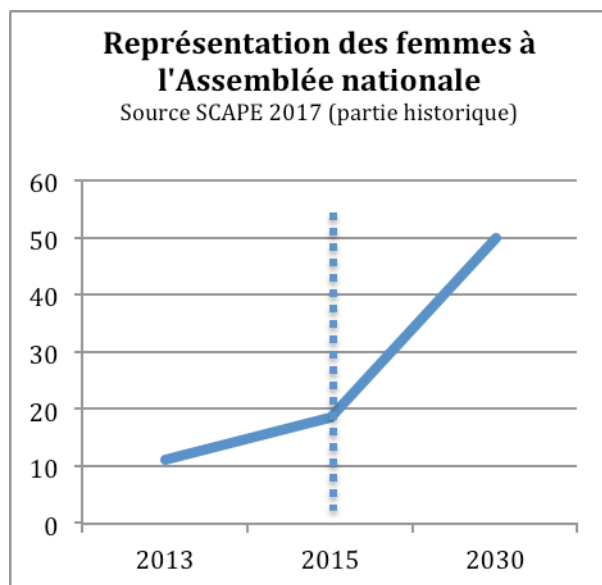


Figure 3 : Représentation des femmes à l'assemblée nationale

⁹⁷ SCAPE 2017

⁹⁸ CEDEF, rapport sur la déclaration solennelle des Chefs d'États sur la parité.

⁹⁹ EDST III 2013-14

Analyse causale

Une cause importante affectant la représentation des femmes aux instances décisionnelles est l'insuffisance du nombre de femmes ayant un niveau d'instruction supérieur.

La faible représentation des femmes dans les sphères de prise de décision entraîne le risque d'un manque de prise en compte de leurs besoins spécifiques. Les femmes représentent plus de 50 % de la population togolaise. De fait la sous-utilisation des talents et aptitudes de la moitié de la population (femmes/filles) constitue une perte énorme pour le pays.

Il existe un lien entre la représentation féminine au sein des instances politiques et la participation des femmes à la force de travail, ce qui suggère qu'une plus grande participation des femmes en politique pourrait avoir une incidence positive sur la participation à la population active en augmentant à la fois l'offre et la demande de possibilités d'emploi pour les femmes.¹⁰⁰

Les personnes les plus affectées sont les femmes rurales, spécialement celles issues de familles pauvres, de même que les femmes n'ayant pas atteint un niveau supérieur d'éducation, et, par extension, les ménages et les communautés.

Rôles et capacités

Le Togo est partie de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de la CEDEF, du Protocole à la charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatifs aux droits de la femme en Afrique.

Au plan national, le Togo a élaboré la Politique nationale de l'équité et de l'égalité de genre et son plan d'action (PNEEG), le code des personnes et de la famille, le code pénal de 2015 punissant toute discrimination en matière d'emploi et de profession basée sur le sexe- le code électoral, le code des personnes et de la Famille (2014), le programme de leadership politique, le programme de leadership professionnel, l'étude sur les disparités de genre dans le corps enseignant au Primaire¹⁰¹, le Rapport de Women Business and Law sur la réduction

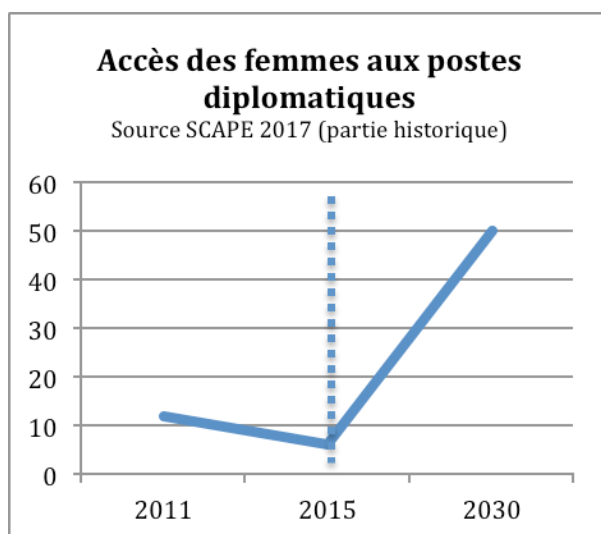


Figure 4 : Accès des femmes aux postes diplomatiques

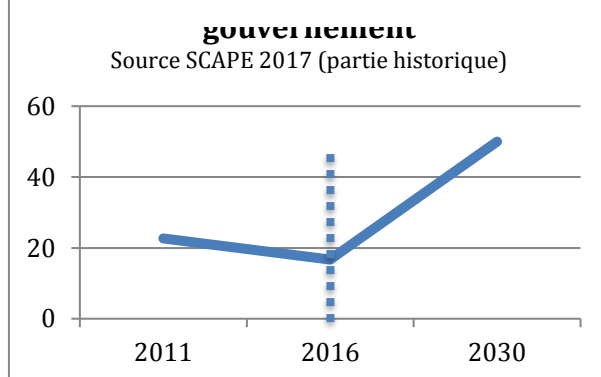


Figure 5 : Pourcentage des femmes au gouvernement

¹⁰⁰ Rapport ONU 2015

¹⁰¹ Ministère des Enseignements Primaire, Secondaire et de la Formation Professionnelle (MEPSFP), UNICEF 2015

de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) pour les Hommes (2016). Le Statut général de la fonction publique (2013) prône l'accès des hommes et des femmes à toutes les fonctions publiques.

Les débiteurs d'obligations sont le gouvernement, les PTF, les OSC, les leaders d'opinions, les députés et les praticiens de droits.

Les détenteurs de droits sont les femmes et les filles, les communautés et les ménages.

Pour les organisations de la société civile, l'existence du ministère de la promotion de la femme constitue une opportunité pouvant faciliter le lobbying et le plaidoyer auprès du gouvernement et du parlement.

Plusieurs actions favoriseront l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et contribueront largement à l'éradication de la pauvreté : promouvoir l'adoption et la mise en œuvre de stratégies et de politiques de développement favorisant le travail décent et une égale participation des femmes aux activités productives et rémunératrices; faciliter leur accès aux services, au crédit et à la finance; renforcer leurs voix et participation à la prise de décisions ; aider les femmes à concilier leur vie familiale et leur vie professionnelle et investir dans l'éducation et les compétences en faveur des femmes et des filles.¹⁰²

Les partenaires suivants pourraient jouer un rôle dans l'atteinte des cibles : le ministère en charge de la promotion de la femme et ses services déconcentrés (Cabinet, DGGPF, les DR, les DP), la Banque Africaine de Développement, le SNU, l'AFD et l'UE (pour le domaine de la participation des femmes aux postes de décision), l'Ambassade de l'Allemagne au Togo et l'Ambassade du Japon dont le siège pour le Togo est en Côte d'Ivoire.

Les efforts à consentir pour atteindre le niveau des cibles à l'horizon 2030 sont majeurs. En effet, pour la représentation des femmes au gouvernement, le taux de croissance annuel moyen entre 2011 et 2016 fut négatif, soit une diminution de 5,3 % par année, ce qui constitue une régression marquée.

Pour atteindre la cible à l'horizon 2030 de 50 %, il faudrait une progression annuelle (TCAM²⁰¹⁶⁻²⁰³⁰) de 14,2 % entre 2016 et 2030. Cette cible est ambitieuse. Elle nécessitera que l'État en fasse une priorité et mette en place des programmes favorisant, à compétence égale, l'embauche de femmes dans la fonction publique. Une telle mesure, peu populaire auprès des hommes, peut être stratégique pour bâtir une société inclusive, l'État ayant un devoir d'exemplarité.

Un autre secteur où le gouvernement peut avoir un impact significatif sur l'évolution de l'indicateur est celui de l'accès des femmes aux postes diplomatiques. Tout comme pour le pourcentage de femmes au gouvernement, le taux de croissance annuel moyen entre 2011 et 2015 fut négatif, soit -12,4 % par année, soit une régression très marquée. Pour atteindre une cible à l'horizon 2030 de 50 %, il faudrait une progression annuelle (TCAM²⁰¹⁵⁻²⁰³⁰) de 49,8 % entre 2015 et 2030.

L'atteinte des cibles liées à ces deux indicateurs dépend entre autres de politiques d'embauche. Il faut donc une stratégie concertée pour pallier les différentes causes

¹⁰² Rapport ONU 2015

expliquant les résultats constatés afin d'inverser le sens de l'évolution de ces indicateurs. Les espoirs à l'horizon 2030 sont permis.

Par ailleurs, le taux de femmes à l'Assemblée nationale répond à des facteurs complexes. Pour atteindre la parité hommes/femmes aux postes de députés à l'horizon 2030, le taux de progression annuel moyen requis (TCAM²⁰¹⁵⁻²⁰³⁰) est de 11,2 %. Il faudra appliquer le principe de la parité des listes électorales(article 220 alinéa 5 du code électoral) et que les différents partis politiques présentent autant de candidates que de candidats. Certaines mesures incitatives déjà expérimentées dans le pays sont à poursuivre.

Le cadre juridique du Togo prévoit la base pour l'amélioration de l'égalité entre les sexes. Il faut agir à de nombreux niveaux, notamment en éducation au sein de la femme à l'école dès le primaire, pour valoriser les personnes humaines, indépendamment de leur sexe. Il faudra également mettre en place des programmes de mentorat et de leadership pour permettre aux femmes de disposer des outils nécessaires à leur pleine participation dans la gestion publique. De plus, des mécanismes sociaux d'appui tels que les garderies et les crèches sont essentiels pour permettre aux femmes de maintenir l'équilibre entre la vie professionnelle, la vie politique et la vie familiale. Selon la SCAPE, il faudra une politique plus volontariste, des actions plus coordonnées, une meilleure capacité de mobilisation de ressources de la part des secteurs concernés pour arriver à l'équité et l'égalité de genre. Le problème de la discrimination entre les sexes, bien qu'à un niveau égal à celui de nombreux autres pays, demeure un problème majeur d'inclusion au Togo, qui contrarie la pleine utilisation des talents et des aptitudes d'une moitié de sa population active.¹⁰³

¹⁰³ SCAPE 2017

2.1.7 Garantie à tous une identité juridique, notamment l'enregistrement des naissances et le certificat de nationalité (16.9)

Situation (performance actuelle)

Au Togo, 78 % d'enfants de moins de cinq ans ont été enregistrés à l'état civil et 73 % ont un acte de naissance ¹⁰⁴. La loi stipule que l'enregistrement est obligatoire au Togo. Ce principe suppose l'existence des centres d'état civil dans toutes les localités du pays.

Malgré la mise en place de mesures encourageantes visant à rendre obligatoire la déclaration des naissances et l'engagement de la société civile, nombreux sont des enfants nés et vivant au Togo qui échappent à l'enregistrement à l'état civil. En plus, on observe qu'un nombre très important d'enfants nés au Togo ont été enregistrés à l'état civil, mais ne détiennent pas d'acte de naissance à cause des dysfonctionnements des services compétents et de la négligence et/ou de l'ignorance des parents.¹⁰⁵

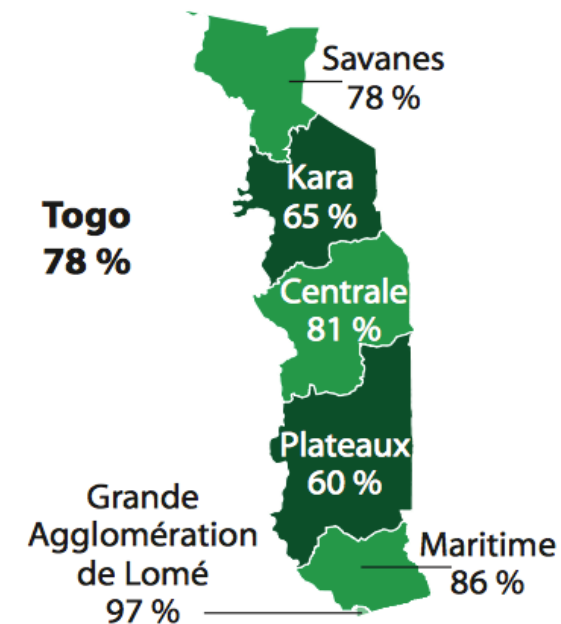


Figure 6 : Enregistrement des naissances par région

Analyse causale

Outre qu'il constitue la première reconnaissance juridique de l'existence d'un enfant, l'enregistrement de la naissance est crucial pour assurer que les enfants soient comptés et obtiennent l'accès à des services essentiels comme ceux de la santé, de la sécurité sociale et de l'éducation. Connaître l'âge d'un enfant est essentiel pour pouvoir le protéger contre le travail des enfants, le risque d'être arrêté et d'être traité en tant qu'adulte dans le système judiciaire, contre la conscription forcée dans les forces armées, le mariage, la traite d'êtres humains et l'exploitation sexuelle. Un certificat de naissance est un document qui peut aider à retrouver la trace d'enfants séparés de leur famille et d'enfants non accompagnés et faciliter des migrations sans danger; l'enregistrement de la naissance constitue dans les faits leur « passeport de protection ». L'enregistrement universel des naissances est un des instruments les plus puissants pour assurer l'équité d'accès à un large éventail de services et d'interventions en faveur des enfants.

Au Togo, 95 % des naissances sont enregistrées en milieu urbain, contre 69 % en milieu rural.¹⁰⁶ Au niveau régional, les taux d'enregistrement sont plus élevés à Lomé (97 %) et dans la région Maritime (86 %). Les proportions les plus faibles sont observées dans la région des

¹⁰⁴ EDST 2013-2014

¹⁰⁵ Plan stratégique de l'enregistrement des naissances 2013-2017 – République togolaise et UNICEF

¹⁰⁶ EDST 2013-2014

Plateaux (60 %) et celle de la Kara (65 %).

Les principales causes de l'absence d'enregistrement des naissances sont les dysfonctionnements des services compétents du système de l'état civil et l'ignorance des parents. Le niveau actuel de couverture de l'offre ne garantit pas la possibilité à tous les enfants d'être enregistrés, tous les villages ne disposant pas de centre d'état civil.¹⁰⁷

En effet, la proportion de naissances enregistrées augmente avec le niveau d'instruction de la mère : la naissance a été enregistrée pour 69 % des enfants dont la mère n'a aucun niveau d'instruction, 80 % des enfants dont la mère a un niveau primaire, et 92 % parmi ceux dont la mère ayant un niveau secondaire ou plus.

De même, la proportion d'enfants dont la naissance est enregistrée est plus élevée quand le niveau de bien-être économique du ménage est élevé, passant de 67 % pour les enfants issus des ménages du quintile le plus bas à 97 % pour ceux des ménages du quintile le plus élevé.

L'UNICEF accompagne le gouvernement dans l'analyse des goulots d'étranglement pour l'enregistrement des naissances qui permet d'identifier les difficultés qui empêchent les familles d'enregistrer systématiquement les enfants à la naissance et de prendre des actions correctives. Les Plans d'Action Opérationnels (PAO) pour l'enregistrement des naissances ont été développés et mis en œuvre dans treize préfectures/arrondissements qui ont fait cet exercice et développé un Plan d'action opérationnel.

Rôles et capacités

L'article 18 de la loi n° 2009-010 du 11 juin 2009 stipule que la déclaration de naissance est obligatoire et doit être faite dans les quarante-cinq (45) jours suivant la naissance de l'enfant, au centre d'état civil du lieu de naissance ou dans les représentations diplomatiques ou consulaires du Togo, si la naissance survient à l'étranger. Cette loi vise à adapter l'organisation et le fonctionnement de l'état civil à l'organisation administrative et aux modes de gestion des collectivités locale.

Le ministère de l'Administration territoriale est le responsable administratif de l'organisation du système de l'état civil. Le ministère de la Justice veille au respect des procédures et à la légalité des actes délivrés. Le ministère des Affaires étrangères s'occupe de l'état civil des Togolais de l'étranger. Le service régional de la statistique est responsable de l'analyse des données relatives aux enregistrements des naissances. Les unités opérationnelles du ministère de la Santé sont aussi impliquées. Le ministère de l'Action sociale et de la solidarité nationale mène des campagnes de sensibilisation et d'enregistrement tardif des enfants non déclarés dans diverses préfectures du pays. Le ministère en charge des enseignements primaire et secondaire et celui en charge de l'action sociale contribuent à l'identification des enfants non enregistrés et interviennent dans la mobilisation, la conscientisation et la sensibilisation des parents. Le ministère du Développement s'investit dans les cantons et les villages autour de l'enregistrement des naissances. Le ministère de la communication joue un rôle important dans le cadre de la diffusion des spots publicitaires et des émissions de sensibilisation.

¹⁰⁷ Plan stratégique de l'enregistrement des naissances 2013-2017 – République togolaise et UNICEF

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Environ 78 % des enfants de moins de 5 ans sont enregistrés à l'état civil. Pour atteindre la cible de 100 % d'enfants enregistrés à l'horizon 2030, il faudra connaître une progression moyenne annuelle de 1,8 % sur la période 2014-2030, ce qui constitue une avancée importante.

Le Plan stratégique de l'enregistrement des naissances 2013-2017 – république togolaise et UNICEF recommandait que le Gouvernement, avec l'appui de ses partenaires, portera ses interventions particulièrement sur certains domaines stratégiques précis, notamment :

- l'amélioration du cadre juridique et institutionnel de l'enregistrement des naissances
- le renforcement des capacités des services et des acteurs impliqués dans le processus d'enregistrement des naissances;
- la mobilisation sociale sur l'importance de l'enregistrement des naissances ;
- le renforcement du système suivi-évaluation des activités relatives à l'état civil.

Des efforts importants de sensibilisation, mais aussi en matière d'offre et de qualité des services d'enregistrement des naissances, devront être mis en œuvre, particulièrement en milieu rural, pour former les parents et leur indiquer comment enregistrer un enfant. La prise en compte des leçons relatives à la mise en œuvre des PAO sur l'enregistrement des naissances devrait contribuer à l'atteinte de la cible. L'amélioration du système d'état civil demeure l'enjeu fondamental.

2.1.8 Garantie de l'accès public à l'information et protection des libertés fondamentales (16.10)

Situation (performance actuelle)

Ces dernières années, sur la planète, un professionnel des médias est tué tous les cinq jours. La Journée mondiale de la liberté de la presse souligne l'importance d'un journalisme libre et indépendant pour la mise en œuvre du Programme 2030.¹⁰⁸

L'indice de la liberté de la presse ¹⁰⁹ du Togo, à l'instar de ceux de nombreux pays de la région mais aussi du monde occidental, s'est détérioré depuis 2008. En effet, son niveau de 10 a augmenté pour atteindre 30,3 en 2016.

¹⁰⁸ Message de la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, 3 mai 2016

¹⁰⁹ Développé par Reporters sans frontières, l'indice de liberté de la presse (0=liberté; 100= répression) reflète le degré de liberté des journalistes et des médias (atteintes directes contre les journalistes ou les médias dont Internet, impunité des auteurs de violations de la liberté de la presse, cadre juridique).

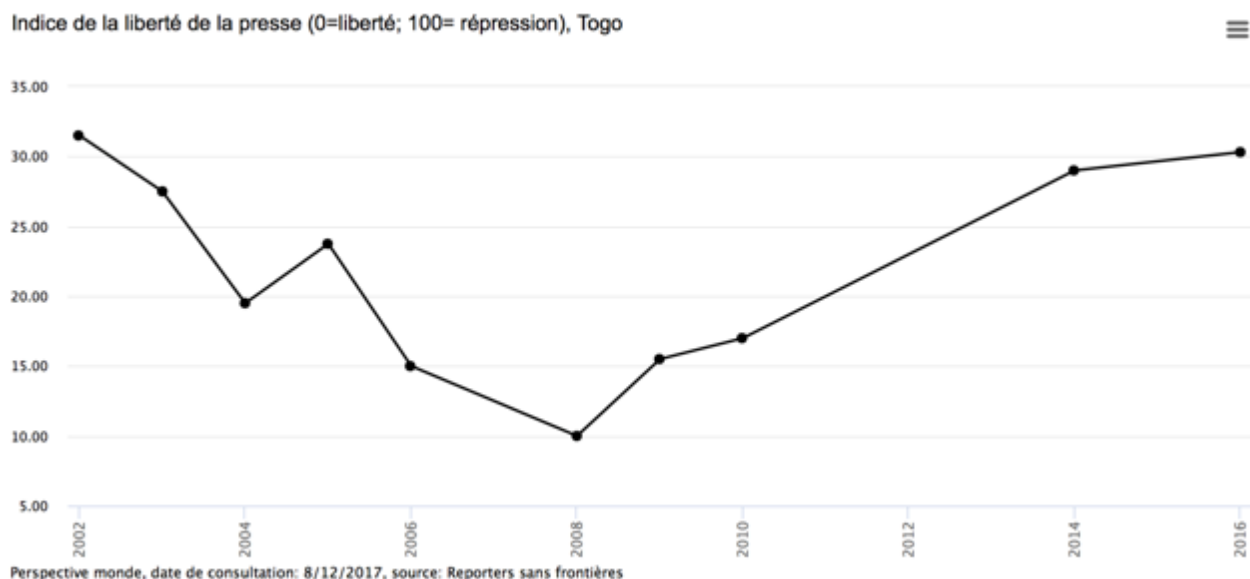


Figure 7 : Variation de l'indice de liberté de la presse du Togo entre 2002 et 2016

Analyse causale

L'accès à l'information est une liberté fondamentale relevant du droit universel à la liberté d'expression. Le droit de recevoir et répandre des informations, tant en ligne que hors ligne, est un fondement de la démocratie, de la bonne gouvernance et de l'état de droit.

La sécurité des journalistes et des professionnels des médias est une condition préalable au maintien du droit fondamental qu'est la liberté d'expression pour tous. Un climat général d'impunité alimente le cercle vicieux de la violence, renforçant ainsi ceux qui visent à faire taire le débat public et à bloquer les informations sensibles.

Rôles et capacités

Au plan international, le Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité vise la création d'un environnement libre et sûr pour les professionnels des médias en vue de renforcer la paix, la démocratie et le développement. Ces mesures incluent l'établissement d'un mécanisme inter-agences coordonné pour traiter des questions liées à la sécurité des journalistes.

La Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC) assure l'exercice de la liberté et la protection de la presse, publie régulièrement la revue de presse, met en œuvre le programme de professionnalisation du métier de journalisme, et fait le suivi de la mise en œuvre de l'aide de l'État à la presse. Elle se concerte avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). L'Autorité de Réglementation des Secteurs des Postes et Télécommunications attribue les fréquences aux différents diffuseurs.

Les textes juridiques du Togo sont la Loi organique relative à la HAAC, le Code de Bonne Conduite du Journaliste, le Code de presse et de la communication, le Cahier de charges portant obligations des radios et télévisions privées. La loi portant liberté d'accès à l'information et à la documentation publique est adoptée en mars 2016.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Afin de réaliser la cible à l'horizon 2030 et de garantir l'accès public à l'information et protéger les libertés fondamentales, conformément à la législation nationale et aux accords internationaux, la Togo devrait renforcer l'application de sa législation et ses mécanismes favorables à la liberté d'expression et d'information. Le PNUD appuie le pays en matière de gouvernance en général et particulièrement sur les élections. Son statut de neutralité lui permet d'intervenir sur des sujets sensibles telles les questions associées aux droits de l'homme et les libertés fondamentales, à la régulation institutionnelle et au contrôle citoyen par la société civile.

Il pourrait aussi renseigner dans le futur deux indicateurs associés à l'ODD 16.10, soit d'une part le « Nombre de journalistes, d'autres professionnels des médias et de défenseurs des droits de l'homme tués, enlevés, disparus, détenus ou torturés au cours des 12 derniers mois », et, d'autre part, le « Pourcentage des informations sur le budget réel du gouvernement, des marchés publics, des recettes et des concessions de ressources naturelles qui sont publiquement disponibles et facilement accessibles », y compris le nombre de cas d'enquêtes parlementaires sur les cas d'allégations qui intéressent le parlement.

2.1.9 Connaissances et compétences des jeunes en matière de promotion du développement durable, des droits de l'homme, de l'égalité entre les sexes, de la promotion d'une culture de paix et de non-violence, de la citoyenneté mondiale et de l'appréciation de la diversité culturelle (4.7)

Situation (Performance actuelle)

Les programmes de formation dans l'enseignement général et dans l'enseignement technique et la formation professionnelle ne prennent pas suffisamment en compte les questions liées aux compétences de vie courante (citoyenneté, non-violence, droits humains, culture de la paix, égalité des sexes, protection de l'environnement, l'accès à l'école pour les adolescents etc.). En plus, les questions des adolescent(e)s extra scolaires et surtout ceux résidents dans les milieux urbains et péri urbain, ainsi que la problématique de l'éducation parentale, sont aussi très faiblement pris en compte.

Analyse causale

Les causes profondes de l'absence de promotion des thématiques associées au développement durable et aux droits des humains sont que les curricula et programmes, non actualisés, sont peu adaptés, tout comme la formation des enseignants et les programmes de formation dans les E.N.I et E.N.S. Les budgets sont insuffisants. Les causes sous-jacentes sont la formation initiale insuffisante des enseignants, l'exercice du métier d'enseignant sans aucune formation initiale pour certains, le peu d'opportunités de formation continue pour ceux qui sont sur le terrain, le manque de pertinence des curricula par rapport aux réalités locales actuelles et surtout leur inadéquation au marché de l'emploi.

Le secteur de l'éducation ne priorise pas ces nouvelles thématiques. Les approches pédagogiques sont inadéquates, les enseignants peu compétents dans ces domaines, leurs conditions de travail démotivantes, et les temps d'apprentissage bien en deçà des temps

prescrits¹¹⁰. Les effectifs d'élèves dans les classes sont pléthoriques. Les enfants ne sont pas dans de bonnes conditions d'apprentissage. Le contenu enseigné ne facilite pas les apprentissages indiqués.

De même, il existe très peu d'initiatives visant à doter les adolescents déscolarisés de compétences de vie courante.

Les débiteurs d'obligations sont l'État, le Ministère des enseignements primaires, secondaires et de la formation professionnelle, DRE et IEPP, PTF, l'UNICEF, AIDE et ACTION, PLAN International Togo, BORNEfonden, les leaders communautaires, l'enseignement confessionnel et privé, les parents (envers les enfants).

Les détenteurs de droit sont les enfants, les parents d'élèves (vis à vis de l'État), les organisations communautaires de base, APE, COGEP/COGERES. Par ailleurs, l'urbanisation s'accompagne d'une fragilisation du tissu social et des liens de solidarité entre les différentes couches sociales des communautés. L'effritement du tissu social engendre des phénomènes de vulnérabilité des enfants/adolescent(e)s et surtout les extras scolaires tels que les enfants vivant dans la rue, les enfants victimes de l'exploitation économique et sexuelle, ainsi que les problèmes de grossesses non désirées, la délinquance juvénile et la consommation de substances psychoactives. Il y a donc un besoin de disposer de données ventilées pour mettre en évidence les écarts importants et les inégalités que subissent les enfants et les adolescent(e)s en villes.

La réinsertion scolaire et socioprofessionnelle de ces catégories d'enfants, surtout ceux de la rue constitue une problématique sérieuse pour les familles pauvres étant donné que la gratuité de l'enseignement n'est pas encore effective et que l'éducation non formelle reste à mieux développer. En outre, étant donné qu'ils sont pour la plupart des laissés pour compte, ils souffrent d'un manque réel, non seulement d'éducation parentale, mais aussi de compétence de vie courante susceptible de les aider à répondre aux préoccupations de leur âge et à affronter la vie avec beaucoup de sérénité.

Les conséquences sont l'incivisme des enfants, la persistance des grossesses précoces, la pollution perpétuelle de l'environnement, la persistance de violences dans les communautés, l'ignorance des enfants de leurs droits, la discrimination continue à l'égard des filles.

Rôles et capacités

L'État définit les politiques et stratégies, prévoit les moyens pour leur mise en œuvre. Il forme les enseignants et personnels d'encadrement, construit et équipe les infrastructures scolaires, définit les programmes et curricula et veille à leur utilisation et révision. Il fait le suivi des activités pédagogiques. Les parents et les organisations communautaires de base veillent à l'entretien des infrastructures et équipements, à l'éducation parentale et à la formation professionnelle de leurs enfants, ont un droit de regard sur les activités pédagogiques. Ils veillent à la scolarisation de leurs enfants et au suivi éducatif. Les

¹¹⁰ L'enquête SDI (Service Delivery Indicators, 2016) a établi que les enfants ne bénéficiaient que d'environ 49 % du temps d'apprentissage programmé.

partenaires techniques et financiers (PTF) accompagnent l'État. La plupart des projets et programmes visant l'atteinte de cette cible sont dépendants du financement des PTF.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

L'État devrait revoir ses curricula, notamment au cycle primaire et secondaire, pour y intégrer la prise en compte du développement durable à travers ses 17 objectifs. Des programmes spécifiques de formation des apprentis et autres jeunes hors d'un circuit de formation pourraient être développés. Les Agences des Nations-Unies pourraient jouer un rôle au plan du financement et des contenus. Il sera nécessaire de développer des outils de formation adaptés à l'intention des enseignants d'abord mais aussi des élèves, des parents et des adolescents extra scolaires pour mener à bien un tel projet.

L'ONU propose deux indicateurs pour suivre cette cible : « Pourcentage des élèves âgés de 15 ans démontrant des connaissances approfondies dans les sciences de l'environnement et les sciences de la Terre » et « Pourcentage des élèves âgés de 13 ans adhérant aux valeurs et attitudes qui favorisent l'égalité, la confiance et la participation à la gouvernance ». Le Togo pourrait adopter et suivre l'un de ces indicateurs, ou un indicateur national équivalent pour mesurer l'atteinte de cette cible.

2.1.10 Égalité des sexes et autonomisation des femmes et des filles - Violences faites aux femmes/filles : mariage des enfants, mariage précoce ou forcé, mutilation génitale féminine (5.3)

Situation (performance actuelle)

Les principaux problèmes de violence faite aux femmes et aux filles sont la récurrence du mariage et de la grossesse précoces, et la persistance des mutilations génitales féminines.

Mariage précoce

De 2010 à 2014, le pourcentage de femmes âgées de 20 à 24 ans mariées ou en couple avant l'âge de 18 ans (mariages d'enfants) est passé de 25,2 % à 21,8 %.¹¹¹

Violence conjugale

Depuis l'âge de 15 ans, 29 % des femmes âgées de 15-49 ans ont subi des violences physiques ; 10 % en a subi au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête EDS III 2013-14.¹¹²

11 % des femmes ont déclaré avoir subi des actes de violence sexuelle ; 4 % en ont subi au cours des douze mois précédant l'enquête.

8 % des femmes ont subi des violences physiques pendant la grossesse.

Parmi les femmes en union ou en rupture d'union, 36 % ont subi des violences émotionnelles, physiques et/ou sexuelles de la part de leur mari/conjoint actuel ou du plus récent. Cette proportion est de 27 % au cours des 12 mois précédant l'enquête. 48 % des femmes ayant subi des violences physiques ou sexuelles n'ont jamais recherché d'aide ni parlé à quelqu'un des violences qu'elles avaient subies. 7 % des femmes ayant subi des actes de violence physique ou sexuelle ont déclaré avoir porté plainte auprès des autorités.

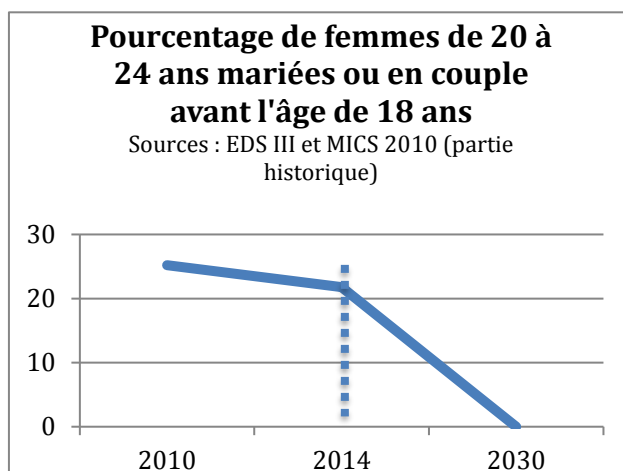


Figure 8 : Pourcentage des femmes de 20 à 24 ans mariées ou en couple avant l'âge de 18 ans

Violence conjugale

Pourcentage de femmes de 15-49 ans en union ou en rupture d'union qui ont subi des actes de violence de la part de leur mari/conjoint

Source : EDST III

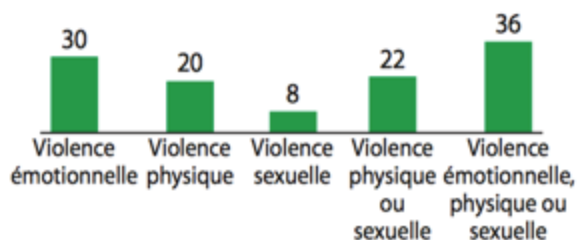


Figure 9 : Violence conjugale

¹¹¹ Sources : EDS III 2013-14 et MICS 2010

¹¹² EDST III 2013-14

Par ailleurs, globalement, 13 % des femmes en union ou l'ayant été ont subi, au cours des 12 mois précédant l'enquête, des actes de violence physique ou sexuelle commis par un mari/conjoint. Cette proportion est plus élevée chez les femmes de 20- 24 ans et 25-29 ans (15 % dans les deux cas).¹¹³ Au niveau national, 16,9 % des femmes (épouses ou chefs de ménage) déclarent avoir été menacées par leur mari ou partenaire, 13,7 % affirment avoir été bousculée par le mari, 12,1 % disent avoir été frappées par leur mari. La proportion des femmes déclarant avoir été forcée à avoir des rapports sexuels est de 7,0 %.

Excision des femmes

Au Togo, 5 % des femmes de 15-49 ans ont déclaré avoir été excisées. La prévalence de l'excision fut relativement stable entre 2006 et 2014 (6 % en 2006, 4 % en 2010 et 5 % en 2013-2014). Seulement 1 % des femmes et 2 % des hommes pensent que la pratique de l'excision doit être maintenue.¹¹⁴

On note la faible jouissance des droits en santé sexuelle et reproductive par les femmes et les filles. On constate l'éloignement des centres de santé des lieux de résidence des femmes et des filles, surtout dans les milieux ruraux, le mauvais accueil des agents au niveau des formations sanitaires, l'insuffisance de la prise en charge rapide des femmes dans les formations sanitaires lors des accouchements, l'insuffisance de la communication en langues locales en matière de santé de reproduction en milieux ruraux sur les radios communautaires.

Analyse causale

Les causes profondes de la violence faite aux femmes sont la persistance des pratiques traditionnelles néfastes, les mauvaises interprétations des croyances religieuses, la faible application des lois, l'ignorance par les femmes et les filles de l'existence de leurs droits, l'analphabétisme des femmes, l'insuffisance

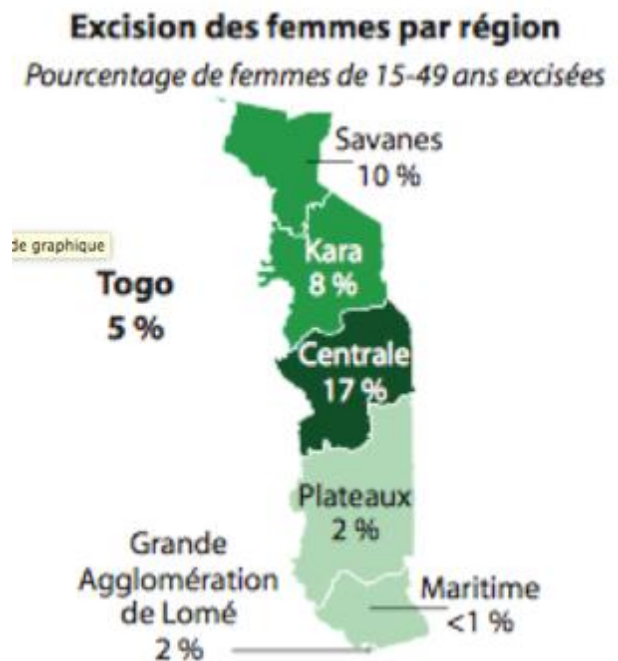


Figure 10 : Excision des femmes par région

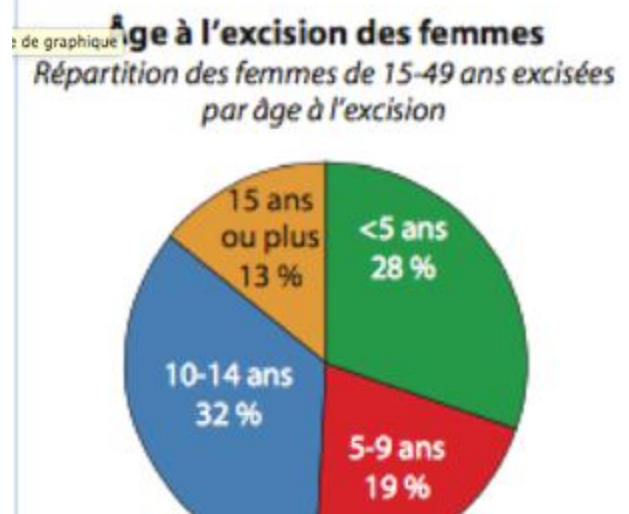


Figure 11 : Âge à l'excision des femmes

¹¹³ EDST III 2013-14

¹¹⁴ Ibidem

de centres de formations sanitaires et des ressources humaines adaptées, ainsi que la faible allocation budgétaire.

Par ailleurs, au plan national, cinq causes majeures sont évoquées par les chefs de ménage comme étant à l'origine de la violence faite aux femmes : boire de l'alcool (22,2 %), tenir tête à son mari (19,5 %), faire des visites suspicieuses à des personnes inconnues (17,7 %), avoir un mauvais comportement (14,0 %) ou négliger les enfants (13,1 %).

Le niveau d'instruction influence la violence conjugale : 14 % des femmes n'ayant aucun niveau d'instruction ont été victimes d'actes de violence conjugale physique ou sexuelle contre 11 % de celles qui ont le niveau secondaire ou plus. La proportion de femmes agressées physiquement ou sexuellement par un mari ou un conjoint est deux fois plus élevée dans les ménages du quintile le plus bas (18 %) que dans ceux du quintile le plus élevé (9 %).

Les causes sous-jacentes expliquant la violence faite aux femmes sont une réticence aux changements de comportement dans les communautés, le coût d'opportunité (tirer profit le plus tôt possible de la fille), les grossesses précoces, l'impunité des auteurs de crimes sexuels, l'abandon scolaire et la faible scolarisation des enfants, les échecs scolaires et le harcèlement sexuel. L'absence de consultations prénatales entraîne des complications lors de l'accouchement pouvant créer des dépenses plus importantes à la famille. La vulgarisation des textes de droits, notamment la loi sur la santé de reproduction, est insuffisante. Il en va de même pour les services de santé adaptés aux jeunes.

Une proportion importante de femmes et d'hommes ont déclaré que l'excision n'était pas exigée par la religion (respectivement 90 % et 88 %). Cependant, parmi les femmes excisées, 38 % pensent, au contraire, qu'il s'agit d'une pratique exigée par la religion contre 5 % des femmes qui ne sont pas excisées.¹¹⁵

Les principales conséquences de la violence faite aux femmes sont les grossesses précoces (souvent accompagnées de déni de grossesse par les auteurs), les avortements provoqués pouvant entraîner le décès, les taux élevés de mortalités maternelle et infantile, les maladies sexuellement transmissibles, l'abandon scolaire, l'entrée prématurée dans la vie d'adulte sans aucune préparation, la restriction de la liberté individuelle, les accouchements pénibles avec un risque accru de mortalité pour la mère et l'enfant, les risques d'infection, le développement de fistules, la mauvaise éducation des enfants.

Les femmes et filles, particulièrement celles vivant dans des ménages pauvres, en milieu rural, sont les premières à souffrir des manquements relevés et sont les premières détentrices des droits en la matière. Les stéréotypes, la place dans la hiérarchie sociale, les pesanteurs socio-culturelles expliquent que ces groupes soient davantage affectés.

Les institutions les plus affectées sont les formations sanitaires.

Rôles et capacités

La violence à l'encontre des femmes est considérée comme une grave violation des droits humains qui doit être sanctionnée.¹¹⁶ Le Togo a ratifié sur le plan international des textes pour lutter contre les différentes formes de violences domestiques. Notons la Convention

¹¹⁵ EDST III 2013-14

¹¹⁶ (Assemblée Générale des Nations Unies, 1991)

N°100 de l'Organisation internationale du Travail (OIT) consacrant l'égalité de rémunération entre la main d'œuvre masculine et la main d'œuvre féminine pour un travail de valeur égale, le Protocole de la charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes en 2005, la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples qui protège les droits de l'homme en général, protège toute personne contre la violence, la torture ou les traitements cruels, inhumains ou dégradants et prône l'égalité entre l'homme et la femme.

Les lois nationales touchant aux droits des femmes sont entre autres la constitution de la IVème République de 1992¹¹⁷, le nouveau code des personnes et de la famille (2012), le code pénal (2015), le code du travail, la loi N°98-016 du 17 novembre 1998 portant répression des mutilations génitales féminines, et la validation d'une nouvelle version du document de stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre en septembre 2012.

Les principaux textes relatifs à l'égalité de genre sont la Loi sur la santé de la reproduction, le Plan National de Développement Sanitaire (PNDS), la Loi de 1998 interdisant les mutilations génitales, l'Étude sur les violences basée sur le genre en milieu scolaire, la Loi portant aide juridictionnelle garantissant l'accès des couches vulnérables à la Justice, la Politique Nationale d'équité et d'égalité de genre et son plan d'action, la Convention sur l'élimination de toutes les formes discriminations à l'égard des femmes, le Code des personnes et de la Famille (2012), la Constitution de la quatrième République, le Protocole à la charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme en Afrique, le Code Électoral (Article 220 et 225), l'étude sur les Disparités de genre dans le corps enseignant au Primaire (MEPSFP, UNICEF 2015), le Code pénal de 2015 articles 307 et 308 punissant toute discrimination en matière d'emploi et de profession basée sur le sexe, le Statut général de la fonction publique (2013) qui prône l'accès équitable à toutes les fonctions publiques, le Rapport de Women Business and Law sur réduction de l'impôt sur le revenu pour les Hommes (2016) et le Fonds National de Finance Inclusive.

Les organisations de la société civile à l'image de « Women in Law and Development in Africa (WILDAF) » se déploient aux côtés de l'État dans la lutte contre les violences faites aux femmes.

Les débiteurs d'obligations sont l'État, le Ministère de la Santé et ses Services déconcentrés, les PTF, les OSC, la communauté (leaders d'opinions), les confessions religieuses, les parents, les hommes (maris) et la belle-famille élargie.

Les rôles des débiteurs d'obligations est de vulgariser la loi sur la santé de la reproduction, de veiller au respect des normes internationales en matière de mise en place des formations sanitaires, d'élaborer et mettre en œuvre des politique et stratégies, de mettre en place des moyens, de former et renforcer des capacités, de sensibiliser les communautés à la santé de la reproduction, d'appuyer techniquement et financièrement le gouvernement et les OSCs pour la mise en place des formations sanitaires. Les PTF et autres organisations accompagnent l'État dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et stratégies, mènent des plaidoyers.

¹¹⁷ L'article 11 consacre l'égalité de l'homme et de la femme

Les détenteurs de droits sont les femmes, les filles, la famille et la communauté entière. Leurs rôles sont de chercher à connaître et à revendiquer leurs droits.

Les forces du Togo pouvant favoriser l'atteinte de la cible sont nombreuses. On note une forte représentation du Ministère chargé de la promotion de la femme aux niveaux central (cabinet, secrétariat général, directions générales), déconcentré (directions régionales, direction préfectorales) et communautaire (Centres ou services sociaux), de même que l'existence de politiques et stratégies (Politique nationale de l'équité et de l'égalité de genre, Stratégie de communication adressant les pratiques traditionnelles préjudiciables, le plan d'action triennal de lutte contre la fistule obstétricale), d'une école de formation sociale et de centres d'écoute et de conseil aux femmes et filles victimes de violence ainsi que de nombreuses OSC intervenant dans ce domaine.

En lien avec le Ministère de la Santé et de la Protection sociale, le Togo dispose des atouts suivants : l'existence d'infrastructures sanitaires aux niveaux, central et déconcentré (Cabinet, DRS, DPS, USP et CMS), de professionnels formés, de plateaux techniques (services de qualité), de textes régissant la santé sexuelle et de la reproduction, la loi sur la Santé de la reproduction, la loi portant Protection des personnes vivant avec le VIH/SIDA, le Plan stratégique de lutte contre les fistules obstétricales, le Décret de la subvention à 90 % de la césarienne.

Le Ministère de l'action sociale, de la promotion de la femme et de l'alphabétisation dispose également de services sociaux au sein des formations sanitaires (existence des centres d'écoute et de conseils). Il intervient dans le suivi de conventions et traités auxquels le pays est partie (la Déclaration universelle des droits de l'homme, la CEDEF, protocole à la charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatifs aux droits de la femme en Afrique), et, au plan national, il y a la PNEEG, le code des personnes et de la famille, le code pénal, la stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre, la loi sur les mutilations génitales féminines (MGF). Le Ministère est soutenu par les partenaires techniques et financiers (Banque Africaine de Développement, SNU, AFD, UE etc.). Enfin, il participe aux missions mandataires sur le genre et la promotion de la femme.

Les organismes ou programmes suivants sont actifs dans ce domaine : UNFPA, PLAN TOGO, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), UNICEF, ONU FEMME, la Fédération internationale pour le planning familial (IPPF), le Programme National de lutte contre les grossesses et mariages précoces (UNFPA, MEPSFP, MASPFA).

Il existe un réseau d'organisations de la société civile : le Forum des Organisations de Défense des Droits des Enfants au Togo (FODDET), le Réseau des Structures d'Accueil des Enfants Vulnérables au Togo (RESAEV), le Réseau des organisations de lutte contre la maltraitance, les abus et exploitation sexuelle des enfants (ROMAESE), le Réseau de lutte contre la traite des enfants au Togo (RELUTET), le Groupe de réflexion et d'action Femme, Démocratie et Développement (GF2D), le Réseau des Femmes Africaines Ministres et Parlementaires (REFAMP), Women in Law and Development in Africa (WILDAF), la Fédération Togolaise des Associations de Personnes Handicapées (FETAPH), un réseau de structures d'accueil d'enfants victimes de violence, des personnels formés, ayant notamment des compétences en matière de communication pour un changement de comportements. Ces OSC sont à proximité des populations. Elles sont aussi en lien avec des partenaires internationaux et nationaux (structures étatiques). Certaines ont participé à la Convention

sur l'élimination de toutes les formes discriminations à l'égard des femmes et aux conférences de Beijing.

Les principales faiblesses relatives aux capacités des Ministères et OSC dans le domaine des inégalités de genre sont les suivantes : les ressources humaines sont insuffisantes, de même que la dotation budgétaire d'investissement, les infrastructures et équipements et la capacité de coordination des interventions.

On note l'instabilité institutionnelle du ministère chargé de la promotion de la femme. On constate aussi l'absence de stratégies susceptibles de faciliter le positionnement des femmes aux instances de prise de décision, la rareté de données statistiques, la faible capacité de mobilisation des ressources, l'absence de synergie d'action entre les différents services du secteur, l'absence de collaboration étroite entre les OSC intervenant dans la promotion des droits des femmes et le ministère, l'insuffisance des dispositions du code électoral.

Dans le secteur de la santé et de la protection sociale, on note que les populations sont obligées de parcourir plusieurs kilomètres avant d'atteindre les formations sanitaires. On note aussi le mauvais accueil fréquent des femmes et filles par le personnel soignant, l'insuffisance de prise en charge rapide des femmes dans les formations sanitaires lors des accouchements, l'insuffisance de communication en langues locales en matière de santé de reproduction en milieux ruraux sur les radios communautaires. La perception du droit à la santé sexuelle et reproductive est souvent limitée.

On note aussi certaines faiblesses chez les OSC, dont l'utilisation irrationnelle des ressources, la faible capacité technique, de mobilisation des ressources et de plaidoyer, la présence relative des OSC dans les zones les plus reculées, les compétences limitées en matière de promotion des droits sur la santé sexuelle et reproductive.

Les opportunités pour promouvoir l'égalité des genres sont associées à la disponibilité des PTF et OSC à appuyer les interventions du secteur, à l'adhésion du Togo aux instruments internationaux¹¹⁸, à l'engagement des leaders communautaires (chefs traditionnels et religieux et responsables de confessions religieuses), à l'existence d'organisations d'enfants et de femmes très actives, à la forte collaboration entre le secteur et ses partenaires techniques, financiers et de la société civile.

Pour les OSC, l'existence d'un ministère de promotion de la femme pouvant faciliter son plaidoyer auprès du gouvernement et du parlement constitue une opportunité.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Pour éliminer, à l'horizon 2030, les pratiques préjudiciables, telles que le mariage des enfants, le mariage précoce ou forcé et la mutilation génitale féminine, il faut ramener à 0 % le pourcentage de mariage d'enfants et aussi le pourcentage de filles et femmes âgées de 15 à 49 ans subissant une mutilation génitale. Pour atteindre cet objectif, cette dernière pratique devrait cesser dès maintenant. Pour ces deux indicateurs, le taux de régression annuel moyen (TCAM²⁰¹⁴⁻²⁰³⁰) entre 2014 et 2030 est le même, soit -6,3 %.

¹¹⁸ Des conventions telles CEDEF, CDE, CADBE, CDPH

Il faut rechercher une synergie d'action entre les ministères s'occupant de santé et de protection sociale, et tabler sur la proximité des OSC avec les populations pour sensibiliser ces dernières aux changements de comportements.

La réduction d'au moins de moitié de la caution en faveur des femmes candidates aux élections législatives constitue une mesure visant à favoriser l'égalité hommes/femmes.

2.1.11 Politiques en matière de valorisation des soins et travaux domestiques non rémunérés (5.4)

Situation (performance actuelle)

Partout dans le monde, les femmes assurent deux fois plus de travaux domestiques et de soins non rémunérés que les hommes, de l'éducation des enfants à la prise en charge des parents malades ou âgés, sans oublier les tâches ménagères. La valeur de ces travaux et soins, estimée comme allant de 20 à 60 % du PIB, est de plus en plus reconnue, et pas seulement pour les enfants et les membres de la famille, mais également pour la prospérité à long-terme des sociétés.¹¹⁹

Le Togo souffre d'un manque de données relativement à cette cible. Il y a donc un besoin d'analyse complémentaire pour renseigner cette cible.

Analyse causale

L'économie s'effondrerait sans le travail non rémunéré. Or, il est réalisé en majeure partie par les femmes. De plus, dans le cas du travail rémunéré, le revenu des femmes pour un travail égal est souvent inférieur à celui des hommes.

Les objectifs de développement durable préconisent la réduction et la redistribution des travaux de soins non rémunérés, une mesure prônée depuis fort longtemps par les économistes féministes et les défenseurs de l'égalité des sexes. La question est de savoir comment.

Le gouvernement n'a pas nécessairement de données sur le travail non rémunéré.

Une étude récente a démontré qu'un dollar d'argent public investi dans le secteur des soins pourrait créer 2,5 fois plus d'emplois qu'un dollar investi dans la construction. Plus de la moitié de ces emplois reviendraient aux femmes.¹²⁰

Rôles et capacités

Cette responsabilité incombe en premier lieu aux gouvernements.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Il est essentiel que les gouvernements prennent des mesures pour que les services de garde soient accessibles, abordables et qu'ils prennent en charge ceux qui en ont besoin : enfants d'âge préscolaire, personnes malades, handicapées ou âgées. Une partie de ces tâches,

¹¹⁹ <http://www.undp.org/content/undp/fr/home/blog/2017/8/22/Making-women-s-work-count.html>

¹²⁰ <http://www.eurasia.undp.org/content/rbec/en/home/library/sustainable-development/the-impact-of-public-investment-in-social-care-services/>

traditionnellement non rémunérées, peuvent être valorisées, possiblement en partie au plan monétaire.

Le SNU pourrait aider le gouvernement dans l'examen de la façon de mieux distribuer le travail non rémunéré entre les hommes et les femmes. Notamment, il semble important de sensibiliser la population adulte d'une part mais aussi d'éduquer les enfants d'autre part, dans les familles et à l'école, afin de reconnaître concrètement le travail non rémunéré des femmes, de nommer le problème d'iniquité, de valoriser le travail non rémunéré. Une ou des campagnes de sensibilisation pourraient être effectuées dans les prochaines années.

Le gouvernement devrait aussi prendre en compte le travail non rémunéré dans la prise de décision économique et politique. Il devrait examiner des stratégies pour diminuer d'une part la proportion du travail non rémunéré, et diviser équitablement ce travail entre les hommes et les femmes.

Le gouvernement devrait aussi mettre en œuvre des stratégies, par secteur, pour que le travail rémunéré et les revenus soient répartis plus équitablement entre les genres. L'agriculture étant le premier secteur d'emploi au Togo, il serait important de revoir les législations pour que la propriété foncière et l'exploitation agricole soient partagées entre l'homme et la femme, lorsque les deux sont dans les faits des exploitants agricoles.

À ce chapitre aussi, le gouvernement a un devoir d'exemplarité. Il peut jouer un rôle de leadership dans la réalisation de ces changements.

L'ONU propose deux indicateurs pour suivre cette cible : « Nombre moyen d'heures consacrées à des travaux domestiques et des soins non rémunérés, par sexe, âge et situation géographique (pour les personnes âgées de cinq ans et plus) » et « Proportion de ménages vivant à 15 minutes du point d'eau le plus proche ». Le Togo pourrait adopter et suivre l'un de ces indicateurs, ou un indicateur national équivalent pour mesurer l'atteinte de cette cible.

2.1.12 Accès des femmes et des hommes à l'informatiques et aux TIC (5.b)

Situation (performance actuelle)

En 2016, pas moins de 3,2 milliards d'individus surfent sur le web à travers le monde. Parmi les 4 milliards de personnes « exclues » de la toile, 90 % vit dans les pays du Sud. Toutefois, on assiste au boom de la téléphonie numérique partout sur la planète, y compris en Afrique.

Il y a aussi une inégalité d'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC) entre hommes et femmes. Ce phénomène est d'autant plus prégnant au Sud où une femme est 20 % moins susceptible de posséder un téléphone portable qu'un homme. Par ailleurs, les africaines constituent près de 11 % de la main-d'œuvre dans le domaine des technologies, ce qui est inférieur à la moyenne mondiale (de 15 %).¹²¹

Au Togo, entre 2008 et 2016, le nombre de lignes téléphoniques fixes par 100 habitants est passé de 2,55 à 2,63, alors que le nombre d'abonnés aux téléphones mobiles pour 100 habitants est passé de 24,35 à 74,92.¹²² Durant la même période, le pourcentage de

¹²¹ <http://www.upsail.co/blog/uncategorized/les-femmes-et-les-tic/>

¹²² ART&P, Rapport d'activités 2017

personnes utilisant l'Internet est passé de 0,06 % à 21,98 %, alors que le nombre d'abonnements à l'Internet fixe à large bande pour 100 habitants est passé de 0,03 % à 21,29 %.¹²³

Analyse causale

Les prix inabordables des ordinateurs pour la grande majorité des africains, les problèmes d'électricité, et les réseaux défaillants nuisent à l'accès aux technologies de l'information au Togo et en Afrique en général.

Pour les femmes, plus durement touchées par l'analphabétisme que les hommes, la langue constitue souvent un obstacle majeur à l'accès aux TIC. La plupart des TIC repose sur l'écrit, non-acquis par de nombreuses femmes. Les langues locales n'y sont, par ailleurs, que très peu utilisées.

Alors qu'une grande majorité de femmes vit en zone rurale, reculée, les principales infrastructures des TIC se trouvent en zone urbaine.

Faute de moyens pour l'achat de matériels en TIC et pour l'accès aux espaces commerciaux, les femmes sont souvent lésées.

Enfin, des éléments socioculturels freinent les femmes dans leur rapport aux TIC : elles sont souvent considérées comme incapables d'utiliser ces technologies ou de suivre des formations dans les disciplines technologiques.

Rôles et capacités

L'objectif du Ministère des Postes et de l'Économie numérique est d'investir pleinement dans les TIC en modernisant les outils des secteurs d'activité économique pour qu'aucun togolais ne soit à plus de 5 km d'un point d'accès internet haut-débit.¹²⁴ L'Autorité de Régulation des Secteurs des Postes et Télécommunication en charge de fournir les données et de régler l'accès au Togo a également un rôle d'importance à jouer.

Le secteur des télécom est en pleine réforme et des échanges sont en cours, notamment, avec le Millenium Challenge Corporation, pour son développement.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Le gouvernement aspire à porter le taux de pénétration à la téléphonie fixe et mobile de 70,34 % en 2015 à 127,4 % en 2020, et à porter le taux d'accès à l'internet à haut débit fixe et mobile de 7,14 % en 2015 à 62,6 % en 2022.¹²⁵

Le gouvernement vise l'introduction de modules relatifs aux TIC dans la formation initiale et continue des enseignants.¹²⁶

¹²³ ART&P, Rapport d'activité 2017.

¹²⁴ Ministère des Postes et de l'Économie numérique, <http://numerique.gouv.tg>

¹²⁵ PND 2017

¹²⁶ PND 2017

Le Togo devrait se doter d'un indicateur pour suivre et mettre en place des financements publics pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, ou pour suivre l'existence et la qualité des politiques pour parvenir à l'égalité des sexes.

2.2 - L'état des ODD et les droits économiques, sociaux et culturels

La section 2.2 traite successivement des thématiques suivantes, associées d'une part aux droits sociaux, économiques et culturels, quel que soit le lieu de résidence, présentés dans l'encadré et, d'autre part, à des cibles liés aux objectifs de développement durable (identifiées entre parenthèses)

- **Droit à un niveau de vie suffisant, au revenu et à l'emploi** - Femmes et hommes souffrant de l'extrême pauvreté (1.1 et 1.2) - Systèmes et mesures de protection sociale pour tous, y compris des socles de protection sociale et bénéficiaires (1.3) - Accès des femmes et des hommes aux ressources économiques, à la propriété foncière, au contrôle des terres, à l'héritage, aux ressources naturelles, à la micro finance, au savoir, aux services financiers (micro finance), aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur (1.4, 2.2 et 5.a) - Investissement dans des mesures d'élimination de la pauvreté (1.b)
- **Droit à une alimentation suffisante et adéquate** - Sécurité alimentaire, nutrition et agriculture durable -Personnes (enfants, adolescentes, femmes enceintes personnes âgées) et localités du pays souffrant de la faim et de la malnutrition (2.1 et 2.2) - Productivité agricole et revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier des femmes, des autochtones, des exploitants familiaux, des éleveurs et des pêcheurs, y compris en assurant l'égalité (2.3) - Viabilité des systèmes de production alimentaire et pratiques agricoles résilientes et favorables à la préservation des écosystèmes (2.4) - Diversité génétique des semences, des cultures et des animaux d'élevage ou domestiqués et des espèces sauvages apparentées (2.5)
- **Droit à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge** -Situation de la mortalité maternelle (3.1) - Situation de la mortalité infantile (3.2) - Situation du sida, de la tuberculose, au paludisme et aux maladies tropicales négligées, hépatite, les maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles (3.3) - Mortalité prématurée due à des maladies non transmissibles, et santé mentale et le bien-être (3.4) - Situation et traitement de l'abus de substances psychoactives, notamment de stupéfiants et d'alcool (3.5) - Décès et de blessures dus à des accidents de la route (3.6) - Accès aux services de soins de santé sexuelle et procréative, la planification familiale, l'information et l'éducation (3.7 et 5.6) - Couverture sanitaire (3.8) - Efficacité, efficience du système de santé - Maladies liées à des substances chimiques dangereuses et à la pollution et à la contamination de l'air, de l'eau et du sol (3.9)

Droits sociaux, économiques et culturels

- **Droit à un niveau de vie suffisant**
- **Droit au revenu et à l'emploi**
- **Droit à la sécurité et à la protection sociales**
- **Droit à une alimentation suffisante et adéquate**
- **Droit à l'eau, à l'assainissement et au logement**
- **Droit à l'éducation**
- **Droit à la santé**

- **Droit à l'éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie** - Accès des filles et garçons à l'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité (4.1) - Accès des filles et tous les garçons à des services de développement et de prise en charge de la petite enfance et à l'éducation préscolaire (4.2) - Accès des jeunes et des adultes des deux sexes à l'enseignement technique, professionnel, universitaire de qualité et d'un coût abordable (4.3) - Accès des personnes handicapées, les autochtones et les enfants en situation vulnérable à l'enseignement et la formation professionnelle à tous les niveaux (4.5) - Alphabétisation des femmes et des hommes (4.6)
- **Accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement** - Accès de tous et équitable à l'eau potable, à un coût abordable (6.1) - Accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et mettre fin à la défécation en plein air (6.2) - Protection et restauration des écosystèmes liés à l'eau, notamment les montagnes, les forêts, les zones humides, les rivières, les aquifères et les lacs (6.6)
- **Accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable** - Accès de tous à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable (7.1) - Politiques, infrastructure énergétique, technologies et financement de l'énergie renouvelable (7.2)
- **Croissance économique soutenue, partagée et durable, plein emploi productif et un travail décent pour tous** - Revenu et inégalités (8.2 et 10.1) - Politiques et dynamiques en matière de création des micro entreprises, petites et moyennes entreprises, accès aux services financiers (8.3) - Définition nationale de travail décent et égalité de revenu hommes/femmes (8.5)- Proportion de jeunes non scolarisés et sans emploi ni formation (8.6) - Droit et protection des travailleurs, sécurité sur le lieu de travail (8.8) - Tourisme créateur d'emploi, politiques de valorisation de la culture et des produits locaux - (8.9) Accès de tous aux services bancaires et financiers et aux services d'assurance (8.10)
- **Infrastructure résiliente, industrialisation durable** - Dynamique d'industrialisation, recherches-développement, technologies, et contribution de l'industrie à l'emploi et au produit intérieur brut (9.2) - Accès des petites entreprises industrielles, aux services financiers et leur intégration aux chaînes de valeur et aux marchés (9.3) - Accès aux technologies de l'information et des communications (9.c)
- **Villes et établissements humains ouverts à tous, sûrs, résilients et durables** - Accès de tous à des systèmes de transport sûrs, accessibles et viables, à un coût abordable, et sécurité routière (11.2)- Participation communautaire à la planification et gestion urbaine (11.3) - Décès dus aux accidents de la route, aux catastrophes (11.5).

2.2.1 Femmes et hommes souffrant de l'extrême pauvreté (1.1 et 1.2)

Situation (performance actuelle)

Extrême pauvreté

On constate une légère amélioration de la situation de l'extrême pauvreté au Togo depuis quelques années. En effet, le taux d'extrême pauvreté a légèrement régressé entre 2011 et 2015, passant de 30,4 % en 2011 à 28,7 % en 2015 mais cache les inégalités régionales. Le taux de régression annuel moyen durant cette période fut de 1,4 %.

Toujours pour l'année 2015, on observe des disparités dans la répartition du taux d'extrême pauvreté, surtout entre les milieux rural (39,7 %) et urbain (13,7 % à Lomé et en moyenne de 12,9 % dans les autres villes), mais aussi entre les sexes (28,4 % pour les hommes et 30,1 % pour les femmes) et les classes d'âge. Les femmes ont un accès limité aux ressources (terres, fonds, commerces, santé, éducation, alphabétisation), elles supportent la majorité des travaux domestiques. Le taux d'extrême pauvreté a tendance à augmenter avec l'âge, étant respectivement de 26,4 % pour les 15-29 ans, 27,3 % pour la classe 30-44 ans, 30 % pour les 45-64 ans, et 31,1 % pour les 65 ans et plus.

À Lomé, entre 2011 et 2015, le taux d'extrême pauvreté a presque triplé. Par ailleurs, la situation s'est améliorée durant la même période en milieu rural, alors que le taux de 43,4 % en 2011 a régressé à 39,7 % en 2015 (et de 47,1 % en 2011 à 41,9 % en 2015, lorsque l'on considère les agriculteurs indépendants).

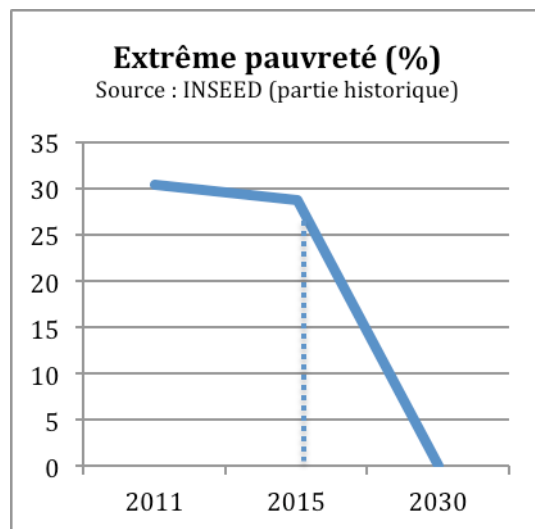


Figure 12 : Extrême pauvreté au Togo

Taux de pauvreté nationale et inégalités

La pauvreté demeure persistante au Togo. En effet, 55,1 % des Togolais vivaient en-dessous du seuil de pauvreté en 2015, avec de fortes inégalités par sexe et par région.

Le taux de pauvreté nationale a légèrement régressé au Togo, passant de 58,7 % en 2011 à 55,1 % en 2015. Cependant, plus de la moitié de togolais vivent toujours en dessous du seuil de pauvreté. Cette pauvreté est multidimensionnelle (alimentaire, monétaire, faible accès à l'emploi, santé, cadre de vie, éducation...). Le taux de régression annuel moyen du taux de pauvreté nationale entre 2011 et 2015 fut de 1,5 %.

La profondeur de la pauvreté est restée relativement stable : 41,6 % en 2011 à 40,1 % en 2015. L'indice de

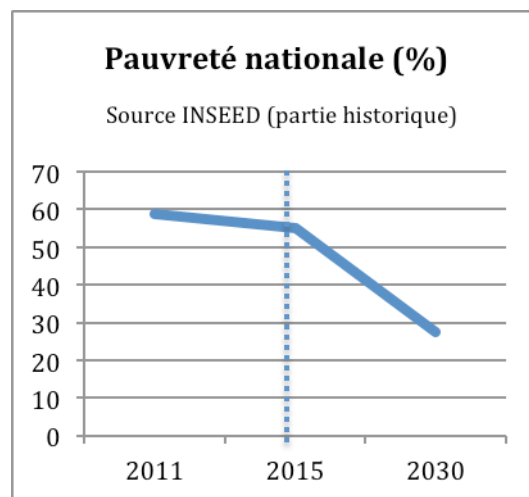


Figure 13 : Taux de pauvreté nationale

Gini a évolué positivement de 0,393 en 2011 à 0,380 en 2015. Cependant, des inégalités de répartition de revenus persistent entre le milieu rural et le milieu urbain, ainsi qu'entre les différents groupes socioéconomiques.¹²⁷

Ainsi, on observe des disparités dans la répartition du taux de pauvreté nationale, surtout entre les milieux rural (68,7 %) et urbain (34,8 % à Lomé et en moyenne de 37,9 % dans les autres villes). Notons une aggravation de la situation à Lomé entre 2011 et 2015, alors que le taux de pauvreté nationale est passé de 28,5 % à 34,8 %. Par ailleurs, la situation s'est améliorée durant la même période en milieu rural, alors que le taux a régressé entre 2011 et 2015 de 73,4 % à 68,7 % (et, pour les agriculteurs indépendants, de 77,8 % en 2011 à 72,6 % en 2015, soit une diminution 5,2 points de pourcentage).

En 2015, l'incidence de la pauvreté était moins élevée dans la catégorie des ménages dirigés par les hommes que dans ceux dirigés par les femmes : elle est de 54,6% dans le premier groupe et de 57,5% dans le deuxième groupe. Par ailleurs, la pauvreté des ménages dont le chef est un homme a diminué entre 2011 et 2015 (passant de 59,6 % à 54,6 %), celle dont le chef est une femme a augmenté sur la même période, passant de 54,3 % à 57,5 %¹²⁸.

L'incidence de la pauvreté augmente avec l'âge du chef de ménage : la pauvreté est plus faible chez les ménages dirigés par les chefs âgés de 15-29 ans et plus élevée chez ceux dirigés par les 65 ans ou plus. En 2015, l'incidence de la pauvreté est de 48,0 % chez les ménages dont le chef est dans la tranche d'âge 15-29 ans, 54,0 %, 57,2 % et 57,9 %, respectivement chez ceux des tranches d'âge 30-44 ans, 45-64 ans et 65 ans ou plus. Elle a légèrement diminué de 2,7 % dans le groupe des ménages dirigés par les chefs de la tranche 15-29 ans, de 2,4 % dans le groupe de ceux âgés de 30 à 44 ans et de 2,1 % dans le groupe de ceux âgés de 45 à 64 ans. Chez les ménages dont le chef est âgé de 65 ans ou plus, la baisse de l'incidence entre 2011 et 2015 est plus marquée passant de 70,9 % à 57,9 %.

Les femmes sont sous-représentées aux instances de décisions, dans la vie politique et leur poids dans le tissu économique est faible. Les femmes togolaises rencontrent des difficultés qui : (i) entament leur dignité (violences physiques, morales et psychologiques, mariages précoces), (ii) limitent leurs activités de production (faible accès au crédit, à la terre, à l'héritage (iii) limitent leurs accès aux services sociaux de base (mortalité maternelle élevée, analphabétisme 23,3 % chez les hommes contre 49 % chez les femmes en 2015), (iv) freinent leur promotion (faible participation à la décision) et (vi) accélèrent leur marginalisation (inégalités dans l'emploi, à la Fonction publique, dans les sociétés d'État et dans le secteur privé) et leur vulnérabilité à la pauvreté, qui touche 57,5 % de femmes contre 54,6 % d'hommes.

La croissance économique entre 2011 et 2015 est passée de 4,8 % à 5,3 %. Cependant, cela n'a que peu amélioré le niveau de vie des plus pauvres, et réduit à la marge l'écart de pauvreté et l'inégalité.

¹²⁷ SCAPE 2017 et QUIBB 2015

¹²⁸ INSEED, Profil de la pauvreté (avril 2016)

Analyse causale

Les populations plus vulnérables à la pauvreté sont les ruraux, les femmes, les personnes âgées, les jeunes et les personnes handicapées. Notamment, les ménages, les femmes chefs de famille en milieu rural et semi-urbain sont les populations les plus affectées.

Selon le profil de pauvreté 2016, les inégalités dans la redistribution de la croissance au sein de la population, les déséquilibres régionaux dans l'aménagement du territoire, le chômage et le sous-emploi, le nombre élevé des personnes à charge par rapport au revenu, le faible accès aux moyens de production et leur caractère rudimentaire, de même que l'absence ou l'insuffisance de mesures, de stratégies et d'interventions de protection sociale (subventions aux soins) sont des causes importantes de la pauvreté.

Certaines mesures sont mises en place mais leur efficacité est limitée d'où la persistance de l'extrême pauvreté.

Les conséquences de la pauvreté sont multiples. Les pauvres ont de la difficulté à accéder aux services sociaux de base (santé, éducation, logement décent, énergie, eau, protection sociale...). D'autres conséquences de la pauvreté sont la faim et la malnutrition, la forte pression sur l'environnement, la faible productivité en raison du manque d'instruction associé à la pauvreté, la faible capacité d'épargne.

Si la pauvreté urbaine s'accroît progressivement avec le développement des villes, la pauvreté au Togo reste majoritairement rurale. Sous toutes ses formes, le niveau de la pauvreté au Togo est relativement préoccupant et est davantage un phénomène rural, bien que des conditions difficiles de vie prévalent au niveau de certains centres urbains comme en témoigne la dégradation du taux de pauvreté observée à Lomé ces dernières années.

Rôles et capacités

Le gouvernement, les collectivités locales, les OSC et les communautés sont les principaux débiteurs d'obligations face aux populations pauvres. La mise en œuvre de politiques, programmes et projets agricoles efficaces et politique d'aménagement territorial aiderait à lutter contre l'extrême pauvreté.

Les capacités des détenteurs de droits s'expriment à travers la Société civile organisée, participation aux élections.

En relation avec la pauvreté, le Togo a ratifié les conventions des Nations Unies sur les OMD et les ODD. Il a participé deux fois aux fora de haut niveau sur la mise en œuvre des ODD, laquelle est en démarrage.

Il a aussi ratifié la politique agricole et de sécurité alimentaire de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Plusieurs ministères disposent de programmes opérationnels.

Les collectivités organisées disposent de plans de développement communautaires opérationnels, mais souvent dotés de peu de ressources.

La décentralisation est en train de se mettre en place. Le découpage des communes vient d'être publié et la mise en place des instances de gestion n'est pas encore effective. Les OSC sont dotées de moyens humains, matériels et financiers. La politique nationale de protection

sociale n'a jamais été adoptée, ce qui a contribué à plomber sa mise en œuvre. Les principaux risques pour la réalisation des ODD sont l'instabilité politique, le non financement des programmes par les partenaires externes, les catastrophes naturelles. Le Plan national de contingence est la principale initiative pour faire face aux risques.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Le taux de régression annuel moyen de l'extrême pauvreté entre 2011 et 2015 fut de 1,4 %, assez loin du taux de régression annuel moyen de 6,7 % requis entre 2015 et 2030 pour atteindre la cible relative à l'horizon 2030.

Par ailleurs, afin d'atteindre la cible à l'horizon 2030 qui est de réduire de moitié le taux de pauvreté nationale, le taux de régression annuel moyen pour la pauvreté nationale entre 2011 et 2015 de 1,5 % devra plus que doubler entre 2015 et 2030, soit passer à 3,3 %.

2.2.2 Système et mesures de protection sociale pour tous y compris le socle de protection sociale et les bénéficiaires (1.3)

Situation (Performance actuelle)

Bien que le pourcentage de la population bénéficiant d'une assurance maladie ait connu une progression sensible ces dernières années, passant de 1,0 % en 2011 à 7,6 %¹²⁹ en 2015, puis à 8,4 % en 2017¹³⁰, la grande majorité de la population togolaise continue de supporter, à travers le paiement direct, leurs dépenses de santé et encourent ainsi des risques de dépenses catastrophiques susceptibles de renforcer leur vulnérabilité. En effet, selon les comptes de la santé, 40,2 % des ménages ont eu recours aux paiements directs des soins en 2014 contre 48 % en 2010. Cette régression s'explique en grande partie par la mise en place en 2011 du régime obligatoire d'assurance maladie au profit des agents

publics et assimilés. L'assurance maladie ne concerne que les travailleurs du public et du secteur formel. Les agriculteurs et les travailleurs du secteur informel sont exclus. Les groupes particulièrement vulnérables sont les personnes âgées, les personnes handicapées, les enfants et les personnes vivant avec le VIH. Pour permettre la mise en place d'un socle de protection sociale, une évaluation du système de protection sociale a été réalisée à travers

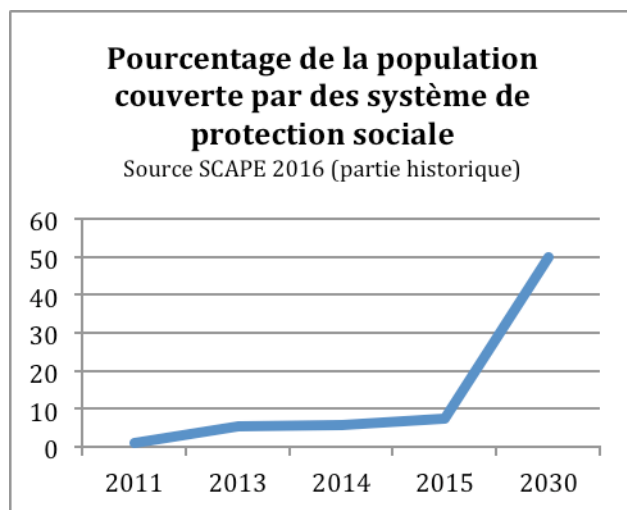


Figure 14 : Population couverte par des systèmes de protection sociale

¹²⁹ La répartition est la suivante : 1,66% couvert par les Mutuelles de santé, 2% par les Compagnies privées d'assurance et 4% par l'Institut National d'Assurance Maladie (INAM).

¹³⁰ La couverture est fournie par l'INAM, les mutuelles sociales et les assurances privées

l'outil SPPOT (social protection policy options tool). Les résultats de cette évaluation ont abouti à la proposition d'options de garanties du socle de protection sociale.

De façon générale, la couverture en système et mesure de protection sociale est faible au Togo. Près de 5 % de la population adulte bénéficie des régimes contributifs d'assurance sociale et 5 % des familles ayant des enfants reçoivent des allocations familiales ¹³¹. Seulement 18,8 % de l'ensemble des personnes âgées perçoivent une pension de retraite.¹³²

La principale tendance observée est la faible évolution de la proportion des personnes couvertes par un mécanisme de protection sociale dans les secteurs structurés. Le volet non contributif de la protection sociale comprend essentiellement des programmes de filets sociaux de sécurité qui ciblent les pauvres et les personnes vulnérables aux chocs, à savoir : (i) les transferts monétaires, qui ne couvrent que deux régions en 2017 ¹³³; (ii) les transferts en nature tels que les cantines scolaires (seulement 6 % des écoles étaient desservies en 2016), les suppléments nutritionnels, l'aide alimentaire ¹³⁴ ; (iii) la création d'emplois temporaires par le biais de travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre; et (iv) les exonérations de frais de services, telles que les subventions et la gratuité des services de santé (césarienne, fistule obstétricale pour les femmes, soins pour les enfants de moins de 5 ans et les ARV...) ou d'éducation (assurance scolaire, gratuité des frais scolaires au primaire).

Le système togolais de protection sociale fait face à un certain nombre de défi tant au niveau stratégique qu'au niveau opérationnelle. Au niveau stratégique l'absence d'une politique nationale de protection sociale validée par le Gouvernement, ne permet pas d'avoir une vision ainsi qu'un cadre stratégique permettant d'orienter toutes les interventions en matière de protection sociale pour une approche systémique. De même la coordination de la protection sociale pose encore de nombreux défis en dépit de l'existence du Comité National de Promotion de la Protection Sociale (CNPPS).

Au niveau opérationnel, les couches les plus vulnérables éprouvent encore beaucoup de difficulté à accéder aux différents mécanismes de protection sociale notamment à l'assurance maladie. Le financement de la protection sociale pose aussi un énorme problème. En effet, les régimes contributifs gérés par la Caisse des retraites du Togo (CRT) et la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) sont confrontés à des difficultés financières et des défis structurels. Les programmes non contributifs font face également à l'insuffisance de ressources financières. En effet, ils sont en grande partie financés par les partenaires techniques et financiers. En général, tout le secteur est confronté à un problème de sous financement

¹³¹ Document de politique nationale de protection sociale, 2012 (en cours d'actualisation).

¹³² Les opérateurs sont la CRT ou la CNSS Rapport de l'évaluation du système de protection sociale 2017.

¹³³ Les transferts monétaires sont mis en œuvre par le Gouvernement togolais et la Banque mondiale et l'appui technique de l'UNICEF pour les aspects suivi évaluation et suivi d'impacts. Ils sont couplés à des activités de type Communication pour le Changement de Comportement (CCC) dans les régions de Kara et Savanes. Les femmes enceintes et les mères d'enfants de moins de deux ans (et celles ayant un enfant de moins de cinq ans souffrant de malnutrition aiguë sévère) reçoivent 5000 FCFA par mois pendant la période des « 1000 jours » (de la conception de l'enfant à ses deux ans), participent à des «causeries» socioéducatives et reçoivent les visites à domicile d'agents communautaires (ACPE et ASC). En 2017, ce programme touchait 29 600 bénéficiaires.

¹³⁴ Les cantines scolaires sont un filet de sécurité qui peut aider à soulager la pauvreté extrême et l'insécurité alimentaire dans les zones rurales et éloignées. Depuis 9 ans, les cantines scolaires gratuites permettent de servir des millions de repas chaque année dans plus de 300 écoles et auprès de 90 000 écoliers.

interne. Malgré les efforts de l'État, il dépend beaucoup plus pour la réalisation de ses actions du financement extérieur.

Selon le rapport mondial du BIT sur la protection sociale publié en 2017, les dépenses publiques de protection sociale lorsque on y exclu les dépenses de santé représentent uniquement 0,6 % du PIB, alors que la moyenne en Afrique au sud du Sahara est de 4,5 %.

Analyse causale

Les mesures de protection sociale sont des éléments cruciaux pour combattre la pauvreté, réduire les inégalités, favoriser l'inclusion et améliorer le développement du capital humain et la productivité. À cet égard, la protection sociale universelle est de plus en plus reconnue comme une composante intégrante du développement national, des efforts relatifs à une croissance profitant à tous et de la réduction de la pauvreté.¹³⁵

De façon générale, la fragmentation du système de protection sociale ne favorise pas la prise en compte de façon holistique de la question de la vulnérabilité des populations. Parmi les causes de la faible couverture sociale de la population, il y a la lenteur dans le processus d'extension des mesures de protection sociale, l'insuffisance des ressources, la non adoption de la politique nationale de protection sociale, la faible capacité de gouvernance, la faible implication des communautés aux programmes nationaux. En outre, la décentralisation n'est pas opérationnelle. Toutes ces causes nuisent à l'atteinte de la cible ODD sur la protection sociale à l'effet de mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale pour tous, d'ici à 2030.

Les conséquences sont la récurrence de la pauvreté et des inégalités, la dépendance et la marginalisation des femmes et des enfants, la difficulté pour les personnes de se soigner convenablement, la sous-alimentation et la perte des valeurs culturelles, les risques de mortalité et de morbidité élevés, surtout chez les enfants.

Les personnes affectées sont les plus pauvres (les ruraux, les femmes, les handicapés, les acteurs du secteur informel, les sans emploi, les enfants, les personnes âgées). Leur capacité de résilience est faible, ils accèdent difficilement aux services sociaux.

Les débiteurs d'obligations sont le Gouvernement, les PTF, les OSC, les collectivités locales, les communautés, les familles et le secteur privé.

Les détenteurs de droits sont l'ensemble de la population, notamment les populations rurales, les personnes pauvres. Les populations ne disposant pas de couverture sociale sont les premières visées.

On note que les capacités des détenteurs de droits à s'organiser en groupe de pression, à influencer sur les décisions politiques sont faibles.

Rôles et capacités

L'État a la responsabilité générale et principale d'assurer à chaque citoyen une protection sociale adéquate. Pour assurer cette responsabilité, le Togo a mis en place des services techniques compétents et des programmes non contributifs. Toutefois, la politique nationale

¹³⁵ Rapport ONU 2015

de protection sociale devant servir de cadre politique de référence fait défaut. La capacité de ces services est faible principalement en termes de budget d'investissement. En outre, il faut relever la faiblesse en matière d'expertise nationale dans le domaine. Pour ce qui est des programmes non contributifs, leur capacité est limitée en termes de niveau de couverture des personnes vulnérables et de gouvernance.

Le rôle des organismes de protection sociale est de gérer efficacement les régimes. Les difficultés à leur niveau résident dans la faiblesse de la gouvernance et du maintien de l'équilibre financier des régimes.

Il faudrait aussi renforcer la coordination du système et dégager un mécanisme de financement pérenne. La protection sociale devrait adopter une approche cycle de vie afin de permettre aux vulnérables de toutes les tranches d'âges d'être couverts

On note les faibles capacités des détenteurs de droit à s'organiser en groupe de pression, à se faire représenter et se faire entendre dans les organes de surveillance ou d'administration.

Le Comité National pour la Promotion de la Protection Sociale (CNPPS) coordonne toutes les actions en matière de protection sociale sur le plan national. Il est composé des représentants des ministères concernés par la protection sociale, des organismes de prévoyance sociale et des mutuelles de santé, des organisations d'employeurs et de travailleurs et des partenaires techniques et financiers. Il est représenté à l'échelle régionale. Il est nécessaire de travailler davantage au renforcement de cette coordination.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

L'effort à effectuer pour atteindre la cible en 2030 est important. La cible n'est pas chiffrée, elle dit « qu'une part importante des pauvres et des personnes vulnérables bénéficient de protection sociale ». Tout dépend donc de ce que l'on entend par part importante. Si on fixe cette proportion à 50 %, le taux de croissance annuel moyen entre 2015 et 2030 devrait être de l'ordre de 33 % chaque année. Il est donc nécessaire que le Togo se fixe un objectif en termes de pourcentage de la population à couvrir d'ici 2030.

Les efforts à consentir sont relatifs à la finalisation du registre social unique (RSU) et sa mise à l'échelle, la finalisation et la mise en œuvre du dispositif de ciblage des populations les plus pauvres, la mise en place du socle de protection sociale, l'accélération du processus d'extension de la couverture sociale, l'accroissement de la part du financement de l'État dans le domaine de la protection sociale, le renforcement du rôle de coordination du CNPPS, la mise en œuvre des mécanismes de financements innovants.

2.2.3 Accès des femmes et des hommes aux ressources économiques, à la propriété foncière, au contrôle des terres, à l'héritage, aux ressources naturelles, au savoir, aux services financiers (microfinance), aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur) (1.4, 2.2 et 5.a)

Situation (performance actuelle)

Accès à l'épargne

En 2015, au niveau national, 46,6 % d'hommes contre et 38,8 % de femmes disposaient d'une épargne, soit 57,2 % des hommes et 51,3 % de femmes en milieu urbain, et 37,4 % des hommes et 28,9 % des femmes en milieu rural. Chez les hommes, la proportion des personnes disposant d'une épargne s'est améliorée entre 2011 et 2015, passant de 30,5 % à 46,6 %, pour un TCAM²⁰¹¹⁻²⁰¹⁵ de 13,2 %. Durant la même période, ce taux d'épargne est passé de 25,3 % à 38,8 % chez les femmes, pour un TCAM²⁰¹¹⁻²⁰¹⁵ de 13,3 %.

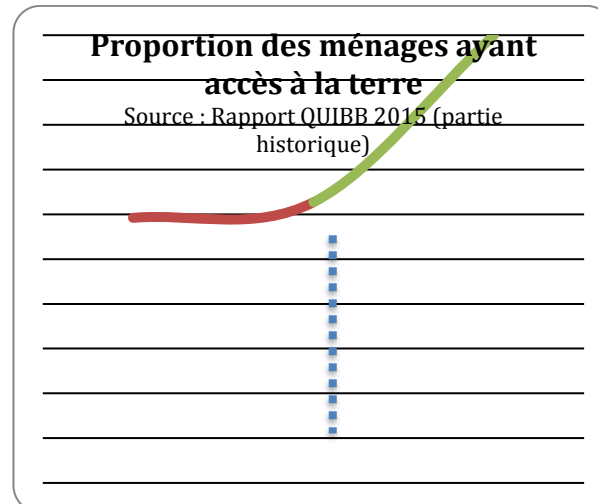
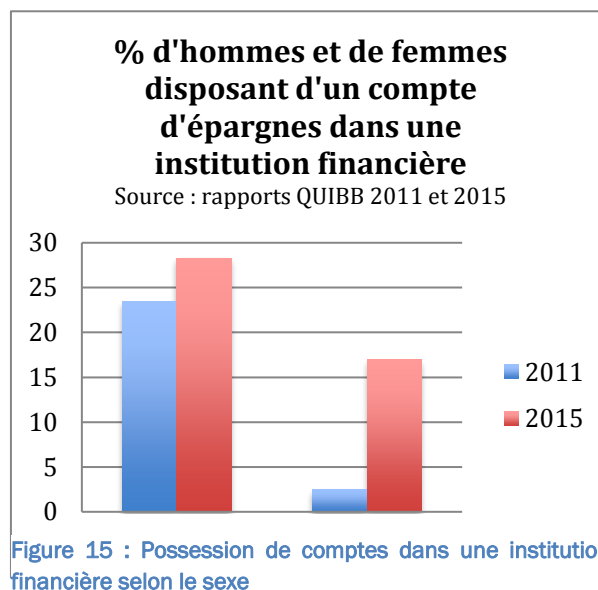
Entre 2011 et 2015, la proportion de personnes disposant d'un compte d'épargne personnel dans une institution financière a augmenté chez les hommes, passant de 23,5 % à 28,3 %, et aussi et surtout chez les femmes, passant de 2,5 % à 17 %.¹³⁶

Les TCAM²⁰¹¹⁻²⁰¹⁵ pour la possession d'un compte d'épargne furent respectivement de 5,1 % chez les hommes et 145,0 % chez les femmes durant cette période.

Possession des terres et des maisons

En 2015, 62,7 % des ménages possèdent des terres, contre 59,2 % en 2011. Ce taux est de 37,2 % en milieu urbain et de 86,0 % en milieu rural.¹³⁷

Au sein du milieu urbain, cette proportion varie suivant qu'on réside à Lomé ou dans les autres villes du pays. Dans le Grand Lomé, 30,4 % des ménages possèdent des terres alors que 49,1 % des ménages en possèdent dans les autres villes du Togo.



¹³⁶ Rapports QUIBB 2011 et QUIBB 2015

¹³⁷ Rapport QUIBB 2015

La proportion des ménages possédant des terres croît avec la taille des ménages. Par ailleurs la proportion de ménages possédant des terres est plus élevée pour les ménages dirigés par les hommes que pour ceux dirigés par les femmes, soit 66,3 % contre 52,3 %.

Dans le Grand Lomé la plupart des parcelles possédées (65,1 %) sont des terrains d'habitation alors qu'en milieu rural celles-ci sont majoritairement des terrains ruraux de production (79,6 %). Dans les autres milieux urbains, les terrains ruraux de production représentent 40,1 % et les terrains urbains d'habitation 34,1 % des parcelles possédées.

La plupart (54,2 %) des parcelles sont possédées par héritage. Le deuxième mode de possession est l'acquisition par achat. L'héritage est le mode d'acquisition dominant en milieu rural (61,5 %) alors que dans le Grand Lomé la plupart des parcelles sont possédées par achat (84,5 %). Dans les autres milieux urbains, les parcelles sont essentiellement possédées par achat (40,6 %) et par héritage (33,9 %).

La proportion d'hommes de 15-49 ans qui possèdent une terre ou une maison est plus élevée que celle des femmes, soit 29 % contre 10 % pour la possession de terre, et 25 % contre 11 % pour la possession de maison.¹³⁸ Comme chez les femmes, la proportion d'hommes possédant une maison augmente avec l'âge, passant de 19 % dans la tranche d'âges de 25-29 ans à 60 % dans celle de 45-49 ans. La possession de terres suit la même tendance. En outre, les hommes possédant une maison sont plus nombreux en milieu rural qu'en milieu urbain (35 % contre 13 %). Il en est de même pour la possession de terres : 35 % en milieu rural contre 21 % en milieu urbain.

Analyse causale

Les inégalités entre les hommes et les femmes, même si elles varient en fonction des régions et des pays, persistent et demeurent un défi majeur à l'éradication de la pauvreté. Les femmes sont encore et toujours victimes de discrimination par rapport à l'accès au travail, aux services, aux biens et à la participation à la prise de décisions et sont plus susceptibles que les hommes de vivre dans la pauvreté.¹³⁹

On constate l'évolution marquée d'une part de la possession d'épargne pour les deux sexes, mais surtout de la possession de comptes bancaires.

Certains facteurs contribuent à la différence observée entre les hommes et les femmes au plan de la possession des terres. Les hommes héritent des parcelles plus que les femmes, soit 51,0 % contre 48,5 %. Par ailleurs, les hommes (23,0 %) achètent plus de terres que les femmes (21,3 %).

Rôles et capacités

Afin d'améliorer l'accès à l'épargne des togolais et des togolaises, une action concertée semble nécessaire entre certains ministères, dont le ministère de l'Économie et des Finances, le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Hydraulique, et le Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités Locales, le ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation et le ministère des

¹³⁸ EDST III – Rapport de synthèse 2013-14

¹³⁹ Rapport ONU 2015

Enseignements primaire, secondaire et de la Formation professionnelle. Par ailleurs le rôle des chefs traditionnels et des leaders d'opinion dans les communautés est crucial pour sensibiliser, changer les mentalités, faire adopter de nouveaux comportements.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Les femmes épargnent moins que les hommes. Le ratio d'épargnant femmes/hommes est demeuré relativement stable à 83 % entre 2011 et 2015¹⁴⁰. Par contre, les femmes ont, durant cette période, comblé une grande partie du retard concernant l'indicateur mesurant la possession d'un compte d'épargne dans une institution financière. En effet le ratio femmes/hommes pour cet indicateur est passé de 10,6 % à 61 % entre 2011 et 2015.

Le TCAM²⁰¹⁵⁻²⁰³⁰ pour que tous les hommes épargnent à l'horizon 2030 est de 7,6 % contre 10,5 % pour les femmes, soit en deçà des TCAM²⁰¹¹⁻²⁰¹⁵ de 13,2 % et 13,3 % historiques.

L'effort à faire pour que tous les hommes possèdent un compte d'épargne dans une institution financière en 2030 correspond à un TCAM²⁰¹⁵⁻²⁰³⁰ de 16,9 % contre un TCAM²⁰¹⁵⁻²⁰³⁰ de 32,5 % pour les femmes, soit le double de l'effort requis pendant cette période pour ces dernières.

Globalement, malgré les progressions remarquables constatées, les taux de possession de comptes d'épargne dans des institutions financières demeureraient faibles en 2015, soit moins de 25 % au niveau national. Des campagnes de sensibilisation encourageant les personnes à épargner dans des institutions financières pourraient contribuer à accélérer la croissance constatée du pourcentage de personnes détenant un compte dans une institution financière. Le renforcement des institutions financières peut constituer un levier pour le développement économique du Togo. Par ailleurs, les personnes qui prennent des habitudes d'épargne pourraient améliorer leur sort durant leur vie active et pour leur retraite.

Afin de ramener le taux de ménages propriétaires fonciers dirigés par des femmes égal à celui des ménages propriétaires fonciers dirigés par des hommes, il faudrait examiner quelles seraient les meilleures stratégies pour influencer les deux principaux modes d'acquisition, soit l'héritage et l'achat.

¹⁴⁰ Rapports QUIBB 2011 et 2015

2.2.4 Investissement dans des mesures d'élimination de la pauvreté (1.b)

Situation (performance actuelle)

Au niveau mondial, des progrès appréciables ont été réalisés en matière de réduction de la pauvreté. Les niveaux de pauvreté sont tombés partout dans le monde. On a notamment réussi à réduire de moitié le taux global de l'extrême pauvreté enregistré en 1990. Le pourcentage de la population mondiale vivant avec moins de 1,25 dollar par jour est descendu à 11,5 % en 2015, alors qu'il était de 14,5 % en 2011 et de 36,4 % en 1990.

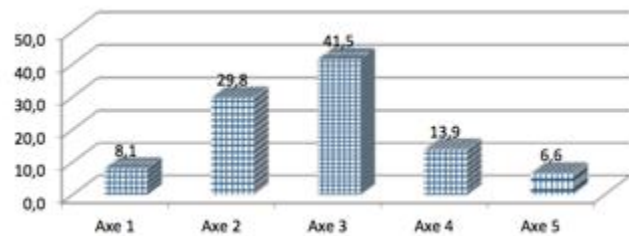


Figure 17 : Pourcentages de financement recherchés pour chaque axe de la SCAPE

L'inscription des secteurs sociaux au nombre des secteurs prioritaires dans la SCAPE est en adéquation avec le cadrage budgétaire de la SCAPE qui prévoyait, que 36,8 % des allocations budgétaires annuelles de l'État soient consacrées à la santé, à la protection sociale et à l'action sociale, à l'éducation, à l'eau, et à l'assainissement.

Cependant, cet engagement n'a pas pu être concrétisé sur la période de mise en œuvre de la SCAPE. Ainsi la part du budget de l'État dépensée pour ces secteurs sur la période 2013-2015 oscille autour de 26 %. Pour être plus spécifique, la part des dépenses de santé dans le budget de l'État se situe à 4 % sur cette période, loin des 10 % prévus dans la SCAPE ou alors des 15 % prévus par la Déclaration d'Abuja.

L'absence d'un cadre approprié de mobilisation des ressources a vidé le Programme d'actions prioritaires (PAP) de la SCAPE d'une bonne partie de sa pertinence. En effet, la stratégie a été bâtie sur l'hypothèse d'une forte mobilisation des ressources extérieures. Le financement à rechercher sur la période 2012-2015 était de 2 671 milliards de FCFA, soit 74 % du coût global du PAP. Ce financement était plus à rechercher dans les secteurs sociaux (axe 3) suivis des secteurs des infrastructures (axe 2) et des secteurs de la gouvernance (axe 4).¹⁴¹

Les ratios de financement des différents axes prioritaires de la SCAPE ont été faibles : 15,8 % pour l'axe 3 « Développement du capital humain, de la protection sociale et de l'emploi » qui était pourtant l'axe nécessitant le plus d'investissements externes. Le meilleur ratio, soit 51 %, a été observé pour l'axe 2 « Développement des infrastructures économiques ». On a observé un ratio de 37,8 % pour les axes 1 « Développement des secteurs à fort potentiel de croissance » et 4 « Renforcement de la gouvernance ». Le ratio de l'axe 5 « Promotion d'un développement participatif, équilibré et durable » est de 27 %.

Analyse causale

L'expérience des pays ayant obtenu des succès spectaculaires en matière de réduction de la pauvreté démontre que la croissance économique, bien que nécessaire, doit être

¹⁴¹ Revue Scape 2017

accompagnée de politiques sociales et environnementales se renforçant mutuellement, d'investissements déterminants dans le secteur social, l'agriculture et les infrastructures et d'un environnement international favorable.¹⁴²

Faute de ces transformations structurelles visant la promotion d'une industrialisation inclusive et durable et la diversification économique, la répartition sectorielle du PIB et les profils de la population active resteront dominés par le secteur de l'agriculture et d'autres secteurs à faible productivité.

Dans une étude diversifiée concernant 25 pays ayant récemment réussi à réduire les taux de pauvreté nationaux à un rythme susceptible de leur permettre de réduire de moitié la pauvreté¹⁴³, il a été démontré que, dans 20 de ces pays, plus de la moitié de la réduction de la pauvreté était due à l'augmentation des revenus agricoles. Les progrès accomplis dans ces pays attestent l'importance que revêt l'augmentation des investissements publics et privés dans l'agriculture. Le renforcement des capacités dans le secteur agricole, les taux élevés d'investissement dans le domaine de la recherche et du développement agricoles, la fourniture de services de vulgarisation et de bons moyens de transport, et le développement des infrastructures nécessaires à la commercialisation et à la transformation en zone rurale, peuvent stimuler la croissance agricole et améliorer les moyens de subsistance dans les campagnes.¹⁴⁴

Pauvreté et inégalité sont intrinsèquement liées, chacune étant la cause et la conséquence de l'autre. L'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes sont essentielles pour parvenir à l'élimination de la pauvreté. De plus, l'enseignement et les services de santé, en renforçant la capacité des populations et en améliorant la productivité du travail, se sont révélés utiles pour la réduction de la pauvreté. En fait, des études permettent de conclure que chaque dollar investi dans l'éducation engendre 10 à 15 dollars de croissance économique, par un accroissement de la valeur et de l'efficacité de la main-d'œuvre et, par voie de conséquence, de la productivité.¹⁴⁵

Alors que l'axe 2 de la SCAPE relatif aux infrastructures économiques passait en deuxième position en termes de besoin de financement à rechercher, l'effort du gouvernement en matière de mobilisation des ressources a abouti à faire de cet axe, le premier en termes de ratio d'investissement par rapport aux prévisions du PAP. Or, l'axe 3 (secteurs sociaux) où le besoin de financement était le plus ressenti s'en est ressorti avec le plus faible ratio d'investissement par rapport aux prévisions du PAP.

La faiblesse des taux d'alignement entre le budget d'investissement et le PAP pour l'ensemble des axes traduit une faible mobilisation des ressources nécessaires pour mettre en œuvre les ambitions de la SCAPE.

Rôles et capacités

En 2017, le Togo a passé une entente avec la Banque mondiale pour bénéficier d'une aide financière 39 milliards de francs CFA provenant du fonds de l'Association internationale de

¹⁴² Rapport ONU 2015

¹⁴³ Dans le cadre de la poursuite des objectifs du millénaire

¹⁴⁴ Rapport ONU 2015

¹⁴⁵ Rapport ONU 2015

développement (IDA). L'objectif est de créer un secteur privé prospère, solidaire et viable, à même de créer des emplois et des opportunités pour tous, qui permette notamment de réduire la pauvreté en milieu rural compte tenu des importants investissements.

La lutte contre la pauvreté est un enjeu qui concerne l'ensemble du gouvernement. Certains ministères sont appelés à jouer un rôle important, dans la mesure où, pour lutter contre la pauvreté, on cible d'abord le secteur de l'agriculture et le milieu rural, avec le secteur de la transformation industrielle et des infrastructures qui doivent l'accompagner, et que l'on vise que cette transformation de l'économie soit inclusive, qu'elle intègre les femmes et les ménages les plus pauvres. Ces ministères sont notamment ceux de l'Économie et des Finances - de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Hydraulique - du Commerce, de l'Industrie, de la Promotion du secteur privé et du Tourisme - de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités Locales - des Infrastructures et des Transports - de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation - des Enseignements primaire, secondaire et de la Formation professionnelle.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

La cible 1.b stipule qu'il faut mettre en place aux niveaux national, régional et international des principes de politique générale viables, fondées sur des stratégies de développement favorables aux pauvres et soucieuses de la problématique hommes-femmes, et qu'il faut accélérer l'investissement dans des mesures d'élimination de la pauvreté

En accord avec les recommandations du Secrétaire général à l'Assemblée générale des Nations Unies, le Togo fait la promotion d'une industrialisation inclusive et durable et d'une amélioration de la productivité par la diversification économique, comme mesures de lutte contre la pauvreté et les inégalités.

Pour favoriser la croissance économique, l'exportation et la création d'emplois et réduire la pauvreté, les pays en développement doivent appliquer plusieurs mesures concrètes, à savoir, notamment, l'accroissement du taux d'investissement, l'amélioration de la productivité des investissements existants, la réalisation d'investissements dans les secteurs stratégiques et l'élaboration de politiques macroéconomiques qui visent la transformation structurelle.¹⁴⁶

Afin de contribuer à la création d'emplois durables et universels, la transformation structurelle doit s'accompagner de procédés de production à forte intensité de main-d'œuvre et d'un renforcement des liens entre les différents secteurs et activités. Une partie de l'augmentation de la productivité liée à la transformation doit être transmise aux travailleurs de manière à déboucher sur un accroissement de la demande globale et, par voie de conséquence, sur l'emploi.

Le Togo doit s'attaquer également aux difficultés pesant sur les initiatives de création d'emploi, telles que l'inadéquation des infrastructures, et sur l'amélioration des compétences de la main-d'œuvre. Le développement rural doit également faire partie intégrante du programme de transformation structurelle.

¹⁴⁶ Rapport ONU 2015

Pour que le secteur agricole puisse tirer parti du dividende démographique et de l'énergie, des ambitions des jeunes et de leur la capacité d'innovation, les efforts doivent être axés sur la création d'emplois décents et l'amélioration de la base des compétences des jeunes. Les investissements en faveur de l'agriculture doivent aller en priorité vers l'amélioration des systèmes d'enseignement et de formation professionnelle et technique, afin de mieux répondre aux besoins des jeunes et des marchés du travail ruraux, grâce notamment à une participation accrue des jeunes aux chaînes d'approvisionnement agricoles.

Pour lutter contre la pauvreté, il faut renforcer la coopération internationale, notamment en soutenant les petits exploitants pour mieux comprendre comment les agriculteurs sont liés aux marchés et comment les modèles institutionnels et d'infrastructure compromettent la capacité des petits agriculteurs et des travailleurs agricoles sans terre, à réduire les risques auxquels ils sont exposés et à renforcer leur résilience et améliorer leur prise de décisions sur la gestion des ressource et les stratégies de subsistance.¹⁴⁷

¹⁴⁷ Rapport ONU 2015

2.2.5 Sécurité alimentaire, nutrition et agriculture durable

Personnes (enfants, adolescentes, femmes enceintes personnes âgées) et localités du pays souffrant de la faim et de la malnutrition (2.1 et 2.2)

Situation (performance actuelle)

D'après la FAO, on parle de sécurité alimentaire lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active.

Les estimations de la prévalence de la sous-alimentation sur la base des données relatives à l'approvisionnement alimentaire, à la consommation alimentaire et aux besoins énergétiques montrent que le Togo a enregistré une baisse du taux de la sous-alimentation. Ce taux est passé de 20,8 % en 2011 à 11,5 % en 2016 (FAO, 2017). On estime à 800 000 le nombre de personnes souffrant de la sous-alimentation au Togo.

En 2011, 49,5 % des ménages ont eu des difficultés à subvenir à leurs besoins alimentaires. Le niveau de cet indicateur était 33,9 % en 2015, soit 35,7 % en milieu rural et 31,8 % en milieu urbain.

En 2015, au niveau national, 61,5 % des enfants de moins de 5 ans prenaient 2 ou 3 repas par jour, soit 66 % en milieu rural contre 54,7 % en milieu urbain, alors que 38,3 % des enfants de la même classe d'âge prenaient plus de 4 repas par jour, soit 33,8 % en milieu rural contre 45,3 % en milieu urbain. Par ailleurs, 87,3 % des personnes âgées de 5 à 17 ans prenaient 2 à 3 repas par jour, contre 12,1 % prenant plus de 4 repas par jour. Enfin, 93,6 % des personnes âgées de plus de 18 ans prenaient 2 ou 3 repas par jour.¹⁴⁸

% de ménages ayant des difficultés à subvenir à leurs besoins alimentaires

Source QUIBB 2015 (partie historique)

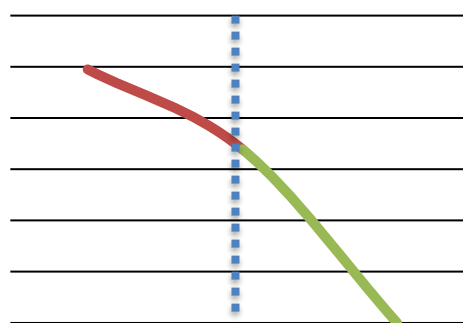


Figure 18 : Ménages ayant des difficultés à subvenir à leurs besoins alimentaires

¹⁴⁸ QUIBB 2015

Cependant, 46,6 % des ménages ont fait face à une insuffisance de nourriture au cours de l'année précédant l'enquête QUIBB 2015 (51,2 % en milieu rural contre 41,5 % en milieu urbain).

En 2015, 65,2 % des ménages avaient accès en moins de 30 minutes aux marchés de produits alimentaires. Ce taux était de 88,4 % en milieu urbain (99,9 % dans le Grand Lomé) contre 44,1 % en milieu rural.

Quelques 28 % des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition chronique et 10 % sous la forme sévère ; 6,5 % souffrent de malnutrition aigüe (émaciation) et 1,5 % sous la forme sévère ; 16 % présentent une insuffisance pondérale et 4 % sous la forme sévère ; 58 % des enfants sont exclusivement allaités au cours des six premiers mois ; 67 % des enfants reçoivent, à l'âge recommandé, en plus du lait maternel des aliments de complément ; 70 % sont atteints d'anémie, 25 % sous la forme légère, 42 % sous la forme modérée et 2 % sous la forme sévère ; seulement 12 % des enfants de 6-23 mois, qu'ils soient allaités ou non, ont été nourris selon les pratiques optimales d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant ; 48 % des femmes sont atteintes d'anémie, 36 % sous la forme légère, 11 % sous la forme modérée et 1 % sous la forme sévère.

7 % des femmes de 15-49 ans sont maigres. Environ 31 % d'entre elles présentent un surpoids ou sont obèses. C'est parmi les femmes vivant dans l'agglomération de Lomé que cette proportion est la plus élevée (46 %).¹⁴⁹ Enfin, 48 % des femmes de 15-49 ans et 64 % des femmes enceintes sont atteintes d'anémie, contre 20 % pour les hommes de la même classe d'âge, mais 35 % pour les hommes de 15-19 ans.¹⁵⁰

Analyse causale

La principale cause de l'insécurité alimentaire est le manque de ressources financières. Comme autres causes, on note les faibles récoltes du fait de l'irrégularité des pluies, ce facteur

Prévalence de l'anémie
Pourcentage d'enfants de 6-59 mois et de femmes de 15-49 ans considérés comme étant atteints d'anémie
■ Enfants ■ Femmes
Source : EDST III

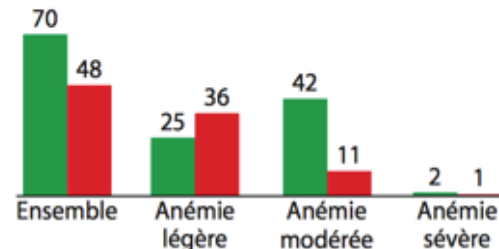


Figure 19 : Prévalence de l'anémie

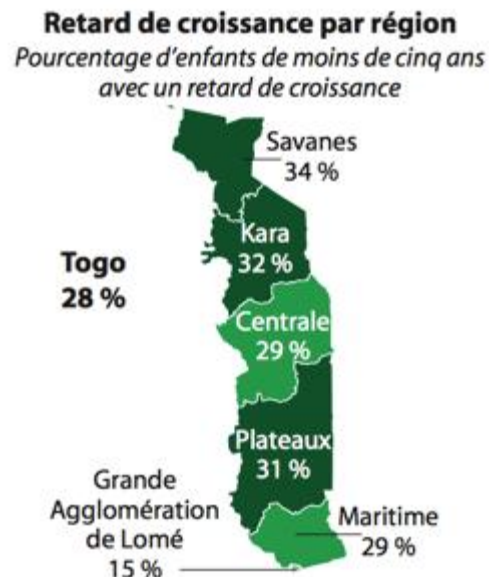


Figure 20 : Retard de croissance par région

¹⁴⁹ EDST III 2013-14

¹⁵⁰ EDST III 2013-14

jouant davantage en milieu rural, et ensuite la cherté des produits sur le marché.

Une des conséquences de l'insécurité alimentaire est que les ménages adoptent des stratégies pour pallier les difficultés alimentaires : 69,3 % des ménages consomment des aliments moins chers que d'habitude, ce qui a comme autre conséquence de réduire les quantités consommées, 60,6 % réduisent le nombre de repas par jour, 49,6 % limitent la taille des portions au moment du repas, 39,7 % changent la préparation des aliments, 39,2 % empruntent de l'argent, de la nourriture ou comptent sur l'aide d'un ami ou parent, 17,6 % vendent des animaux du ménage, 6 % retardent les paiements d'électricité, d'eau, de loyer.¹⁵¹

La prévalence de la malnutrition chronique est influencée par plusieurs facteurs. Elle est plus importante pour les enfants nés à moins de 24 mois après la naissance de l'enfant précédent (36 % contre 22 % quand la durée est de 48 mois ou plus), pour les enfants très petits à la naissance (35 % contre 25 % chez ceux considérés comme moyens ou gros à la naissance), pour les enfants dont la mère a un indice de masse corporelle bas (38 % quand la mère a un IMC inférieur à 18,5, contre 30 % quand la mère a un IMC normal et à 15 % quand elle présente un excès pondéral ou qu'elle est obèse).

La prévalence de la malnutrition chronique est aussi plus importante pour les enfants dont la mère a un faible niveau d'instruction (33 % lorsque la mère est sans instruction, contre 25 % si la mère a un niveau primaire et 18 % si la mère a un niveau secondaire ou plus), pour les enfants vivant dans les ménages se situant dans les trois quintiles de bien-être économique les plus bas (33 % à 38 % contre 11 % dans les ménages du quintile le plus élevé), pour les enfants du milieu rural (33 % souffrent d'un retard de croissance contre 16 % en milieu urbain). A ces facteurs s'ajoutent les mauvaises pratiques d'allaitement chez l'enfant et la récurrence des maladies, dues entre autres à l'insuffisance d'hygiène. Près de 42 % des enfants ne pas d'un allaitement maternel exclusif au cours des six premiers mois de vie, et seuls 12,1 % des enfants de 6-23 mois sont nourris selon les trois pratiques optimales d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant. On estime à 15 % la prévalence de la diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans, mais celle-ci est plus élevée chez les jeunes enfants de 6-11 mois (23 %) et 12-23 mois (22 %).

Rôles et capacités

Le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Hydraulique met en œuvre la politique de l'État dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, des ressources en eau de la sécurité de l'approvisionnement en eau potable.

Dans son Cadre stratégique révisé, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) accorde la priorité à l'emploi rural décent, l'élimination de la faim et la mise en place des systèmes agricoles et alimentaires efficaces. Grâce à son programme de travail « Réduire la pauvreté rurale », la FAO vise à promouvoir de plus grandes possibilités pour accéder à l'emploi agricole et non agricole décent.¹⁵²

¹⁵¹ QUIBB 2015

¹⁵² Rapport ONU 2015

Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM), apporte un appui au Gouvernement dans la conduite d'un examen stratégique sur la faim zéro, en lien avec l'Objectif de développement durable numéro 2 des ODD. Il s'agira à terme, de développer un programme pays sur la période 2019-2022 basé sur la synergie d'actions visant à apporter des réponses adéquates aux défis de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition y compris les besoins de valorisation des produits agricoles alimentaires.

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) a contribué au secteur agropastoral grâce au projet intégré d'appui à l'autonomisation économique des réfugiés mis en œuvre en 2017 dans la préfecture de Tandjouare au nord et dans la préfecture du Zio (Bolou-Kpondavé) au profit de 347 bénéficiaires dont 247 réfugiés et 100 autochtones issus des communautés locales hôtes.

Le Ministère de la santé de son côté met en œuvre le programme national de nutrition, incluant la promotion de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant. L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) met l'accent sur le renforcement de l'allaitement maternel et de l'alimentation de complément, l'amélioration de l'accès des ménages à l'eau potable et à l'assainissement, la prévention des carences en micronutriment et la promotion des services de santé infantile.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Le taux de réduction annuel moyen du pourcentage de ménages ayant des difficultés à subvenir à leurs besoins alimentaires a été de -7,9 % entre 2011 et 2015. Le taux de réduction requis pour rencontrer la cible de 0 % à l'horizon 2030 est légèrement moins important. En effet, le TCAM²⁰¹⁵⁻²⁰³⁰ devrait être de -6,8 %.

Productivité agricole et revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier des femmes, des autochtones, des exploitants familiaux, des éleveurs et des pêcheurs, y compris en assurant l'égalité (2.3)

Situation (performance actuelle)

Production

La productivité enregistrée par les spéculations céréalières comme le riz, le maïs et le sorgho a été faible, entraînant en 2015 une régression de la production vivrière de 6,5 % par rapport à 2014. Les rendements de toutes les cultures sont en baisse en 2015 à l'exception du haricot et de l'arachide qui sont en hausse respectivement de 5,9 % et 0,6 %.

L'évolution du taux de couverture des besoins nationaux en produits d'élevage par les productions nationales entre 2013 et 2015 a été instable. En effet, à la fin de l'année 2015, le taux de couverture était de 48 %, après avoir atteint 75 % en 2014. Le pays reste déficitaire en produits d'élevage malgré les efforts consentis dans la mise en œuvre du PNIASA, notamment à travers le projet PASA.

Productivité

En fin 2015, le taux d'amélioration du rendement des cultures porteuses (maïs et riz) se chiffrait globalement à 16 %, contre 4 % en 2011. Les rendements de riz ont cependant diminué de 2 510 tonnes par ha en 2011 à 1 765 tonnes en 2015, soit un taux moyen annuel

de régression de 6 %. Les efforts nécessitent d'être poursuivis dans l'amélioration des variétés améliorées de riz, la diffusion des itinéraires performantes de production et l'intensification de la riziculture irriguée à travers la valorisation des potentialités existantes pour les aménagements rizicoles.

Revenus

On assiste à un exode rural depuis plusieurs années. Cependant, en termes de création d'emploi dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, environ 3 800 emplois sont créés chaque année grâce aux réalisations du PNIASA, notamment dans la promotion de l'entrepreneuriat agricole et la valorisation des produits agricoles.

Le taux de pauvreté pour les travailleurs agricoles indépendants a reculé sur la période 2011-2015 de 78 % à 73 %.

Bien que les revenus agricoles aient augmenté, les salaires sont généralement bas. En 2011, les salaires médians des ouvriers agricoles, au niveau de 60 000 FCFA par an, étaient environ le quart de ceux des employés indépendants non agricoles et des travailleurs salariés non agricoles (respectivement 272 790 FCFA et 360 000 FCFA par an).

En milieu rural, le taux de pauvreté individuelle est passé de 73,4 % en 2011 à 68,7 % en 2015. Le taux de répartition des pauvres en milieu rural est passé de 77,6 % en 2011 à 77 % en 2015. Cette baisse des différents indicateurs de pauvreté en milieu rural énumérés est la résultante de la croissance économique sur cette période. Cependant, cette baisse reflète un impact relativement faible de la croissance sur les taux de pauvreté.

Analyse causale

Deux principales causes expliquent la faible productivité économique du secteur agricole : les rendements sont faibles du fait du morcèlement des parcelles agricoles (70 % des parcelles inférieures à ½ ha), de la faible mécanisation, du manque d'irrigation (moins de 1 % de parcelles irriguées), de la faible utilisation d'intrants de qualité, du mode d'exploitation artisanal, de l'insuffisance des infrastructures de désenclavement des zones de production (pistes, routes), de l'insuffisance des capacités de stockage et de conditionnement, du faible taux de bancarisation auprès des populations rurales (14 %), des difficultés d'accès au foncier et des effets du changement climatique. Ensuite, les chaînes de valeur ne sont pas structurées, et la transformation et la valorisation des productions sont quasi-inexistantes.¹⁵³

Les bonnes performances de rendements des cultures porteuses (maïs et riz) sont à mettre à l'actif des efforts réalisés par divers projets et activités du secteur, notamment la distribution des quicks-starts par le PADAT, les aménagements hydro agricoles, la mise à disposition à temps des semences certifiées et des engrais par la CAGIA. Ces différentes réalisations ont permis d'accroître sensiblement les productions. Toutefois, il convient de souligner que ces bons résultats sont essentiellement portés par le maïs.

Les allocations sur les budgets de l'État au secteur agricole sur la période 2012-2015 pointent toujours en deçà des 10 % requis par les accords de Maputo.

Sur la période 2012-2015, la mise en œuvre du PNIASA a permis de dépasser le taux de

¹⁵³ PND 2017

croissance de 6 %, notamment en 2014.

Rôles et capacités

Depuis 2012, les projets majeurs suivants ont été implémentés : le Projet d'appui au développement agricole au Togo (PADAT), le Projet d'appui au secteur agricole (PASA), le Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest-Projet Togo (PPAAO-Togo), le Projet d'aménagement hydro agricole de la basse vallée du fleuve mono (PBVM), le Projet de développement rural intégré de la plaine de Mô (PDRI-Mô), le Projet de développement de la production rizicole dans la région de la Kara (PDPR-K), le Programme pour le Développement Rural y compris l'Agriculture (ProDRA) et le Projet développement rural de la plaine de Djagble (PDRD), Projet national de promotion de l'entrepreneuriat rural (PNPER) et le projet PARTAM (Projet d'Aménagement et de Réhabilitation des Terres).

À travers le projet de promotion de l'entrepreneuriat rural (PNPER), lancé en 2014, 163 jeunes entrepreneurs agricoles sont formés et bénéficient d'accompagnement avec un paquet technique (identification et/ou élaboration de projet, facilitation pour l'accès au crédit etc.) pour le montage et le financement de leurs plans d'affaires.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Pour atteindre la cible à l'horizon 2030, soit doubler les revenus des petits producteurs, l'on devrait obtenir un taux de croissance annuel moyen de 5,3 % sur la période 2011-2030. Or, depuis 2011, les revenus ont peu évolué.

[Viabilité des systèmes de production alimentaire et pratiques agricoles résilientes et favorables à la préservation des écosystèmes \(2.4\)](#)

Situation (performance actuelle)

La cible 2.4 de l'ODD 2 portant sur la faim vise à assurer la viabilité des systèmes de production alimentaire et la mise en œuvre des pratiques agricoles résilientes permettant d'accroître la productivité et la production, contribuant à la préservation des écosystèmes, renforçant les capacités d'adaptation aux changements climatiques, aux phénomènes météorologiques extrêmes, à la sécheresse, aux inondations et à d'autres catastrophes tout en améliorant progressivement la qualité des terres et des sols.

La productivité agricole, malgré une hausse constatée de la production ces dernières années, demeure peu élevée. Ainsi, elle est de 1,28t/ha pour le maïs, 1,5t/ha pour le riz, 9,6t/ha pour l'igname.

On assiste à une forte dégradation des ressources naturelles (forêt, terre et eau). L'agriculture dépend fortement du climat, et on maîtrise relativement peu l'irrigation des terres agricoles. Seulement 10 % des terres irrigables (86 000 ha) sont effectivement irriguées.

Le Togo a un potentiel agricole non négligeable, malgré une superficie limitée. Les terres cultivables sont estimées à près de 3,4 millions d'hectares (64 % du territoire) dont 45 % sont actuellement cultivées. Le climat varié dont jouit le pays découpe en plusieurs zones agro-écologiques permettant la production d'une gamme diversifiée de spéculations agricoles. Les terres irrigables sont estimées à 86 000 hectares et la superficie des bas-fonds

exploitables à 175 000 hectares. Malgré ce potentiel agricole appréciable, de plus en plus de régions font face à une pression foncière croissante qui se manifeste par une surexploitation des terres, occasionnant le déclin de la fertilité et la dégradation des terres.

Les sols cultivés au Togo sont complètement « morts »¹⁵⁴ à cause des modes d'exploitation des paysans et ne permettent plus d'avoir de bons rendements. Les secteurs les plus dégradés du Togo (au Sud dans les terres de barre, au Nord en pays Kabyè, Tamberma et Moba) associent en effet une forte densité de population rurale et une forte réduction du temps de jachère. Entre autres causes de la dégradation des terres, l'érosion qui se manifeste essentiellement à un niveau critique dans la région des Savanes, la zone montagneuse ouest de la région des Plateaux, l'Atakora et le Fazao, et la région Maritime, emportant 2 000 à 3 000 tonne/km²/an.

Selon les études disponibles, les terres fortement dégradées se retrouvent dans les régions des Savanes (5,8 %), Maritime (2,6 %) et de la Kara (2,3 %); tandis que les terres peu dégradées sont à plus de 60 % dans les régions des Plateaux, Maritime, Centrale et de la Kara.

Bien que totalisant le pourcentage le plus élevé de terres fortement dégradées, la région des Savanes a le pourcentage le plus élevé de terres protégées (plus de 32 % de terres non dégradées), suivie de la région Centrale (21,5 %).

Cette pression foncière est exacerbée par les difficultés d'accès à la terre liées à l'existence d'un régime dualiste de la propriété foncière (droit coutumier et droit moderne) et l'accaparement des terres au détriment des petits producteurs. À cet effet, le nouveau code foncier en cours d'élaboration se veut un véritable outil de développement économique et social en y intégrant les grands enjeux actuels entre autres les coutumes foncières, l'accès à la femme de la terre, les marchés fonciers et hypothécaires, le développement durable et l'intégration régionale.

La viabilité des systèmes de production agricole est faible. Seulement 19 % des productions agricoles sont transformées.

Analyse causale

Les causes de la dégradation du sol ont diverses origines : l'intensité des précipitations, les vents secs et desséchants, les feux de végétation, le faible couvert végétal, le relief accentué, l'utilisation tout azimut des herbicides et des engrais NPK, l'homme enfin, le plus grand responsable de ce fléau insidieux, favorisant les feux et défriches.

La faible fertilité des sols s'aggrave par l'effet des mauvaises pratiques agricoles et les effets des changements climatiques.

Le niveau technologique des systèmes de production est faible.

Les groupes les plus affectés sont en milieu rural, les petits producteurs, les femmes et les jeunes, les personnes âgées; en milieu périurbain. Ce sont les maraîchers.

Les conséquences sont de faibles performances économiques et la dégradation des ressources naturelles.

¹⁵⁴ Selon des études de l'Institut togolais de recherche agronomique (ITRA)

Rôles et capacités

Le Togo s'est engagé dans plusieurs conventions et participe régulièrement au suivi de leur mise en œuvre. Il s'agit de la déclaration de MAPUTO en 2003, de l'engagement de MALABO en 2014, de l'Agenda 2063 de l'UA, de l'ECOWAP-PRIASAN, de l'Accord de Paris (COP 21), des conventions de RIO (biodiversité, changements climatiques et désertification), du cadre d'action de HYOGO (2005-2015) et SENDAI (2015-2030), de l'Initiative AGIR (2012), de la Loi cadre sur l'environnement.

Les principaux risques sont l'absence d'une loi d'orientation de politique agricole, la lenteur de la réforme foncière, la faible coordination entre la multitude de cadres de concertation, le retard dans l'adoption de la politique de protection sociale, et la faible capacité en prévisions météorologiques;

Les opportunités proviennent de l'existence d'un cadre de concertation entre les PTF du secteur agricole et sécurité alimentaire, de l'existence de Plans et Stratégies (PNIASAN, PNR, PNA, etc.), de la disponibilité des fonds climat/environnement, de la création de l'Agence nationale de protection civile.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

La cible à l'horizon 2030 est d'assurer la viabilité des systèmes de production alimentaire et de mettre en œuvre des pratiques agricoles résilientes permettant d'accroître la productivité et la production, contribuant à la préservation des écosystèmes, renforçant les capacités d'adaptation aux changements climatiques, aux phénomènes météorologiques extrêmes, à la sécheresse, aux inondations et à d'autres catastrophes et améliorant progressivement la qualité des terres et des sols.

La poursuite de cette cible nécessite le renseignement et le suivi d'indicateurs, tel la « Proportion des zones agricoles exploitées de manière productive et durable », retenu dans le cadre du PND, ou les indicateurs proposés par l'ONU, soit, d'une part, les « Émissions de gaz à effet de serre dans l'agriculture (par hectare de terres et par unité de production, séparément pour les secteurs des cultures et du bétail) », et, d'autre part, les « Niveaux absolus d'émissions dans les secteurs et sous-secteurs concernés ».

[Diversité génétique des semences, des cultures et des animaux d'élevage ou domestiqués et des espèces sauvages apparentées \(2.5\)](#)

Situation (performance actuelle)

Le Togo regorge d'une grande variété d'espèces végétales alimentaires et agricoles. Parmi elles on distingue les céréales (sorgho, maïs, riz, mil, fonio), les légumineuses à graines (niébé, arachide, soja, voandzou, pois d'angole, haricots, sésame), les plantes à racines et tubercules : manioc, igname, patate douce, taro, pomme de terre), les légumes fruits (tomate, gombo, piment, aubergine, courges, roselle), les légumes feuilles (corète, morelle, amarantacées), les légumes racines, les oléagineuses, les fibres et textiles, les aromatiques, les fruitiers cultivés, les fruitiers sauvages, les plantes fourragères, les plantes industrielles stimulantes et les plantes médicinales.

La biodiversité agricole inclut toutes les composantes de la diversité biologique relatives à l'alimentation et à l'agriculture : l'hétérogénéité et la variabilité des végétaux, des animaux et

des micro-organismes au niveau génétique, des espèces et des écosystèmes qui sont nécessaires pour préserver les fonctions clés de l'agroécosystème, de ses structures et de ses processus.

La biodiversité agricole est indispensable à l'humanité dans la mesure où elle supporte plusieurs fonctions, dont la production durable de produits agricoles et autres produits alimentaires, y compris la fourniture de composantes de base pour l'évolution ou l'amélioration génétique délibérée de nouvelles variétés végétales utiles.

Les ressources phytogénétiques ont toujours servi à l'homme comme matériel de départ pour répondre à ses besoins nutritionnels, médicaux et d'habitat immédiats.¹⁵⁵

Les objectifs énoncés dans la SCAPE étaient de développer le secteur agricole et améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, d'améliorer la productivité agricole et de développer et diffuser les technologies et renforcer la gestion du secteur agricole.

Ces objectifs visent à améliorer la situation qui prévalait à l'élaboration de la SCAPE (2012) et qui se matérialisait par 47 % des ménages ruraux qui éprouvent des difficultés à subvenir à leurs besoins alimentaires¹⁵⁶.

Analyse causale

Parmi les causes d'érosion génétique, il y a la dégradation des écosystèmes naturels (destruction du couvert végétal), la destruction et l'appauvrissement des sols, les retards et les réductions de la période de la pluie, la mauvaise répartition de la saison pluvieuse, l'introduction de variétés améliorées inadaptées aux systèmes de culture traditionnels, les difficultés de conserver les semences, les exigences de tuteurage, les graines et grains à téguments durs, la sensibilité aux maladies et aux ravageurs, la pression des mauvaises herbes (*Striga* spp au Nord Togo), les parcelles occupées par d'autres cultures (cultures de rente par exemple), la disparition des jardins de case, le raccourcissement des jachères, la culture intensive de coton, de café et de cacao, et la pauvreté des populations.

Le rôle des agriculteurs a été et demeure déterminant dans la sélection et l'amélioration variétale, de même que dans la production de semences et le développement agricole. Leurs connaissances et savoir-faire traditionnels ont permis de bâtir des systèmes durables de gestion des ressources et de production agricole. La conservation classique des semences par les institutions est souvent perturbée par de nombreuses contraintes (manque de moyen financier, infrastructures et équipement de conservation inadéquats, pannes fréquentes d'électricité, ressources humaines insuffisantes).¹⁵⁷

Plusieurs stratégies peuvent concourir à l'amélioration de la productivité : l'accès aux semences améliorées, la restauration des terres dégradées et le relèvement du niveau de fertilité des sols, l'amélioration du taux d'utilisation des engrais, l'amélioration du niveau d'équipement des exploitations agricoles, la réalisation d'aménagements hydro-agricoles et

¹⁵⁵ Dantsey-Barry Hadyatou, Point focal national RPGAA - Institut Togolais de Recherche Agronomique ITRA

¹⁵⁶ QUIBB 2011

¹⁵⁷ Dantsey-Barry Hadyatou, Point focal national RPGAA - Institut Togolais de Recherche Agronomique ITRA

la promotion de la petite irrigation, le renforcement des capacités des petits producteurs et la promotion de l'équité genre.

Rôles et capacités

Le Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA) constitue le cadre unique d'intervention dans le secteur agricole au Togo depuis 2010. Le PNIASA est la traduction de l'engagement pris par les Chefs d'États à Maputo en 2003 d'allouer 10 % au moins de leurs budgets nationaux à l'agriculture. Le but visé à terme est d'accélérer la croissance et de réduire la pauvreté et la faim.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

La cible poursuivie est de préserver, d'ici à 2020, la diversité génétique des semences, des cultures et des animaux d'élevage ou domestiqués et des espèces sauvages apparentées, y compris au moyen de banques de semences et de plantes bien gérées et diversifiées aux niveaux national, régional et international, et garantir l'accès aux avantages que présentent l'utilisation des ressources génétiques et du savoir traditionnel associé et le partage juste et équitable de ces avantages, ainsi que cela a été décidé à l'échelle internationale.

Afin d'atteindre cette cible, il faudra évaluer la faisabilité de renseigner et suivre l'un ou l'autre des deux indicateurs proposés par l'ONU pour le suivi de cette cible : un indicateur pour les collections de cultures ex-situ, et un autre portant sur le nombre/pourcentage de races locales classés comme menacées, non menacées, et présentant des niveaux de menace d'extinction inconnus.

Au niveau national, les institutions et les agriculteurs doivent travailler en synergie dans programmes de conservation *in situ* et *ex situ* participatifs pour assurer :

- la conservation, prospection, collecte, caractérisation, évaluation et documentation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture ;
- la diversification de l'agriculture et de l'alimentation pour une utilisation durable de ces ressources ;
- la reconnaissance du droit des agriculteurs ;
- la conservation participative *in situ* et *ex situ* des ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture.¹⁵⁸

¹⁵⁸ Dantsey-Barry Hadyatou, Point focal national RPGAA - Institut Togolais de Recherche Agronomique ITRA

2.2.6 Droit à tous de vivre en bonne santé et bien-être de tous à tout âge

Situation de la mortalité maternelle (3.1)

Situation (Performance actuelle)

Le taux de mortalité maternelle, même s'il a régressé entre 1998 et 2014 de 478 à 401 décès pour 100 000 naissances vivantes, demeure élevé. Le taux de régression annuel moyen a été de 1,0 % entre 1998 et 2014. On vise à le ramener à 250 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2022 puis à 70 décès par 100 000 naissances vivantes en 2030.

Par ailleurs, le taux d'accouchements assistés par du personnel qualifié a légèrement régressé entre 1998 et 2014, passant de 62 % à 59,3 %, soit un TCAM¹⁹⁹⁸⁻²⁰¹⁴ négatif de - 0,3 %.

Analyse causale

Plusieurs facteurs influencent le taux de mortalité maternelle : le faible accès aux soins de santé, la lenteur de la prise de décision au niveau communautaire, le manque de moyens, le faible plateau technique de santé, le taux de couverture en soins curatifs et préventifs trop bas, la faible disponibilité des SONU, le retard aux recours aux soins, le traitement inadéquat, la persistance des pesanteurs socio culturelles, la faible couverture en services PF, l'accessibilité géographique et financière limitées. Parmi les principales conséquences, citons, la survie de l'enfant, l'éducation de la famille compromise, le tissu familial ébranlé, le revenu de la famille affecté à la baisse. Les groupes les plus vulnérables sont les femmes en âge de procréer, particulièrement les jeunes filles.

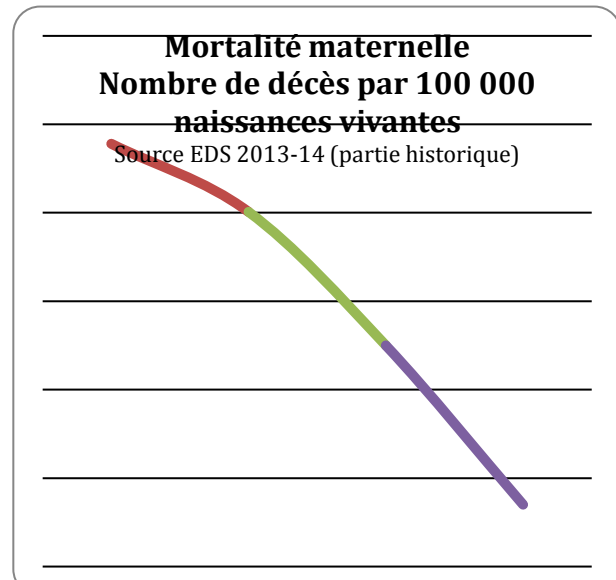


Figure 21 : Mortalité maternelle

La mortalité néonatale et maternelle ainsi que le mauvais état de santé des enfants affectent les possibilités futures de développement. Le coût direct de la mortalité maternelle, ainsi que les dépenses de santé en général, peuvent être un réel fardeau pour les familles et les faire basculer dans la pauvreté. Plus généralement, un accès limité et insuffisant aux soins de santé entrave fortement l'autonomisation sociale et économique des femmes ainsi que leur capacité à contribuer au développement de leur communauté.¹⁵⁹

Rôles et capacités

Le Togo a adhéré à différents engagements/déclarations et résolutions au niveau international et participe régulièrement au suivi de leur mise en œuvre (CAARMA, Partenariat de Ouagadougou, FP2020, Soins de santé primaire de Ouagadougou, CIPD, déclaration d'Abuja, résolutions de l'assemblée mondiale de l'OMS sur la Santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et des jeunes).

Le non-respect de ces engagements ainsi que le déficit en ressources humaines constituent des menaces importantes pour l'atteinte de la cible à l'horizon 2030.

La réduction de la mortalité maternelle est une priorité de l'État, et sa prise en compte, constitue de ce fait une opportunité pour améliorer plusieurs indicateurs de la santé de la mère et de l'enfant. Le leadership national, l'existence de la plateforme des partenaires techniques et financiers de santé maternelle, l'existence d'agences résidentes des Nations Unies en charge des questions de la santé maternelle, la contribution financière de l'État pour l'achat des produits contraceptifs, le financement MUSKOKA constituent des opportunités à exploiter pour améliorer les chances de rencontrer la cible ODD.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Pour la mortalité maternelle, le taux de régression annuel moyen de 1,0 % entre 1998 et 2014 doit passer à 5,2 % entre 2014 et 2030 afin d'atteindre la cible à l'horizon 2030.

Par ailleurs, le taux de croissance annuel moyen (TCAM²⁰¹⁴⁻²⁰³⁰) devrait être de 4,3 % pour que, dans la mesure du possible, l'ensemble des accouchements soient assistés par du personnel qualifié à l'horizon 2030.

Taux d'accouchements assistés par du personnel qualifié

Source : EDST III 2013-14

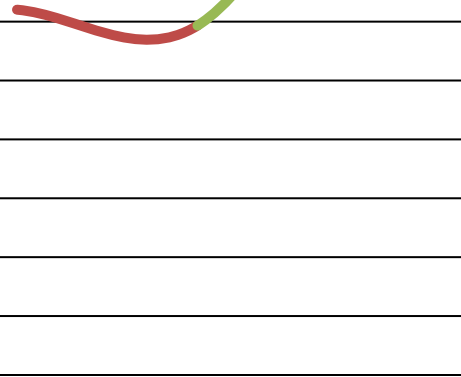


Figure 22 : Accouchements assistés par du personnel qualifié

¹⁵⁹ Rapport ONU 2015

Situation de la mortalité infantile (3.2)

Situation (performance actuelle)

Taux de mortalité

Bien que le taux de mortalité infanto-juvénile ait diminué en moyenne de 3,6 % par an entre 2006 et 2014, le niveau demeure élevé. Il est passé de 155 ‰ en 1998 à 123 ‰ en 2006 puis à 88 ‰ en 2014, soit un taux de réduction annuel moyen de 3,6 % entre 2006 et 2014.¹⁶⁰ On espère ramener en 2022 ce taux à 59 décès pour 1 000 naissances vivantes, et à 25 pour 2030, ce qui nécessite que le taux annuel moyen de réduction augmente à 4,5 % pour la période 2014-2030.

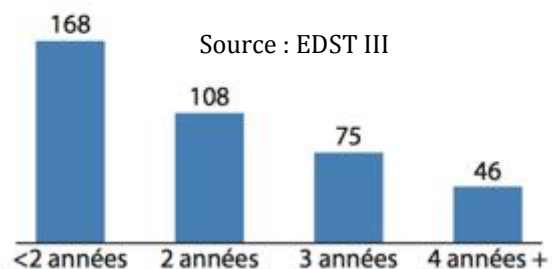
Pour sa part, de 40 ‰ qu'elle était en 1998, le taux de mortalité néo natale a diminué à 27 ‰ en 2014.

Durant la période 2009-2013, 49 ‰ des enfants nés vivants sont décédés avant d'atteindre leur premier anniversaire ; 42 ‰ des enfants survivants au premier anniversaire sont décédés avant d'atteindre l'âge de cinq ans. Globalement, 88 ‰ des enfants n'atteignent pas leur 5e anniversaire.

La mortalité néonatale est plus élevée chez les garçons (35 ‰ contre 23 ‰ chez les filles).

Mortalité infanto-juvénile selon l'intervalle avec la naissance précédente

Décès pour 1 000 naissances vivantes pour la période des dix années avant l'enquête selon l'intervalle avec la naissance précédente



Mortalité des enfants de moins de cinq ans

Décès pour 1 000 naissances vivantes pour la période de cinq ans avant l'enquête

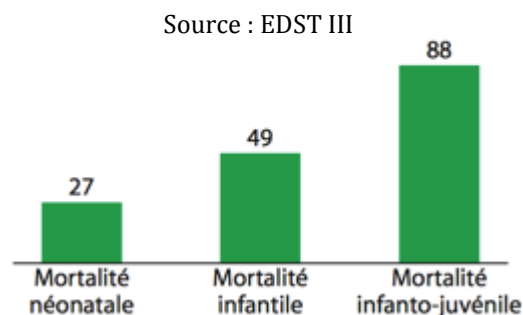


Figure 23 : Mortalité des enfants de moins de 5 ans

¹⁶⁰ EDST III 2013-14

Vaccination

Conformément aux recommandations de l'OMS, un enfant est complètement vacciné lorsqu'il a reçu une dose de BCG pour le protéger contre la tuberculose, trois doses de DTCoq pour le protéger contre la diphtérie, la coqueluche et le tétanos, trois doses de vaccin contre la poliomyélite et une vaccination contre la rougeole. Les enfants doivent aussi être vaccinés contre la fièvre jaune. En outre, depuis quelques années une dose de vaccin contre la poliomyélite (polio 0) est administrée à l'enfant dès la naissance. On note que 55 % des enfants de 12-23 mois ont été complètement vaccinés selon le calendrier recommandé, c'est-à-dire avant l'âge de 12 mois. Cette proportion n'était que de 23 % en 1998.¹⁶¹ De 1998 à 2014, le taux de croissance annuel moyen d'enfants complètement vaccinés a été de 8,7 %.

Analyse causale

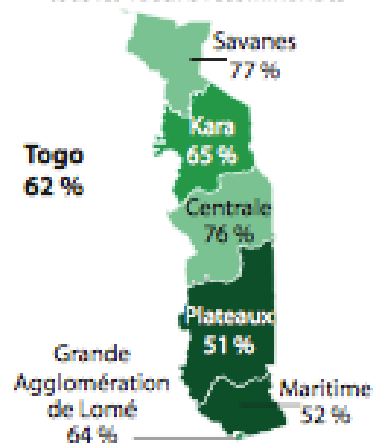
Les causes de mortalité sont nombreuses. Les causes majeures de la mortalité des enfants sont le paludisme, la malnutrition, les maladies diarrhéiques, les infections respiratoires, notamment la pneumonie et les complications néonatales.

Près de la moitié des décès (47 %) chez les enfants de moins de 5 ans est liée au paludisme (qui reste le problème majeur de santé publique au Togo), à la diarrhée et la pneumonie pour lesquelles des interventions simples ayant un haut impact avéré peuvent facilement être mises en œuvre.¹⁶²

Selon MICS 2010, environ 5 % des enfants de moins de 5 ans ont été suspectés de pneumonie. D'après les données de l'UNICEF et de l'OMS (2007), le Togo appartient aux zones enregistrant le plus grand nombre de cas de pneumonie : plus de 0,3 cas de pneumonie par enfant et par an ; 17 % des décès des moins de cinq ans étaient dus à la pneumonie.¹⁶³

Le pourcentage de la malnutrition aigüe globale chez les enfants de moins de 5 ans est de 6,5 %, alors que le pourcentage de la malnutrition chronique y est de 27,5 %.

Vaccination des enfants par région
Pourcentage d'enfants de 12-23 mois ayant reçu tous les vaccins recommandés



Tendances de la couverture vaccinale avant 12 mois
Pourcentage d'enfants de 12-23 mois qui, avant 12 mois, ont reçu :

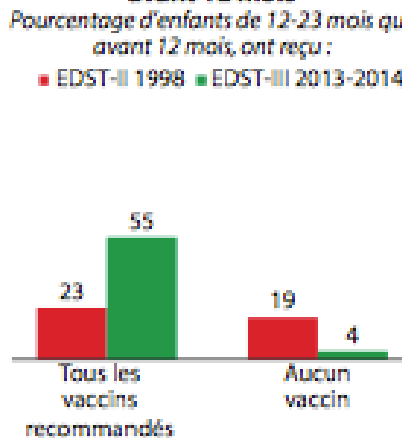


Figure 24 : Vaccination des enfants

¹⁶¹ EDS III 2013-14

¹⁶² Plan national de développement sanitaire du Togo 2012-2015

¹⁶³ Plan national de développement sanitaire du Togo 2012-2015

Outre ces maladies, certains facteurs contribuent à la mortalité infantile : l'espacement entre les naissances qui est lié à la planification familiale, le faible accès à l'eau potable, les mauvaises conditions d'hygiène et d'assainissement, le faible accès aux soins de santé (mauvaise distribution géographique des services ou ressources financières insuffisantes), l'insuffisance de ressources humaines en quantité et en qualité, la faible connaissance des pratiques familiales essentielles, la faible utilisation des moustiquaires MILDA et la faible prise en charge des diarrhées et des pneumonies sont des facteurs explicatifs du taux de mortalité infanto-juvénile.

Un espacement des naissances d'au moins 36 mois réduit le risque de mortalité infanto-juvénile. Au Togo, le nombre médian de mois depuis la naissance précédente est de 38. Les enfants nés moins de deux ans après la naissance précédente présentent les taux de mortalité les plus élevés (168 ‰ contre 46 ‰ pour les enfants nés quatre ans ou plus après la naissance précédente). Globalement, 14 % d'enfant sont nés moins de deux ans après la naissance précédente.

La probabilité pour les enfants âgés d'un an exact de décéder avant d'atteindre le cinquième anniversaire est beaucoup plus élevée en milieu rural qu'en milieu urbain (53 ‰ contre 23 ‰).

La mortalité des enfants de moins de cinq ans est nettement plus faible en milieu urbain (69 ‰ contre 106 ‰ en milieu rural). Cette tendance est aussi notée pour la mortalité post-néonatale (26 ‰ en milieu rural contre 19 ‰ en milieu urbain). Par contre, l'écart selon le milieu de résidence est relativement peu remarquable en ce qui concerne la mortalité néonatale (30 ‰ en milieu rural contre 28 ‰ en milieu urbain).

Seulement 35 % des nouveau-nés ont reçu des soins postnatals dans les deux jours consécutifs après la naissance et 59 % des nouveau-nés n'ont pas reçu de soins postnatals dans les 7 jours après la naissance.

Les quotients de mortalité infantile et infanto-juvénile sont plus élevés pour les enfants dont les mères sont moins instruites. En effet, chez les enfants de mère sans instruction, les quotients de mortalité infantile et infanto-juvénile s'élèvent respectivement à 58 ‰ et 108 ‰ alors que pour les enfants dont la mère a un niveau secondaire ou plus, le quotient de mortalité infantile est de 38 ‰ et le quotient de mortalité infanto-juvénile est de 63 ‰, soit près de 1,5 fois moins élevés dans les deux cas.

Les quotients de mortalité sont plus élevés dans les ménages classés dans le quintile le plus bas que dans les ménages du quintile le plus élevé (120 ‰ contre 46 ‰ pour la mortalité infanto-juvénile et 61 ‰ contre 32 ‰ pour la mortalité infantile).

La prévalence de la diarrhée est liée à la provenance de l'eau consommée par le ménage et au type d'installation sanitaire. En effet, 14 % des enfants des ménages dont la source d'approvisionnement en eau est considérée comme améliorée ont eu la diarrhée contre 17 % chez ceux dont le ménage n'a pas accès à une source d'approvisionnement en eau améliorée. De même, la prévalence de la diarrhée est plus faible chez les enfants qui vivent dans un ménage disposant de toilettes améliorées privées (9 %) que chez les autres enfants où les toilettes sont partagées avec d'autres personnes (11 %) ou encore chez ceux disposant de toilettes non améliorées (18 %). Chez les enfants vivant dans un ménage ne disposant que

d'installations sanitaires non améliorées, 3 % des cas de diarrhées sont accompagnées de sang.

La prévalence de la diarrhée est plus importante chez les enfants dont la mère n'a aucun niveau d'instruction (17 % contre 12 % lorsque la mère a un niveau d'instruction secondaire ou plus) et le faible niveau de vie du ménage (20 % dans ceux classés dans le quintile le plus bas contre 9 % dans ceux du quintile le plus élevé).

Certains facteurs influencent la vaccination complète. Elle est plus élevée chez les garçons (64 % contre 59 % pour les filles), en milieu urbain (66 % contre 59 % en milieu rural), avec le niveau d'instruction de la mère (72 % pour un niveau secondaire ou plus, 63 % de ceux dont la mère a un niveau primaire et 54 % si la mère n'a aucun niveau d'instruction). Par ailleurs, c'est parmi les ménages classés dans le quintile le plus élevé que le taux de couverture vaccinale est le plus élevé (72 %).¹⁶⁴

Les décès des enfants ont des effets graves sur les ménages. Leur productivité est affectée. Les décès sont source d'instabilité au sein du couple et dans la société.

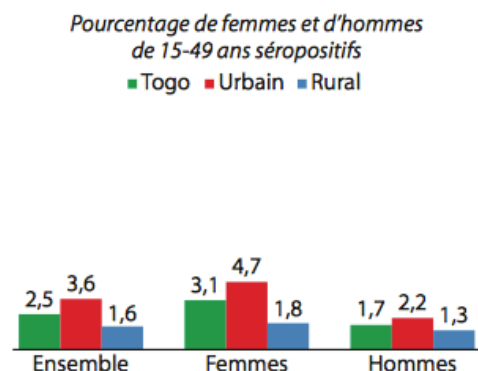
Rôles et capacités

Le Togo s'est engagé dans les résolutions et participe régulièrement au suivi de la mise en œuvre (CAARMA, Partenariat de Ouagadougou, FP2020, Soins de santé primaire de Ouagadougou, CIPD, résolutions de l'assemblée mondiale de l'OMS sur la Santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et des jeunes, Mouvement SUN, Engagement de Malabo, CSU, Déclaration de Dakar pour l'élimination de la transmission Mère-Enfant du VIH.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Pour la mortalité infanto-juvénile, le taux de réduction annuel moyen historique de 3,6 % entre 2006 et 2014 doit augmenter à 4,5 % pour la période 2014-2030 afin d'atteindre la cible 2030.

Prévalence du VIH selon le milieu de résidence



Prévalence du VIH selon le statut matrimonial

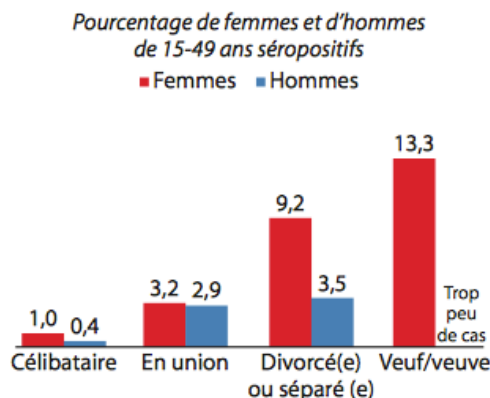


Figure 25 : Prévalence du VIH

¹⁶⁴ EDS III 2012-14

Pour sa part, le taux de mortalité néo natale de 27 décès pour 1 000 naissances vivantes devrait être ramené à 12 décès par 1 000 naissances vivantes en 2030, ce qui nécessite un taux de réduction annuel moyen de 3,3 % entre 2013 et 2030.

Par rapport aux TCAM¹⁹⁹⁸⁻²⁰¹⁴ de 8,7 % pour la couverture vaccinale, le taux de croissance requis pour que tous les enfants soient complètement vaccinés à l'horizon 2030 est de 5,1 %.

Situation du sida, de la tuberculose, du paludisme, de l'hépatite, des maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles (3.3)

Situation (performance actuelle)

La prévalence des maladies transmissibles, y compris les maladies tropicales négligées, demeure élevée au Togo.

VIH

La prévalence du VIH en 2014 chez les 15-49 ans était de 2,5 % au Togo, contre 3,1 % en 2011, soit un taux de réduction annuel moyen (TCAM²⁰¹¹⁻²⁰¹⁴) de -6,5 %. La prévalence était 3,1 % pour les femmes (3,3 % chez les femmes enceintes) et 1,7 % pour les hommes, 11,7 % chez les professionnels du sexe, 13 % chez les homosexuels masculins, et 5,4 % chez les usagers de drogues injectables¹⁶⁵.

La prévalence du VIH est deux fois plus élevée en milieu urbain (3,6 %) qu'en milieu rural (1,6 %). Elle diminue à mesure que l'on s'éloigne de Lomé pour aller vers le Nord. En effet, elle varie de 3,4 % dans l'agglomération de Lomé à 3,0 % dans la région Maritime, 2,3 % dans les Plateaux, 2,2 % dans la Centrale, 1,8 % dans la Kara et atteint un minimum de 0,4 % dans les Savanes.

La prévalence du VIH est beaucoup plus élevée chez les personnes en rupture d'union que chez celles en union, étant de 7,3 % chez les personnes divorcées ou séparées et de 12,3 % parmi les veufs, contre 3,0 % chez les personnes en union et 0,6 % parmi les célibataires. Cette comparaison peut cependant masquer la réalité que les nouvelles transmissions se font aussi dans les couples mariés et hétérosexuels.

Par ailleurs, 16 % des femmes de 15-49 ans avaient effectué un test du VIH au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête EDST III 2013-14 et avaient reçu le résultat (20 % en milieu urbain, 13 % en milieu rural), contre 12 % des hommes de 15-49 ans (17 % en milieu urbain, 8 % en milieu rural).

Connaissance du VIH/SIDA: Moyens de prévention et de transmission du VIH de la mère à l'enfant (TME)

Pourcentage de femmes et d'hommes de 15-49 ans qui savent que :

■ Femmes ■ Hommes

Source : EDST III

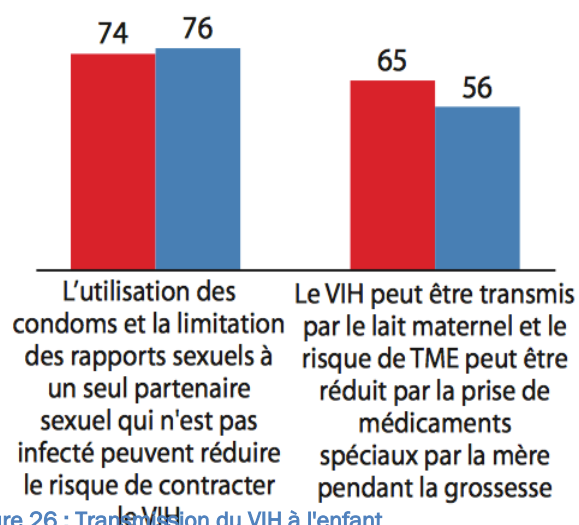


Figure 26 : Transmission du VIH à l'enfant

¹⁶⁵ EDST 2013-2014

Le nombre de nouvelles infections au VIH était de 4800 en 2011. Ce nombre a baissé à 4100 en 2016.¹⁶⁶ Le taux de réduction annuel moyen (TCAM²⁰¹¹⁻²⁰¹⁶) est de -2,9 %.

Tuberculose

La prévalence de la tuberculose était de 81,6 pour 100 000 personnes (PNLT-2014).

Paludisme

La prévalence du paludisme parmi les enfants de 6-59 mois est de 36 %. L'incidence du paludisme en 2015 était de 153 pour 1 000 habitants. Le nombre de décès dû à la malaria est passé de 1 556 en 2009 à 1 205 en 2014.¹⁶⁷

65 % des ménages possèdent au moins une MII.

La nuit ayant précédé l'interview¹⁶⁸, 34 % de la population des ménages avaient dormi sous une MII. La nuit ayant précédé l'interview, 43 % des enfants de moins de cinq ans et 40 % des femmes enceintes ont dormi sous une MII. Au cours de leur dernière grossesse, 44 % de femmes ont bénéficié d'un traitement préventif intermittent.

Parmi les enfants de moins de cinq ans qui avaient eu de la fièvre au cours des deux semaines ayant précédé l'interview, 18 % ont été traités avec des antipaludiques, mais 9 % seulement avec une Combinaison Thérapeutique à base d'Artémisinine (CTA).

Analyse causale

En 2010, 94 %, 92 % et 84 % de la population étaient vaccinées contre la tuberculose, la diphtérie et la rougeole. En 2014, ces pourcentages étaient respectivement de 97 %, 87 % et 82 %.¹⁶⁹ Les principales causes de l'état de situation concernant les maladies transmissibles sont le ralentissement des efforts de prévention dans la lutte contre le VIH, le paludisme et la tuberculose notamment au plan de l'assainissement, l'insuffisance de ressources humaines, en quantité et en qualité, les changements climatiques (paludisme, MTN...), la faiblesse du système de santé, la faible disponibilité des médicaments et vaccins (VIH/Sida, tuberculose...), la faiblesse du financement des interventions prioritaires, la faiblesse dans la gouvernance du système de santé.

Que ce soit chez les hommes comme chez les femmes, la prévalence du VIH augmente avec le nombre de partenaires sexuels au cours de la vie.¹⁷⁰

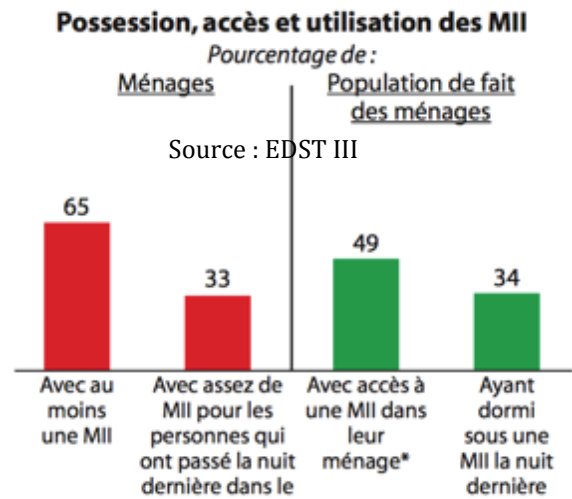


Figure 27 : Moustiquaires pour prévenir le paludisme

¹⁶⁶ PNLS

¹⁶⁷ OMS, <http://apps.who.int/gho/data/node.country.country-TGO>

¹⁶⁸ Interview menée dans le cadre de l'enquête EDST III 2013-14

¹⁶⁹ African Statistical Yearbook 2012 et 2016

¹⁷⁰ EDST 2013-14

L'ensemble de la population est victime de ces maladies. La maladie diminue la productivité, est source de mortalité élevée.

Rôles et capacités

Le Togo a ratifié plusieurs conventions sur les maladies transmissibles et participe régulièrement au suivi de leur mise en œuvre : Feuille de route de l'UA pour le VIH, la TB et la Malaria, la Déclaration de Dakar/OOAS pour les populations vulnérables, la Déclaration de Dakar pour l'élimination de la transmission Mère-Enfant, CAARMA, CIPD, les résolutions de l'assemblée mondiale de l'OMS sur la Santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et des jeunes, le Mouvement SUN, la Déclaration de Libreville sur la Santé et l'Environnement, CSU, le Plan de rattrapage VIH/Sida/Union Africaine/CEDEAO....

Les principaux risques à l'atteinte de la cible sont les suivants : l'engagement d'Abuja n'est pas atteint, on constate un déficit en capacités humaines.

Les facteurs suivants constituent des opportunités à exploiter pour améliorer les chances de rencontrer la cible ODD : le Togo est bénéficiaire des dons du Fonds Mondial, il existe une plateforme de la Société civile pour la lutte contre les IST/VIH/Sida, il existe une équipe conjointe des NU/VIH, l'Alliance Nationale pour la Santé et Environnement, une plateforme des partenaires techniques et financiers de santé maternelle, le financement MUSKOKA.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Si on vise une forte réduction de la prévalence du VIH à l'horizon 2030 pour abaisser le taux de prévalence à 1,8 % chez les 15-49 ans, on devrait avoir un taux de décroissance annuel moyen (TCAM²⁰¹⁴⁻²⁰³⁰) de -1,8 %, donc bien inférieur au taux de décroissance historique de -6,5 % par an observé entre 2011 et 2014.

Si on désire diminuer par un facteur de 4 le nombre de nouvelles infections au VIH de 4 100 constaté en 2016 pour abaisser ce nombre à 1 025 nouvelles infections en 2030, le taux de réduction annuel moyen (TCAM²⁰¹⁶⁻²⁰³⁰) devrait être de -5,4 %.

Mortalité prématurée due à des maladies non transmissibles, et santé mentale et le bien-être (3.4)

Situation (performance actuelle)

On observe une forte mortalité prématurée due à des maladies non transmissibles (cancer, hypertension artérielle, diabète). Les taux de mortalité attribuables aux maladies cardiovasculaires, aux cancers, au diabète et à des maladies respiratoires chroniques est de 679 pour 100 000.¹⁷¹

La prévalence de la consommation de tabac chez les plus de 15 ans est passée de 8,5 % en 2010 à de 8,1 % en 2013, soit un taux de réduction annuel moyen (TCAM²⁰¹⁰⁻²⁰¹³) de 1,6 %¹⁷².

La prévalence de l'obésité est de 11,2 %. La prévalence de l'HTA (18 ans et +) est de 31,5 %.¹⁷³ La prévalence du diabète est de 8,3 %. Le taux d'incidence du cancer du col de l'utérus est de 30 pour 100 000.¹⁷⁴

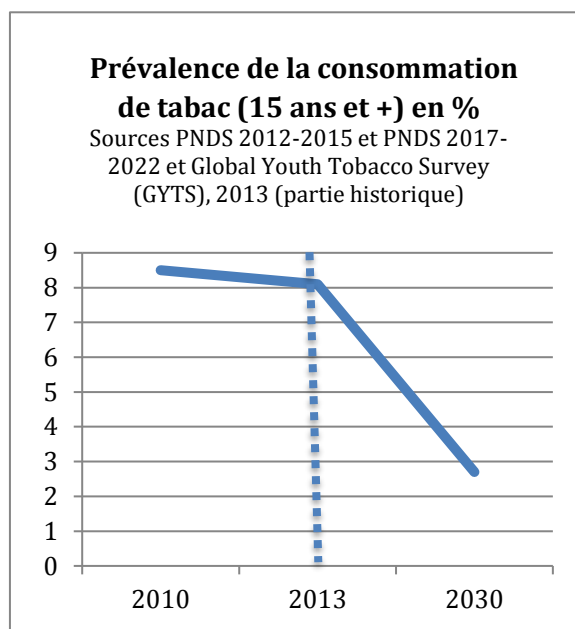


Figure 28 : Prévalence de la consommation de tabac

Analyse causale

Les principales causes favorisant la prévalence des maladies non transmissibles sont la faiblesse de la législation et/ou du contrôle de leur application réel, la promotion insuffisante des bonnes habitudes alimentaires, nutritionnelles et d'hygiène individuelle, la faible prise en compte des aspects de promotion de la santé dans les politiques publiques, l'allocation insuffisante des budgets dédiés aux activités de prévention de la maladie, l'absence de politique ciblée de la formation continue du personnel, la faiblesse de suivi et de supervision formative des personnels de soins, les faibles capacités pour la mise en œuvre et la gestion des activités du programme intégré de lutte contre les MNT, et l'insuffisance de financement du programme. En plus d'affecter leur santé, ces maladies diminuent la productivité des personnes touchées et contribuent à un taux élevé de mortalité.

Rôles et capacités

Le Togo s'est engagé dans les résolutions et participe régulièrement au suivi de leur mise en œuvre.¹⁷⁵

¹⁷¹ OMS-2015

¹⁷² PNDS 2012-2015 et PNDS 2017-2022 et Global Youth Tobacco Survey (GYTS), 2013

¹⁷³ OMS 2015

¹⁷⁴ OMS 2015

¹⁷⁵ Ces résolutions sont notamment Résolution de Rio, de Djakarta; de WHO-PEN, Enquête STEPWISE, Enquête SARA, Mouvement SUN, Déclaration de Libreville sur Santé et Environnement, CSU)

Certains facteurs constituent des risques de ne pas atteindre la cible ODD : l'insuffisance des données, la faiblesse des capacités de diagnostic et de prise en charge, on constate un déficit en capacités humaines, l'engagement politique est plutôt faible face aux maladies transmissibles, le financement est insuffisant. L'engagement d'Abuja n'est pas encore atteint.

Les opportunités sont liées à l'existence de PTF et celle d'un programme intégré contre les maladies non transmissibles.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Si on désire diminuer par un facteur de 3 le taux de prévalence de la consommation de tabac sur les plus de 15 ans constaté en 2016 pour le ramener à 2,7 % en 2030, le taux de réduction annuel moyen (TCAM²⁰¹⁶⁻²⁰³⁰) devrait être de -4,2 %.

Situation et traitement de l'abus de substances psychoactives, notamment de stupéfiants et d'alcool (3.5)

Situation (performance actuelle)

Consommation de drogues

Sur la planète, entre 10 et 13 % des consommateurs demeurent des usagers problématiques présentant une dépendance aux drogues et/ou des troubles liés à l'usage de drogues. La prévalence du VIH (estimée à environ 20 %), de l'hépatite C (46,7 %) et de l'hépatite B (14,6 %) parmi les usagers de drogues par injection continue d'aggraver la charge mondiale de morbidité et, enfin et surtout, environ 1 décès sur 100 est attribué à la consommation illicite de drogues.¹⁷⁶

À l'échelle mondiale, les deux drogues illicites les plus consommées restent le cannabis (prévalence annuelle comprise entre 2,6 et 5 %) et les stimulants de type amphétamine. En Afrique, la drogue la plus couramment consommée dans la région reste le cannabis, suivi par les stimulants de type amphétamine. Le taux de prévalence annuelle de l'usage de cannabis en Afrique, et en particulier en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, est beaucoup plus élevé que la moyenne mondiale (5,2 à 13,5 % de la population âgée de 15 à 64 ans). Le taux estimé de prévalence de l'usage de stimulants de type amphétamine et d'opioïdes dans l'ensemble des sous-régions africaines reste comparable à la moyenne mondiale; en revanche, la consommation de cocaïne est importante en Afrique de l'Ouest, en Afrique centrale et en Afrique australe.¹⁷⁷

Au Togo, la prévalence de la toxicomanie chez les adolescent(e)s et en particulier les enfants de la rue devient inquiétante. En effet, selon le rapport de « *l'Analyse de la situation des enfants en situation de rue* » conduite en 2015 par le Ministère de l'Action Sociale (DGPE) avec l'appui de l'UNICEF, les enfants de la rue sont exposés à toutes formes de violences, d'abus et à la consommation des substances psycho actives (drogue et autres stupéfiants). En effet, 13,8 % des enfants de la rue ont une fois consommé de la drogue. Parmi ces enfants, les garçons sont les plus nombreux (14,2 %) contre (10,6 %) des filles. Ils sont également exposés à la

¹⁷⁶ Rapport mondial 2012 sur les drogues, UNODC

¹⁷⁷ Rapport mondial 2012 sur les drogues, UNODC

consommation de l'alcool et les filles semblent expérimenter plus la consommation de l'alcool (56,4 %) que les garçons (49,0 %).

Commerce de drogues

En 2014, la Commission Ouest-Africaine de Drogues estimait que le commerce des drogues se chiffrait à des centaines de millions de dollars pour la région.

En 2004, 50 % des saisies de cocaïne sur le continent sont ainsi survenues en Afrique occidentale. La zone de passage la plus utilisée par les trafiquants de cocaïne est celle du golfe de Guinée alors que les saisies de cocaïne en Afrique représentent seulement 1 % du total mondial des saisies. L'OICS (2011) souligne la difficulté des forces policières locales à intercepter la plus grande partie des flux de cocaïne provenant d'Amérique du Sud.

Bien que l'Afrique ne soit pas le seul point de passage de la drogue provenant de l'Amérique latine et de l'Asie vers l'Europe et l'Amérique du Nord, elle est vraisemblablement devenue un marché non négligeable pour les réseaux de trafiquants de narcotiques.

Traitement des drogues

On estime qu'en 2010, 20 % des usagers problématiques de drogues ont suivi un traitement lié à leur dépendance. Dans de nombreux pays en développement, les services de traitement et de soin des consommatrices de drogues sont limités, et la stigmatisation qu'elles subissent complique encore leur accès aux traitements.¹⁷⁸

Analyse causale

À l'échelle mondiale, l'ONUDC estime que l'usage de drogues illicites a causé entre 99 000 et 253 000 décès en 2010.

Les personnes dépendantes à la drogue ont besoin d'un traitement. En 2009, à l'échelle mondiale, quelque 4,5 millions de personnes étaient traitées pour des problèmes liés à l'usage de drogues illicites, mais les besoins sont bien supérieurs. Traiter tous ceux qui devraient l'être reviendrait cher; d'après certaines estimations approximatives, offrir un traitement à toutes les personnes dépendantes à la drogue dans le monde coûterait entre 200 et 250 milliards de dollars.

Des études montrent que l'usage de drogues illicites influe aussi grandement sur la productivité de la société. Les pertes de productivité sont généralement dues au fait que les personnes concernées se trouvent en état d'incapacité ou ont intégré des centres de traitement, des hôpitaux ou des prisons. Ces pertes pourraient représenter un coût de quatre à huit fois plus important que celui des dépenses de santé.

L'usage de drogues illicites entretient également, de diverses manières, des liens étroits avec la criminalité. Ainsi, les usagers se rendent souvent coupables d'infractions acquiesitives pour financer leur consommation, ce qui entraîne des coûts considérables pour la société. Par ailleurs, de nombreux délinquants agissent sous l'emprise de drogues illicites lorsqu'ils commettent leurs infractions. D'une manière générale, le niveau d'usage de drogues est bien plus élevé chez les délinquants que dans le reste de la population. La criminalité et la drogue sont aussi liées par le biais du trafic de drogues. La concurrence entre groupes de trafiquants

¹⁷⁸ Rapport mondial 2012 sur les drogues, UNODC

peut être source de violence. Dans certains cas, les profits générés par le commerce de drogues illicites servent aussi à financer les activités de groupes armés illégaux.

Au-delà de l'instabilité politique, Julien (2011) explique l'augmentation de ce trafic par les difficultés vécues sur les routes qui furent précédemment importantes dans le transport de la cocaïne, soit celles passant par les Caraïbes, les Açores, puis par la péninsule Ibérique ou le nord de l'Europe, ou encore celles du Cap-Vert ou de Madère, passant par les Îles Canaries avant d'arriver en Europe. Ces deux routes seraient de plus en plus dangereuses pour les trafiquants, car la densité de bateaux et la capacité d'observation et d'interception de la part des Européens et des Américains y seraient bien supérieures à ce qu'elles peuvent être sur les côtes des pays d'Afrique de l'Ouest. L'intensification de la surveillance aurait poussé les trafiquants vers une route plus méridionale, qui suit plus ou moins le 10^e parallèle nord, d'où son surnom d'« autoroute 10 », partant du Venezuela ou du Brésil vers l'Afrique de l'Ouest (Julien, 2011). Cet auteur estime que 15 % de la production mondiale de cocaïne transite désormais par l'Afrique de l'Ouest.¹⁷⁹

Affaiblis et fragilisés, les institutions étatiques et les systèmes pénaux sont exposés au risque d'infiltration et de corruption par le crime organisé et sont vite dépassés par la rapidité d'adaptation des trafiquants.

Ce sont principalement les jeunes qui font usage de drogues illicites, notamment les jeunes citadins de sexe masculin, et la gamme de substances psychoactives consommées va en s'accroissant. Les importants marchés de drogues illicites existants dans de nombreux pays développés ont montré des signes de stabilisation, mais la croissance de la consommation de drogues semble se poursuivre dans de nombreux pays en développement.

Rôles et capacités

La loi no 98-008 portant contrôle des drogues indique que seuls les interdits la production, la fabrication, le commerce et la distribution de gros et de détail, le transport et la détention, l'offre, la cession ... l'importation, l'exportation, le transit sur le territoire national des plantes des drogues telles le cannabis, l'opium, la cocaïne, etc.

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) met en œuvre son Plan d'action régional de lutte contre le problème croissant du trafic illicite de drogues.

Le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest a lancé l'Initiative inter-institutions des pays côtiers d'Afrique de l'Ouest, visant à renforcer les capacités de lutte contre le trafic en Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Libéria et Sierra Leone. D'autres projets ont vu le jour, comme le Programme de contrôle des conteneurs au Ghana et au Sénégal, ou encore le programme Aircop¹⁸⁰, qui visent à renforcer les contrôles et le partage d'informations entre huit aéroports le long des routes du trafic en Afrique de l'Ouest, au Brésil et au Maroc.

¹⁷⁹ <http://drogues-sante-societe.ca/les-drogues-et-le-continent-africain-dans-le-contexte-de-la-mondialisation>

¹⁸⁰ Ces projets impliquent ONUDC, Interpol et l'OMD

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

L'important écart de consommation entre hommes et femmes observé dans les pays en développement pourrait se réduire à l'avenir, les femmes se mettant à consommer davantage à mesure que les interdits socioculturels tombent et que l'égalité des sexes progresse. Considérant que l'usage de drogues est aussi lié à l'urbanisation et que la population urbaine devrait doubler entre 2011 et 2050 dans les pays en développement tout en restant stable d'une manière générale dans les pays développés, on peut s'attendre à une croissance du nombre d'utilisateurs de drogues illicites beaucoup plus nette dans ces premiers pays. Il en découle que, au cours des prochaines décennies, le fardeau du problème mondial de la drogue devrait être de plus en plus supporté non par les pays développés mais par les pays actuellement en développement.¹⁸¹

Il serait nécessaire de conduire une étude spécifique sur la question de la toxicomanie au Togo, surtout son impact sur les jeunes et adolescent(e)s afin d'envisager les réponses appropriées.

Les deux indicateurs proposés par l'ONU relatifs à la cible 3.5 concernent, d'une part, la « Couverture du traitement de substitution aux opiacés parmi les consommateurs de drogues dépendants aux opiacés », et, d'autre part, la « Couverture des interventions pour la prévention de la toxicomanie chez les personnes âgées de moins de 25 ans ». Le gouvernement du Togo, ses ministères de la Santé et de l'Éducation pourraient développer, avec l'aide du SNU, une stratégie concertée pour prévenir l'utilisation des drogues par les jeunes et pour les éduquer aux conséquences des drogues.

Décès et de blessures dus à des accidents de la route (3.6)

Situation (performance actuelle)

L'augmentation du nombre de décès et de blessés dus aux accidents de circulation est alarmante. Le taux de mortalité lié aux accidents de la route est de 17 pour 100 000 habitants.¹⁸² La répartition selon les sexes des décès par 100 000 personnes était de 32,6 pour les hommes et de 10,0 pour les femmes en 2012.¹⁸³

En 2010, 3 111 accidents recensés avaient causé 470 décès et 6 241 blessés. En 2015, 2 851 accidents de la route ont causé 473 décès et 3 871 blessés. En 2016, 5 393 accidents de la route ont causé 514 décès et 6 846 blessés. Le taux de croissance du

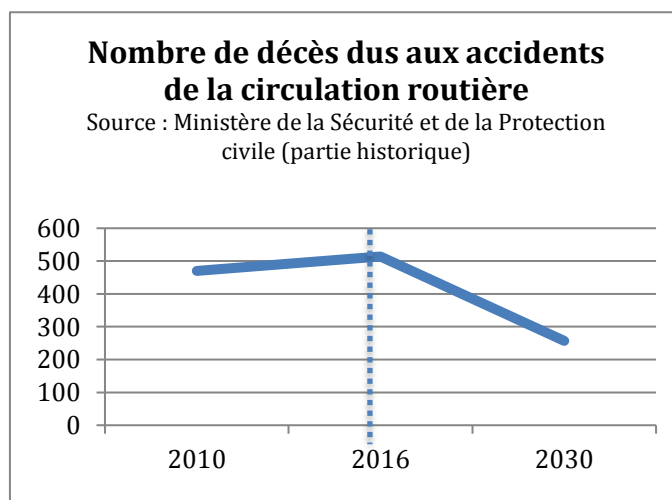


Figure 29 ; Accidents de la route

¹⁸¹ Rapport mondial 2012 sur les drogues, UNODC

¹⁸² OMS 2015

¹⁸³ OMS 2012, <http://apps.who.int/gho/data/view.main.53100>

nombre de décès dus aux accidents de la route (TCAM²⁰¹⁰⁻²⁰¹⁶) est de 1,6 %.

Analyse causale

Les causes des accidents de la route sont liées à l'excès de vitesse, à la non-maîtrise des engins et du code de la route, aux dépassements défectueux, au mauvais état de la route, le non-respect du code de la route par les usagers et la vétusté du parc automobile et des motos à deux roues. On déplore l'absence d'application de la loi sur le fonds de garantie automobile des blessés de la route, l'absence d'un système de premiers soins en cas d'accident. Les conséquences des accidents de la route sont un lourd tribut de décès et de personnes handicapées.

En milieu urbain, les rues étroites ne présentent habituellement que 2 voies praticables. Elles sont encombrées par des vendeurs de denrées multiples. Pendant la saison des pluies, les flaques d'eau rendent la circulation difficile. La portion bitumée est partiellement détruite par les pluies.

Les routes construites dans les zones rurales sont conçues pour des véhicules rapides au mépris des problèmes des autres usagers (piétons et animaux).

Rôles et capacités

Le ministère de la Sécurité et de la Protection civile dresse à chaque année le bilan sécuritaire du Togo.

Depuis juin 2013, un nouveau code de la route a été pourtant voté, qui institue le port de casque obligatoire pour les engins à deux roues, le port de la ceinture de sécurité à bord des véhicules et l'interdiction formelle du téléphone au volant.

Le Togo s'est engagé dans les résolutions et participe régulièrement au suivi de leur mise en œuvre (Résolution de Rio, de Djakarta, de WHO-PEN, Enquête STEPWISE, Enquête SARA, Mouvement SUN, Déclaration de Libreville sur Santé et Environnement, CSU).

Les risques constatés sont les suivants : l'engagement d'Abuja n'est pas encore atteint, on constate un déficit en capacités humaines, l'engagement politique est faible, il y a insuffisance de financement.

Les opportunités suivantes sont à exploiter : l'existence de SAFER (Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier), l'extension du réseau des sapeurs-pompiers, l'adoption de normes et règlements communautaires sur la sécurité routière au sein de l'UEMOA/CEDEAO, des investissements dans les infrastructures routières, l'existence d'un Plan National de sécurité routière, l'existence de PTF, l'existence d'un programme intégré contre les MNT.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

La cible 2030 demande de réduire considérablement les décès dus aux accidents de la route. Selon l'hypothèse d'une réduction, à l'horizon 2030, de 50 % du niveau de cet indicateur, on devrait avoir un taux annuel de réduction de 3,6 % du nombre de décès dus aux accidents de la route (TCAM²⁰¹⁰⁻²⁰¹⁶ = -3,6 %).

Situation (performance actuelle)

Au Togo, l'indice de fécondité est de 4,8 enfants par femme (3,7 en milieu urbain contre 5,7 en milieu rural).

Pour la classe d'âge des 25-49 ans, 32 % des femmes et 5 % des hommes étaient en union avant l'âge de 18 ans (50 % des femmes et 13 % des hommes avant l'âge de 20 ans), 11 % des femmes et 7 % des hommes ont eu leurs premiers rapports sexuels avant l'âge de 15 ans (47 % des femmes et 32 % des hommes avant l'âge de 18 ans) 50 % des femmes ont eu leur première naissance avant l'âge de 20,9 ans.¹⁸⁴

Santé sexuelle et procréative

La proportion d'adolescentes ayant déjà commencé leur vie féconde augmente rapidement avec l'âge, passant de 3 % à 15 ans à 36 % à 19 ans, âge auquel 29 % des jeunes filles ont déjà eu au moins un enfant.¹⁸⁵

Globalement, 73 % des femmes de 15-49 ans ayant eu une naissance vivante au cours des cinq dernières années ont effectué au moins une visite prénatale auprès du personnel formé (médecin, assistant médical, infirmière, sage-femme ou accoucheuse auxiliaire). Quelques 57 % des femmes ont effectué au moins les quatre visites prénatales recommandées, mais seulement 28 % ont effectué la première visite prénatale avant le quatrième mois de la grossesse. Par ailleurs, 62 % ont reçu au moins deux injections de vaccin antitétanique durant la dernière grossesse et, pour 77 % des femmes, la dernière naissance vivante a été protégée contre le tétanos néonatal.

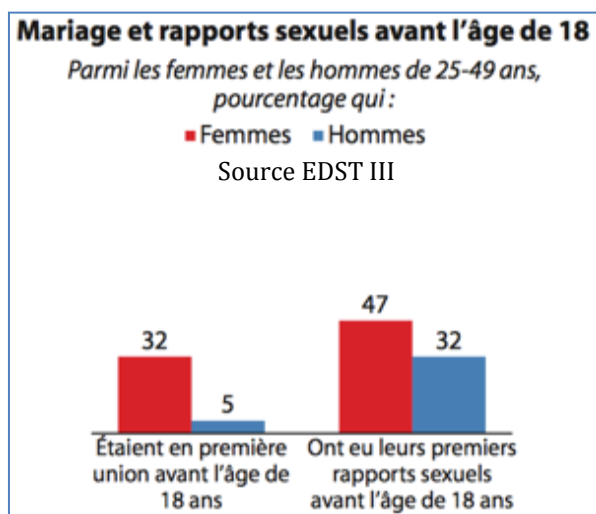


Figure 30 : Mariage avant l'âge de 18 ans

Dans l'ensemble, 71 % de mères ont reçu des soins postnatals dans les deux jours consécutifs à l'accouchement, mais 20 % des mères n'ont reçu aucun soin postnatal dans les 41 jours après l'accouchement.

L'efficacité des soins prénatals dépend de la qualité des services rendus lors des consultations. Pour 77 % des mères, la dernière naissance a été protégée contre le tétanos néonatal. Parmi les femmes ayant reçu des soins prénatals pour la naissance la plus récente, 66 % ont été informées des signes de complication de la grossesse, 97 % ont eu leur tension artérielle vérifiée et 89 % ont eu un prélèvement d'urine.

¹⁸⁴ EDST III 2013-14

¹⁸⁵ EDST III

Parmi les femmes ayant eu une naissance vivante au cours des cinq années ayant précédé l'enquête EDST III, 73 % ont eu lieu dans un établissement de santé et 59 % ont bénéficié de l'assistance d'un prestataire formé reçu, pour la naissance la plus récente, des soins prénatals dispensés par un prestataire formé.

Planification familiale

Les femmes fécondes qui n'utilisent pas la contraception, mais qui souhaitent espacer leur prochaine naissance (espacement) ou qui ne veulent plus d'enfant (limitation) sont considérées comme ayant des besoins non satisfaits en matière de planification familiale.

On estime que, dans l'ensemble, 34 % des femmes en union ont des besoins non satisfaits en matière de planification familiale, soit 22 % pour l'espacement des naissances et 12 % pour la limitation. La proportion de femmes en union ayant des besoins non satisfaits en matière de planification familiale n'a pas pratiquement changé entre 1998 et 2013-2014 : elle est de 35 % en 1998 et de 34 % en 2013.

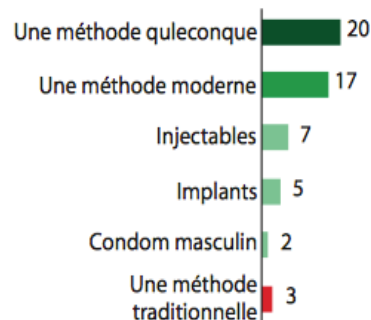
Si les femmes en union ayant des besoins non satisfaits en matière de contraception utilisaient effectivement la contraception, la prévalence contraceptive pourrait atteindre 54 % (demande potentielle totale). Cette demande potentielle est exprimée d'une part pour l'espacement (33 %) et d'autre part pour la limitation des naissances (21 %).¹⁸⁶

Les méthodes de contraception modernes comprennent la stérilisation féminine et la stérilisation masculine, le dispositif intra-utérin (DIU) ou stérilet, les injectables, les implants, les pilules, le condom masculin, le condom féminin, le diaphragme, les méthodes vaginales (spermicides, mousses et gelées), la méthode de l'allaitement maternel et de l'Aménorrhée (MAMA) et la pilule du lendemain. Les méthodes traditionnelles comprennent la continence périodique (méthode du rythme) et le retrait.

Parmi toutes les femmes de 15-49 ans, 19,3 % utilisaient, au moins, une méthode contraceptive quelconque : 16,7 % utilisaient une méthode moderne et 2,6 % une méthode

Utilisation des méthodes contraceptives

Pourcentage de femmes de 15-49 ans en union qui utilisent :



Utilisation des méthodes modernes par région

Pourcentage de femmes de 15-49 ans en union qui utilisent une méthode contraceptive moderne

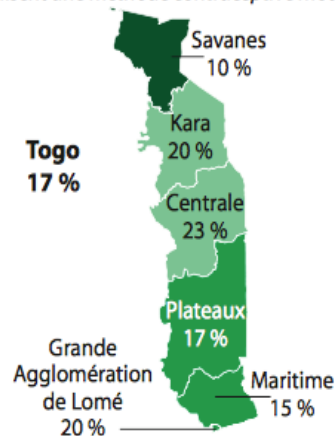


Figure 31 : Utilisation des méthodes contraceptives

¹⁸⁶ EDST III 2013-14

traditionnelle. Les résultats selon l'âge montrent que c'est parmi les femmes les plus jeunes (15-19 ans) et les plus âgées (45-49 ans) que la prévalence contraceptive est la plus faible ; elle est d'environ 12 % dans les deux cas.¹⁸⁷

Près d'un tiers des femmes de 15-49 ans en union (32 %) déclarent qu'elles ne veulent plus d'enfants. De plus, 37 % déclarent qu'elles veulent attendre deux ans ou plus avant la prochaine naissance. Parmi ces femmes, celles qui n'utilisent pas une méthode contraceptive sont les candidates potentielles pour la planification familiale.

Analyse causale

Les adolescentes, c'est-à-dire les jeunes femmes âgées de 15-19 ans, constituent un groupe à risque en matière de fécondité. Pour cette raison, la fécondité des adolescentes occupe une place importante dans l'élaboration des politiques et la mise en œuvre des stratégies et des programmes de la santé de la reproduction. Cette analyse revêt une grande importance pour des raisons diverses. En effet, les enfants de mères jeunes (moins de 20 ans) courent généralement un risque plus important de décéder que ceux issus de mères plus âgées. De même, les accouchements précoces augmentent le risque de décéder chez les adolescentes. Enfin, l'entrée précoce des jeunes filles dans la vie féconde réduit considérablement leurs opportunités scolaires.

Les femmes et les hommes ayant un niveau d'instruction secondaire ou plus entrent en union plus tardivement que ceux n'ayant aucun niveau d'instruction. L'âge médian à la première naissance augmente avec le niveau d'instruction ; parmi les femmes n'ayant aucun niveau d'instruction l'âge médian à la première naissance est de 19,8 ans contre 24,1 ans parmi celles ayant un niveau secondaire ou plus.

La proportion d'adolescentes ayant déjà commencé leur vie féconde est nettement plus élevée en milieu rural (21 %) qu'en milieu urbain (11 %). Ce pourcentage est aussi très élevé dans la région Centrale (24 %), Plateaux (21 %) et Kara (21 %). À l'opposé, l'agglomération de Lomé (10 %), les régions Maritime (16 %) et des Savanes (15 %) sont celles qui enregistrent les plus faibles proportions d'adolescentes ayant déjà commencé leur vie féconde.

La proportion d'adolescentes ayant déjà commencé leur vie féconde diminue de manière très importante lorsque le niveau d'instruction augmente, passant de 35 % parmi les adolescentes non instruites à 9 % parmi celles ayant atteint le niveau secondaire ou plus. De même, cette proportion décroît considérablement en fonction du niveau de bien-être économique des ménages, passant d'un maximum de 22 % chez les adolescentes des ménages classés dans le deuxième quintile à un minimum de 6 % chez celles des ménages du quintile le plus élevé.¹⁸⁸

Les rapports sexuels précoces augmentent le risque des grossesses non désirées et de contracter le VIH.

Le niveau de connaissance des méthodes contraceptives est très élevé : 96 % des femmes et 98 % des hommes connaissent au moins une méthode contraceptive. De façon générale les

¹⁸⁷ EDST III 2013-14

¹⁸⁸ EDST III

méthodes modernes sont plus connues (96 % des femmes et 98 % des hommes) que les méthodes traditionnelles (72 % des femmes et 80 % des hommes).

Les méthodes contraceptives les plus connues, respectivement par les femmes et les hommes, sont : le condom masculin (93 % des femmes et 98 % des hommes), les injectables (91 % et 81 %), la pilule (86 % et 75 %), les implants (80 % de femmes) et du condom féminin (72 % et 78 %).

Par ailleurs, 79 % des femmes et 48 % des hommes n'ont pas été exposés à des messages relatifs à la planification familiale, ni par le biais de journaux/magazines, ni par la radio et la télévision.

Plusieurs facteurs influencent la prévalence contraceptive moderne chez les femmes en union. Cette dernière est de 20 % chez les femmes ayant 3 à 4 enfants ou plus, de 16 % chez celles en ayant 1 ou 2, et de 3 % chez les femmes sans enfants. La prévalence contraceptive est moins élevée en milieu rural (16 %) qu'en milieu urbain (19 %), chez les femmes en union sans instruction (13 %) que chez celles ayant un niveau d'instruction primaire (19 %) et secondaire ou plus (21 %). En outre, les femmes des ménages classés dans le quintile de bien-être économique le plus bas ont moins recours à la contraception (16 %) que celles des ménages du quintile le plus élevé (21 %).

Au niveau national, 73 % des femmes ont reçu des soins prénatals dispensés par un prestataire formé et 7 % n'ont reçu aucun soin prénatal.

La proportion des femmes ayant reçu des soins prénatals dispensés par un prestataire formé est nettement plus élevée en milieu urbain qu'en milieu rural (97 % contre 58 %). Cette proportion varie de 54 % dans la région Centrale à 98 % dans l'agglomération de Lomé. Elle augmente avec le niveau d'instruction, passant de 62 % chez les femmes sans instruction à 87 % chez celles ayant le niveau secondaire ou plus. Elle augmente aussi avec le quintile de bien-être économique du ménage, variant de 53 % chez les femmes des ménages des deux premiers quintiles à 98 % chez celles des ménages du quintile le plus élevé.

Les soins postnatals aident à prévenir des complications après l'accouchement. Pour être efficaces, ils doivent débiter à un stade précoce de la grossesse et se poursuivre avec une certaine régularité jusqu'à l'accouchement. L'OMS et le Ministère de la Santé recommandent au moins quatre visites prénatales, à intervalles réguliers tout au long de la grossesse, la première devant avoir lieu avant le quatrième mois de la grossesse. Quelques 57 % des femmes de 15-49 ans ayant eu une naissance vivante¹⁸⁹ ont effectué les quatre visites recommandées (72 % en milieu urbain contre 49 % en milieu rural). Par ailleurs, 32 % des femmes n'ont effectué que 2 à 3 visites, 3 % ont effectué une seule visite et 7 % n'ont effectué aucune visite prénatale pendant la grossesse de la dernière naissance vivante.

Rôles et capacités

Une action concertée de plusieurs Ministères est désirable afin d'améliorer l'accès aux services de soins de santé sexuelle et procréative, de même que la planification familiale : ce sont notamment le ministère des Enseignements primaire, secondaire et de la Formation professionnelle, le ministère de la Santé et de la Protection Sociale, le ministère de l'Action

¹⁸⁹ Au cours des cinq années précédant l'enquête EDST III 2013-14

Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation et le ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Il faudrait améliorer les stratégies pour rejoindre un plus grand pourcentage de personnes pour les informer des moyens et des avantages de la contraception. Si, à l'horizon 2030, la demande potentielle en besoins en contraception des chez les femmes en union de 15-49 ans estimée à 54 % se maintenait à 54 %, comme en 2013, et que l'on répondait à ces besoins, le taux de prévalence contraceptive moderne passerait de 17,3 % en 2013 à 54 % en 2030, ce qui nécessite un taux de croissance annuel moyen (TCAM²⁰¹³⁻²⁰³⁰) de 12,5 %.

Couverture sanitaire – Accès aux soins de santé (3.8)

Situation (performance actuelle)

Les proportions de femmes et d'hommes âgées de 15-49 ans ne bénéficiant pas de couverture médicale sont respectivement de 95 % et 93 %.

Analyse causale

Les femmes qui bénéficient d'une couverture médicale habitent surtout en milieu urbain (8 % contre 3 % en milieu rural), ont un niveau d'instruction secondaire ou plus (10 % contre 1 % pour les femmes sans instruction) et vivent plutôt dans un ménage classé dans le quintile de bien-être économique le plus élevé (11 % contre 1 % pour les femmes vivant un ménage du quintile le plus bas).

La proportion de femmes sans couverture médicale est très élevée dans les régions Maritime, des Plateaux, de la Kara et des Savanes où elle varie entre 96 % et 98 %. Dans la région Centrale, cette proportion est de 91 %.

Les hommes ayant un niveau d'instruction secondaire ou plus et ceux appartenant à un ménage du quintile le plus élevé bénéficient plus fréquemment d'une assurance médicale, et ce dans des proportions plus élevées que chez les femmes.

Rôles et capacités

Une action concertée de plusieurs Ministères est désirable afin d'améliorer l'accès aux services de soins de santé sexuelle et procréative, de même que la planification familiale : ce sont notamment le ministère des Enseignements primaire, secondaire et de la Formation professionnelle, le ministère de la Santé et de la Protection Sociale, le ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation et le ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation.

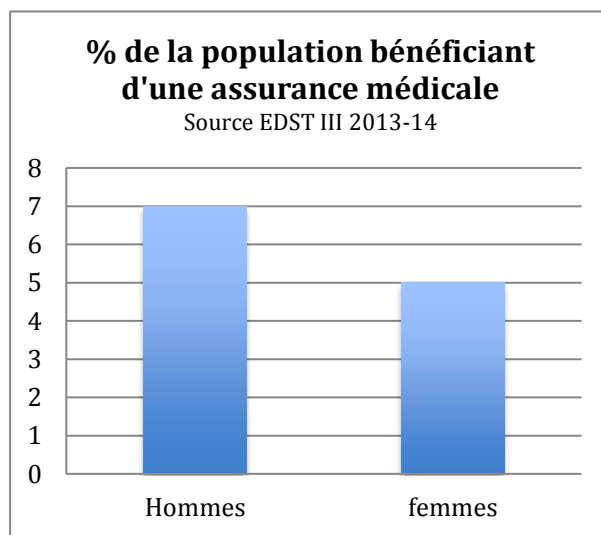


Figure 32 : Assurance médicale

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

L'effort à consentir pour atteindre la cible 2030, soit une couverture médicale de 100 % de la population, est majeur. En effet, il faudrait un TCAM²⁰¹⁴⁻²⁰³⁰ de 97,9 % pour atteindre la cible. Si on fixe un objectif plus modeste, par exemple faire en sorte que la moitié de la population soit couverte en 2030, le TCAM²⁰¹⁴⁻²⁰³⁰ de serait alors de 45,8 %.

Efficacité, efficience du système de santé – Accès aux soins de santé (3.8)

Situation (performance actuelle)

En 2014, pour 10 000 habitants, on dénombrait 0,7 médecins, 2,1 infirmières et 6,8 lits d'hôpitaux. La part du budget allant à la santé était de 5,5 %.¹⁹⁰

De 2015 à 2016, la proportion de la population ayant accès aux soins de santé est passée de 70,9 % à 71,4 %, pour un TCAM de 0,7 %.¹⁹¹

L'accès géographique des ménages aux services de santé est assuré lorsque ceux-ci mettent moins de 30 minutes pour accéder au centre de santé le plus proche à pied ou par un moyen de transport. Cet indicateur au plan national est de 68,9 % en 2015 contre 66,8 % en 2011.

Le taux d'accès aux services de santé est de loin plus élevé en milieu urbain (86,2 %) qu'en milieu rural (53,0 %).

Les agriculteurs indépendants constituent le groupe dont le taux d'accès est plus faible, soit 51,1 %. En 2015, les ménages dirigés par des chefs sans niveau d'instruction ou avec un niveau d'instruction primaire ont des taux d'accès relativement bas, respectivement 59,1 % et 65,1 %.

Par ailleurs, au plan national, 91,6 % des personnes malades ou blessées ayant consulté un centre ou un praticien de santé sont satisfaits des soins ou des conseils reçus. Les motifs d'insatisfaction sont la cherté des services de santé, la durée d'attente trop longue et le traitement inefficace ou inadapté.

Quelque 37,3 % de la population malade n'a pas eu recours à un service de santé, contre 35,0 % en 2011. Les maladies pour lesquelles la population pratique plus l'automédication sont les problèmes dentaires (74,9 %), le paludisme (72,5 %), les infections respiratoires aiguës (71,6 %) et les maux de ventre (70,1 %).

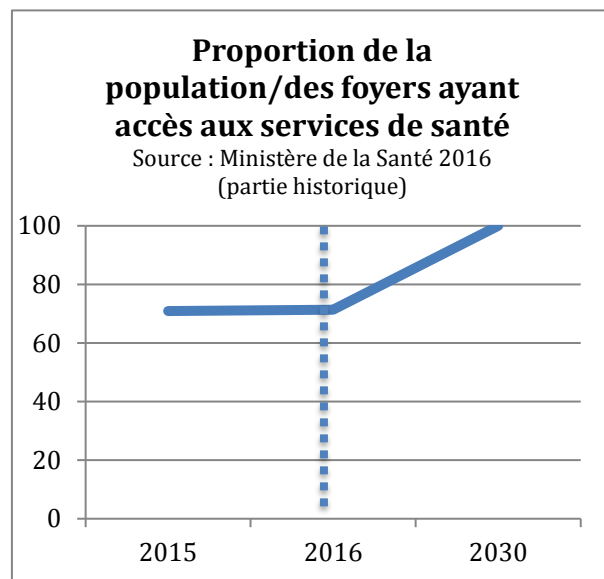


Figure 33 : Accès aux services de santé

¹⁹⁰ Africa statistical 2016 Yearbook

¹⁹¹ Rapport de performance 2016 du ministère de la Santé

Analyse causale

La concentration des centres de santé en milieu urbain explique le grand écart constaté entre ce dernier et le milieu rural pour l'accès aux soins de santé. L'accès est pratiquement assuré pour tous les ménages dans Grand Lomé.

En 2015, les ménages dirigés par des chefs sans niveau d'instruction ou avec un niveau d'instruction primaire vivent généralement plus loin des services de santé que les autres ménages, ce qui explique leurs taux relativement bas d'accès aux soins de santé.

Les principales raisons de non utilisation des services de santé par les personnes malades sont l'automédication (68,1 % de la population), le prix trop élevé des consultations ou le manque d'argent (23,0 %) et la perception qu'il n'est pas nécessaire de consulter (6,4 %).

Rôles et capacités

En 1998, le département de la santé a élaboré une Politique Nationale de Santé (PNS) dont la mise en œuvre est effectuée à travers diverses stratégies nationales spécifiques et des plans nationaux de développement sanitaire (PNDS 2002- 2006, 2009-2013, 2012-2015).

On compte 1 124 établissements de santé au Togo (CHU, hôpitaux, cliniques, dispensaires), soit 1,6 centre pour 10 000 habitants, dont un peu moins de la moitié sont des centres privés.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Pour atteindre la cible d'un accès universel aux soins de santé, le TCAM²⁰¹⁶⁻²⁰³⁰ devrait être de 2,3 %.

Afin d'améliorer le taux d'accès aux services de santé, il serait nécessaire d'investir dans le système de santé et de transport en commun de façon importante, afin d'augmenter et d'améliorer la répartition géographique des centres et des services de santé sur l'ensemble du territoire, notamment en milieu rural. Les analyses de scénarios devraient être effectués en vue de permettre au plus grand nombre d'avoir accès aux services de santé, notamment en milieu rural.

[Maladies liées à des substances chimiques dangereuses et à la pollution et à la contamination de l'air, de l'eau et du sol \(3.9\)](#)

Situation (performance actuelle)

Le nombre de décès dû aux substances chimiques dangereuses et à la pollution et à la contamination de l'air de l'eau et du sol est élevé : on observe un taux de cancers de 20 %, un taux de maladies cardiovasculaires de 31 %, un taux de maladies pulmonaires obstructives chroniques de 31 % et le taux d'asthme avoisinant 44 %.¹⁹² Pour pallier ces problèmes, l'État a entamé le processus d'élaboration des plans de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau (PGSSE), il a mis sur pied le « Programme Assainissement Total Piloté par les Communautés (ATPC) ». Aussi, il existe un programme de surveillance et contrôle de la qualité de l'eau de

¹⁹² OMS 2016

boisson, et un Programme National de Santé et Environnement. Enfin, il y a eu la « Troisième communication nationale sur les changements climatiques ».

Analyse causale

Les principales causes de ces maladies et décès reliés aux cancers, à l'asthme et autres maladies pulmonaires et aux intoxications sont la prolifération et l'absence de contrôle des produits chimiques, qui contaminent l'air, le sol et l'eau. Il y a aussi la prolifération et la mauvaise gestion des déchets solides, liquides, toxiques, pharmaceutiques, biomédicaux et radioactifs qui favorisent l'occurrence de maladies et décès, de même que l'insuffisance d'IEC/CCC en faveur des populations, et la faiblesse des cadres juridiques, législatifs et institutionnels de gestion des substances chimiques dangereuses.

Rôles et capacités

Le Togo a ratifié plusieurs conventions et participe régulièrement au suivi de leur mise en œuvre (Protocole de Stockholm et de Rotterdam sur les produits chimiques, l'accord de Bamako sur les pesticides, la convention de Minamata sur le mercure, la Déclaration de Libreville renforcée par celle de Luanda sur la santé et l'environnement, l'accord de Paris sur les changements climatiques, les Résolutions de Rio, de Djakarta, de WHO-PEN, l'Enquête STEPWISE, l' Enquête SARA, le Mouvement SUN).

Le Togo a adhéré aux instruments internationaux qui font obligation pour chaque partie d'adopter des procédures permettant d'exiger l'évaluation des impacts sur l'environnement des projets qu'elle propose et qui sont susceptibles de nuire à l'environnement. Cependant, les règlements d'application des dispositions relatives à l'EIES de la loi-cadre sur l'environnement adoptée en 2008 ne sont pas encore adoptés huit ans en 2016.¹⁹³

Les risques sont associés au non-respect de l'Engagement de Luanda, au déficit en capacités humaines, à l'engagement politique insuffisant, au financement déficient, à l'absence de bases factuelles.

Les opportunités sont associées à l'existence de PTF et l'existence d'un programme intégré contre les MNT.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

La réduction des maladies liées à des substances chimiques dangereuses et à la pollution et à la contamination de l'air, de l'eau et du sol nécessite de réduire les émissions de polluants.

La législation togolaise prévoit que les projets susceptibles d'affecter la qualité de l'environnement doivent faire l'objet d'une évaluation environnementale. Dans les faits, cette étape est souvent omise, ou les projets commencent à être réalisés même si l'énoncé des incidences environnementales n'est pas terminé.

Pour réduire sensiblement les maladies liées aux substances chimiques, il est impératif de réaliser des évaluations environnementales lors de la conception des grands projets industriels, miniers et routiers qui sont les principales sources d'émission des polluants. Ces évaluations environnementales doivent étudier comment réaliser ces projets en bonifiant

¹⁹³ Journal ouest africain des sciences de gestion, vol.1, no 2,1, 2016

leurs impacts positifs et en limitant leurs impacts négatifs. Lorsqu'appliqués sérieusement, ces procédures d'évaluation environnementale peuvent avoir des impacts économiques positifs importants.

Un des principaux émetteurs de pollution est le transport, notamment en milieu urbain.

Il faut envisager d'aménager les infrastructures urbaines de façon à diminuer sensiblement la part modale des véhicules solos au profit de celle du transport en commun et du transport actif. La réduction de la congestion routière qui s'ensuivrait aurait un impact positif sur l'économie des villes et sur les finances des Togolais.

L'ONU propose un indicateur pour suivre la cible 3.9 : « Proportion de la population des zones urbaines exposée à des niveaux de pollution de l'air supérieurs aux valeurs guides de l'OMS ». Le Togo pourrait adopter et suivre cet indicateur, ou un indicateur national équivalent, pour mesurer l'atteinte de cette cible.

2.2.7 Droit à l'éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

Accès des filles et garçons à l'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité (4.1)

Situation (performance actuelle)

La cible 4.1 prévoit que, d'ici à 2030, il faut faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, qui débouche sur un apprentissage véritablement utile.

50 % des enfants filles et garçons ne bénéficient pas d'un cycle fondamental complet d'enseignement. Or, selon l'Annuaire Statistique 2017 MEPSFP, 7 % des enfants d'une génération donnée n'entreront jamais à l'école, 7 % des filles et 5 % des garçons qui entrent au primaire ne terminent jamais le cycle, et 30 % des filles et 25 % des garçons qui terminent le cycle primaire ne vont pas au secondaire.

L'enseignement primaire concerne les enfants ayant entre 6 et 11 ans. Pour cette tranche de la population, 84,8 % de ces enfants sont à l'école primaire, soit 91,4 % en milieu urbain et 81,5 % en milieu rural. À Lomé et dans les autres villes, les taux de fréquentation sont respectivement 91,2 % et 91,9 %. Par ailleurs, en 2015, on retrouve plus de garçons (86,3 %) que de filles (83,6 %) à l'école primaire.¹⁹⁴

Le taux net de scolarisation au primaire est passé de 73,4 % en 2006 (75,5 % pour les garçons contre 71 % pour les filles) à 84,8 % en 2015 (86,3 % pour les garçons contre

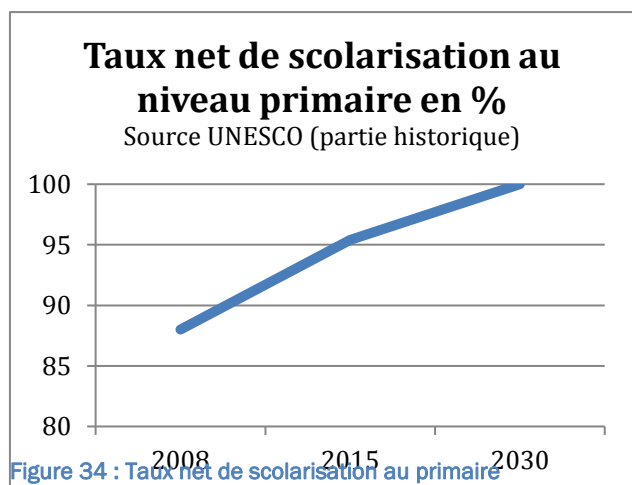


Figure 34 : Taux net de scolarisation au primaire

¹⁹⁴ Rapport QUIBB 2015

83,6 % pour les filles). Le taux de croissance annuel moyen fut de 1 % durant cette période. On constate cependant une disparité entre les filles et les garçons pour cet indicateur. En effet, en 2014, le taux net de scolarisation était de 88,0 % chez les filles contre 94,3 % chez les garçons¹⁹⁵. Plus de 50 % des enfants à l'école primaire ne possèdent pas les compétences de bases censées être acquises.

Au niveau secondaire, la population de référence est celle âgée de 12 à 18 ans. Le taux de fréquentation au secondaire est plus faible que celui de l'enseignement primaire. Il est de 49,1 % dans l'ensemble, soit 63,0 % en milieu urbain et 39,3 % pour le milieu rural. Ce taux est plus élevé dans Grand Lomé (65,6 %) que dans les autres villes (58,9 %). Le taux de fréquentation au secondaire est de 55,2 % pour les garçons et de 42,0 % pour les filles¹⁹⁶.

Analyse causale

Les effectifs des élèves sont passés de 1 054 549 en 2007/2008 à 1 413 208 en 2013/2014, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 2,4 %. Ces résultats ont été rendus possible grâce à la baisse de l'incidence de la pauvreté et à la réduction du coût de scolarisation d'un enfant, notamment la suppression des frais de scolarité au préscolaire et au primaire public. En outre, le programme des cantines scolaires a contribué à réduire la déperdition scolaire et à améliorer la rétention des enfants dans le système scolaire.

Les raisons avancées par les enfants non-inscrits à l'école lors de la collecte de données de l'enquête QUIBB 2015 sont les suivantes. Sur le plan national, 35,3 % des enfants ont déclaré avoir abandonné, 17,7 % ont évoqué le manque de soutien ou les frais d'écolage trop cher et pour 14,9 % d'enfants le travail est la raison de leur non fréquentation, 5,6 % pense que l'école est inutile ou ne présente aucun intérêt, 4,3 % d'enfants ont arrêté les études pour de raisons de grossesse et 3,1 % pour des raisons de mariage. Les maladie ou handicaps sont citées par 5,5 % d'enfants comme la raison de non fréquentation.

Les causes structurelles ou profondes des taux élevés d'enfants qui ne vont pas au primaire, ne le terminent pas ou ne transitent pas au secondaire sont l'analphabétisme et ou le faible niveau d'instruction des parents, l'insuffisance de la carte scolaire (qui définit la configuration et la création des infrastructures scolaires), l'insuffisance de dotation budgétaire, l'insuffisance du personnel enseignant et du personnel d'encadrement, le problème d'ancrage institutionnelle au niveau de certaines directions (difficulté de positionnement de certains programmes tel que l'éducation non formelle dont la direction est au ministère de l'action Sociale), la pauvreté des parents, l'absence ou l'insuffisance d'application des politiques ou stratégies ad hoc, la difficulté dans la mise en œuvre de la déconcentration, la décentralisation non effective, l'insuffisance et indisponibilité de données fiables, l'insuffisance de pilotage et de planification, de la prise en compte de la croissance démographique dans les planifications, l'inadaptation des programmes scolaires et des curricula, et enfin la faible capacité des enseignants.

Les causes sous-jacentes sont l'absence d'éducation sexuelle dans le curriculum, l'ignorance de la santé reproductive, les enseignants insuffisamment préparés ou compétents, ou leur

¹⁹⁵ UNESCO <http://uis.unesco.org/fr/country/tg?theme=education-and-literacy> - Rapports QUIBB 2006 et 2015

¹⁹⁶ Rapport QUIBB 2015

manque de préparation pour accueillir les enfants ayant des besoins spécifiques (exemple des enfants handicapés).

Certains facteurs nuisent à la fréquentation de l'école par les enfants : un environnement familial meurtri (orphelins, enfants placés dans d'autres familles, familles nombreuses), l'insuffisante sensibilisation des parents et des enfants, le manque de priorisation de l'éducation par les parents et les communautés, les échecs répétés et le redoublement des classes, l'exploitation des enfants dans des activités économiques. Des parents et des communautés ignorent les droits des enfants, dont le droit à l'éducation, notamment pour les filles. Ils ne croient pas que l'enfant puisse réussir (notamment les enfants handicapés, les filles, les enfants pauvres etc.).

D'autres causes sont liées à l'éloignement des écoles, à l'insuffisance de salles de classes ou aux infrastructures inadaptées pour accueillir les enfants, à l'insuffisance d'offres alternatives adaptées (pour les enfants en dehors de l'école), l'insuffisance de matériel et de mobiliers dans les écoles, l'insuffisance de gouvernance locale participative, le déficit de gestion et d'entretien du matériel didactique ou pédagogique, les coûts d'opportunité (utilisation des enfants pour supporter la famille), le non paiement des frais de scolarité, les violences en milieu scolaire, les grossesses précoces.

Parmi les conséquences associées à une trop courte fréquentation de l'école, on note les mariages et les grossesses précoces, la délinquance juvénile, l'analphabétisme, l'exode rural, l'exploitation économique et sexuelle, la difficulté de trouver un emploi décent, la migration/mobilité, la persistance de l'analphabétisme dans les générations futures.

Les groupes les plus touchés sont les enfants des familles pauvres et nombreuses, les enfants des milieux ruraux et péri-urbains, les ménages pauvres, les régions des Savanes, Plateaux et Centrale, les filles et les enfants handicapés.

Les débiteurs d'obligation sont l'État, le Ministère des enseignements primaires, secondaire et de la formation Professionnelle, DRE et IEPP, PTF (UNICEF, AIDE et ACTION, PLAN Intl. Togo, BORNEfonden, l'enseignement confessionnelle, les Communautés (Organisations communautaires de Base), les parents (envers les enfants).

Les détenteurs de droits sont les enfants, les parents d'élèves (vis à vis de l'État), les Organisations communautaires de base, APE, COGEP –Préscolaire.

Rôles et capacités

L'État définit les politiques et stratégies, met les moyens à disposition pour leur mise en œuvre. Il forme les enseignants et personnels d'encadrement, construit et équipe les infrastructures scolaires, définit les programmes et curricula et veille à leur utilisation et révision. Il fait le suivi des activités pédagogiques.

Les parents et les organisations communautaires de base veillent à l'entretien des infrastructures et des équipements, ont un droit de regard sur les activités pédagogiques. Ils ouvrent à la scolarisation de leurs enfants et au suivi éducatif. Les PTF accompagnent l'État.

Le Togo peut tabler sur certaines forces associées aux structures de gestion de pilotage du secteur de l'éducation aux niveaux central (cabinet, secrétariat général, inspection générale de l'éducation, directions centrales...) et déconcentré (directions régionales de l'éducation,

inspections, écoles et centres préscolaires), à l'existence de la Loi portant orientation de l'Enseignement technique et la Formation professionnelle et de politiques, de stratégies et autres textes régissant le secteur (plan sectoriel de l'éducation, décret portant gratuité des frais scolaires, charte de partenariat public privé et son plan de mise en œuvre, décret sur l'apprentissage de 1983, arrêté organisant le ministère).

Il dispose aussi d'écoles de formation initiale des enseignants (école normale supérieure, école normale d'instituteurs). Des projets ou programmes, tels PERI, PAREC, le projet BID, le projet de cantines scolaires, constituent des atouts.

D'autres facteurs sont à noter : l'existence de données statistiques (annuaires statistiques et tableaux de bord), d'ordres d'enseignement (public, privé, confessionnel et écoles privées internationales), de partenaires techniques et financiers pour les secteurs primaires ou secondaire (UNICEF, Aide et Action, Plan International Togo, AFD, BORNEfonden, Handicap International, coopération japonaise, UNHCR, Cbm).

Au niveau des organismes de la société civile, on note l'existence d'une coalition nationale pour l'éducation pour tous, d'un réseau de journalistes et communicateurs spécialisés en éducation.

Parmi les faiblesses des Ministères et des organismes de la société civile, on note la faible capacité des enseignants à tous les niveaux, l'insuffisance de formation initiale et continue (courte durée des formations), les curricula non actualisés, l'inexistence de la carte scolaire, l'insuffisance de dotation budgétaire d'investissement, la difficulté de déblocage par le MEF des lignes budgétaires allouées au MEPSFP, les revendications récurrentes des syndicats d'enseignants, l'absence de mesures incitatives à tous les niveaux d'enseignement (enseignants, éducateurs, éducatrices, animateurs animatrices), les effectifs pléthoriques dans les classes, à tous les niveaux, l'insuffisance des infrastructures et équipements, l'insuffisance de suivi, de contrôle et d'encadrement des écoles confessionnelles et privées, l'insuffisance des subventions accordées aux écoles spécialisées et privées, le non-respect des normes de construction par certains intervenants, le fort taux de redoublement surtout au secondaire et la difficulté de gestion du flux, le fort taux d'abandon, le non-respect des normes de construction par certains intervenants, et la faible capacité technique, de mobilisation des ressources et de plaidoyer des certains OSC.

Les menaces pesant sur le secteur de l'éducation sont la pauvreté persistante, les mouvements syndicaux, les troubles sociopolitiques pouvant perturber le calendrier scolaire et la mobilisation des ressources internes et externes, les catastrophes naturelles, la rareté des ressources financières.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

La scolarisation primaire universelle constitue toujours un défi d'actualité pour le Togo et les efforts dans ce domaine doivent être non seulement maintenus mais renforcés.

Si, pour la période 2015-2030, on conservait le même taux de croissance annuel moyen de 1 % observé entre 2008 et 2015, la cible d'une scolarisation primaire pour tous les enfants serait atteinte bien avant 2030, soit vers 2020.

Toutefois, ce ne sera pas aussi simple. En effet, pour pallier la disparité constatée entre les filles et les garçons, il sera important de renforcer dès que possible les stratégies de

communication valorisant la présence des filles à l'école si l'on espère progresser véritablement pour cet indicateur.

Accès des filles et tous les garçons à des services de développement et de prise en charge de la petite enfance et à l'éducation préscolaire (4.2)

Situation (performance actuelle)

En 2015, le taux brut de scolarisation des enfants au préscolaire était de 17,5 %, avec une répartition de 17,3 % chez les garçons et de 17,8 % chez les filles, au niveau national¹⁹⁷.

Entre 2010 et 2015, on observe un taux de croissance annuel moyen de 27,9 % pour la scolarisation au niveau préscolaire. Les effectifs des enfants fréquentant le préscolaire sont passés de 42 890 en 2009-2010 à 96 957 en 2013-2014¹⁹⁸.

Analyse causale

Lors de l'élaboration de la SCAPE, le gouvernement du Togo avait défini que l'une des priorités en matière d'éducation et de formation était de développer le préscolaire.

Cette décision récente explique que les niveaux sont encore bas mais qu'ils progressent rapidement.

Recevoir une éducation préscolaire sous forme d'apprentissage organisé ou de programme d'éducation de la petite enfance est important pour la préparation des enfants à l'école. En 2014, 25,9 % des enfants de 36-59 mois ont participé à un programme d'éducation préscolaire. Suivant le sexe, on note autant de filles (25,8 %) que de garçons (25,9 %).¹⁹⁹

Les performances enregistrées sont le fruit des mesures prises en faveur de l'accès universel à l'éducation, notamment la suppression des frais de scolarité au préscolaire, la mise en œuvre progressive de la stratégie de la petite enfance à travers les différentes actions de formation/sensibilisation sur l'encadrement de la petite enfance, et le développement des Centres communautaires de promotion de la petite enfance mise en œuvre par AIDE et ACTION Internationale avec l'appui de l'UNICEF.²⁰⁰

Rôles et capacités

Parmi les faiblesses, on note l'insuffisance du personnel enseignant et d'encadrement, et des éducateurs et éducatrices pour le niveau préscolaire. On remarque aussi la faible capacité des

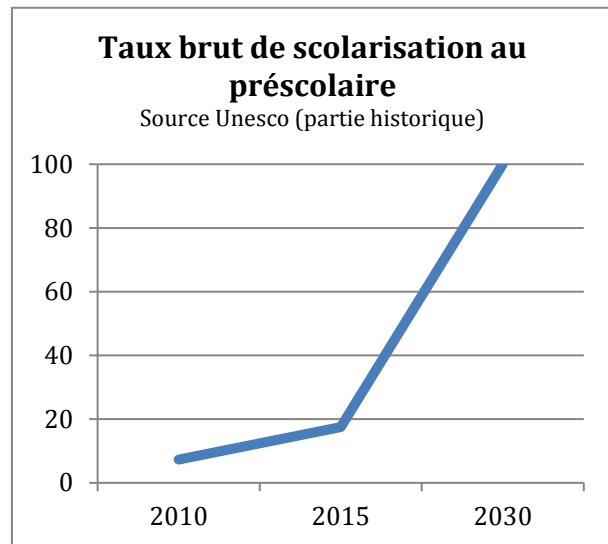


Figure 35 : Scolarisation au préscolaire

¹⁹⁷ UNESCO, <http://uis.unesco.org/fr/country/tg?theme=education-and-literacy>

¹⁹⁸ SCAPE 2017

¹⁹⁹ EDST-III 2013-14

²⁰⁰ SCAPE 2017

animatrices volontaires au préscolaire, l'absence de normes de construction spécifiques au préscolaire et de mobiliers appropriés, le manque de cantines scolaires, la mauvaise gestion des ressources disponibles, la lenteur administrative dans le processus de passation des marchés, la politique de la petite enfance au préscolaire qui tarde à être finalisée, le statut incertain des animateurs et animatrices au préscolaire, l'absence de sections préscolaires dans les ENI, l'insuffisance de dotation budgétaire d'investissement (1,7 % pour le sous-secteur du préscolaire).

Les opportunités sont liées à la disponibilité des PTF, des OSC, du secteur privé et des fondations pour appuyer les interventions au secteur préscolaires, l'adhésion du Togo aux cadres et instruments fédérateurs (déclaration de Incheon, CIDE, ODD...), l'existence des COGEP et COGERES outillés pour accompagner la mise en œuvre des PTDE, les TIC.

Les menaces pesant sur le secteur de l'éducation sont la pauvreté persistante, les mouvements syndicaux, les troubles sociopolitiques et risque de perturbation du calendrier scolaire et de mobilisation des ressources internes et externes, les catastrophes naturelles, la rareté des ressources financières.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Si, pour la période 2015-2030, on conservait le même taux de croissance annuel moyen de 27,9 % observé entre 2008 et 2015 pour la scolarisation préscolaire, on atteindrait un niveau de 91 % de scolarisation préscolaire. L'atteinte de la cible de 100 % nécessite d'augmenter légèrement l'effort historique effectué entre 2010 et 2015, pour que le taux de croissance annuel moyen soit de 31,4 % entre 2015 et 2030.

Accès des jeunes et adultes des deux sexes à l'enseignement technique, professionnel, universitaire de qualité et d'un coût abordable

Situation (performance actuelle)

Le taux national brut de scolarisation au niveau de l'enseignement supérieur est passé de 9,1 % en 2010 à 10,6 % en 2015. Les hommes et les femmes n'ont pas accès dans les mêmes proportions à un enseignement technique et à une formation professionnelle adaptée, inclusive et de qualité. En effet, en 2015, le niveau de cet indicateur était de 14,9 % pour les hommes contre 6,4 % pour les femmes.

On déplore la faible qualité de la formation. De plus, on note une insuffisance des infrastructures d'accueil publiques (seulement 25 centres publics de formation pour tout le pays et deux universités publiques).

De plus, le coût de la formation est élevé. Plusieurs filières de formation sont non adaptées, les curricula et programmes sont non actualisés, et on note une faible capacité et un faible effectif de formateurs.

On remarque qu'une faible proportion de jeunes et d'adultes qui achève une formation technique ou professionnelle dispose de compétences nécessaires à l'emploi, à l'obtention de travail décent et à l'entrepreneuriat. La présence des filles dans les filières industrielles et scientifiques et dans l'enseignement supérieur est peu élevée.

Environ 1,5 % du budget national est affecté ou consacré à l'enseignement technique et professionnel.

Analyse causale

Les causes structurelles ou profondes sont la non valorisation de l'enseignement technique et de la formation professionnelle par les parents, qui pensent que le secteur est réservé aux enfants moins intelligents, la faible dotation budgétaire du secteur, les textes obsolètes encadrant le secteur, la faible application des politiques et textes (décret N°83 de 1983 sur l'apprentissage) et l'absence de stratégie pour ce secteur.

Notons aussi l'inexistence de centre public d'apprentissage, les filières de formation non adaptées, les curricula et programmes caducs et non actualisés, la faible capacité des formateurs et leurs effectifs réduits, l'absence de centre de formation initiale des formateurs, l'insuffisance de communications sur les avantages de l'ETFP (pas de visibilité, pas de direction d'orientation) et l'absence de données actualisées sur le secteur.

Les cause sous-jacentes sont la faible présence des filles dans les filières industrielles et scientifiques, le coût élevé de la formation, la mauvaise orientation des enfants, la faible qualité des ressources humaines, notamment les enseignants formateurs, et la faible qualité de la formation qui en découle, l'insuffisance et la vétusté des équipements, la faible couverture du pays en infrastructures (seulement 25 établissements pour l'État), et, enfin, le peu d'information reçue par les parents et les élèves sur les avantages de l'ETFP.

Les conséquences sont les suivantes : très peu de jeunes s'orientent vers le secteur de l'enseignement technique et de la formation professionnelle. On note une faible performance dans les prestations, l'inadéquation formation-emploi, l'absence ou l'insuffisance d'ouvriers qualifiés dans certains secteurs porteurs, le chômage élevé chez les finissants, le recours à la main d'œuvre extérieure onéreuse, et le peu d'initiatives entrepreneuriales de la part des finissants.

Rôles et capacités

Des programmes tels celui de formation et emploi des jeunes, le programme PAFPE ou le projet CAPed/EQJA constituent des atouts, de même que l'existence de partenaires tels Plan International Togo, AFD, BORNEfonden, Handicap International, GIZ et KFW.

On note la lenteur administrative dans le processus de passation des marchés.

Les opportunités sont liées à la disponibilité des PTF, des OSC, du secteur privé et des fondations pour appuyer les interventions de fédérateurs (déclaration de Incheon, CIDE, ODD), l'existence des COGEP et COGERES outillés pour accompagner la mise en œuvre des PTDE, les TIC.

Les menaces pesant sur le secteur de l'éducation sont la pauvreté persistante, les mouvements syndicaux, les troubles sociopolitiques et risque de perturbation du calendrier scolaire et de mobilisation des ressources internes et externes, les catastrophes naturelles, la rareté des ressources financières.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

La cible à l'horizon 2030 est louable mais ambitieuse. Il s'agit en effet de faire en sorte que les femmes et les hommes aient tous accès dans des conditions d'égalité à un enseignement technique, professionnel ou tertiaire, y compris universitaire, de qualité et d'un coût abordable.

Le TCAM²⁰¹⁵⁻²⁰³⁰ requis pour atteindre la cible à l'horizon 2030 est de 36,8 %. L'effort devra viser en premier lieu les femmes, qui accusent par rapport aux hommes un retard majeur pour cet indicateur.

Accès des personnes handicapées, les autochtones et les enfants en situation vulnérable à l'enseignement et la formation professionnelle à tous les niveaux (4.5)

Situation (performance actuelle)

Une des cinq contraintes majeures ayant empêché l'atteinte d'un des objectifs du millénaire, relatif à l'universalisation de l'éducation de base, est la prise en charge insuffisante des enfants des zones rurales, pauvres ou handicapés.²⁰¹

Une part non négligeable de la population togolaise souffre de handicaps. Cette proportion est de 2,2 % en 2015, contre 1,5 % en 2011. Les handicapés des membres inférieurs représentent 34,2 % de l'ensemble des handicapés, suivi des Mal/Non-voyants (15,6 %), des malades mentaux (11,1 %) et des handicapés des membres supérieurs (8,8 %). Pour réduire leur vulnérabilité, le Gouvernement a mis en place des infrastructures, équipements et formations spéciales qui méritent d'être renforcées tant sur le plan quantitatif que qualitatif. Il a de plus conduit un projet pilote d'éducation inclusive les Régions de la Savane et de Kara.²⁰²

Le gouvernement désire accroître le taux d'insertion socio professionnelle des personnes handicapées de 11 % à 40 % à l'horizon 2022. Pour ce faire, il doit favoriser une scolarisation plus importante des personnes handicapées.

Afin de favoriser l'accès des filles et garçons avec handicap à l'éducation, le Plan national de développement prévoit le développement de mesures de promotion de l'intégration des enfants handicapés dans les écoles ordinaires. Et l'adoption d'une politique nationale de l'éducation inclusive en faveur des enfants en situation d'extrême vulnérabilité (handicapés, détenus, réfugiés et enfants de la rue).²⁰³

Analyse causale

Les enfants handicapés vont peu à l'école parce que les parents ne les pensent pas capables. Les infrastructures et équipements didactiques ne sont pas adaptés. De même, les enseignants n'ont pas de compétence pour un enseignement inclusif.

²⁰¹ Plan sectoriel de l'éducation 2014-2025

²⁰² QUIBB 2015

²⁰³ PND 2017

Les conséquences sont importantes. Les enfants handicapés sont doublement défavorisés, car ils auront beaucoup plus de difficulté à se valoriser et réaliser leur potentiel pour la société, parce qu'ils ne sont pas formés.

Rôles et capacités

Le Togo a ratifié la Convention relative aux Droits des Personnes Handicapées en 2011. La Stratégie Nationale de Protection et de Promotion des Personnes Handicapées oriente les acteurs dans la mise en œuvre de leurs actions.

Le Plan sectoriel de l'éducation et la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi prennent en compte l'inclusion des personnes handicapées.

La Fédération Togolaise des Associations de Personnes Handicapées (FETAPH) complète l'action de l'État sur le terrain.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Tel que prévu au Plan national de l'éducation 2014-2025 (PSE), il serait important de mettre en place des stratégies prenant en compte ces enfants à besoins éducatifs spéciaux ou des enfants vivant avec des handicaps. L'éducation inclusive nécessite des subventions aux écoles spécialisées et la formation des enseignants à la détection et la gestion des handicaps légers.

L'expérimentation positive de l'éducation inclusive menée à titre de projet pilote dans les Régions de la Savane et de Kara mérite d'être étendue aux autres régions du pays.

D'autres initiatives programmées au PSE devraient être réalisées pour favoriser l'atteinte de la cible. Ainsi, l'organisation de campagnes de sensibilisation des parents et des communautés pour les amener à comprendre la différence entre déficience et incapacité et leur expliquant la grande importance de scolariser les personnes handicapées semble un élément incontournable.

En effet, les personnes handicapées peuvent rendre de grands services à la société, d'autant la mesure où, à l'image des personnes non handicapées, elles ont été davantage scolarisées.

Pour améliorer la scolarisation et la rétention scolaire des enfants les plus pauvres et les plus vulnérables, le Gouvernement entend mettre en œuvre des mesures de protection sociale, telles l'exonération des frais dans l'enseignement primaire et préscolaire, le développement et l'opérationnalisation de la politique de l'alimentation scolaire et la mise en place des cantines scolaires.

Certaines mesures sont plus spécifiques pour les enfants handicapés : des actions en faveur de l'accessibilité aux écoles des enfants, telle la construction de rampes d'accès aux bâtiments, la mise en place d'un système d'enseignant(e)s itinérants venant en appui aux enfants handicapés scolarisés, la formation des enseignant(e)s en pédagogie inclusive, braille et langues de signes, Les enseignants devraient recevoir des formations spécifiques surtout pour les déficiences auditives et visuelles.

L'ONU propose un indicateur pour suivre la cible 4.5 : « Indices de parité (Femmes/hommes, population urbaine/rurale, quintile de richesse supérieur/inférieur) pour tous les indicateurs de cette liste qui peuvent être ventilés ». Le Togo pourrait adopter et suivre cet indicateur, ou un indicateur national équivalent, pour mesurer l'atteinte de cette cible.

Alphabétisation des femmes et des hommes (4.6)

Le taux d'alphabétisation s'est accru ces dernières années. Il est en effet passé de 60,3 % en 2011 à 63,3 % en 2015, soit un taux de croissance annuel moyen de 1,2 %.

Il y a des disparités entre les taux féminin et masculin d'alphabétisation. Ainsi, en 2015, ce taux était de 51 % pour les femmes de 15 ans et plus, contre 77 % chez les hommes de la même tranche d'âge. Les hommes sont plus alphabétisés que les femmes quel que soit le groupe d'âge.

La population urbaine est alphabétisée à 79,8 % contre 49,2 % en milieu rural. Le Grand Lomé abrite 84,4 % d'alphabétisés, le reste du milieu urbain 72,2 %. Le taux d'alphabétisation des ménages dirigés par les salariés du public est de 97,4 %, celui des chômeurs de 82,7 % et celui des salariés du privé de 74,3 %. Le taux le plus faible est observé dans les ménages dirigés par les agriculteurs indépendants, soit 49,6 %.²⁰⁴

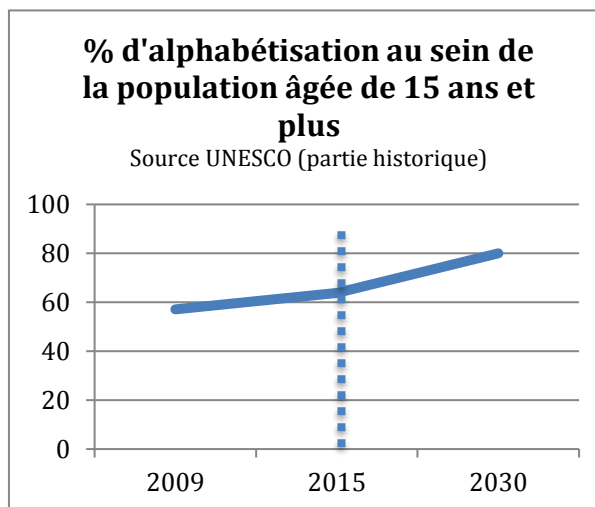


Figure 36 : Alphabétisation des adultes

Analyse causale

L'alphabétisation est un outil incontournable à la préparation adéquate des personnes au marché de l'emploi et à la réalisation de chacun en tant que citoyen. Elle est capitale dans la création de conditions favorables à une économie florissante et à un sain exercice de la démocratie. L'analphabétisme est souvent relié à un contexte de pauvreté. Une très faible scolarisation, la violence familiale, les troubles d'apprentissage, la maladie physique et mentale et la non valorisation de l'écriture à l'intérieur de la famille sont aussi des causes fréquentes de l'analphabétisme.

Les conséquences de l'analphabétisme sont souvent la pauvreté, le chômage, une culture générale moindre, une faible estime de soi, des accidents de travail, une mauvaise gestion financière, une perpétuation du problème d'une génération à l'autre, des problèmes de santé, un manque de participation à la vie sociopolitique, etc. Les personnes analphabètes éprouvent une foule de contraintes dans leur vie quotidienne : difficulté à lire leur courrier, à comprendre leurs factures, à utiliser les services informatisés, à aider leurs enfants dans leurs travaux scolaires et encore bien d'autres situations problématiques.

Rôles et capacités

On note l'instabilité institutionnelle du secteur de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle et de celui de l'artisanat (apprentissage).

²⁰⁴ QUIBB 2015

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

La cible 4.6 de l'ODD 4 est que, d'ici à 2030, tous les jeunes et une proportion considérable d'adultes, hommes et femmes, sachent lire, écrire et compter. Si on fixe à 80 % la cible à l'horizon 2030 de personnes âgées de 15 ans et plus qui savent lire, il faudrait augmenter l'effort par rapport au TCAM²⁰⁰⁹⁻²⁰¹⁵ historique, qui était de 2,0 %, pour le porter au niveau de 3,5 % (TCAM²⁰¹⁵⁻²⁰³⁰).

L'atteinte de cet objectif ambitieux, nécessite la mise en œuvre de politiques non seulement en éducation, mais aussi dans plusieurs domaines, dont dans celui du secteur agricole pour améliorer la richesse du milieu rural, et ceux de l'accès à l'eau et de l'accès à l'électricité.

2.2.8 Accès de tous au logement, à des services d'alimentation en eau et d'assainissement

Accès de tous au logement (11.1)

Situation (Performance actuelle)

Quelques 34,1 % des ménages sont propriétaires de leur logement. La proportion des ménages locataires est 26,1 % et celle des ménages occupant des maisons familiales s'élève à 37,9 %. En milieu rural, 48,7 % sont propriétaires de leur logement, contre 18,1 % en milieu urbain. Dans le grand Lomé, 54,8 % des ménages est locataire. Cette proportion s'élève à 41,5 % dans les autres milieux urbains.

Par ailleurs, 37,7 % des chefs de ménage hommes sont propriétaires de leur logement contre 23,7 % des CM chefs de ménage femmes. La proportion de ces dernières vivant dans les logements familiaux est de 49,5 %, nettement plus élevée que celle des chefs de ménage hommes, laquelle s'élève à 33,9 %.²⁰⁵

Sur le plan national, 87,4 % des ménages ont le sol intérieur de leur logement revêtu de ciment. Le deuxième matériau du sol est la terre/sable et la terre battue, dans les mêmes proportions de 4,5 % chacun. La tendance observée entre 2011 et 2015 est l'augmentation sensible du ciment comme revêtement du sol de tous les types de résidences.

Les murs des logements de 47,2 % des ménages sont faits en parpaing/briques cuites ou stabilisées, viennent ensuite les murs en terre battue/banco/brique non cuite pour 45,3 % des ménages, les murs en pierres (3,5 %) et les murs en semi dure (2,5 %).

Les toits des logements de 73,3 % des ménages sont couverts de zinc, viennent ensuite la paille/branchage/claie/feuille/bambou (11,4 %) et les tuiles (10,2 %).

Au plan national, en 2015, 50,9 % des ménages déclaraient leur insatisfaction face à leur logement, soit 55,5 % pour les ménages ruraux et 45,8 % pour les ménages urbains.

Globalement, la proportion de ménages faisant face au besoin en logement augmente avec la taille du ménage, soit 42,3 % dans les ménages d'une à deux personnes, contre environ 53,5 % dans les ménages de trois personnes et plus.

²⁰⁵ QUIBB 2015

Analyse causale

La problématique de l'accès à un logement décent résulte de la non mise en œuvre d'une stratégie de logement orientée vers les populations à revenus faibles et intermédiaires et la volonté du togolais à satisfaire individuellement ses besoins dans ce domaine en dépit de sa situation de pauvreté et de l'absence de cadre facilitateur.

En outre, le foncier constitue le défi structurel primordial pour une mise en œuvre efficace de la politique de logement. La sécurité foncière est l'un des droits fondamentaux qui sous-tend le droit au logement décent. Les facteurs nuisant à l'atteinte de l'objectif d'un logement décent pour tous sont multiples : pauvreté et faible pouvoir d'achat, absence de schémas d'aménagement du territoire, insuffisance dans l'application des schémas et plans directeurs d'urbanisme, insuffisance de logements à coûts abordables, caution élevée des loyers, multiplicité des dépotoirs sauvages et insuffisance de dépotoirs formels, dysfonctionnement dans le système de pré collecte d'ordures ménagères, manque de latrines publiques et domestiques, habitudes socio culturelles à déféquer à l'air libre, évacuation sauvage des eaux usées dans la nature et dans les rues. Les personnes vivant dans les quartiers insalubres manquent d'eau, d'électricité. Les villes s'étendent de façon incontrôlée, les populations sont exposées aux maladies, elles vivent des problèmes d'insécurité.

Les groupes les plus affectés sont les travailleurs, les femmes, les enfants, la population rurale, les élèves, les étudiants, les apprenants, les ménages de grande taille, les ménages vulnérables, les migrants, les sans - emploi, et les agriculteurs indépendants.

Les débiteurs d'obligation sont l'État et les collectivités locales, les détenteurs de droits sont les ménages.

L'engagement du gouvernement dans la promotion de logements décents accessibles au plus grand nombre de Togolaises et Togolais à des prix abordables s'est également traduit par les actions suivantes :

- L'adoption, en juin 2009, de la Stratégie nationale du logement (SNL) qui a pour objectif principal de fournir un logement décent et à coût abordable à tous et la validation, en octobre 2014, de la Politique nationale de l'habitat et du développement urbain.
- Le lancement de la « cité Mokpokpo » qui vise la construction de 540 logements en phase pilote dans la ville de Lomé. Après cette phase pilote, un second volet sera entamé avec la construction de 2 500 logements sociaux, l'objectif global étant de construire 5 000 logements sociaux par an d'ici à 2020 conformément à la déclaration de politique générale du gouvernement.
- Parallèlement aux actions du gouvernement, le secteur privé œuvre davantage pour l'accès à un logement décent. À titre illustratif, on a la « cité des Anges » et « Well city ».
- La validation du rapport de l'étude de faisabilité pour la création d'un Office togolais de l'habitat (OTH) qui a pour mission de participer au préfinancement des projets des promoteurs immobiliers et des lotisseurs agréés par l'État.
- L'adoption du décret n°2016-043/PR du 1^{er} avril 2016 portant réglementation de la délivrance des actes d'urbanisme qui consacre la réduction substantielle des coûts et

de la durée des demandes administratives en vue de l'obtention du permis de construire.

- L'élaboration de l'avant-projet de code foncier et domanial en cours d'examen par le gouvernement.
- L'élaboration de l'avant-projet de décret portant réglementation des loyers des baux d'habitation et de fixation des prix des loyers à usage professionnel en cours d'adoption.
- L'acquisition de terrains immatriculés au nom de l'État aux fins de construction des logements sociaux. Ces parcelles de terrains seront aussi mises à la disposition des potentiels acquéreurs.
- La production et la vulgarisation des matériaux locaux de construction à partir des ressources locales disponibles.
- La réalisation, en cours, d'une étude de faisabilité pour la création d'une Société d'équipement des terrains urbains qui aura, entre autres, pour mission de promouvoir la production de parcelles viabilisées en vue de satisfaire la demande des ménages à revenus faibles et intermédiaires.

Rôles et capacités

L'article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels pour l'accès à un logement décent souligne « le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant pour elle-même et sa famille, y compris (...) un logement suffisant, ainsi qu'à une amélioration constante de ses conditions d'existence ... ».

Les capacités institutionnelles résident dans l'existence d'un Ministère chargé de l'urbanisme et de l'habitat et du cadre de vie, le Centre de Construction de Logements (CCL), le Fonds Spécial pour le Développement de l'Habitat, ANASAP, le Code Foncier.

Les risques de stagnation dans le domaine du logement sont associés au financement déficient pour la construction des logements sociaux, au Code Foncier non encore opérationnel, aux problèmes fonciers, aux changements climatiques et aux catastrophes (inondations, feux de brousse, etc.).

Les détenteurs de droits n'ont pas la capacité de les faire valoir.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Pour une amorce de solutions, l'accès facile à un logement décent doit se réaliser à travers trois orientations stratégiques que sont (i) la réorganisation du sous-secteur du logement, (ii) l'amélioration du parc immobilier et (iii) la mobilisation et l'allocation judicieuse des ressources financières au profit de l'habitat.

La réorganisation de ce sous-secteur se réalisera à travers deux objectifs, à savoir :

- mettre en place des règles et procédures adéquates dans le sous- secteur à travers l'allègement et la simplification des procédures d'obtention du titre foncier par la mise en place d'un code foncier approprié qui accordera une attention particulière au droit d'accès des couches vulnérables et de la femme à la propriété foncière et immobilière.

De même, cet objectif sous-tend la mise en place des codes adéquats d'urbanisme et de construction. Ces codes devraient mettre un accent particulier sur la résolution des problèmes environnementaux, l'adaptation au phénomène du changement climatique, et aussi définir les modalités d'organisation des professions spécialisées du sous-secteur du logement qui ne le sont pas encore.

- organiser et gérer l'information dans le sous-secteur par la mise en place de l'observatoire du développement urbain et d'un système d'information foncière.

L'amélioration du parc immobilier national consiste à mettre en œuvre les quatre principales actions suivantes (i) la production de terrains constructibles à coût réduit, (ii) la production et la promotion des matériaux locaux de construction, (iii) la promotion de la production immobilière et (iv) la réhabilitation/rénovation des quartiers insuffisamment équipés.

La mobilisation et l'allocation judicieuse des ressources financières au profit de l'habitat vise la restructuration du Fonds spécial pour le développement de l'habitat (FSDH) créé en 1988 et la création d'un office togolais de l'habitat dont l'étude de faisabilité a été réalisée en 2014. La cible 2030 a comme corolaire que 0 % des togolais seraient alors insatisfaits de leur logement. Il faudrait alors que la décroissance du taux d'insatisfaction des togolais face à leur logement se fasse au rythme de 6,7 % par année d'ici 2030 ($TCAM^{2015-2030} = -6,7 \%$).

Accès de tous et équitable à l'eau potable, à un coût abordable (6.1)

Situation (performance actuelle)

Sont considérées comme sources d'eau potable l'eau minérale en bouteille ou en sachet, l'eau de robinet ou celle provenant de forage et puits équipés. En 2015, 62,0 % des ménages utilisaient une eau de source potable, soit 80,3 % en milieu urbain contre 45,1 % en milieu rural.²⁰⁶

En 2015, les trois principales sources d'approvisionnement en eau de boisson des ménages étaient les puits forés (forages) ou équipés de pompe (29,9 %), les robinets publics extérieurs (23,5 %) et les puits (23,1 %).

Entre 2011 et 2015, en milieu rural, la proportion des ménages utilisant le robinet public extérieur a augmenté de 13,6 % à 18,8 %.

En milieu urbain, cette proportion a au contraire diminué, passant de 35,7 % à 28,6 % durant la même période.

En 2015, dans le Grand Lomé, 43,3 % des ménages utilisaient alors les puits forés équipés

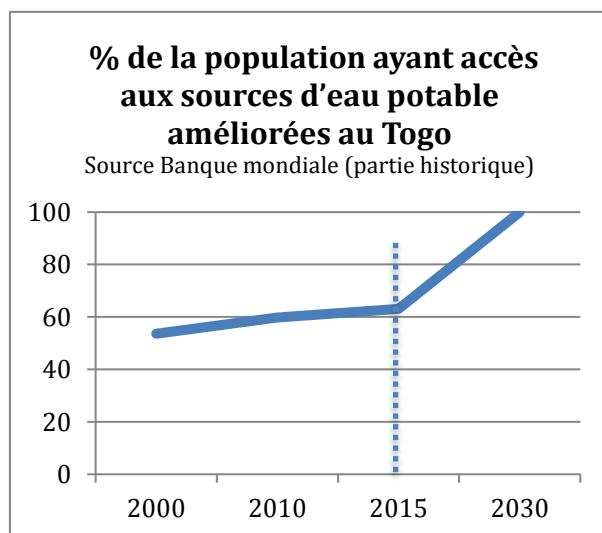


Figure 37 : Accès à l'eau potable

²⁰⁶ QUIBB 2015

(forages) de pompe, 21,4 % le robinet public extérieur et 14,6 % le robinet dans le logement ou la concession. On y constate une diminution de l'utilisation du robinet public extérieur, de 42,3 % en 2011 à 21,4 % en 2015, au profit du puits foré équipé de pompe (25,4 % en 2011 à 43,3 % en 2015).²⁰⁷

L'accès à l'eau potable est un élément essentiel de la lutte contre la pauvreté au Togo. En 2015, au niveau national, 94,3 % des ménages s'approvisionnaient en moins de 30 minutes en eau de boisson, dont 79,7 % en moins de 15 minutes. En milieu urbain, 98,9 % des ménages urbains avaient accès à une source d'eau de boisson en moins de 30 minutes contre 90,0 % chez les ménages ruraux.²⁰⁸

Les efforts du Gouvernement ont porté sur l'extension du réseau d'adduction d'eau potable, les réhabilitations, les forages, la mise en place du système intégré d'information sur l'eau au Togo, des instruments de gestion des ressources en eau, l'acquisition des équipements informatiques pour renforcer les capacités du secteur en matière de stockage et traitement des données et l'élaboration de guides méthodologiques pour la gestion et la réalisation des forages d'eau et des normes togolaises de qualité pour l'eau de boisson.²⁰⁹

Les écosystèmes sont dégradés (montagnes dénudées, forêts). Des actions de restauration des écosystèmes fragiles (montagnes, forêts, zones humides, rivières, lacs et aquifère) ont été mises en œuvre.

Analyse causale

Parmi les causes expliquant le faible accès à l'eau potable, il y a le faible développement des infrastructures d'AEP, les pannes récurrentes enregistrées sur les ouvrages existants, le manque de recherche et de développement dans le secteur, l'insuffisance des ressources pour la mise en œuvre des programmes et projets (1,6 % en moyenne du budget de l'État sur la période 2009-2014)²¹⁰, la forte dépendance du secteur vis-à-vis des ressources de l'extérieur, le faible aménagement du territoire, l'absence d'un plan directeur en matière d'AEP, l'urbanisation poussée des villes, l'insuffisance des ressources humaines spécialisées dans le domaine.

On note également une faiblesse dans la gouvernance du secteur de l'eau caractérisée

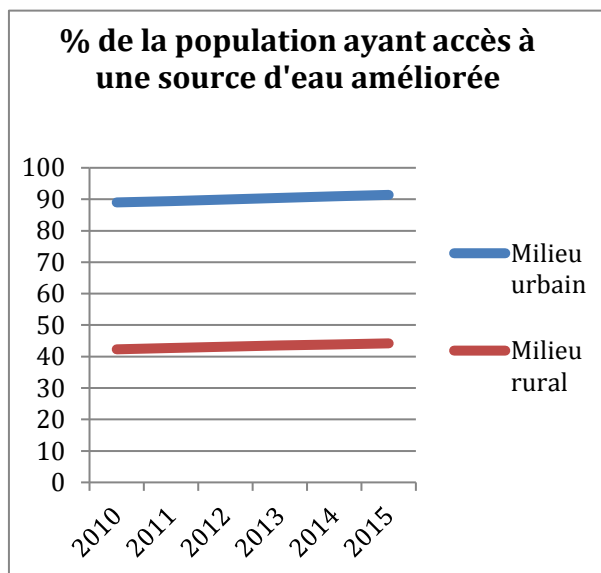


Figure 38 : Accès à une source d'eau améliorée

²⁰⁷ QUIBB 2015

²⁰⁸ QUIBB 2015

²⁰⁹ PND 2017

²¹⁰ RAP - Analyse du budget de l'État axée sur les secteurs sociaux- UNICEF 2015

par une faible mise en œuvre des dispositions juridiques issues de la réforme du secteur et la non actualisation de la politique de la stratégie du secteur.

La forte pression humaine sur les ressources naturelles dans les écosystèmes fragiles (flancs de montagne, etc.) et la persistance des pratiques agricoles non adaptées viennent aggraver l'indisponibilité de la ressource.

Les conséquences sont un taux d'accès de 61,8 % au plan national, dont seulement 45,1 % en milieu rural et de 80,3 % en milieu urbain²¹¹, en deçà de la cible OMD 2015 de 66 %, la persistance des maladies liées à l'eau (15 % des enfants de moins de 15 souffraient de diarrhée en 2014²¹², le coût élevé d'offre d'eau en milieu rural (500 FCFA/m3) contre 190 FCFA/m3 en milieu urbain, ce qui pèse sur le revenu peu élevé des populations surtout les femmes vivant en milieu rural.

Le détenteur des droits est l'ensemble de la population.

Les débiteurs d'obligation sont l'État, à travers ses services centraux et déconcentrés, les PTF, ONG, OSC, PP, les autorités des bassins.

Rôles et capacités

Le Togo a ratifié des conventions et engagements internationaux concernant l'eau potable²¹³, les risques de pollution et les changements climatiques. Il a adopté un code de l'eau, le plan d'action national du secteur de l'eau et de l'assainissement (PANSEA) et le Plan d'action GIRE. Il a développé une base de données pour le suivi des ouvrages, mis en place de société de patrimoine (SP-EAU) et la société fermière (TdE). Il met en œuvre des programmes et des projets (PUDC, volet eau potable, PEA-OMD Etc.).

Dans le cadre du projet agropastoral en faveur des réfugiés et la population hôte de Bolou Kpondavé (préfecture de Zio), UNHCR a financé en 2017 la construction de trois (3) forages à motricité humaine fournissant de l'eau potable à cette population.

On note la faiblesse du cadre juridique et l'insuffisance de capacités institutionnelles et en ressources humaines pour mettre en œuvre ces différentes politiques du secteur de l'eau et de l'assainissement.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Le Gouvernement entend relever plusieurs défis : poursuivre l'extension du réseau d'adduction en eau potable dans les centres urbains et notamment à Lomé, multiplier les forages à motricité humaine en milieu rural, réhabiliter les réservoirs d'eau, renforcer les capacités de stockage hydraulique.²¹⁴

Le pourcentage de la population nationale ayant accès à des sources d'eau potable améliorées a augmenté entre 2010 et 2015 (TCAM²⁰¹⁰⁻²⁰¹⁵ = 1,1 %), passant de 59,8 % à 63,1 %.

²¹¹ QUIBB 2015

²¹² EDST

²¹³ Les chefs d'États se sont engagés à allouer 5 % du budget de l'État au secteur à SHARM EL SHEIKH en 2008

²¹⁴ PND 2017

Le TCAM²⁰¹⁵⁻²⁰¹³ requis pour atteindre la cible à l'horizon 2030 est de 3,9 %. L'effort devra viser en premier lieu le milieu rural, qui accuse un retard majeur pour cet indicateur.

Accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et mettre fin à la défécation en plein air (6.2)

Situation (performance actuelle)

En matière d'assainissement, d'importants travaux de réalisation, de réhabilitation et d'entretien des infrastructures d'évacuation des eaux pluviales ont permis de réduire la fréquence des inondations dans la ville de Lomé et dans les autres villes de l'intérieur (plus de 150 000 m³ de travaux de dragage ; 5 bassins de rétention de plus de 5 millions de m³, plus de 15 500 mètre-linéaires de conduite de refoulement des eaux pluviales et près de 83 000 mètre-linéaires de caniveaux sont réalisés). La réalisation des plans directeurs d'assainissement pour Tsévié, Atakpamé, Sokodé, Kara et Dapaong est planifiée.

Mais la situation actuelle de la ville de Lomé en termes d'assainissement demeure difficile.

Eaux usées

En 2015, au niveau national, 67,5 % des ménages déversaient directement les eaux usées dans la nature et 25,1 % dans la rue. En 2011, ces données étaient respectivement de 70,8 % pour les déversements dans la nature (TCAM²⁰¹¹⁻²⁰¹⁵ de -1,2 %) et de 21 % pour les déversements dans la rue (TCAM²⁰¹¹⁻²⁰¹⁵ de 4,9 %).

En milieu urbain, 43,4 % de la population déversait les eaux usées dans la rue. En milieu rural, ce taux était de 90,7 %.²¹⁵

Entre 2011 et 2015, la proportion des ménages faisant leurs besoins dans la nature est passée de 46,9 % à 42,7 %, alors que, toujours en 2015, 33,7 % des ménages utilisaient les fosses sèches (24,7 % privées et 9,0 % publiques) et 20,3 % des ménages utilisaient les WC avec chasse (17,5 % privés et 2,8 % publics).²¹⁶

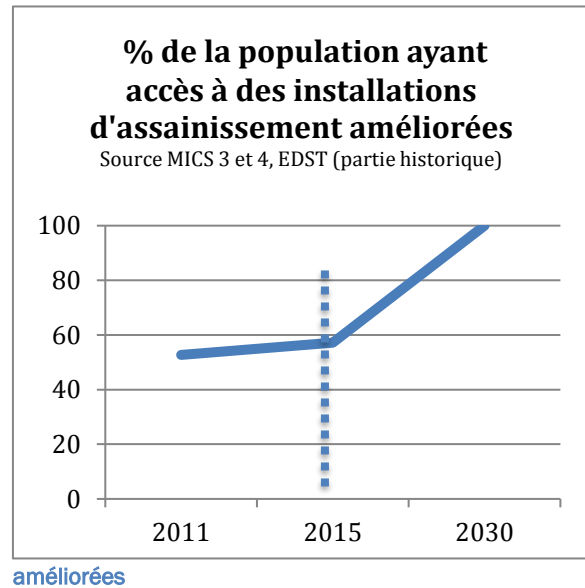
²¹⁵ QUIBB 2015.

²¹⁶ Idem

Accès à des latrines améliorées

Le pourcentage de ménages utilisant des installations d'assainissement améliorées est passé de 52,7 % en 2011 à 57,2 % en 2015, pour un taux de croissance annuel moyen (TCAM²⁰¹¹⁻²⁰¹⁵) de 2,1 %²¹⁷.

Dans le Grand Lomé, 47,9 % des ménages utilisaient en 2015 le WC privé avec chasse eau, et 32,1 % utilisaient les fosses sèches privées. Dans les autres milieux urbains, 41,3 % des ménages utilisaient les fosses sèches privées et 13,3 % les WC privés avec chasse d'eau.²¹⁸ En milieu rural, 70 % de la population rurale pratique la défécation à l'air libre. Cette disparité touche 30 % des populations les plus pauvres, contre 2 % seulement dans le quintile le plus riche.²¹⁹



²¹⁷ MICS 3 et 4, EDST III 2013-14

²¹⁸ QUIBB 2015

²¹⁹ PND 2017

Installations de lavage des mains au foyer

Le lavage des mains avec de l'eau et du savon est l'intervention sanitaire la plus économique pour réduire à la fois l'incidence de la diarrhée et de la pneumonie particulièrement chez les enfants de moins de cinq ans.

En 2014, une installation de lavage des mains a été observée dans 16 % de ménages. Dans ces ménages, le pourcentage de ceux disposant d'une installation de lavage des mains avec de l'eau et du savon dans le foyer est passé de 40,2 % en 2010 à 61,6 % en 2014, pour un taux de croissance annuel moyen (TCAM²⁰¹⁰⁻²⁰¹⁴) de 13,3 %²²⁰.

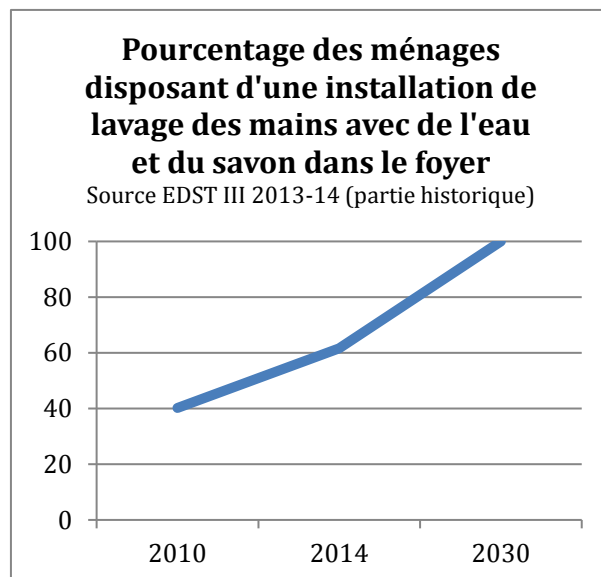


Figure 40 : Accès à des installations de lavage des mains

Ordures ménagères

En 2015, 39,8 % des ménages jetaient leurs ordures dans la nature et 24,9 % sur les dépotoirs sauvages.

La proportion des ménages qui utilisent les dépotoirs autorisés était passée de 26,5 % à 27,9 % entre 2011 et 2015. Durant cette dernière période, l'utilisation des dépotoirs autorisés a augmenté de 44,9 % à 53,0 % en milieu urbain, alors qu'elle est demeurée stable en milieu rural au niveau de 5,0 %.

Analyse causale

Les causes expliquant le faible taux d'assainissement sont : la perception sur le plan religieux, social et culturel, l'inadaptation des stratégies et outils de communication, la faiblesse dans la gouvernance du secteur, l'inexistence de la police sanitaire, la faible allocation budgétaire du secteur de l'hygiène et de l'assainissement, l'insuffisance des ouvrages d'évacuation et de traitement des eaux usées et des boues de vidange, l'absence de système de suivi d'évaluation de ce secteur.

Les conséquences sont la récurrence des maladies hydriques et diarrhéiques, particulièrement pour les enfants de moins de 5 ans et les femmes, l'absentéisme des enfants à l'école, l'alourdissement des dépenses de santé des ménages et surtout des plus pauvres, les inondations dans les centres urbains.

L'accès universel aux services d'hygiène et d'assainissement permettrait de mettre fin à la récurrence des maladies hydro-fécales.

Les détenteurs des droits sont la population, plus particulièrement les femmes, les filles et les personnes vulnérables, et les comités de gestion.

Les débiteurs d'obligation sont l'État à travers ses services centraux et déconcentrés, les PTF, ONG, OSC, PPP les comités de gestion des quartiers dans les villes.

²²⁰ EDST III 2013-14

Rôles et capacités

Le Togo s'est doté d'une politique sur l'eau et l'assainissement, du plan d'action national du secteur de l'eau et de l'assainissement (PANSEA) et d'un programme national pour la fin de la défécation à l'air libre (TOGO SANDAL) à l'horizon 2030. Le Ministère de la santé et de la protection sociale met en œuvre depuis 2015 en collaboration avec l'UNICEF et le Fonds Mondial pour L'Assainissement, le programme de l'assainissement Total Pilote par la Communauté (ATPC), qui va permettre d'augmenter l'accès des familles aux latrines améliorées, mais ces documents ne sont pas actualisés.

On remarque la faiblesse du cadre juridique et l'insuffisance de capacités institutionnelles et en ressources humaines du secteur.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Le taux de croissance annuel moyen de 2,1 % mesuré entre 2011 et 2015 pour le pourcentage de la population ayant accès à des installations d'assainissement améliorées doit plus que doubler pour atteindre la cible à l'horizon 2030. L'atteinte de cette cible implique un taux de croissance annuel moyen sur la période 2015-2030, (TCAM²⁰¹⁵⁻²⁰³⁰) de 5,0 %.

Par ailleurs, le taux de croissance annuel moyen (TCAM²⁰¹⁰⁻²⁰¹⁴ de 13,3 %) pour le pourcentage de la population disposant d'une installation de lavage des mains avec de l'eau et du savon dans le foyer, s'il était maintenu, permettrait d'atteindre la cible à l'horizon 2030. En effet, l'atteinte de cette cible requiert un taux de croissance annuel moyen sur la période 2014-2030 (TCAM²⁰¹⁵⁻²⁰³⁰) de 3,9 %.

Tout comme pour l'accès à l'eau potable, on constate que l'effort pour atteindre la cible à l'horizon 2030 nécessite d'intervenir fermement en milieu rural, qui accuse un retard important sur le milieu urbain concernant cet indicateur.

Ressources en eau (6.3)

Situation (performance actuelle)

Le Togo dispose des ressources en eau abondantes constituées des eaux de surface que drainent les trois bassins versants du pays (Volta, Mono et Lac-Togo) et des eaux souterraines renouvelables contenues dans les deux formations aquifères de socle et du bassin sédimentaire côtier.

Le volume d'eau pluviale est estimé à 70 milliards de m³ par an pour l'ensemble du pays, soit 1,2 million de m³/km/an. Une partie importante de cette ressource est utilisée pour la production de biomasse (végétation et agriculture).

Les ressources en eau souterraines au Togo sont emmagasinées dans deux grandes formations aquifères : la formation de "socle" (94 % du territoire national) et celle du bassin sédimentaire côtier (6 %). Pour l'ensemble du pays, le volume total des ressources en eau souterraines renouvelables est de l'ordre de 9,32 milliards de mètres cube par an.

On constate une dégradation alarmante de la qualité des eaux de surface.

Zones humides

Les zones humides peuvent permettre une alimentation en eau douce et contribuer à la fertilité des sols. Elles sont souvent exploitées pour l'alimentation humaine et l'abreuvement du bétail. Elles peuvent donc jouer un rôle important dans l'économie d'un bassin hydrographique et dans les zones côtières.

Les zones humides sont des écosystèmes fragiles. Il est important d'éviter une exploitation anarchique, destructrice de leur flore et de leur faune. Au Togo, les grandes zones humides des bassins hydrographiques sont dans la majorité des cas des zones protégées, parcs naturels ou réserves.

Dans la zone côtière, on retrouve des lagunes entourées de marais et de zones d'inondations saisonnières. Dans les zones montagneuses et sur les plateaux du centre, les plaines d'inondation des cours d'eau sont souvent très étroites (25 à 50 m de large au maximum). En revanche dans le nord du pays, elles sont plus étendues. La superficie totale des zones humides est estimée à 125 000 ha.²²¹

Analyse causale

Certains facteurs contribuent à dégrader la qualité des eaux de surface, dont de mauvaises règles d'hygiène (la défécation anarchique même aux abords des points d'eau et à la mauvaise gestion des ordures ménagères et des eaux de pluie), les effluents bruts industriels déversés dans les cours d'eau, l'utilisation des pesticides en agriculture et dans le secteur de la pêche, l'élevage, l'abreuvement et la pâture des animaux à proximité ou dans le lit des cours d'eau en période d'étiage.

La situation est des plus alarmantes pour les cours d'eau qui drainent le grand bassin cotonnier qui reçoit la plus grande partie des engrais et pesticides importés au Togo. Le pays ne dispose pas de statistiques sur la qualité des principaux réservoirs d'eau de surface, mais il est bien connu que le système lagunaire comprenant les deux lagunes de Lomé, le lac Togo et le lac Zowla est totalement eutrophe et nécessite d'importants investissements d'assainissement.

La côte togolaise abrite la grande majorité des industries (90 %) et des services. Les eaux usées y sont généralement rejetées dans la nature sans traitement préalable ce qui entraîne la pollution des rivières et des sols. En particulier, suite à l'intensification des activités industrielles et du trafic dans la zone portuaire et le long de la cote, la pollution marine et côtière devient de plus en plus inquiétante. Cette pollution est très variée tant au niveau des sources de pollutions qu'au niveau des provenances et des polluants.

Le secteur de l'eau potable est fortement marqué depuis ces deux dernières décennies, par une diminution de l'intervention des bailleurs de fonds internationaux et par une réduction de la présence des structures administratives faute de moyens publics nécessaires avec, pour conséquence, un important déficit en matière d'infrastructures d'eau potable et un taux de panne très élevé. Cette situation pousse les populations à recourir, pour leur boisson, aux sources d'eau traditionnelles polluées, augmentant ainsi le taux de maladies liées à l'eau.

²²¹ Plan d'action national de gestion intégrée des eaux (PANSEA)

Rôles et capacités

Le Togo a ratifié la Convention de Ramsar sur les zones humides et dispose d'une Stratégie et d'un Plan d'Action National pour la Biodiversité.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Les deux indicateurs proposés par l'ONU relativement à cette cible sont le « Pourcentage des eaux usées traitées dans des conditions de sécurité » et le « Pourcentage de plans d'eau récepteurs dont la qualité de l'eau ambiante ne présente pas de risque pour la santé humaine ou l'environnement ». Le gouvernement togolais pourrait examiner l'opportunité d'adopter l'un de ces indicateurs s'il n'a pas d'indicateur national équivalent.

Protection et restauration des écosystèmes liés à l'eau, notamment les montagnes, les forêts, les zones humides, les rivières, les aquifères et les lacs (6.6)

Situation (performance actuelle)

Le Togo a une couverture forestière nationale de 24,24 % selon la définition de la forêt dans le contexte de la REDD+. La proportion de la forêt dense serait de moins de 10 %. Les montagnes de 300 à 100 m d'altitude (type K6 selon la classification de Kapos) représentent près du tiers du territoire et couvrent 1742 km².

Les écosystèmes sont dégradés (montagnes dénudées, forêts détruites, zones humides colonisées, rivières et les lacs envasés et les aquifères contaminées). Des actions de restauration des écosystèmes fragiles (montagnes, forêts, zones humides, rivières, lacs et aquifère) ont été mises en œuvre.

Analyse causale

Les principales causes de la dégradation des écosystèmes sont la récolte de bois pour la satisfaction des besoins domestiques et à des fins commerciales, la prolifération des feux de végétation, la persistance des pratiques agricoles non adaptées, la faiblesse de la mise en œuvre de la politique en matière de préservation des écosystèmes fragiles.

Les conséquences sont nombreuses : pollution des eaux, perte de l'habitat de certaines espèces, diminution de la biodiversité, augmentation de la récurrence et de l'ampleur de certaines catastrophes naturelles telles que les inondations, paupérisation des populations surtout les femmes et les populations rurales. Le réchauffement climatique diminue notamment la disponibilité des ressources en eau.

Les détenteurs des droits sont l'ensemble de la population. Les débiteurs d'obligation sont l'État à travers ses services centraux et déconcentrés, les PTF, ONG, OSC, PPP, les autorités de bassin.

Rôles et capacités

Plusieurs stratégies existent en matière de préservation et de gestion rationnelles des sites fragiles. On constate le faible niveau de mise en œuvre de ces différentes politiques en raison des ressources insuffisantes. De même, on constate des déficiences dans l'aménagement du territoire.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

L'indicateur proposé par l'ONU relativement à cette cible est le « Changement de la superficie des zones humides au fil du temps (pourcentage de changement au fil du temps) ». Le gouvernement togolais pourrait examiner l'opportunité d'adopter cet indicateur s'il n'a pas d'indicateur national équivalent.

2.2.9 Accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

Accès de tous à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable (7.1)

Situation (performance actuelle)

Entre 2011 et 2015, le pourcentage de la population ayant accès à l'électricité est passé de 39,2 % à 48,3 %, pour un taux de croissance annuel moyen (TCAM²⁰¹¹⁻²⁰¹⁵) de 5,8 %.²²²

L'accès à l'électricité était cependant distribué inégalement entre les villes et les régions. En effet, en 2015, il était de 85,8 % en milieu urbain (91,0 % dans le Grand Lomé et 76,8 % chez les ménages des autres milieux urbains) contre 14,1 % en milieu rural.

La proportion des ménages ruraux utilisant l'électricité est passée de 9,7 % en 2011 à 14,1 % en 2015. En milieu urbain, la proportion des ménages utilisant l'électricité est passée de 77,4 % en 2011 à 85,8 % en 2015.

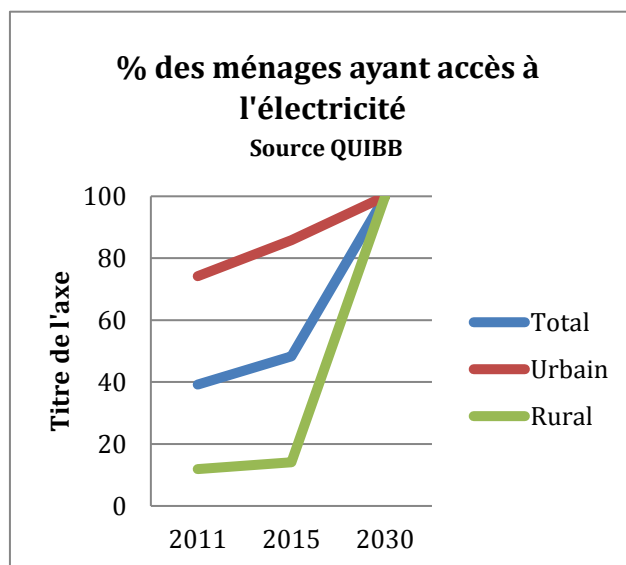


Figure 41 : Accès à l'électricité

Après l'électricité, le mode d'éclairage le plus utilisé est la lampe à torche (42,1 %).

La proportion des ménages utilisant la lampe à pétrole a baissé de 20,4 points de pourcentage entre 2011 et 2015 passant de 23,5 % à 3,1 %. Ces statistiques traduisent l'abandon de l'utilisation des lampions à pétrole au profit des lampes torches.

En milieu rural, on relève que, entre 2011 et 2015, la proportion des ménages utilisant la lampe à torche est passée de 35,2 % en 2011 à 71,6 % en 2015.

Au niveau national, la proportion des ménages qui utilise les combustibles modernes, c'est-à-dire le gaz butane, l'énergie solaire, le pétrole, l'électricité est peu élevée (8,5 %).

²²² Rapport QUIBB 2015

Cependant, il y a une légère augmentation par rapport à la situation de 2011 qui s'élevait à 7,0 %.²²³

L'instabilité de l'énergie, son coût élevé, la non diversification des sources d'énergies et la forte dépendance vis-à-vis de l'extérieur sont des problèmes associés qui affectent les ménages, les entreprises, les institutions, les organisations et les services publics.

Dans la poursuite de l'objectif d'électrification pour tous en 2030, les projets sont l'électrification de 145 chefs-lieux de préfectures, la fourniture de 300 000 kits solaires aux ménages dans le cadre du projet CIZO d'ici 2030, l'accroissement de 6 à 40 % du taux d'électrification solaire en milieu rural, l'extension de la couverture énergétique, l'amélioration de la qualité de l'énergie, et l'augmentation de la capacité de production énergétique, notamment par la construction du barrage d'Adjarala et l'ajout de micro-barrages, et l'interconnexion au réseau régional.

Le pourcentage d'énergie renouvelable au Togo est de 1 %. Le recours aux énergies fossiles a des impacts sur l'environnement : destruction de la couche d'ozone, dégradation du cadre de vie. Les femmes sont davantage affectées : elles doivent aller chercher le bois, combustible usuel.

On note le manque de cadre pour la gestion intégrée des ressources des énergies renouvelables.

Analyse causale

La croissance économique dépend de la disponibilité permanente de l'énergie pour les administrations, les services, le secteur privé, la santé, l'éducation et surtout les industries et les ménages. Le taux d'électrification est passé de 23 % en 2010 à 35,6 % en 2016. (Seulement 6 % en milieu rural)²²⁴. L'accès limité aux services énergétiques pour la cuisson et l'éclairage touche particulièrement les populations pauvres, qui vivent en milieux tant urbains que ruraux.

La faible capacité de production et de transformation de l'énergie, l'absence de petites structures de production, la faible disponibilité de l'énergie, son coût élevé et la pauvreté de la population sont autant de causes nuisant à l'accès à l'énergie pour tous. Notons aussi la non opérationnalisation de l'AT2ER et le mode d'acquisition de cette source d'énergie par les ménages.

Le manque d'énergie affecte l'administration, le secteur privé, les ménages, les touristes, les élèves et la société dans son ensemble, de même que les gros consommateurs (industries) d'énergie et constitue un risque au développement du secteur industriel (manque d'incitation).

Certaines projets et initiatives visent l'augmentation de la capacité de production : négociation avec Contour Global, création de l'AT2ER, élaboration de la politique de l'énergie.

Par ailleurs, le développement et l'utilisation des sources d'énergie souffrent d'un manque de politique dans le secteur, du manque de mesures incitatives, telle une politique

²²³ Rapport QUIBB 2015

²²⁴ PND

d'exonération, mais aussi du manque de sensibilisation des populations. L'AT2ER n'est pas opérationnelle. L'accès limité à l'énergie et le retard dans l'adoption des énergies renouvelables ont des conséquences néfastes pour l'environnement : déforestation, désertification, destruction de la couche d'ozone, dégradation du cadre de vie.

La pression de la demande sur le couvert végétal constitue une menace pour la population du Togo.

Les groupes le plus vulnérables sont les femmes car elles pâtissent du manque d'énergie, les MPME et les petites entreprises du secteur informel, les élèves dans le monde rural parce que ce sont les plus pauvres, vivant dans les localités enclavées.

Les détenteurs de droits sont les plus pauvres, le secteur privé et les ménages. L'État, la CEB, la CEET et les collectivités locales, sont les débiteurs d'obligation.

Rôles et capacités

Le Togo a ratifié l'accord de Paris sur les changements climatiques (2015). Le pays ne dispose pas d'une politique nationale énergétique. On note une faiblesse de capacités financières et humaines, un déficit d'information et une faible capacité de production d'énergie et d'entretien des équipements.

L'État contrôle en totalité le secteur de l'énergie avec la participation de plusieurs ministères : le Ministère des Mines et de l'Énergie, le Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion du secteur privé (importation et de distribution des produits pétroliers), Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières, Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Hydraulique, Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (vulgarisation de l'énergie solaire).

A ces institutions s'ajoutent les principaux acteurs de production, de transport et de distribution de l'énergie électrique que sont, la Communauté Électrique du Bénin (CEB), la Compagnie Énergie Électrique du Togo (CEET) et le Contour Global.

Les principaux risques sont l'instabilité sociopolitique et le retard dans la mise en œuvre de la décentralisation.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Pour atteindre la cible d'un accès universel à l'électricité pour les togolais, le taux de croissance annuel moyen (TCAM²⁰¹⁵⁻²⁰³⁰) de cet indicateur entre les années 2015 et 2030 devrait être de 7,1 %. L'effort doit surtout viser le milieu rural, où un taux de croissance (TCAM²⁰¹⁵⁻²⁰³⁰) de 40,6 % est nécessaire pour atteindre la cible à l'horizon 2030.

Situation (performance actuelle)

La consommation finale d'énergie au Togo est dominée par la biomasse énergie (bois de chauffe, charbon de bois et déchets végétaux). En 2013, la biomasse énergie représentait 65 % du bilan énergétique national. Les hydrocarbures représentaient 29 % et l'électricité 4 %.²²⁵

De 2014 à 2016, la production électrique totale au Togo est passée de 165 à 192 GWh. La production d'électricité d'origine hydraulique est passée de 120 à 143 GWh, et celle des énergies renouvelables d'autres sources (solaire, éolienne, marée motrice et autres) est passée de 23 à 24 GWh.²²⁶

Le projet CIZO, qui vise à porter le taux d'électrification de 6 à 40 % en milieu rural, pourrait tirer profit d'opportunités pour augmenter la part des énergies renouvelables, tel l'ensoleillement élevé, la propension des populations à adopter les énergies nouvelles, à tirer profit des technologies tenant compte de l'existence des cours d'eau, de la biomasse, des possibilités de transfert de technologies.

De plus, le pays ne dispose pas d'un document de politique en matière d'énergie.

Le Gouvernement s'est focalisé sur la promotion de l'électrification à grande échelle en milieu rural et l'amélioration de l'éclairage public. L'électrification est effective pour tous les chefs-lieux de région et les chefs-lieux de préfecture. Les progrès ont concerné essentiellement le développement des infrastructures. Le nombre de nouveaux abonnés a fortement progressé, passant de 20 792 en 2013 à 32 193 en 2016, soit un taux d'accroissement de 54,8 %. En conséquence, le taux d'électrification national a progressé, passant de 23 % en 2010 à 35,6 % en 2016. Cette performance s'explique d'une part, par la densification des réseaux électriques dans les localités déjà électrifiées et, d'autre part, par les efforts de la CEET en matière de branchements promotionnels dans les nouvelles

Répartition de la consommation finale par source d'énergie en 2012

Source : Premier rapport biennal actualisé, Togo 2017

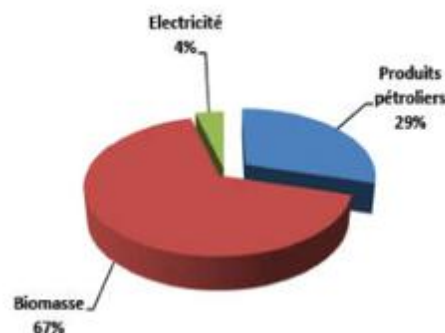


Figure 42 : Répartition de la consommation finale par source d'énergie en 2012

% d'énergie produite à partir de sources renouvelables

Source Banque mondiale

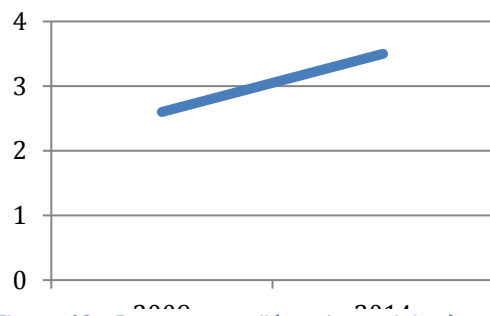


Figure 43 : Pourcentage d'énergie produite à partir de sources renouvelables

²²⁵ Premier rapport biennal actualisé, Togo septembre 2017

²²⁶ African Statistical Yearbook 2017

localités au cours des six premiers mois de l'électrification. En dépit de ces efforts, le taux d'électrification en milieu rural reste faible (6 % en 2016).

En ce qui concerne les énergies renouvelables, plusieurs projets sont en cours de mise en œuvre avec l'appui des partenaires. Il s'agira de mettre à l'échelle les actions pour accroître la contribution de ces sources d'énergie dans le bilan énergétique.

L'hydroélectricité est la deuxième source de production d'électricité dans le pays, derrière les centrales thermiques. Elle contribue à environ 15 % de la capacité totale installée au Togo en électricité (241,6 MW) (Action Agenda SE4All Togo, 2015).

La production nationale d'hydroélectricité se résume aux centrales de Nangbéto (puissance nominale de 65 MW dont 60 MW disponible pour le Togo et le Bénin) et de Kpimé (1,6 MW de puissance nominale dont 1,5 MW disponible).

Le potentiel en biomasse existe au niveau national pour la production de biogaz à usage domestique ou public. Ce potentiel tient compte de la valorisation des déchets et sera une bonne opportunité en matière d'énergie.

L'énergie éolienne, très rentable en production, connaît un début d'expérimentation au Togo (pompage de l'eau souterraine). Il reste donc à se lancer dans un programme de développement de cette source d'énergie.

Analyse causale

On note une lenteur dans l'adoption de la politique nationale de l'énergie. Une étude diagnostique a été conduite et un projet de politique a été élaboré et est en attente d'adoption par le gouvernement.

Il y a une forte utilisation de la biomasse énergie au niveau national (65 % de la consommation finale totale d'énergie, 53 % des ménages utilisent le bois de chauffe et 40,6 % des ménage utilisent du charbon de bois) alors que le déficit en bois-énergie pourra atteindre 19,51 millions de m³ à l'horizon 2050 et 41,2 millions de m³ à l'horizon 2075.

Il y a une lenteur dans les changements de la mentalité du fait des habitudes culturelles fortement liées à l'utilisation de la biomasse énergie.

On note la faiblesse d'investissement dans la production d'énergie renouvelable (solaire et éoliennes) malgré leur disponibilité, le retard dans les recherches sur les autres sources d'énergie renouvelables (énergie mécanique des vagues, énergie marémotrice, énergie liée aux gradients thermique et énergie des gradients de salinité dans les estuaires) qui pourraient apporter une contribution non négligeable au bilan énergétique du pays à long terme.

On note aussi un retard dans la construction et la mise en service de la centrale hydroélectrique d'Adjarala (conjointement exploitée par le Togo et le Bénin). Ce barrage devrait fournir 461 GWh par an dont 438 GWh garantie à 95 %, pour une puissance nominale de 147 MW.

Enfin, on ne maîtrise pas les techniques de construction des centrales hydroélectriques et les équipements nécessaires à la construction de ces centrales ne sont pas disponibles.

Rôles et capacités

Le Togo se trouve dans une zone de fort ensoleillement et où le rayonnement solaire est assez bien réparti. La moyenne annuelle du rayonnement solaire total varie d'environ 12,6 MJ/m²-Jour dans les latitudes côtières à environ 25,2 MJ/m²-Jour dans le Nord.

Le potentiel hydroélectrique du pays est élevé. L'inventaire des ressources hydroélectriques au Togo en 2015 évalue le potentiel hydroélectrique à 22 sites identifiés sur les cours d'eau du pays.

Les techniques d'exploitation de l'énergie hydroélectrique sont bien connues et maîtrisées par les acteurs du domaine (ingénieurs, universitaires).

Le Togo est signataire de l'accord COP de Paris (2015); il existe une politique nationale, toutefois on note un manque de capacités financières et humaines, un déficit d'information et de capacité d'acquisition de cette source d'énergie ainsi qu'au plan de l'entretien de l'équipement.

Les principaux risques sont l'instabilité sociopolitique et le retard dans la mise en œuvre de la décentralisation.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

La cible à l'horizon 2030 prévoit d'accroître nettement, d'ici à 2030, la part de l'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique mondial. Si on conservait le taux de croissance TCAM^{5ans} observé de 2009 à 2014, qui était de 6,9 %, on atteindrait une part d'énergie renouvelable d'environ 7 % en 2030.

Si on veut une progression plus marquée, disons 20 % d'énergie renouvelable, l'effort de croissance devra être beaucoup plus important, soit un TCAM²⁰¹⁴⁻²⁰³⁰ de 29,5 % par année. Une telle progression exigerait des investissements majeurs, la réalisation de quelques projets importants.

Selon les cibles définies dans le document de la politique nationale énergétique du Togo en cours d'élaboration, la part des énergies renouvelables dans la production électrique nationale devra être portée de 10 % en 2013, à 15 % en 2020 et 20 % en 2022.

2.2.10 Croissance économique soutenue, partagée et durable, plein emploi productif et un travail décent pour tous

Situation (performance actuelle)

Croissance économique (8.1)

Comme suite à la mise en œuvre successive de la Stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) puis de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE) couvrant la période 2013-2017, le Togo a enregistré des avancées importantes dans les domaines politique, économique, social et environnemental.

Le Plan national de développement (PND) du Togo vise une croissance forte et inclusive, des investissements accrus garantissant l'accès à des services publics de meilleure qualité, la création d'emplois décents et sources de revenus pour les populations, notamment les plus

défavorisées, la réduction tangible de la pauvreté et de ses implications sur la nutrition, la mortalité maternelle et infantile, et l'accès aux services sociaux de base, notamment l'éducation, la santé et la protection sociale. Le PND accorde une grande priorité à la sécurité alimentaire, à l'amélioration des revenus et du pouvoir d'achat et à la réduction des inégalités et des disparités entre les catégories socioprofessionnelles, entre les hommes et les femmes et entre les régions. Il s'agit là des principaux défis du fait qu'ils représentent des facteurs déterminants pour une croissance forte et inclusive.

On considère généralement qu'un taux de croissance de 7 % du PIB est nécessaire pour lutter durablement contre la pauvreté. La performance récente du Togo approche ce niveau. En effet, la croissance du PIB réel a été positive et soutenue depuis 2008, passant de 4,3 % en moyenne sur la période 2008-2012 à 5,5 % sur la période 2013-2016, avec un pic de 6,1 % en 2013²²⁷. Le PIB du Togo (en \$ constants 2005) était de 4,425 milliards de dollars en 2016.

Cette croissance du PIB doit être mise en relation avec la croissance démographique qui avoisine 2,4 % depuis plusieurs d'années. Ainsi la croissance du PIB est de quelque 3 % supérieure à la croissance démographique.

Évolution du PIB (Milliards USD)

Source : Banque mondiale

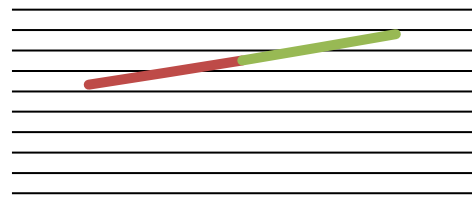


Figure 44 : Évolution du PIB

Emploi

Le taux d'activité est un indicateur de mesure de niveau de participation à l'activité économique de la population en âge de travailler (15 à 64 ans). La population active est composée des personnes occupées, (pleinement et sous occupées) et des chômeurs. Le taux d'activité national est passé de 78,8 % en 2011 à 76,8 % en 2015, dont 71,7 % sont pleinement occupés et 24,9 % sont sous-employés. Par ailleurs, 79,1 % des hommes en âge de travailler sont actifs contre 74,6 % des femmes²²⁸.

Les entreprises privées formelles ou individuelles sont les plus grands pourvoyeurs d'emplois au Togo depuis 2011, employant près de 90 % des actifs en 2011 et en 2015. En effet, les proportions par catégories d'employeurs sont : entreprise privée formelle ou informelle : 45,4 % ; entreprises individuelles ou de ménages : 43,6 % ; fonction publique : 6,0 % (4,2 % en 2011) ; sociétés d'État 2,8 % (contre 1,2 % en 2011).

Les hommes représentent 76,9 % des fonctionnaires publics, 75,4 % des employés des sociétés d'État et 56,2 % des employés des entreprises privées. Par ailleurs les femmes représentent 57,0 % des employeurs individus ou ménages.

En 2015, l'agriculture, la sylviculture et la pêche occupaient 54,1 % des travailleurs (soit 76,2 % des travailleurs ruraux mais seulement 16,3 % des travailleurs urbains), alors que le

²²⁷ PND 2017

²²⁸ Rapports QUIBB 2011 et 2015

commerce, la réparation de véhicule et auto-moto occupaient 15,2 % des personnes en âge de travailler (soit 8,4 % des travailleurs ruraux contre 26,7 % des travailleurs urbains). Les activités de fabrication occupaient 9,9 % des travailleurs, soit 6,7 % des travailleurs ruraux contre 15,2 % des travailleurs urbains.

Les hommes exerçaient principalement dans ces branches d'activité : agriculture, sylviculture, pêche (57,2 %), Commerce, activités de fabrication (8,6 %) et réparation de véhicule et auto-moto (6,7 %). Les femmes travaillaient en majorité dans l'agriculture (50,8 %) et le commerce (24,2 %)²²⁹.

Notons que 73 % des femmes ont travaillé durant l'année précédant l'enquête EDS III 2013-2014, avec les répartitions suivantes : 75 % en milieu rural contre 71 % en milieu urbain, 71 % dans la grande agglomération de Lomé contre 77 % dans la région des Savanes, 87 % chez les femmes n'ayant aucun niveau d'instruction contre 78 % chez celles ayant un niveau d'instruction primaire et 56 % chez celles ayant un niveau d'instruction secondaire ou plus, 80 % chez les femmes dont le ménage est classé dans le quintile de bien-être économique le plus bas contre 69 % chez celles des ménages du quintile le plus élevé, 31 % dans le groupe d'âges 15-19 ans contre 93 % dans celui des 45-49 ans, 91 % chez les femmes en rupture d'union contre 85 % chez celles en union et 39 % chez les célibataires, 43 % pour les femmes n'ayant pas d'enfants contre 90 % pour celles ayant 5 enfants ou plus.²³⁰

76 % des hommes ont travaillé durant l'année précédant l'enquête EDS III 2013-2014, avec les répartitions suivantes : 78 % en milieu rural contre 74 % en milieu urbain, 73 % dans la région Maritime contre 79 % dans la région Centrale, 98 % chez les hommes n'ayant aucun niveau d'instruction contre 93 % chez ceux ayant un niveau d'instruction primaire et 65 % chez ceux ayant un niveau d'instruction secondaire ou plus, 80 % chez les hommes dont le ménage est classé dans le quintile de bien-être économique le plus bas contre 74 % chez ceux des ménages du quintile le plus élevé, 31 % dans le groupe d'âges 15-19 ans contre 99 % dans celui des 35-39 ans, 97 % chez les hommes en rupture d'union contre 98 % chez ceux en union.²³¹

Sous-emploi

Un actif en situation de sous-emploi a travaillé au cours des sept derniers jours précédant l'enquête mais désire prendre un emploi supplémentaire au cours du mois à venir.

En 2015, 24,9 % des actifs étaient en situation de sous-emploi, constitués en majorité d'indépendants (59,4 %) puis de travailleurs ayant un emploi permanent (23,2 %).²³²

Chômage

Le taux de chômage est calculé en rapportant l'effectif total des personnes en situation de

²²⁹ QUIBB 2015

²³⁰ EDST 2013-14

²³¹ EDST 2013-14

²³² QUIBB 2015

chômage à la population active.

En 2015, ce taux s'établissait à 3,4 % (6,5 % en 2011). Le Grand Lomé enregistre le taux de chômage le plus élevé à 7,8 %, comparé à 3,5 % dans les autres milieux urbains et à 1,3 % en milieu rural. Le taux de chômage était de 4,0 % pour les hommes actifs et de 2,7 % pour les femmes actives.²³³

Revenu et inégalités (8.2 et 10.1)

On constate la persistance des inégalités et de la pauvreté entre le milieu rural et le milieu urbain, ainsi qu'entre les différents groupes socioéconomiques. Le taux de croissance économique entre 2011 et 2015 a augmenté passant de 4,8 % à 5,3 %. Cependant, cela n'a pas amélioré le niveau de vie des plus pauvres, ni réduit l'écart de pauvreté et l'inégalité. Le PIB par habitant a cru de 498 \$ à 558 \$ (TCAM²⁰¹¹⁻²⁰¹⁶ = 2,4 %) entre 2011 et 2016. Un tel taux de croissance est insuffisant pour sortir la population de la pauvreté. D'ailleurs, la cible 8.2 est à l'effet de porter ce taux à 7 % d'ici 2030.

L'indice de Gini reste élevé (de 0,393 en 2011 à 0,380 en 2015). L'IDH ajusté aux inégalités est plus faible.²³⁴

Le coefficient de Gini qui prend les valeurs de 0 à 1, indique le niveau de concentration du bien-être économique et rend compte de la disparité intra-milieu de résidence et intra-région de résidence : une valeur proche de 0 signifie une distribution égalitaire et une valeur proche de 1, une distribution totalement inégalitaire. Les inégalités en termes de bien-être économique sont moins accentuées en milieu urbain (0,17) qu'en milieu rural (0,28). Plus de neuf personnes sur dix (94 %) de la population urbaine se classent dans les quatrième (41 %) et cinquième (53 %) quintiles les plus élevés correspondant respectivement aux individus dont le bien-être est élevé ou plus élevé. À l'opposé, en milieu rural, cette proportion n'est que de 8 %, alors que 63 % de la population rurale sont classés dans les deux premiers quintiles correspondant aux individus dont le niveau de bien-être est très bas.

La part des revenus détenus par les 20 % moins riches est passée de 6,1 % en 2006 à 4,8 % en 2011. Les plus pauvres se sont donc davantage appauvris, relativement à l'ensemble de la société. À l'inverse, les 20 % plus riches se sont accaparés une part croissante des revenus sur la même période, qui est passée de 49,1 % à 51,6 %.²³⁵

Les groupes les plus vulnérables sont les ruraux, les femmes, les personnes âgées et les personnes handicapées.

Notons que 17,3 % des femmes de 15-49 ans ayant eu un emploi au cours des 12 mois ayant précédé l'enquête EDS III n'ont pas été rémunérées, ni en argent ni en nature. Cette proportion est de 39,6 % pour un travail agricole contre 8,8 % pour un travail non agricole²³⁶.

²³³ QUIBB 2015

²³⁴ Sources SCAPE et QUIBB 2015

²³⁵ Banque mondiale

²³⁶ EDST 2013-14

Analyse causale

Les sociétés très inégalitaires connaissent des périodes de croissance économique plus courtes et moins vigoureuses. Les pays les plus inégalitaires sont également plus sensibles aux crises financières. En outre, l'inégalité réduit l'impact de la croissance économique sur la réduction de la pauvreté. Les enfants du quintile le plus pauvre courent deux fois plus de risques de mourir avant leur cinquième anniversaire que ceux des familles les plus riches. Les enfants des ménages les plus pauvres sont beaucoup moins susceptibles d'atteindre les normes d'apprentissage minimales que ceux des ménages les plus riches, et les enfants ruraux sont deux fois plus susceptibles que les enfants urbains de souffrir d'un retard de croissance.²³⁷

La mobilisation insuffisante de moyens financiers et d'éducation financière, la persistance des inégalités dans les domaines de l'éducation et de la santé, la situation géographique (ruraux/urbains) sont des facteurs influençant la distribution de la richesse.

Certaines interventions initiées pour réduire les inégalités sont la mise en œuvre du programme de lutte contre la pauvreté, notamment le programme de finance inclusive, les mesures pour favoriser les emplois pour les jeunes, l'entrepreneuriat rural, la gratuité des frais scolaires au primaire, l'octroi d'aides et bourses pour les étudiants, l'assurance maladie pour les élèves, la subvention de la césarienne.

Des conséquences importantes des inégalités sont la sous-alimentation des personnes pauvres, qu'il est plus difficile pour elles de se soigner convenablement, et que la scolarisation des enfants est défavorisée. Les inégalités trop importantes augmentent les menaces pesant sur la cohésion sociale.

Les débiteurs d'obligation sont l'État, les collectivités territoriales, les institutions de micro finance, les Institutions internationales, les ONG.

Les détenteurs de droits sont les femmes, les enfants, et les populations.

Rôles et capacités

Les référents sont Vision 2020 de la CEDEAO, l'Agenda 2063 de l'UA, l'agenda 2030 des ODD, le traité sur les personnes handicapées, le code de l'enfant, le code de la famille et des personnes.

On note une faible capacité des ministères pour s'attaquer concrètement à la réduction des inégalités. Le dispositif de protection sociale des personnes âgées est en situation de précarité.

Les capacités des détenteurs de droits sont faibles, surtout pour les personnes âgées (le conseil national consultatif des personnes âgées).

Les principaux risques découlent de l'insuffisance des ressources financières et matérielles.

²³⁷ Rapport ONU 2015

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Des politiques fiscales et de redistribution ciblées ont prouvé leur efficacité quant à la réduction des inégalités, en particulier lorsqu'elles offrent des incitations pour améliorer le capital humain à travers l'éducation et la santé. Dans le contexte de la mondialisation et des économies ouvertes, la réduction des inégalités pouvant être atteinte par de telles politiques est plus susceptible d'accélérer la croissance et la création d'emplois que les effets de la tendance passée vers une fiscalité moins progressive et des transferts sociaux moindres²³⁸.

Pour atteindre la cible à l'horizon 2030, il faut faire en sorte que les revenus des 40 % les plus pauvres des togolais croissent davantage que la croissance du revenu moyen des togolais. Pour cela, il est nécessaire d'électrifier le Togo rural, de trouver des solutions rapides pour que l'accès à l'eau potable devienne la réalité de tous, pour que les enfants puissent ainsi aller à l'école et, jeunes adultes, contribuer davantage au progrès du pays parce qu'ils sont mieux éduqués. Il faut un plan concerté qui améliore les infrastructures d'accès à l'eau, à l'assainissement, au logement, à l'éducation, en tenant compte des disparités régionales très importantes constatées dans de nombreux secteurs.

La cible 8.1 vise le maintien de la croissance du PIB à au moins 7 % pour améliorer le PIB/habitant. Si la croissance du PIB par habitant était de 7,0 % à chaque année entre 2016 et 2030 (TCAM²⁰¹⁶⁻²⁰³⁰), le PIB/habitant, en dollars constants 2005, serait doublé en 2030 (1 110 \$) par rapport à celui mesuré en 2016 (558 \$).

La cible 8.2 vise à parvenir à un niveau élevé de productivité économique par la diversification, la modernisation technologique et l'innovation, notamment en mettant l'accent sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main-d'œuvre. Le PIB était de 4 425 milliards de dollars en 2016. En supposant aussi une augmentation de 2,2 % par année d'ici 2030, la population atteindrait 9,5 millions de personnes en 2030. Si on espère doubler le PIB par habitant à l'horizon 2030, il faut faire passer le PIB de 4 425 milliards de dollars, en 2016, à 10 545 milliards de dollars, en 2030. Le TCAM²⁰¹⁶⁻²⁰³⁰ requis pour l'évolution du PIB pour atteindre la cible à l'horizon 2030 est alors de 9,9 %.

[Politiques et dynamiques en matière de création des micro entreprises, petites et moyennes entreprises, accès aux services financiers \(8.3\)](#)

Situation (performance actuelle)

Le nombre d'entreprises nouvellement créées est resté faible entre 2013 et 2015.

L'investissement privé se situe à environ 14 % du PIB, en-deçà de la moyenne de l'Afrique subsaharienne. Les croissances sectorielles sont positives, mais restent également en-deçà des prévisions²³⁹. Le secteur informel domine l'offre d'emploi et est largement caractérisé par une faible productivité, posant ainsi un problème de qualité de l'emploi.

Depuis plus de deux décennies, la part du secteur primaire dans le système productif est prépondérante, supérieure à 40 %. Le poids du secteur secondaire varie entre 17 % et 19 % et celui du secteur tertiaire, entre 18 % et 21 %.

²³⁸ Rapport ONU 2015

²³⁹ Source : PND 2017

Le placement des cadres togolais dans les institutions financières et économiques Internationales constitue un problème. Il y a relativement peu d'élus.

Analyse causale

Les facteurs nuisant aux emplois dans le secteur financier sont nombreux : les taux d'intérêt, le coût et la nature des ressources (trop de dépôt à vue), le manque d'expertise dans le crédit à long terme (crédit agricole et industriel), la fragilité de l'environnement juridique et socioéconomique, les mécanismes déficients de suivi et d'évaluation, l'insuffisance d'un dispositif de garantie adapté, la faiblesse de formation technique et professionnelle, l'inadéquation formation/emploi, le déficit de culture entrepreneuriale et le faible accès aux équipements modernes.

Le placement inadéquat des cadres dans les institutions financières entraîne des opportunités manquées et une difficulté d'accès aux informations stratégiques, ce qui nuit à une participation efficace à la prise de décision. Le fonctionnement de l'État s'en trouve affecté.

Rôles et capacités

On note le manque de coordination des institutions et de l'emploi, l'inexistence de mécanisme de résilience de l'État, l'insuffisance de capacités de gestion des risques et de la prévention.

Il n'y a pas de mécanisme d'implication des détenteurs de droit, leur capacité à faire valoir leurs droits est insuffisante, la capacité des organisations professionnelles est faible.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Le développement de l'emploi passe par l'entrepreneuriat. Il est nécessaire que le secteur privé croisse, afin de contribuer à l'amélioration du niveau de vie des Togolais. Là encore, il faut des stratégies concertées entre les ministères : fournir l'énergie, développer l'éducation, le secteur du financement de projets. La création de fonds opérés par le gouvernement et le secteur privé devrait permettre de financer des projets lorsque certains critères sont remplis : la solidité du concept de projet de l'entrepreneur, et sa capacité à réaliser un plan d'affaire crédible.

L'ONU propose deux indicateurs pour suivre cette cible : « Taux d'emploi vacant (emplois vacants en pourcentage des emplois) et nombre total de cessations d'emploi (cessations en % des emplois) dans les établissements non agricoles », et « Pourcentage des micro-petites et moyennes et entreprises (MPME) avec un prêt ou une ligne de crédit ». Le Togo pourrait adopter et suivre l'un de ces indicateurs, ou un indicateur national équivalent, pour mesurer l'atteinte de cette cible.

Définition nationale de travail décent et égalité de revenu hommes/femmes (8.5)

Situation (performance actuelle)

En 2015, le revenu moyen des Togolais était de 1 262 \$ (2011 PPA \$). Pour les hommes, il était de 1 412 \$, contre 1 116 \$ pour les femmes²⁴⁰.

Le taux de chômage national est passé de 6,5 % en 2011 à 3,4 % en 2015, suivant un taux de réduction annuel moyen (TCAM²⁰¹¹⁻²⁰¹⁵) de 11,9 % entre 2011 et 2015. Contrairement à la situation prévalant en 2011, le taux de chômage des hommes est plus élevé que celui des femmes (4,0 % contre 2,7 %).

Le taux de travailleurs pauvres est passé de 52,7 % en 2011 à 55,1 % à 2015²⁴¹ (TCAM²⁰¹¹⁻²⁰¹⁵ = 1,1 %), suivant une trajectoire contraire à celle désirée.

Le taux de chômage des personnes handicapées est d'environ 80 %²⁴².

Entre 2011 et 2015, le taux d'occupation des femmes est resté pratiquement stable, passant de 72,2 % à 72,5 %²⁴³ (TCAM²⁰¹¹⁻²⁰¹⁵ = 0,1 %), contre 65,4 % à 76 % pour les hommes.

La part des femmes dans l'emploi salarié est passée de 17,2 % en 2011 à 26,2 % à 2015 (TCAM²⁰¹¹⁻²⁰¹⁵ = 13,1 %).²⁴⁴

90% des emplois sont dans le secteur informel, ce qui constitue un défi et un enjeu économique et social majeur. Par ailleurs, le taux de sous-emploi est de 22,2 % chez les 15-29 ans, 29,5 % chez les 30-49 ans, et 18,5 % chez les 50-64 ans.

Le sous-emploi est plus important en milieu urbain, touche beaucoup plus la classe d'âge 30-49 ans et davantage les hommes (25,8 %) que les femmes (24,1 %).

Le taux de chômage est passé de 6,5 % en 2011 à 3,4 % en 2015. Il est quatre fois plus élevé en milieu urbain (6,2 %) qu'en milieu rural (1,3 %).

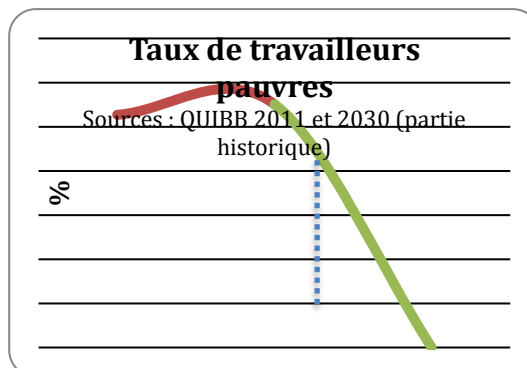


Figure 45 : Taux des travailleurs pauvres

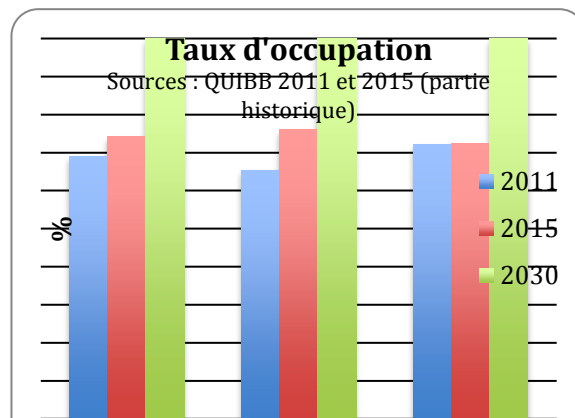


Figure 46 : Taux d'occupation des hommes et des femmes

²⁴⁰ PNUD, Rapport sur le développement humain 2016

²⁴¹ Rapports QUIIB 2011 et 2015

²⁴² Rapport de l'étude diagnostique pour l'accès des personnes handicapées au marché de l'emploi

²⁴³ Rapports QUIIB 2011 et 2015

²⁴⁴ Rapports QUIIB 2011 et 2015

Le taux de chômage varie aussi selon les classes d'âge²⁴⁵ : 4,2 % pour les 15-29 ans, 3,2 % pour les 30-49 ans, 1,5 % pour les 50-64 ans.

Analyse causale

Le taux de chômage doit être examiné avec prudence car la demande d'emploi est plus forte à Lomé, en particulier parmi les jeunes, représentant une forte proportion de la population. Occupant pour la plupart un emploi dans le secteur informel, leur revenu, instable, est sensible à la conjoncture économique. Cela traduit un plus fort taux de chômage ou de sous-emploi des jeunes, particulièrement en milieu urbain. Dans le secteur informel, on déplore l'insuffisance d'accompagnement des personnes les plus vulnérables, dont les jeunes (manque d'opportunités liées à la croissance démographique), les opérateurs économiques de manière générale, et les plus pauvres.

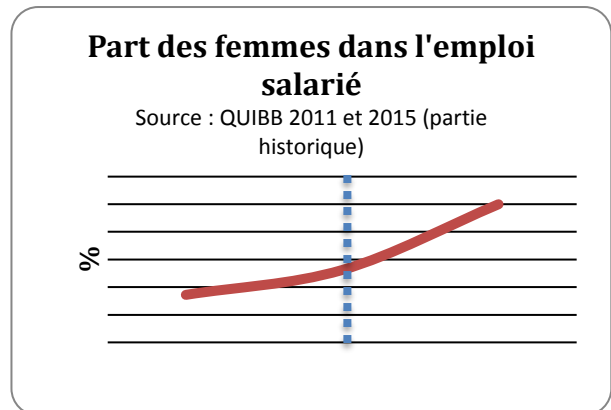


Figure 47 : Part des femmes dans l'emploi salarié

Certains facteurs affectent négativement la création d'emploi : le climat des affaires, le manque de mesures incitatives au premier emploi, l'insuffisance d'accompagnement des opérateurs et des microentreprises, le manque d'éducation financière des jeunes entrepreneurs, le manque de coordination des structures d'emploi, la concurrence étrangère, et la non protection ou la faible promotion des producteurs locaux, le poids de la dette, le manque de mesures fiscales incitatives.

Il y a un déficit de confiance entre les acteurs du dialogue social, une mauvaise perception par les employeurs. L'État contrôle peu l'application des normes.

Les conséquences au plan économique sont la perpétuation du cycle de pauvreté, la baisse de la productivité. Le manque d'emplois et la pauvreté ont, entre autres pour conséquences, le chômage, l'insécurité, la révolte, la fragilité de la cohésion sociale, l'exode rural, la fuite de cerveaux, la dégradation de l'environnement, l'exploitation sexuelle et humaine, les grossesses précoces, l'abandon des personnes âgées, etc. Au plan social, les droits des travailleurs sont violés, les grèves se tiennent à répétition.

Les personnes les plus affectées par la problématique d'accès à un emploi décent sont les femmes (en situation d'urgence, de harcèlement, maternité), les enfants (non-respect des normes), les travailleurs domestiques, les migrants et les personnes handicapées, les travailleurs non couverts par la sécurité sociale.

Les débiteurs d'obligation sont l'État et les employeurs, les femmes et les jeunes. Les détenteurs de droit sont les travailleurs, les populations actives, les jeunes, et les enfants.

²⁴⁵ Rapport QUIIB 2015

Rôles et capacités

Le Togo a ratifié 28 conventions relatives aux droits du travail, mais on constate une faible intégration des instruments internationaux dans les politiques nationales et le contrôle de l'application de ces normes. Le Togo a souscrit à la mise en œuvre de la feuille de route de l'UA sur le Dividende Démographique.

Les programmes dans le secteur de l'emploi sont : ANVT, FAIEJ, AIDE, DOSI, ANPGF, PRADEB, PAIEJ - SP, les stages d'excellence, PNPR, INNOV'UP, ANADEB, la création d'un Secrétariat d'État au Secteur informel et la Finance Inclusive rattaché à la Présidence, le programme national de promotion du travail décent (en cours d'élaboration).

On note le manque de coordination des institutions et de l'emploi, l'insuffisance de capacités de gestion des risques et de la prévention. Il n'y a pas de mécanisme d'implication des détenteurs de droit, leur capacité à faire valoir leurs droits est insuffisante, la capacité des organisations professionnelles est faible.

L'OIT fournit une analyse de la situation du marché du travail, des conseils de politique sur l'intégration d'objectifs d'emploi dans les cadres généraux de politique, une analyse et recherche sur la façon d'augmenter le nombre d'emplois créés par la croissance afin d'élaborer des politiques, le suivi et l'évaluation, un renforcement des capacités en faveur du gouvernement et des partenaires sociaux et la facilitation d'un dialogue social tripartite. En 2014, le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination a identifié les emplois décents pour les jeunes comme une priorité absolue. Une équipe de préparation inter-institutions a été créée pour lancer une initiative mondiale en faveur de la création d'emplois décents pour les jeunes pour renforcer la coopération à l'échelle du système, renforcer la cohérence et la coordination des politiques, mobiliser les partenaires extérieurs et dialoguer avec eux, et pour consolider les liens entre les aspects normatifs et opérationnels des efforts des Nations Unies tendant à améliorer l'adoption et l'exécution des programmes.²⁴⁶

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

À l'horizon 2030, pour atteindre la cible de 0 % de travailleurs pauvres, il faut inverser la tendance constatée entre 2011 et 2015 et suivre un taux de régression annuel moyen (TCAM²⁰¹⁵⁻²⁰³⁰) de -7,0 %.

Il serait important de documenter les revenus selon le sexe pour le futur. En l'absence de données sur les revenus par sexe, une des étapes pour viser l'égalité de revenus entre les hommes et les femmes est que les femmes soient rémunérées pour leur travail. En ce sens, la part des femmes dans l'emploi salarié est un indicateur à suivre. À l'horizon 2030, pour atteindre une proportion de 50 % de femmes dans l'emploi salarié, le taux de croissance annuel moyen (TCAM²⁰¹⁵⁻²⁰³⁰) devrait être de 6,0 %.

²⁴⁶ Rapport ONU 2015

Proportion de jeunes non scolarisés et sans emploi ni formation (8.6)

Situation (performance actuelle)

L'ETVA (Enquête de la Transition vers la Vie Active) réalisée au Togo en 2012 et 2014, révèle que la proportion des jeunes qui ne sont ni dans l'emploi, ni scolarisés ou en formation (NEET) par rapport à la population totale a doublé entre 2012 et 2014, passant de 11 % à 22 % ce qui correspond à un TCAM²⁰¹²⁻²⁰¹⁴ de 50% sur la période. Le phénomène touche beaucoup plus les jeunes femmes (15 % et 26 %) que les jeunes hommes (7 % et 17 %).

Par ailleurs, le pourcentage de jeunes (15-24 ans) ne suivant pas un enseignement, une formation ou sans emploi est passé de 6,8 % à 27,0 % entre 2011 et 2015 (TCAM²⁰¹¹⁻²⁰¹⁵ de 53,5 %).

Analyse causale

Suivant la structure démographique, plus de 75 % de la population togolaise a moins de 35 ans en 2017 selon l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques.

À l'horizon 2030, les personnes âgées de moins de 20 ans représenteront 45,1 % de la population totale contre 51,9 % en 2010. Dans cette population, le poids des moins de 15 ans baissera de l'ordre de 10 points de pourcentage (35 % en 2030 contre 42,1 % en 2010). À cet horizon temporel, la population d'âge actif de 15-64 ans verra son poids s'élever à 60 % avec une progression de 6,5 points par rapport à 2010 (54,0 %).

Cette structure marquée par une importante proportion de jeunes pose un véritable défi avec des implications majeures sur la mise à disposition de services essentiels en termes d'éducation, de santé, d'emploi, etc. La jeunesse de la population est source d'opportunités mais aussi de contraintes d'autant plus que le chômage et le sous-emploi des jeunes ne cessent de croître.²⁴⁷

Une opportunité du dividende démographique

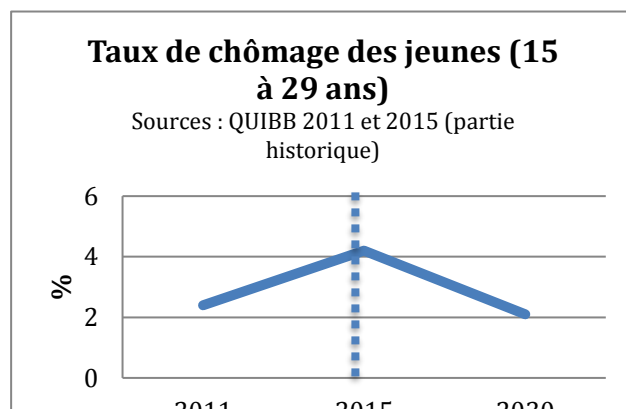


Figure 48 : taux de chômage des jeunes

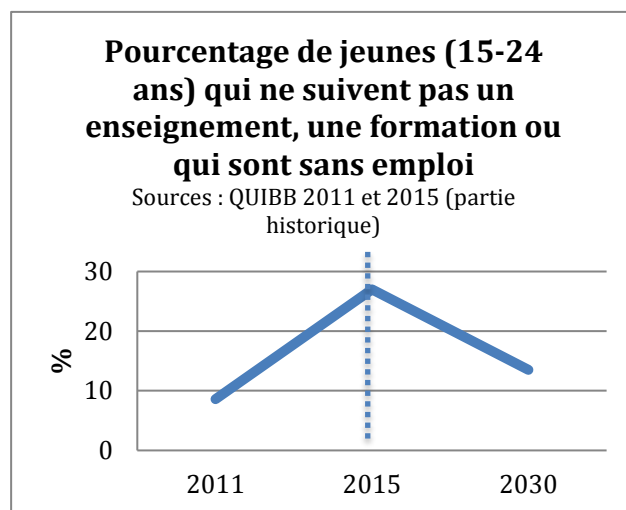


Figure 49 : Proportion des jeunes sans emploi et qui ne suivent pas une formation

²⁴⁷ Rapport Scape 2017

Au regard des données actuelles disponibles, la croissance de la population va sans conteste se poursuivre quelles que soient les hypothèses de baisse de la fécondité considérées. D'après le scénario de croissance modérée, la population togolaise pourrait avoisiner 10 millions d'habitants en 2030. Toutefois, il ressort que cette évolution de la population devra s'accompagner de changement de structure résultant de la baisse de la fécondité en cours depuis déjà plusieurs années. L'augmentation de la population d'âge actif consécutive à cette évolution permettra d'obtenir, en 2030, un taux de dépendance démographique de l'ordre de 66 % contre 85 % en 2010. Une telle structure traduit un ratio moins élevé d'inactifs (les enfants et les jeunes de moins de 15 ans et les 65 ans et plus) dépendant des actifs potentiels (personnes de 15-64 ans) signifie que moins d'investissements seront nécessaires pour leurs besoins en matière de capital humain. Ce phénomène pourra constituer une opportunité de croissance économique à condition de mettre en œuvre des politiques sociales et économiques et des investissements adaptés.

Rôles et capacités

La charte africaine relative aux jeunes et les actes du Sommet de Ouagadougou (2004) sont des référents dans ce secteur. On note le manque de coordination des institutions et de l'emploi, l'inexistence de mécanisme de résilience de l'État, l'insuffisance de capacités de gestion des risques et de la prévention.

Certaines initiatives concourent à la promotion de l'emploi des jeunes, telle le programme Appui à l'Insertion et au Développement de l'Embauche (AIDE) piloté par l'agence nationale pour l'emploi (ANPE) qui a permis de mettre en stage 3325 primo demandeurs d'emploi entre 2013 et 2015.

Entre 2013 et 2016, l'Agence nationale de volontariat au Togo a permis de déployer 11 189 jeunes et a contribué ainsi à renforcer leur employabilité.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Afin de réduire de moitié, à l'horizon 2030, le taux de chômage des jeunes de 15 à 29 ans de même que le pourcentage de jeunes (15-24 ans) ne suivant pas une formation ou sans emploi, on devra suivre dans les deux cas un taux de réduction annuel moyen de -3,3 % (TCAM²⁰¹⁵⁻²⁰³⁰).

Droit et protection des travailleurs, sécurité sur le lieu de travail (8.8)

Situation (performance actuelle)

En matière de sécurité et santé au travail, le nombre moyen d'accidents du travail enregistré dans les divers secteurs d'activités montre que les branches d'activités à haut risque sont les industries, les mines et les bâtiments et travaux publics. En effet, en 2015, les cas de risques professionnels dans les entreprises formelles déclarés sont évalués à 1 502 (accidents du travail et maladies professionnelles) soit une légère hausse de 1,24 % par rapport à 2014 (1 210 cas) ; or, les programmes en matière de prévention et d'assurance en cas d'accident du travail et maladies professionnelles demeurent encore peu développés et couvrent peu de travailleurs.

Le taux d'accident de travail est élevé. Au plan économique, on assiste à la perpétuation du cycle de pauvreté, à la baisse de la productivité. Au plan social, les droits des travailleurs sont violés, les grèves se tiennent à répétition.

Analyse causale

Il n'y a pas assez de comités de sécurité et santé au travail, ou, lorsqu'ils existent, ces comités sont peu opérationnels.

Les déficiences en santé et sécurité au travail ont comme conséquences un taux d'accidents de travail élevé.

Rôles et capacités

Le décret n° 70-164 du 2 octobre 1970 fixe, en application des dispositions de l'article 134 du Code du travail, les mesures générales d'hygiène et de sécurité applicables aux travailleurs des établissements de toute nature.

L'inspection du travail a pour rôle de veiller à l'application des règles de sécurité et santé au travail et d'accompagner les employeurs et les travailleurs dans la mise en œuvre desdites règles. Mais ses capacités d'intervention sont très limitées en termes de matériels de travail (véhicules, équipements de protection, etc.).

Le rôle des employeurs est de mettre en œuvre les règles de sécurité et santé au travail dans leurs entreprises. L'ignorance de ces règles et parfois la mauvaise volonté constituent des freins à leur mise en œuvre. La collaboration avec les représentants du personnel est souvent difficile.

Les syndicats ont pour rôle d'éduquer et former les travailleurs mais aussi de défendre leurs droits professionnels. Les syndicats ne sont pas assez outillés pour assurer la promotion de la sécurité et santé au travail.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Afin de mener à une prise en compte efficace de la sécurité et santé au travail, il est important de mettre en œuvre un programme de promotion de la sécurité et santé au travail au profit des entreprises, du secteur informel et agricole et des cadres des ministères concernés. L'État a un devoir d'exemplarité. Les entreprises doivent devenir des partenaires de l'État pour que la santé et sécurité au travail s'améliorent. Il faut développer des formations adaptées et la sensibilisation, au sein de l'État mais aussi des entreprises, en priorisant les secteurs et les groupes davantage à risques.

En parallèle, afin de mesurer l'évolution de la performance du Togo en sécurité et santé au travail, il faut développer la statistique. Il est nécessaire de renseigner certains indicateurs, tels le taux de fréquence des accidents du travail mortels et non mortels et des accidents du travail avec arrêt de travail par sexe. Le domaine agricole devrait notamment être visé, en raison de son rôle capital dans l'économie du Togo.

L'ONU propose deux indicateurs pour suivre la cible 8.8 : « Ratification et mise en œuvre des Conventions fondamentales de l'OIT et des normes internationales du travail et des droits humains », et « Taux de fréquence des accidents du travail mortels et non mortels et des accidents du travail avec arrêt de travail par sexe ». Le Togo pourrait adopter et suivre l'un

de ces indicateurs, ou un indicateur national équivalent, pour mesurer l'atteinte de cette cible.

Tourisme créateur d'emploi, politiques de valorisation de la culture et des produits locaux (8.9)

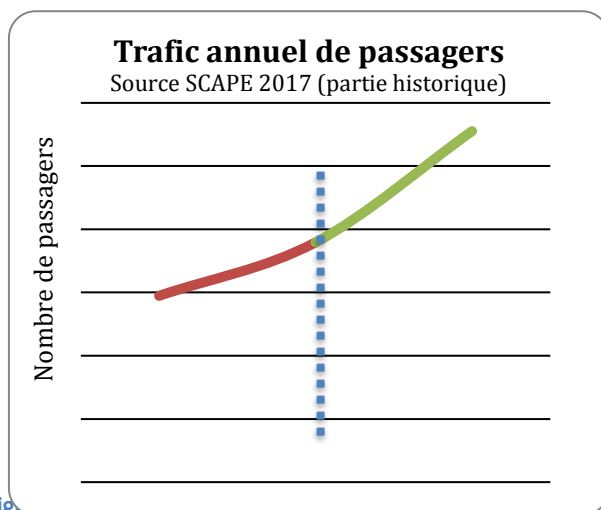
Situation (performance actuelle)

Entre 2012 et 2016, le nombre de nuitées a régressé, passant de 1 030 000 à 837 000. Le nombre de touristes internationaux a par contre augmenté, passant de 235 000 à 329 000.²⁴⁸

Pour sa part, le nombre de passagers aérien est passé de 589 416 en 2013 à 758 784 en 2016, pour un taux de croissance annuel moyen (TCAM²⁰¹³⁻²⁰¹⁶) de 9.6 %.

Analyse causale

Les textes règlementant le secteur du tourisme, pouvant faciliter la mise aux normes des établissements touristiques, n'ont pas été mis à jour. Aussi, depuis 2013, aucun site touristique n'a été mis en valeur.



Rôles et capacités

Le secteur des services touristiques a bénéficié des principales réalisations suivantes: élaboration des textes de l'Agence Nationale de Développement et de Promotion du Tourisme pour la valorisation des sites touristiques et la vente de la destination Togo, la réhabilitation du service de la documentation et des archives, la dotation du département du tourisme d'un Plan directeur de développement et d'aménagement touristique (PDDAT), l'inspection de cent soixante-deux (162) établissements hôteliers, les travaux en cours de réhabilitation et d'équipements du grand hôtel du 30 août de Kpalimé; l'opérationnalisation du fonds de promotion et de développement du tourisme.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Des efforts restent à faire dans la réhabilitation des infrastructures touristiques afin de promouvoir l'industrie touristique²⁴⁹. L'ONU propose deux indicateurs pour suivre la cible 8.9: « PIB directement lié au tourisme » et « Consommation touristique ». Le Togo pourrait adopter et suivre l'un de ces indicateurs, ou un indicateur national équivalent, pour mesurer l'atteinte de cette cible.

²⁴⁸ African Statistical Yearbook 2017

²⁴⁹ SCAPE 2017

Accès de tous aux services bancaires et financiers et aux services d'assurance (8.10)

Situation (performance actuelle)

Avec le programme d'appui à l'obtention de crédits, initié de 2014 à 2016, le FNFI a permis de satisfaire 715 712 personnes (APSEF : 544 494 bénéficiaires, AGRISEF : 155 119 bénéficiaires et AJSEF : 16 099). En comptant avec les renouvellements de crédits (451 059 bénéficiaires), on obtient un total de 1 166 771 bénéficiaires des microcrédits octroyés à travers les produits FNFI.²⁵⁰

En 2017, à peine 20 % de la population a accès à la microfinance. Le Fonds a pour ambition de contribuer à mettre fin à l'exclusion financière.²⁵¹

Analyse causale

Il existe une large frange de la population, solvable, qui n'a pas accès au financement. Cette situation constitue un frein au développement.

Le microcrédit doit être accessible aux agriculteurs, aux artisans, aux jeunes porteurs de projets, à tous ceux qui peuvent faire tourner et prospérer l'économie.

L'absence d'un Fonds de garantie constitue un frein sévère.

Rôles et capacités

Le gouvernement crée le Fonds national pour la finance inclusive (FNFI) en janvier 2018, dont l'objectif est de parvenir, d'ici 5 ans, à créer des emplois, à stimuler les activités génératrices de revenus et à aider au développement des microentreprises. Au Total, 2 millions de personnes pourraient en profiter directement au Togo.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Le gouvernement compte mettre en place un fonds de garantie. Le dispositif sera complété par un Fonds de facilitation qui permettra aux banques de refinancer abondamment le secteur de la microfinance.

L'ONU propose deux indicateurs pour suivre la cible 8.10 : « Obtenir un crédit : Distance de la frontière » et « Nombre de succursales et de guichets automatiques de banques commerciales pour 100 000 adultes ». Le Togo pourrait adopter et suivre l'un de ces indicateurs, ou un indicateur national équivalent, pour mesurer l'atteinte de cette cible.

²⁵⁰ SCAPE 2017

²⁵¹<http://www.republicoftogo.com/Toutes-les-rubriques/Finances/20-de-la-population-a-acces-a-la-microfinance>

2.2.11 Infrastructure résiliente, industrialisation durable

Dynamique d'industrialisation, recherches-développement, technologies, et contribution de l'industrie à l'emploi et au produit intérieur brut (9.2)

Situation (performance actuelle)

La part du secteur secondaire dans le PIB a connu une régression sur la période 2013-2016, passant de 18,7 % à 17,3 %. L'analyse détaillée de cette contribution montre deux constats majeurs : la baisse de la contribution des industries manufacturières qui passe de 6,4 % en 2013 à 4,7 % en 2016, et la progression régulière de la contribution des bâtiments et travaux publics qui passe de 4,6 % en 2012 à 6 % en 2016. La contribution des industries extractives est restée quasi stable sur la période, soit 3,7 % en moyenne annuelle.²⁵² On remarque également une absence de culture et d'esprit d'entrepreneuriat industriels²⁵³.

Le secteur industriel ne compte qu'une dizaine de grandes entreprises, une centaine d'industries de taille moyenne et un nombre relativement important de très petites unités industrielles, toutes réparties aussi bien en territoire douanier qu'en zone franche (64 jusqu'à fin 2013) couvrant les sous-secteurs suivants : l'exploitation du phosphate, la transformation du ciment, les textiles, l'huilerie, la métallurgie, l'industrie plastique, les produits manufacturés, l'artisanat, et l'agro-alimentaire.

Analyse causale

Le secteur industriel est caractérisé par des coûts élevés de production qui ne permettent pas le développement de l'industrie de transformation d'envergure afin de valoriser les produits et réaliser des économies d'échelle (eau, électricité, matières premières importées). Les sites industriels aménagés sont insuffisants.

Le secteur industriel est peu intégré au reste de l'économie, car la chaîne d'approvisionnement locale ne répond pas souvent aux besoins des unités industrielles installées. On note une très faible complémentarité entre l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'artisanat, les services et l'industrie. La faible intégration du secteur industriel aux autres secteurs limite la transformation des matières premières locales et sa contribution à la croissance économique.

La concurrence assidue affecte la compétitivité aux niveaux local et international. Les produits locaux ne répondent pas suffisamment aux normes de qualité existantes au Togo. Déjà exigu, le marché intérieur subit la faiblesse du pouvoir d'achat de la population. Il est affecté par l'inadéquation entre l'offre et la demande (les industriels ne reçoivent pas les signaux du marché), par l'insuffisance de filières bien définies, ainsi que par la contrebande des produits.

La matière première agricole ne permet pas de valoriser l'investissement dans les unités agro industrielles de transformation.

²⁵² PND 2017

²⁵³ Politique industrielle du Togo 2015

Les conséquences sont les suivantes : le taux de sous-emploi est élevé, l'émergence du tissu industriel est lente, l'industrie de transformation est peu développée, on exporte des produits à l'état brut et on importe des produits finis, la balance commerciale est déficitaire, la faiblesse des revenus et de la productivité entraîne la pauvreté.

Les principaux risques pour le secteur sont l'absence de produits d'assurance couvrant le secteur agricole, la non maîtrise de l'eau, la faible structuration des chaînes de valeur, la faible bancarisation du monde rural.

Les groupes affectés sont : les opérateurs économiques, les jeunes entrepreneurs et les agriculteurs (ils sont les plus fragiles car n'ayant pas de garantie foncière et les moyens à faire valoir), les consommateurs et les demandeurs d'emplois.

Les débiteurs d'obligation sont : l'État, les banques, les compagnies d'assurance, les institutions financières non bancaires (Institutions de garanties), les institutions de microfinance.

Les détenteurs de droits sont : les agriculteurs, les jeunes opérateurs et les industries.

Rôles et capacités

Le cadre légal, réglementaire, institutionnel et organisationnel est inadéquat avec des structures insuffisantes d'intermédiation, de marketing et d'accompagnement.

Les outils existants sont : la politique industrielle nationale, de la politique industrielle commune de la CEDEAO, du centre de formation aux métiers de l'industrie, de la Chambre de commerce et de l'industrie du Togo. Les principales limites sont la non adoption par le gouvernement de la politique industrielle, la non opérationnalisation de l'Agence pour la promotion de l'investissement de la zone franche (APIZF)²⁵⁴.

Des interventions initiées confèrent des initiatives à l'endroit des jeunes (FAEIJ, PRADEB, etc.) On met en place l'infrastructure qualité en cours, l'application du TEC.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Promouvoir une industrialisation inclusive et durable et renforcer la productivité par la diversification économique sont devenus les principales priorités pour les pays en développement qui cherchent à lutter contre la pauvreté généralisée et les inégalités. Faute de ces transformations structurelles, la répartition sectorielle du PIB et les profils de la population active resteront dominés par le secteur de l'agriculture et d'autres secteurs à faible productivité.²⁵⁵

Malgré l'existence des textes de lois (loi cadre N°2009-016 du 12 août 2009 portant sur l'organisation du schéma national d'harmonisation des activités de normalisation, d'agrément, de certification, d'accréditation, de métrologie, de l'environnement et de la promotion de la qualité), qui ne sont pas mis en œuvre, et l'absence d'un organisme d'inspection et de certification.

²⁵⁴ SCAPE 2017 p. 138

²⁵⁵ Rapport ONU 2015

L'ONU propose deux indicateurs pour suivre la cible 9.2 : « Valeur ajoutée manufacturière (part dans le PIB, par habitant, croissance en pourcentage) », et « L'emploi dans le secteur manufacturier (part de l'emploi total et pourcentage de croissance) ». Le Togo pourrait adopter et suivre l'un de ces indicateurs, ou un indicateur national équivalent, pour mesurer l'atteinte de cette cible.

Accès des petites entreprises industrielles aux services financiers et leur intégration aux chaînes de valeur et aux marchés (9.3)

Situation (performance actuelle)

Les PME peinent à accéder au crédit bancaire, en raison non seulement d'une asymétrie d'information entre le banquier et son client, mais surtout de l'absence d'une garantie fiable. En effet, la majorité des PME rencontre des difficultés pour retrouver une production stable, et font face à différentes contraintes, surtout financières. Le manque de moyens de financement des investissements n'est pas l'apanage des PME, qui restent les plus impactées.²⁵⁶

Entre 2010 et 2015, le crédit intérieur consenti par le secteur financier représentait 42 % du PIB.

En 2013, 13 entreprises ont été créées, en 2014-2015, au total 10 entreprises ont été créées. Il y a eu création de 94 000 emplois permanents dont 13 000 dans la zone franche.

Durant les 10 dernières années, on note que l'investissement dans le secteur industriel est peu élevé.

Parmi les problèmes constatés, on note les difficultés d'accès au crédit, l'insuffisance de sites industriels aménagés, le degré peu élevé de l'industrie de transformation, la faible intégration du secteur industriel au reste de l'économie.

Analyse causale

Le secteur industriel est confronté aux problèmes d'investissement, et de gouvernance²⁵⁷. Le faible niveau d'investissement ne permet pas de placer le pays sur la voie de l'industrialisation. L'industrie a des difficultés d'accès au capital et au crédit.

Le taux d'escompte est élevé, les banques dédiées essentiellement à l'industrie sont trop peu nombreuses, l'investissement dans le secteur industriel est insuffisant.

Par ailleurs, on remarque également une absence de culture et d'esprit d'entrepreneuriat industriels.²⁵⁸

Rôles et capacités

La loi relative aux entreprises d'investissement à capital fixe (Loi uniforme n°2009-23 du 14 octobre 2009) encadre les entreprises à capital de risque.

²⁵⁶ Enquête de prévision macroéconomique 2014, Ministère de l'Économie, des Finances et de la Planification du Développement

²⁵⁷ Le rapport Doing Business 2017 classe le pays 154ème sur 189 pays.

²⁵⁸ Politique industrielle du Togo 2015

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Selon la SCAPE, pour un développement véritable des industries manufacturières, le Gouvernement doit relever les défis suivants : l'augmentation de l'offre d'électricité et la réduction de son coût, la poursuite des grands travaux de désenclavement, l'amélioration de la qualité, du coût et de la fiabilité des services de télécommunication, l'approfondissement du système financier, l'amélioration de la qualité des ressources humaines adaptées aux besoins du secteur privé, et la lutte contre la corruption, la fraude, le faux et la contrefaçon.

L'ONU propose deux indicateurs pour suivre la cible 9.3 : « Pourcentage de la valeur ajoutée des petites et moyennes (et micro) entreprises dans la valeur ajoutée totale de l'industrie », et « % des (M)PME ayant un prêt ou une ligne de crédit ». Le Togo pourrait adopter et suivre l'un de ces indicateurs, ou un indicateur national équivalent, pour mesurer l'atteinte de cette cible.

Accès aux technologies de l'information et des communications (9.c)

Situation (performance actuelle)

Internet

Le taux de pénétration de l'internet mobile et de l'internet fixe a atteint 7 % et 1 % en 2014. Le taux de pénétration de l'internet haut débit fixe et mobile est passé de 0,58 % en 2011 à 7,14 % en 2015. Le pourcentage d'abonnés à internet est passé de 2,9 % en 2011 à 12,9 % en 2015, permettant ainsi au Togo de dépasser avant terme la cible OMD de 10 % en 2015.

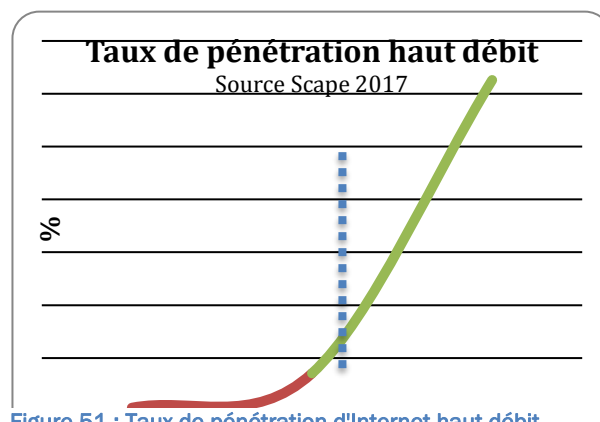


Figure 51 : Taux de pénétration d'Internet haut débit

Téléphonie

Le taux de pénétration de la téléphonie mobile est passé de 50 % en 2012 à 65 % en 2015. L'utilisation de la téléphonie mobile poursuit sa forte croissance en termes de nombre d'abonnés, qui sont passés de 141 382 en 2011 à 526 984 en 2015. Pour l'année 2015, la demande a été plus forte avec 1,28 million de nouveaux utilisateurs (soit une progression de 242 % par rapport à 2014), avec 221 421 nouveaux abonnés haut débit. Le taux de pénétration data mobile haut débit est de 6,2 % en 2015, soit 431 869 abonnés.²⁵⁹

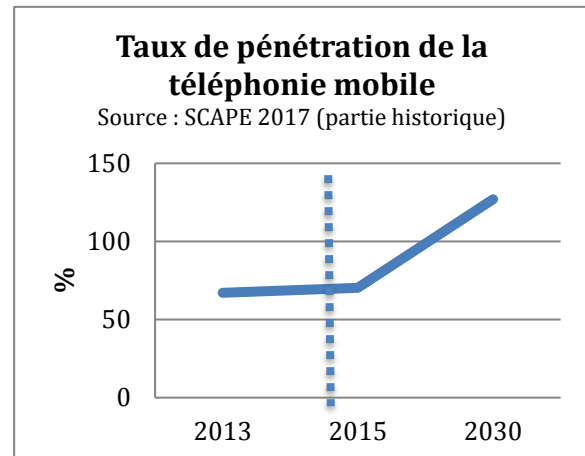


Figure 52 : Taux de pénétration de la téléphonie mobile

Radio et télévision

La possession d'une radio dans les ménages a augmenté entre 2006 et 2011, et a baissé entre 2011 et 2015. Cette proportion était de 42,6 % en 2006 et de 59,9 % en 2011 et s'élève à 50,1 % en 2015.

La proportion de ménages possédant un téléviseur a connu une augmentation entre 2006 et 2015. Elle est passée de 20,2 % en 2011 à 38,8 % en 2015. Elle est plus élevée en milieu urbain (70,1 %) qu'en milieu rural (10,4 %) en 2015.²⁶⁰

Analyse causale

Le segment mobile a connu une croissance annuelle régulière de 2011 à 2015, portée par les abonnements prépayés qui représentent 99,5 % de l'ensemble des abonnés et croît annuellement de 14,5 % en moyenne.

En conséquence, le chiffre d'affaires s'est accru de 29,3 % sur la période, passant de près de 116 milliards à 150 milliards, traduisant ainsi le dynamisme du segment mobile. Togo Telecom a renoué avec la croissance et a connu un accroissement de son chiffre d'affaires.²⁶¹

La baisse des tarifs explique en partie cette hausse. Après une baisse substantielle entre 2010 et 2011, le tarif moyen mobile par minute de communication « on net » était de 80 FCFA et le tarif fixe de 36 FCFA par minute « on net » en 2016. Depuis 2011, le tarif data mobile 3G est passé de 20 000 FCFA à 15 000 FCFA en forfait mensuel illimité et à 5 000 FCFA en forfait mensuel plafonné à 1 Go de consommation. Les tarifs de l'Internet fixe ont connu deux baisses sur les cinq dernières années, passant de 173 630 à 85 500 FCFA et le 1 Mb/s de 74 430 à 29 500 FCFA.

Malgré toutes les améliorations observées dans les tarifs ces dernières années, le coût du service de téléphonie fixe et mobile ainsi que de l'Internet reste toujours élevé pour le togolais moyen et comparativement aux coûts pratiqués par les pays voisins.

²⁵⁹ PND 2017

²⁶⁰ Profil de pauvreté, République togolaise, avril 2016

²⁶¹ PND 2017

Plusieurs facteurs peuvent expliquer le faible taux de pénétration de la radio et de la télévision, comme l'accès limité des populations à l'électricité et la faible capacité de diffusion des chaînes nationales.

Rôles et capacités

Le secteur est animé par un opérateur de téléphonie fixe (Togo Telecom) et deux opérateurs de téléphonie mobile : Togo Cellulaire (filiale de Togo Telecom) et Atlantique Telecom Togo (filiale du Groupe Etisalat). Togo Telecom et CAFE Informatique et Télécommunication offrent l'accès aux services d'Internet.²⁶²

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

L'un des défis majeurs sera de parachever rapidement les réformes du cadre juridique de régulation du secteur des télécommunications, en vue de garantir une meilleure contribution des opérateurs à la dynamique de développement économique et social du pays. Il s'agira également de relever le défi d'une meilleure diffusion du numérique notamment à travers le développement de contenus éducatifs, la télémédecine ainsi que le mobile banking. Enfin, il s'agira de placer le numérique au cœur des échanges d'informations pour la commercialisation et la structuration des filières dans l'agriculture, l'industrie et le secteur des services.

Selon la ministre des Postes et de l'Économie Numérique, l'objectif désormais est de «faire passer le haut-débit d'un statut de produit de luxe à celui d'un bien de grande consommation ».

L'ONU propose deux indicateurs pour suivre la cible 9.c : « Qualité de la large bande fixe et mobile mesurée par la vitesse moyenne de téléchargement » et « Abonnement à un service de téléphonie mobile et/ou à Internet large bande (par foyer/100 personnes ». Le Togo pourrait adopter et suivre l'un de ces indicateurs, ou un indicateur national équivalent, pour mesurer l'atteinte de cette cible.

²⁶² SCAPE 2017

2.2.12 Villes et établissements humains ouverts à tous, sûrs, résilients et durables

Accès de tous à des systèmes de transport sûrs, accessibles et viables, à un coût abordable, et sécurité routière (11.2)

Situation (performance actuelle)

Tout comme l'accès à l'eau et au marché de produits alimentaires, l'accès au service des transports en commun est défini pour les ménages qui mettent moins de 30 minutes pour atteindre le point d'arrêt des véhicules.

En 2015, 70,6 % des ménages avaient accès au transport public commun, soit 93,7 % en milieu urbain et 49,3 % en milieu rural. Entre 2011 et 2015, au niveau national, l'accès au transport public commun est passé de 62,5 % à 70,6 %, soit un TCAM²⁰¹¹⁻²⁰¹⁵ de 3,2%.

Les modes de transport individuels (voitures particulières et motos) sont dominants, il y a une prolifération anarchique de services de transport peu efficaces, comme les taxis-motos qui engorgent les voies urbaines. Les principaux outils et instruments ne sont pas encore disponibles, notamment les schémas et plans d'aménagement du territoire. Les ressources et les compétences transférées aux collectivités locales ne sont pas suffisantes pour valoriser les potentialités des régions. Beaucoup reste à faire pour développer un réseau de transport en commun sûr et régulier qui aurait le double avantage de désengorger les routes et de connecter les quartiers et centres urbains.

Il faudrait recueillir et diffuser les données relatives aux routes revêtues, non revêtues, et des pistes rurales pour le Togo.

Analyse causale

Les principales causes nuisant à l'atteinte de la cible sont les problèmes de gestion et de planification, de mise en œuvre des politiques, de financement, d'entretien des voies, l'insuffisance de pistes de désenclavement, le manque de suivi, et le retard dans la mise en œuvre de la décentralisation.

Le transport en commun est très peu développé et il n'y a pas de transport ferroviaire. On note le faible investissement du privé et public, et la faiblesse des revenus. Les groupes touchés sont les travailleurs, la population rurale, les élèves, les étudiants, les apprenants, et les agriculteurs, les opérateurs économiques (faiblesse des revenus)

Le manque d'infrastructures nuit au développement économique en augmentant le coût et la durée des déplacements des personnes et du transport des marchandises, ce qui plombe la productivité, nuit au rythme des transactions commerciales, à l'accès aux soins de santé, à la

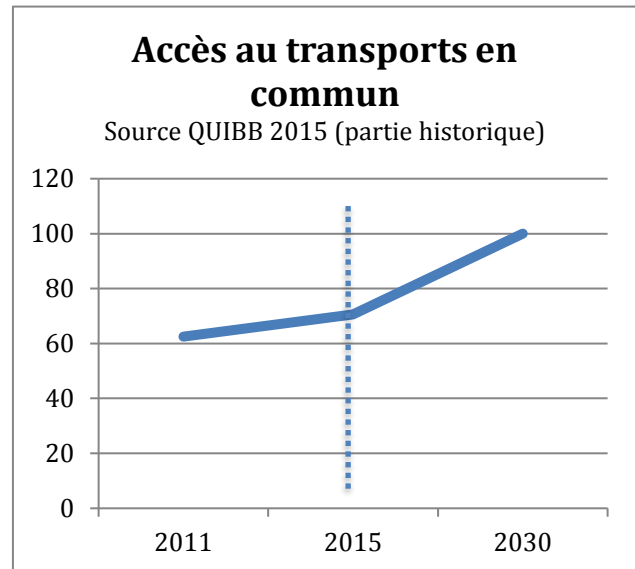


Figure 53 : Accès aux transports en commun

circulation des biens et services et des personnes, et il a une incidence sur les accidents de circulation.

Les populations les plus affectées sont les transporteurs, les populations en milieu rural surtout les producteurs agricoles, les commerçants, les personnes (les élèves, les prestataires de soins de santé) vivant dans les localités enclavées, les personnes âgées, les personnes handicapées, les élèves, les femmes.

Les débiteurs d'obligation sont l'État, les collectivités locales et le secteur privé.

Les détenteurs de droits sont les populations, les opérateurs économiques, les localités enclavées.

Les interventions initiées sont la mobilisation des ressources pour l'entretien routier, le PUDC, ANNEAU de croissance de l'Afrique de l'Ouest (projet d'intégration régionale via autoroutes et chemin de fer), le nouveau code de la route, l'obligation du port de casque et de ceinture de sécurité, la réhabilitation du corridor Lomé-frontière du Burkina-Faso, des principales routes transversales au corridor nord-sud, la construction d'un 3ème quai et de la darse, modernisation de l'aéroport international Gnassingbé Eyadema, une amélioration de l'accès au transport en commun public.

Rôles et capacités

Les capacités des institutions en charge de l'aménagement du territoire sont faibles. Les principaux outils et instruments ne sont pas encore disponibles, notamment les schémas et plans d'aménagement du territoire.

Les ressources et les compétences transférées aux collectivités locales ne sont pas suffisantes pour valoriser les potentialités des régions.

Les risques se situent au niveau du non-respect des textes relatifs aux normes de l'UEMOA, du non-respect du code de la route et au plan financier (insuffisance de mobilisation de ressources).

Le recours au partenariat public et privé (PPP) représente une opportunité.

Les détenteurs de droits ont une faible capacité à faire valoir leurs droits.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Le TCAM²⁰¹¹⁻²⁰¹⁵ de 3,2 %, s'il était conservé durant la période 2015-2030, serait suffisant pour atteindre la cible de 100 % de personnes desservies par le transport en commun à l'horizon 2030. En Effet, un TCAM²⁰¹⁵⁻²⁰³⁰ de 2,8 % est suffisant pour atteindre cette cible.

Par ailleurs, il faudrait développer la statistique concernant le suivi des indicateurs suivants : le pourcentage de personnes vivant à moins de 0,5 km d'un mode de transport en commun [circulant au moins toutes les 20 minutes] dans les villes de plus de 500 000 habitants, d'une part, et, d'autre part, le nombre de kilomètres de transports en commun de haute capacité (BHNS, métro léger, métro) par personne pour les villes de plus de 500 000 habitants.

Participation communautaire à la planification et gestion urbaine (11.3)

Situation (performance actuelle)

Les principaux enjeux du développement urbain au Togo se caractérisent par (i) un développement spatial peu harmonieux des centres urbains, (ii) une production et gestion foncières non adaptées, (iii) des logements décents rares, (iv) un environnement urbain dégradé, (v) un financement de l'urbanisation inopérant et du logement difficilement accessible, (vi) une mobilité urbaine inefficace, (vii) une gouvernance urbaine peu efficace, (viii) une pauvreté urbaine persistante et (ix) des capacités du secteur limitées²⁶³.

Même si le pays ne dispose pas encore d'un schéma national d'aménagement du territoire (SNAT), de nombreuses localités ont été dotées de schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) pour servir de guide à leur expansion aussi bien physique qu'économique. Cependant le défi est de mettre à jour les SDAU des localités déjà pourvues et de doter celles qui n'en disposent pas. Les ressources et les compétences transférées aux collectivités locales ne sont pas suffisantes pour valoriser les potentialités des régions.

Les interventions initiées sont l'élaboration du document-cadre méthodologique et du document projet du SNAT, le renforcement du fonctionnement du système d'information géographique SIG, la formation des membres des organes d'élaboration et de mise en œuvre de la Politique nationale de l'aménagement du territoire (PONAT), le vote de la loi portant loi-cadre sur l'aménagement du territoire qui a permis de doter le pays d'un cadre juridique qui oriente toutes les interventions de l'État et des autres acteurs ayant pour effets la structuration, l'occupation, l'utilisation du territoire national et de ses ressources.

Analyse causale

La croissance démographique exerce un poids sur les services sociaux de base et est source de forte urbanisation. Le processus de décentralisation et de déconcentration est lent, le dialogue difficile entre les populations et les autorités, les textes pertinents sont peu diffusés. Les problèmes fonciers sont récurrents et la politique en la matière est obsolète.

Au Togo, 37,7 % de la population vivaient en ville en 2010 selon les résultats du quatrième recensement général de la population et de l'habitat. Sur le plan spatial, la répartition de la population urbaine n'est pas uniforme sur le territoire national. L'agglomération de Lomé ou "Grand Lomé" se singularise avec une concentration de 63,2 % des citadins soit 23 % de la population totale du pays sur une superficie d'environ 0,49 % du territoire national.

La croissance de la population urbaine, qui a marqué ces trente dernières années au Togo, a entraîné, entre autres, l'installation d'une frange importante de la population sur des sites écologiquement fragiles, dans des zones sous-équipées, insalubres et impropres à l'habitation. Ces installations ont engendré la dégradation de l'environnement et du cadre de vie, qui sont sources des problèmes de santé publique.

²⁶³ PND 2018-2022, Tome 2 : vision de développement, orientations et axes stratégiques (Version préliminaire)

Les conséquences d'une urbanisation déficiente affectent les taux de morbidité et de mortalité élevée chez les femmes et les enfants, la scolarisation et l'éducation, l'économie, l'accroissement des inégalités régionales (infrastructures, soins, développement économique et social). Le développement incontrôlé des villes a pour conséquences les problèmes fonciers, environnementaux, le difficile accès par les secours des secteurs sinistrés en cas de catastrophe.

Les populations les plus affectées sont celles à faible revenu dans les périphéries, sur le littoral et dans les villes secondaires.

Les débiteurs d'obligation sont l'État et les collectivités territoriales. Les détenteurs de droits sont les populations, le secteur privé, les OSC, les petites et moyennes entreprises, les auxiliaires de justice.

Rôles et capacités

Il y a eu la Conférence des chefs d'État à Niamey pour la promotion de l'aménagement du territoire (janvier 2004). La PONAT est disponible, la monographie, il y a aussi d'autres documents sur l'urbanisme notamment : la déclaration de politique nationale du secteur urbain du Togo, le décret relatif à l'urbanisme et au permis de construire dans les agglomérations réglemente les plans d'urbanisme, la construction, les lotissements dans les centres urbains, la Stratégie Nationale du Logement (SNL) etc.

En 2017, le Togo a organisé le premier forum national du foncier, ce qui a permis une ouverture d'un cadre de discussion sur la question. La finalisation du nouveau code foncier et son adoption permettront de trouver des solutions durables aux problèmes fonciers.

Les principaux risques pouvant nuire à l'aménagement de villes durables proviennent des catastrophes, des conflits, du manque de mobilisation des ressources, du manque d'assainissement, de la dégradation de l'environnement, de la faible capacité du Ministère de l'urbanisme, non représenté au niveau régional.

Les détenteurs de droits ont une faible capacité à défendre leurs droits.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

L'ONU propose les deux indicateurs suivants pour l'atteinte de cette cible : « Ratio du taux d'utilisation des terres par rapport au taux de croissance de la population à une échelle comparable », et « Villes de plus de 100 000 habitants qui mettent en œuvre des plans de développement urbains et régionaux intégrant des projections démographiques et les besoins en ressources ».

Le Togo ambitionne, d'ici à 2022, de renforcer l'urbanisation durable pour 25 localités de plus de 5 000 habitants et les capacités de planification et de gestion participatives, intégrées et durables des établissements humains.

Décès dus aux catastrophes (11.5)

Situation (performance actuelle)

L'évaluation de l'impact des catastrophes en 2010²⁶⁴ montre que le Togo a connu quatre tremblements de terre, trois importantes sécheresses, plus de 60 inondations urbaines et rurales, des feux de végétation et des vents violents sur la période de 1860 à 2015. Ces catastrophes ont occasionné des pertes en vies humaines, des traumatismes sur les êtres humains et les communautés surtout vulnérables, des pertes économiques qui ont affecté le bien-être des populations.

Les principaux aléas considérés comme majeurs du fait de leur fréquence sont les inondations, l'érosion côtière, des éboulements, les feux de végétation, les vents violents, et la sécheresse. A ces aléas, il faudra ajouter les risques d'épidémie, de conflits sociaux, des incendies en milieu urbain, du terrorisme et la piraterie (essentiellement maritime).

Devant l'ampleur des dégâts causés, plusieurs instruments ont été développés par le gouvernement avec l'appui des partenaires techniques et financiers. Il s'agit de : l'élaboration et l'opérationnalisation du plan d'organisation des secours en cas de catastrophe (plan ORSEC), l'élaboration et l'opérationnalisation du plan national de contingence multirisques (PNC), l'élaboration et la mise en œuvre de Cinq (5) Plans de contingences régionaux, la mise en place de la plateforme nationale pour la réduction des risques de catastrophes (PNRRC), l'élaboration de la stratégie nationale de réduction des risques de catastrophes naturelles (SRRC), la mise en place et l'opérationnalisation de l'Agence Nationale de la Protection Civile²⁶⁵ et l'adoption de la politique nationale de la protection civile²⁶⁶.

Malgré les dispositions prises au plan national, les pertes et dégâts restent encore élevés. Par exemple, L'évaluation des pertes et dégâts en 2010 a dénombré sur l'ensemble du territoire 82 767 sinistrés, 85 blessés et 21 décès. Les dégâts matériels évalués concernent le nombre de maisons inondées (3 947), écroulées (7 320), décoiffées (194) et abandonnées (921); la superficie des champs de cultures dévastés est de 7 744,24 hectares²⁶⁷.

Analyse causale

La faible capacité du pays dans la gestion des pertes et dégâts dues aux inondation est relative à l'arrangement institutionnel inadéquat qui ne permet pas une bonne synergie et une bonne coordination aussi bien en termes de prévention que de riposte, l'absence de mécanisme de financement durable permettant d'assurer chaque année et en tout moment un budget conséquent, les faibles capacités techniques et organisationnelles qui conduisent à une mobilisation insuffisante des organes aussi bien au niveau central que local de tous les acteurs.

²⁶⁴ Rapport national : évaluation des dommages et pertes des inondations de 2010 au Togo (Rapport PDNA-Togo 2010)

²⁶⁵ Décret N°2017-011/PR portant création, attribution et fonctionnement de l'Agence Nationale de la Protection Civile

²⁶⁶ Décret N°2017-022/PR portant approbation de la politique nationale de la protection civile

²⁶⁷ Rapport national : évaluation des dommages et pertes des inondations de 2010 au Togo (Rapport PDNA-Togo 2010)

L'étude diagnostique réalisée dans le cadre de l'élaboration de la PNPC a permis d'identifier trois paquets de problèmes qui minent le sous-secteur. Il s'agit des problèmes d'ordre institutionnel et organisationnel, des problèmes d'insuffisance de capacités techniques des structures en matière de gestion des catastrophes et risques de tout genre et des problèmes d'insuffisances de moyens pour y faire face qui entraînent les mortalités élevées dues aux catastrophes, la destruction des biens des personnes et des ménages et les dégâts élevés sur les infrastructures économiques et sociales collectives.

Rôles et capacités

Le soutien financier et technique du PNUD a permis de mettre en place la plateforme nationale de réduction des risques de catastrophes, d'élaborer la stratégie nationale de réduction des risques de catastrophes et d'aider le Togo à développer des outils de prévention de préparation et de réponse aux catastrophes.

Le Projet de gestion intégrée des catastrophes et des terres (PGICT), en partie financé par la Banque mondiale, a pour objectif de renforcer les capacités institutionnelles pour la gestion des risques d'inondations et de dégradation des sols dans les zones rurales et urbaines. Il a également comme finalité de renforcer la gestion durable des terres dans les éco paysages ciblés et les zones soumises aux aléas climatiques

Le Togo dispose d'un plan d'organisation des secours d'urgence et d'un plan national de contingences multirisques.

Il procède à l'évaluation de la vulnérabilité climatique et à l'élaboration de plans et programmes en matière de réduction de la vulnérabilité et d'adaptation aux changements climatiques (Communications Nationales, PANA, etc.)

En 2017, le Togo a mis en place une Agence Nationale de Protection Civile chargée de la coordination et de la mise en œuvre des actions de prévention et de gestion des catastrophes et des situations d'urgence. Cette agence est opérationnelle.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

L'ONU propose les deux indicateurs suivants pour l'atteinte de cette cible : « Nombre de personnes tuées, blessées, déplacées, évacuées, réinstallées ou touchées d'une quelconque autre manière par des catastrophes », et « Nombre de logements endommagés et détruits par des catastrophes ». Le gouvernement devrait évaluer la pertinence de suivre l'un de ces indicateurs, ou un indicateur national équivalent.

Certains indicateurs ont été retenus dans le document du plan d'action de la PNPC pour la période 2017-2030 mais les cibles ne sont pas disponibles. Il s'agit de :

- Le pourcentage de mortalité dû aux catastrophes a baissé par rapport à 2005 et 2015 à partir de 2020 ;
- Le pourcentage des pertes de bien des ménages a baissé par rapport à 2005 et 2015 à partir de 2020 ;
- Le pourcentage des pertes économiques a diminué par rapport au PIB ;
- Le pourcentage des pertes en vies humaines dû aux troubles environnementaux a baissé par rapport à 2005 et 2015 à partir de 2020.

La définition des cibles permettra de disposer des cibles au niveau national.

2.3 Les ODD et le droit à un environnement sain

Le chapitre 2.3 aborde successivement les thématiques suivantes, associées d'une part aux droits à un environnement sain présentés dans l'encadré et, d'autre part, à des cibles liées aux objectifs de développement durable (identifiées entre parenthèses)

- Modes de consommation et de production durables : Gestion durable et une utilisation rationnelle des ressources naturelles (12.2), Gestion durable des déchets alimentaires par habitant (12.3 et 12.5), Gestion écologique des produits chimiques et des autres déchets protection de l'air de l'eau et du sol (12.4), Gestion de la passation des marchés publics et gouvernance (12.7), Éducation des citoyens et des institutions matière de développement durable (12.8) ;
- Mesures de lutte contre les changements climatiques et leurs répercussions ;
- Résilience et capacités d'adaptation des communautés face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat (13.1), Mesures et politiques relatives aux changements climatiques (13.2), Pratiques et politiques d'éducation, sensibilisation et développement des capacités individuelles et institutionnelles en ce qui concerne l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation de leurs effets et la réduction de leur impact et les systèmes d'alerte rapide (13.3) ;
- Conservation et exploitation durable des océans, des mers et des ressources marines aux fins du développement durable ;
- Pollution marine de tous types (14.1), Gestion et protection durables des écosystèmes marins et côtiers (14.2), Réduction de l'acidification des océans et lutte contre ses effets (14.3), Règlementation et gestion de la pêche, accès des pêcheurs aux ressources marines et aux marchés (14.4) ;
- Préservation, restauration et exploitation durable des écosystèmes terrestres, gestion durable des forêts, lutte contre la désertification ;
- Préservation, restauration, exploitation durable des écosystèmes terrestres et des écosystèmes d'eau douce et des services connexes, en particulier des forêts, des zones humides, des montagnes et des zones arides (15.1 et 15.4), Gestion durable de tous les types de forêt, lutte contre la déforestation, restauration des forêts dégradées, reboisement (15.2), Mesures contre le braconnage et au trafic d'espèces végétales et animales protégées (15.7), Mesures d'empêchement de l'introduction d'espèces exotiques envahissantes (15.8).

Droit à un environnement sain

Gestion des ressources aquatiques

Gestion des déchets

Consommation et production durable

Changements climatiques (adaptation aux changements climatiques, gestion des ressources

Conservation et exploitation des océans et des mers, exploitation des ressources marines

Conservation et exploitation des écosystèmes terrestres, biodiversité

Le Togo a adopté la loi-cadre sur l'environnement en 2008, guidée par les nouveaux développements aussi bien au niveau national qu'international, ce qui a amené à actualiser la politique nationale de l'environnement et mettre en place un cadre institutionnel approprié à ce nouveau contexte.

Afin d'assurer la mise en œuvre des actions, plusieurs politiques, stratégies, plans et programmes ont été adoptés :

- La Politique Forestière du Togo et le Plan d'Action Forestier National (PAFN) ;
- La Stratégie Nationale de Mise en Œuvre de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques ;
- La Stratégie nationale de renforcement des capacités pour la gestion de l'environnement ;
- La Stratégie Nationale pour la conservation, la restauration et la gestion durable des mangroves au Togo ;
- La Stratégie Nationale de Réduction des Risques et Catastrophes naturelles ;
- La Stratégie Nationale de Gestion et d'Utilisation Durables de la Diversité Biologique ;
- La Stratégie nationale de gestion des feux de végétation ;
- La Stratégie Nationale d'Information Éducation et Communication (IEC) sur l'environnement ;
- Le Plan d'Action National d'Adaptation aux changements climatiques (PANA) ;
- Le Plan National d'Action pour l'Environnement (PNAE) ;
- Le Plan National de Mise en œuvre de la Convention de Stockholm sur les Polluants Organiques Persistant (PNM) ;
- Le Plan d'Action National pour la Gestion des Ressources Environnementales Marines et Côtières ;
- Le Plan d'action pour une mise en œuvre plus efficace de la Convention de Rotterdam sur les produits chimiques au Togo ;
- Le Plan de Gestion de l'Élimination des Hydro chlorofluorocarbones (HCFC) au Togo ;
- Le cadre national de biosécurité vise à créer progressivement les conditions de prévention des risques liés à l'utilisation de la biotechnologie moderne, conformément aux dispositions du Protocole de Cartagena sur la biosécurité ;
- Le Plan National d'Intervention d'Urgence pour la Lutte Contre la Pollution Marine (PNIU) ;
- Le Programme d'Action National de Lutte Contre la Désertification ;
- Le Programme de Maitrise des Énergies Traditionnelles et de Promotion des Énergies Renouvelables au Togo ;
- Le Programme National de lutte contre l'érosion côtière.

La mise en œuvre de ces politiques, stratégies, plans et programmes rencontre des difficultés liées entre autre à la faiblesse de financement, à l'insuffisance de capacités techniques, institutionnelles et juridiques exacerbées par les habitudes culturelles peu favorables aux changements de comportements.

2.3.1 Modes de consommation et de production durables

Gestion durable et une utilisation rationnelle des ressources naturelles (12.2)

Situation (performance actuelle)

Outre les effets de forte pression anthropique qui s'exercent sur les ressources naturelles, leur gestion et leur utilisation ne sont pas rationnelles. Cette situation est aggravée par des pratiques agricoles non appropriées.

On note une forte prédominance du secteur primaire dans l'économie togolaise. Dans l'ensemble, cette dernière repose sur le secteur primaire qui représente en moyenne 40 % du PIB et emploie environ 80 % de la population active. La faible intégration des préoccupations environnementales dans les options politiques tant sur le plan macro-économique que sectoriel aggrave la pression sur les ressources naturelles. Par ailleurs, l'ignorance des coûts de la dégradation de l'environnement dans les projets et programmes de développement et les difficultés de la maîtrise foncière sont également des goulots d'étranglement à la gestion rationnelles des ressources naturelles.

Entre 2013 et 2016, les efforts du Togo ont permis de stabiliser dans un premier temps puis de faire évoluer légèrement la part des superficies des écosystèmes protégés pour la conservation de la diversité biologique au Togo de 7 à 7,4 % du territoire. Quelque 36 645 hectares de plantations ont été protégés contre les feux de végétation notamment par l'ouverture 17 162 kilomètres de pare-feu autour des plantations et la réalisation des feux précoces et contrôlés dans les plantations à protéger. En outre, au cours des trois dernières années, des patrouilles de gardiennage ont protégé 9 845 hectares de jeunes plantations du patrimoine forestier de l'État contre toutes sortes d'intempéries et agressions divers. En matière de gestion durable des forêts, environ 12 000 hectares de terre ont été reboisés, enrichis ou aménagés exclusivement pour le compte du domaine forestier de l'État. Le Togo a réalisé entre 2015 et 2016 son premier inventaire forestier national (IFN), qui révèle que le Togo dispose d'un taux de couverture en ressources forestières de 24,2 %. La superficie de terres dégradées restaurée a augmenté passant de 171,5 ha en 2014 à 210 ha en 2015²⁶⁸.

Analyse causale

Les causes de l'utilisation inappropriée des ressources naturelles sont la méconnaissance des bonnes pratiques de gestion en milieu rural, la pauvreté en milieu rural²⁶⁹, la pression démographique (2,3 % par an), la mise en œuvre déficiente des politiques et programmes en raison non seulement de la faiblesse de la mobilisation des ressources et des capacités, mais aussi de la gouvernance reprochable, de la persistance des modes de production et de consommation non durables.

Les conséquences sont l'amenuisement des ressources naturelles, notamment la forêt, la récurrence des catastrophes naturelles, la perte des revenus surtout en milieu rural, l'assèchement du climat, l'éloignement des sites de collecte des ressources nécessaires à la

²⁶⁸ PND 2018-2022 : Tome 1 - diagnostic de la situation économique, sociale et environnementale, version préliminaire

²⁶⁹ Plus de 75% de la population rurale est pauvre, dont une majorité de femmes

vie (eau, bois, espèces végétales comestibles). Ces conséquences rendent la vie difficile surtout pour les femmes et les enfants.

Les débiteurs d'obligation sont l'État à travers ses services centraux et déconcentrés, les PTF, ONG, OSC, PPP, les autorités de bassin, les collectivités locales.

Rôles et capacités

Le Togo a ratifié la plupart des accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et a adopté des politiques dans ce domaine.

Il y a une forte dépendance des financements du secteur vis-à-vis des ressources de l'extérieur.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

L'ONU propose les deux indicateurs suivants pour l'atteinte de cette cible : « Consommation intérieure de matériaux (CIM) et CIM/habitant », et « Empreinte matérielle (EM) et EM/habitant ».

La consommation intérieure de matériaux désigne la quantité totale de matières directement utilisées dans l'économie. Elle se définit comme l'ensemble des matières premières extraites du territoire national sur une année, auquel s'ajoutent toutes les importations physiques diminuées de toutes les exportations physiques.

L'empreinte matérielle considère, en plus de l'extraction intérieure, la masse de l'ensemble des matières premières utilisées à l'étranger durant les processus de production et de transports des biens et services consommés. Dans une optique de développement durable, une diminution de cette empreinte est donc souhaitée.

Le gouvernement du Togo pourrait examiner la pertinence et la faisabilité de retenir l'un de ces indicateurs, ou un indicateur national équivalent afin de suivre la cible sur l'utilisation durable des ressources.

Gestion durable des déchets alimentaires par habitant (12.3 et 12.5)

Situation (performance actuelle)

Les déchets prolifèrent, les pertes post récoltes sont élevées. Les pertes alimentaires se réfèrent aux aliments produits et destinés à la consommation humaine mais qui ne sont finalement pas consommés par les humains. Les pertes alimentaires sont définies comme « la diminution de la quantité ou de la qualité de la nourriture ». La partie des pertes alimentaires appelée « gaspillage alimentaire » se réfère aux aliments qui sont sains et nutritifs, produits pour la consommation humaine mais qui sont jetés ou détournés vers des utilisations non alimentaires le long de la chaîne d'approvisionnement, de la production primaire jusqu'au niveau du consommateur final.²⁷⁰

Le cadre juridique régissant la gestion des déchets au Togo, comprend la loi n° 2008-005 portant loi-cadre sur l'environnement et la loi 2009-007 portant code de la santé publique. La loi-cadre sur l'environnement, du 30 mai 2008, prévoit des dispositions pour encadrer la

²⁷⁰ <http://www.fao.org/platform-food-loss-waste/food-loss/food-loss-measurement/fr/>

gestion des déchets. En plus de donner des définitions claires à l'article 2, la section 8 (art.101 à 111) porte exclusivement sur les déchets. La loi de mai 2009 portant code de la santé publique présente aussi un certain nombre d'articles qui vise directement la lutte contre toutes formes de déchets (sous-section 4, du chapitre 2 : Protection sanitaire du cadre de vie). Le déversement et l'enfouissement des déchets toxiques industriels, des déchets biomédicaux ou hospitaliers sont interdits (art. 23).

Le cadre juridique régissant la gestion des déchets comprend la politique de l'environnement et la politique agricole. Mentionnons des initiatives supportées par la Banque mondiale, telles la Stratégie de relance du secteur agricole (PNISA), le Programme d'appui au secteur agricole (PASA), le programme de développement des agropoles, la mise en œuvre du Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO)

Il existe une structure de pré-collecte et de recyclage des déchets. On construit des infrastructures de stockage des produits agricoles.

Analyse causale

Les causes de la situation observées sont le faible niveau de technologies des systèmes de production, la faible capacité financière et le faible niveau d'instruction des acteurs du secteur agricole, le faible niveau d'organisation des filières et des chaînes de valeur, la non disponibilité de technologies appropriées, la non structuration de la chaîne de collecte et de recyclage, l'absence d'un cadre juridique et fiscal incitatif.

Les conséquences sont la perte des revenus des ménages en milieu rural associés aux pertes de matières premières et au gaspillage de ressources, la diminution de la valeur des biens, la paupérisation des populations, la perte de la productivité économique. Les déchets causent la pollution de l'eau, de l'air et du sol, ils contaminent la chaîne alimentaire et sont sources de maladies.

Les détenteurs de droits sont la population, les producteurs agricoles.

Les débiteurs d'obligation sont l'État, à travers ses services centraux et déconcentrés, les PTF, ONG, OSC, PPP, les collectivités locales.

Rôles et capacités

Il existe des normes au niveau international, des politiques, stratégies, plans, programmes et projets dans le secteur agricole.

Il y a aussi des capacités techniques, mais il est nécessaire d'améliorer la gouvernance.

Les opportunités résident dans la création de richesses et d'emplois verts.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Les participants à la retraite indiquent que l'indicateur retenu est le « Taux de réduction des pertes post récoltes pour les 5 produits prioritaires nationaux ». Il sera important de renseigner cet indicateur afin de prendre les mesures pour réduire de moitié le volume de déchets alimentaires par habitant au niveau de la distribution comme de la consommation, comme le prévoit la cible 12.3.

Par ailleurs, la cible 12.5 prévoit de réduire considérablement, d'ici 2030, la production de déchets par la prévention, la réduction, le recyclage et la réutilisation. L'ONU propose deux indicateurs pour suivre l'évolution de cette cible : la « Production de déchets au niveau national (déchets solides mis en décharge et incinérés et données ventilées pour les déchets électroniques) en kg par habitant/an », et le « Taux de recyclage national, ou le nombre de tonnes de matériaux recyclés ». Le SNU pourrait examiner, de concert avec les Ministères de l'Agriculture, de l'environnement, de l'administration territoriale et de l'industrie, la pertinence et la faisabilité de retenir l'un de ces indicateurs, ou un indicateur national équivalent afin de suivre la cible sur l'utilisation durable des ressources.

Gestion écologique des produits chimiques et des autres déchets - Protection de l'air de l'eau et du sol (12.4)

Situation (performance actuelle)

La chaîne alimentaire est contaminée par les produits chimiques et les déchets.

Certains outils existent : la loi cadre de l'environnement, la Politique de l'environnement, le Plan national de mise en œuvre de la convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, le Plan national de gestion des déchets spéciaux, un cadre juridique régissant la gestion des produits chimiques et des déchets, un cadre de concertation et d'accréditation des produits chimiques.

Analyse causale

La gouvernance du secteur est déficiente, les textes juridiques peu appliqués, la pauvreté associée au faible niveau d'instruction des populations persiste surtout en milieu rural. Le secteur informel est prépondérant, les frontières sont perméables. La mise en œuvre de politiques et stratégies en matière de produits chimiques et de déchets est déficiente. L'utilisation des produits chimiques est abusive et peu contrôlée, les mécanismes de gestion rationnelle des déchets sont presque inexistantes, les dangers liés à l'utilisation des produits chimiques sont peu connus.

Les conséquences sont les intoxications, l'émergence des maladies non infectieuses, la pollution des ressources en eau, l'apparition des souches résistances et mutantes de parasites, la perte de biodiversité.

Les détenteurs de droits sont la population.

Les débiteurs d'obligation sont l'État à travers ses services centraux et déconcentrés, les PTF, ONG, OSC, le secteur privé, les collectivités locales.

Rôles et capacités

La loi n° 2008-005 du 30 mai 2008 portant loi-cadre sur l'environnement, le code de la santé publique et l'inscription de la thématique d'assainissement dans le DSRP-C témoignent de la priorisation de l'enjeu. Par ailleurs, le Togo a ratifié la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POPs) et la Convention de Bâle sur les mouvements transfrontières des déchets dangereux. Le Togo a également adopté un plan national de mise en œuvre de la Convention de Stockholm.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Afin d'instaurer d'ici à 2030, une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques et des déchets tout au long de leur cycle de vie, l'ONU propose un indicateur, soit suivre les « Niveaux moyens annuels de certains contaminants dans l'air, l'eau et le sol provenant de sources industrielles, de la production d'énergie, de l'agriculture, des transports, des eaux usées et des usines de traitement des déchets ».

Compte tenu de l'économie du Togo, il faudrait cibler certains secteurs, tels ceux de l'agriculture, des transports et de l'industrie, choisir certains paramètres et certains lieux d'échantillonnage représentatifs pour suivre l'évolution de la qualité de l'air, notamment pour mesurer les impacts des transports, et la qualité des eaux, notamment pour le suivi de pesticides associée à l'agriculture.

Un tel système d'échantillonnage doit être relativement simple, afin de minimiser les coûts d'échantillonnage et d'analyse en laboratoire, le cas échéant. Le choix des paramètres, des lieux et fréquences d'échantillonnage doivent répondre à certains critères. Ils doivent d'abord renseigner réellement sur l'évolution de la pollution terrestre, aquatique et atmosphérique. Les paramètres doivent pouvoir être mesurés directement in situ ou par l'appareil d'échantillonnage, ou les échantillons doivent pouvoir être conservés analysés en laboratoire, ce qui peut être coûteux. La mise en place et l'opérationnalisation nécessitent donc une étude préalable afin de monter un système de suivi aussi simple que possible.

Gestion de la passation des marchés publics et gouvernance (12.7)

Situation (performance actuelle)

La Loi relative aux marchés publics du Togo (Loi no 2009-013) entend par marché public, tout contrat écrit, conclu à titre onéreux, passé conformément à ses dispositions, par lequel un entrepreneur, un fournisseur, ou un prestataire de services s'engage envers l'État ou ses sociétés publiques soit à réaliser des travaux, soit à fournir des biens ou des services moyennant un prix.

Le nombre de contrats approuvés en 2012 au Togo est estimé à 828 dont 388 relatifs aux fournitures et services, 382 relatifs aux travaux et 58 relatifs aux prestations intellectuelles pour un montant estimé à environ 149 milliards de francs CFA

On constate que les processus de passation des marchés publics au Togo devraient être accélérés. Par ailleurs, les procédures de passation des marchés n'intègrent pas les principes d'achats publics durables.

L'État togolais a organisé récemment une rencontre de renforcement des capacités des acteurs de passation des marchés publics au Togo, qui vise à renforcer les connaissances des cadres chargés de la passation des marchés publics au Togo dans le but de permettre la célérité du processus de passation des marchés publics au Togo.

Analyse causale

Des achats publics non durables continuent à être effectués.

Rôles et capacités

Le Togo a signé la déclaration de Rio et le programme décennal de promotion des modes de consommation et de production durables.

Le Togo a adopté une Loi relative aux marchés publics du Togo et un Code des marchés publics.

Le ministère de l'Économie et des Finances, avec l'appui de la Banque Africaine de Développement (BAD), travaille à améliorer la célérité des processus de passation des marchés. Sa Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics a en charge le contrôle a priori et a posteriori des procédures de passation des marchés publics.

L'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP) jouit d'une autonomie de gestion administrative et financière. Elle est responsable de la définition des politiques en matière de marchés publics. Elle assure une représentation tripartite entre d'une part, les représentants de l'administration et d'autre part, les représentants du secteur privé et de la société civile.

L'ARMP exécute d'autre part, les enquêtes, met en œuvre des procédures d'audits techniques et/ou financiers indépendants, sanctionne les irrégularités constatées et procède au règlement non juridictionnel des litiges survenus à l'occasion de la passation des marchés et délégations de service public.

Il existe une Stratégie nationale de développement durable et une commission nationale de développement durable.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Afin de promouvoir des pratiques durables dans le cadre de la passation des marchés publics, l'État pourrait examiner comment modifier sa législation pour intégrer des considérations sociales et environnementales dans les processus de passation des marchés. Ces bonifications pourraient toucher des secteurs tels l'économie d'énergie dans la construction ou la rénovation des bâtiments, la diminution des émissions polluantes lors de l'acquisition et l'entretien de véhicules, l'acquisition de papier, de matériel informatique.

Le Togo pourrait adopter un indicateur pour suivre l'évolution de la prise en compte du développement durable dans les mécanismes de passation des marchés publics. L'ONU suggère l'indicateur suivant : « Pourcentage d'achats publics durables sur l'ensemble des marchés publics pour un ensemble de groupes de produits prioritaires ».

Éducation des citoyens et des institutions matière de développement durable (12.8)

Situation (performance actuelle)

On constate le faible accès des populations à l'information, l'éducation et la communication sur l'environnement et le développement durable.

Les stratégies existantes sont la stratégie nationale IEC en lien avec l'environnement, la Stratégie nationale de développement durable, la Stratégie nationale d'information et de communication sur les changements climatiques.

Chaque année, le Togo participe à la célébration des journées internationales de l'environnement. On note aussi l'organisation de la quinzaine de l'environnement et du développement durable.

Analyse causale

Les différents messages et les canaux de transmission ne permettent pas de toucher toutes les couches sociales du pays.

Les conséquences sont la persistance des comportements non écologiques et non durables.

Les détenteurs de droits sont la population.

Les débiteurs d'obligation sont l'État à travers ses services centraux et déconcentrés, les PTF, ONG, OSC, le secteur privé, les collectivités locales.

Rôles et capacités

Il existe des stratégies nationales IEC en lien avec l'environnement, une cellule de communication MERF et des sites internet d'information sur l'environnement et le développement durable.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Le Gouvernement entend faire en sorte qu'au moins 50 % des élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation en faveur du développement et de modes de vie durables, des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, de la promotion d'une culture de paix et de non-violence, de la citoyenneté et de l'appréciation de la diversité culturelle et de la contribution de la culture au développement durable.

Pour ce faire, son action sera orientée vers le renforcement des capacités des jeunes en matière de droit de l'homme et de la citoyenneté, le développement et vulgarisation des outils d'éducation à la citoyenneté, l'implication des élèves dans la gestion des déchets ménagers dans les établissements, la promotion de la culture environnementale, l'incitation au reboisement et la promotion des valeurs civiques et citoyennes.²⁷¹

L'ONU propose deux indicateurs pour suivre cette cible : « Nombre de pays déclarant l'intégration de thématiques liées au développement et aux modes de vie durables dans le programme d'enseignement formel » et « Fréquence des recherches en ligne pour des mots clés directement liés au développement et aux modes de vie durables ». Le Togo pourrait adopter et suivre l'un de ces indicateurs, ou un indicateur national équivalent, pour mesurer l'atteinte de cette cible.

²⁷¹ PND 2017

2.3.3 Mesures de lutte contre les changements climatiques et leurs répercussions

Résilience et capacités d'adaptation des communautés face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat (13.1)

Situation (performance actuelle)

Les observations du climat sur la période 1961 à 2012 révèlent, une augmentation des températures contre une diminution de la pluviométrie et du nombre de jours de pluie. La tendance linéaire de la moyenne nationale des données de température sur la période 1961 à 2012 indique un réchauffement de 1°C. La période 1986 à 2012 est la plus chaude qu'ait connue le Togo depuis 1961, par rapport à la normale 1961-1985 avec des écarts annuels compris entre 0,7 et 1,2°C²⁷².

Le Togo fait déjà face à de fortes chaleurs, à la mauvaise répartition des pluies, aux inondations, aux sécheresses, aux vents violents et à l'élévation du niveau marin qui exacerbe le phénomène d'érosion côtière. De par les dégâts qu'ils causent, ces aléas climatiques influent fortement sur le développement du pays et menacent d'annihiler les efforts de croissance économique.²⁷³

Les populations sont vulnérables aux changements climatiques et aux risques de catastrophes naturelles.

À l'horizon 2025, les températures vont augmenter en tout point du territoire avec une amplitude oscillant entre 0,63 et 0,71°C soit une variation de 2,48 à 2,97 % pour le scénario optimiste et entre 0,78 et 0,88°C pour le scénario pessimiste.

En 2050, les températures augmenteront de 0,91 à 1,88°C et les précipitations de 4,73 à 16,3 mm, soit une augmentation de 0,52 à 0,97 %.

À l'horizon 2075, l'augmentation des températures et des précipitations se poursuivra. L'amplitude de variation des températures variera de 0,9 à 3,1°C, soit une augmentation de 3,4 à 12,8 %. , l'amplitude d'augmentation des précipitations variera de 3,6 à 26,9 mm, soit une augmentation de 0,4 à 1,6 %.

À l'horizon 2100, l'amplitude d'augmentation des températures variera de 0,9 à 4,5°C, soit une augmentation de 3,6 à 18,5 % et celle des précipitations de 4,6 à 39,0 mm, soit une variation de 0,5 à 2,3 %.

Pour la zone côtière du Togo, les projections prédisent des hausses importantes de la mer dans les prochaines décennies. L'élévation du niveau de la mer par rapport à 1986-2005 sera probablement comprise entre 0,10 et 0,17 m à l'horizon 2025, entre 0,19 et 0,34 m à l'horizon 2050, entre 0,29 et 0,55 m à l'horizon 2075 et entre 0,33 et 0,75 m à l'horizon 2100. ²⁷⁴

L'amplitude de variation des précipitations se situe entre 3,26 et 7,6 mm de pluie, soit une augmentation de 0,36 à 0,47 %.

²⁷² Troisième Communication Nationale sur les changements climatiques

²⁷³ <http://tg.chm-cbd.net/events/atelier-national-de-validation-du-plan-national-d-adaptation-aux-changements>

²⁷⁴ Troisième Communication Nationale du Togo au titre de la CCNUCC (2015)

Analyse causale

La persistance de la vulnérabilité des populations vis-à-vis des changements climatiques réside dans la faiblesse des capacités techniques, financière et technologiques pour la préparation à la réponse, la faiblesse des mécanismes d'alerte précoce et la faiblesse dans la coordination des interventions.

Les changements climatiques diminuent la productivité agricole, fragilisent la sécurité alimentaire, affectent les ressources en eau, érodent la diversité biologique, détruisent les infrastructures, détériorent les conditions sanitaires, accélèrent la dégradation des terres, altérant ainsi de manière générale, les conditions de vie des populations. Les fortes chaleurs et l'augmentation des précipitations favorisent la prolifération des maladies vectorielles telles que le paludisme, la diarrhée, les maladies hydriques, la désertification et les déplacements de population, les pertes économiques et humaines post-catastrophes. L'élévation du niveau de la mer, quel que soit la hauteur, entraînera l'érosion côtière et l'avancée de la mer sur le territoire, ce qui va affecter les infrastructures et les ressources physiques.

Les personnes plus affectées sont les petits producteurs, les populations vivant dans les zones côtières et les autres zones inondables.

Les détenteurs des droits sont la population. Les débiteurs d'obligation sont l'État à travers ses services centraux et déconcentrés, les PTF, ONG, OSC, PPP, les autorités de bassin, les collectivités locales.

Les pauvres sont très vulnérables face aux changements climatiques et à d'autres catastrophes notamment les petits producteurs faisant face à la sécheresse.

Le taux de couverture du territoire par un système d'alerte précoce relatif aux catastrophes naturelles est passé de 2% en 2013 à 14% en 2016.²⁷⁵

Les conséquences des changements climatiques sur les moyens d'existence des populations sont la diminution de la productivité agricole, les stress hydriques, la prolifération des maladies vectorielles telles que le paludisme, la diarrhée, des maladies hydriques et les pertes économiques et en vies humaines lors des catastrophes climatiques.

Rôles et capacités

Le Ministère de l'Environnement et des ressources forestières (MERF) est chargé des questions des changements climatiques.

Les principaux outils pour faire face aux changements climatiques sont la politique de l'environnement qui intègre l'adaptation et la réduction des risques de catastrophes, la Stratégie nationale de lutte contre les changements climatiques, le programme national d'adaptation aux changements climatiques et la stratégie nationale de prévention des risques de catastrophes, les communications nationales et les rapports biennaux actualisés sur les changements climatiques.

²⁷⁵ cf. document AGIR pour les données

Plusieurs conventions ont été ratifiées, dont celles de la génération de Rio (Lutte contre la désertification, changements climatiques, diversité biologique, produits chimiques). Le Togo a ratifié l'accord de Paris sur les changements climatiques. Participation du pays aux conférences des parties sur les changements climatiques.

Les capacités institutionnelles résident au ministère et services techniques de l'urbanisme, aux voiries municipales, aux services des sapeurs-pompiers, au ministère de la communication et de la formation civique.

Les capacités des détenteurs de droit à s'organiser pour les activités de prévention et d'assainissement de base et pour les activités de plaidoyer et de premiers secours en cas de sinistre sont faibles.

On constate la faiblesse des capacités techniques, financières et technologiques pour la préparation de la réponse aux changements climatiques, la faiblesse des mécanismes d'alerte précoce, la faiblesse dans la coordination des interventions.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Afin de renforcer la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat, il est nécessaire que l'État adopte une approche préventive dans l'aménagement du territoire. En effet, les mesures d'intervention après sinistres n'ont qu'un caractère palliatif, elles coûtent cher, beaucoup plus que le coût des mesures de prévention. Les interventions ont certaines limites, l'érosion côtière progresse.

L'État doit mettre en place des mesures préventives, d'abord pour empêcher la localisation des populations dans les zones à risques, dont les plaines inondables, mais aussi des mesures d'assainissement de base (canalisations, reboisement, sites d'enfouissement selon les normes), d'endiguement côtier, de construction de bassins de rétention d'eau et de canaux d'évacuation. Advenant des sinistres, l'État doit mettre en place des mesures d'aide aux sinistrés tels des centres d'accueil.

Pour atténuer le changement climatique et aussi pour aider les collectivités à s'y adapter, il est nécessaire d'investir dans les technologies propres et dans l'agriculture intelligente, de réduire l'utilisation de combustibles fossiles, et de développer la couverture de protection sociale.²⁷⁶

L'ONU propose deux indicateurs pour suivre cette cible : « Nombre de pays qui déclarent avoir progressé à partir d'un faible niveau à un niveau moyen, ou d'un niveau moyen à un niveau élevé de capacité d'adaptation par rapport à une élévation de température mondiale de deux degrés » et « Nombre de victimes et montant des pertes économiques ». Le Togo pourrait adopter et suivre l'un de ces indicateurs, ou un indicateur national équivalent, pour mesurer l'atteinte de cette cible.

²⁷⁶ Rapport ONU 2015

Mesures et politiques relatives aux changements climatiques (13.2)

Situation (performance actuelle)

Les politiques et stratégies sectorielles et nationales n'intègrent pas assez les préoccupations liées aux changements climatiques.

L'axe 1 de la politique de l'environnement invite le pays à poursuivre l'intégration effective de la dimension environnementale dans les politiques, plans, programmes et projets de développement de tous les secteurs d'activités. L'adaptation aux changements climatiques est intégrée dans très peu de politiques sectorielles.

Analyse causale

La faible connaissance de l'importance de la prise en compte des changements climatiques et des opportunités pour les secteurs peut expliquer la faible prise en compte des changements climatiques dans les politiques sectorielles.

On note également la non disponibilité des outils d'intégration d'évaluation de la vulnérabilité dans les secteurs clés, la non maîtrise par les acteurs sectoriels des méthodologies d'évaluation de la contribution de secteurs à l'effort de réduction des émissions, l'insuffisance d'expertise technique sur les changements climatiques et l'insuffisance de moyens financiers pour conduire les études détaillées dans les secteurs clés.

Rôles et capacités

La politique de l'environnement encourage l'intégration de l'adaptation dans les politiques nationales et sectorielles.

Conformément à l'article 41 de la constitution, le Gouvernement a mis en place un cadre institutionnel et légal de gestion de l'environnement intégrant les changements climatiques. Il s'agit notamment de la ratification de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) le 08 mars 1995 et le protocole de Kyoto le 02 juillet 2004, de la section 14 de la loi N° 2008-005 du 30 mai 2008, portant loi-cadre sur l'environnement, de la Stratégie nationale de mise en œuvre de la CCNUCC de 2004, du Mécanisme pour un développement propre (MDP), de la vision de faire du Togo un pays émergent d'ici 2030, des contributions déterminées au niveau national (CDN), du Processus de planification nationale de l'adaptation aux changements climatiques (PNA) en décembre 2013 et de l'engagement à mettre en œuvre des mesures d'atténuation appropriées au niveau national (MAAN) depuis 2013.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Les politiques et les programmes visant la prise en compte des changements climatiques sont nombreux. Il y a toutefois un besoin important de renforcement de capacités et de coordination pour mettre en œuvre les mesures de prévention ou de réduction des changements climatiques dans les politiques et outils de planification sectoriels. Le PNUD, qui possède une expertise en renforcement de capacité, et une forte capacité de mobilisation de ressources, de même qu'une flexibilité pour s'aligner sur les priorités du gouvernement, pourrait jouer un rôle pour aider le Togo à améliorer sa coordination dans ce secteur.

Une analyse des bénéfices monétaires et non monétaires liés à la prévention des dommages causés par les changements climatiques pourrait aider le gouvernement dans ses décisions et priorités d'allocation des budgets.

L'ONU propose un indicateur pour suivre la cible 13.2 : « Nombre de pays qui ont formellement communiqué sur la mise en place de stratégies intégrées de développement et de réduction des risques de catastrophe à faible intensité carbone et résilientes aux changements climatiques, (par ex. un processus de plan d'adaptation national) ». Le Togo pourrait adopter et suivre cet indicateur, ou un indicateur national équivalent, pour mesurer l'atteinte de cette cible.

Pratiques et politiques d'éducation, sensibilisation et développement des capacités individuelles et institutionnelles en ce qui concerne l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation de leurs effets et la réduction de leur impact et les systèmes d'alerte rapide (13.3)

Situation (performance actuelle)

Un programme de réforme est en cours d'élaboration au ministère chargé des enseignements primaires et secondaires afin de prendre en compte les préoccupations en matière de développement durable. Il s'agira de veiller à ce que les dimensions spécifiques relatives aux changements climatiques y soient intégrées et de renforcer les capacités des enseignants.

Au niveau de l'enseignement supérieur, les départements, facultés et écoles (géographie, sciences, droit, techniques et biologie alimentaire, agronomie etc.) des universités du Togo dispensent des enseignements sur les changements climatiques. Il est cependant nécessaire que ces cours soient renforcés par des travaux pratiques nécessitant des équipements de laboratoire.

Le Togo participe programme WASCAL (West African Science Service Center on Climate Change and Adapted Land Use) est créé en 2012 et financé par le Ministère allemand de l'éducation en vue de la maîtrise des effets néfastes des changements climatiques dans la sous-région ouest-africaine. Il propose des formations de haut niveau aux grades Master et Doctorat suivant des thématiques spécifiques liées aux changements climatiques.

Dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques, au total 95 projets communautaires d'adaptation aux changements climatiques et de gestion durable des terres, ont été financés en 2015 et exécutés au cours de l'année 2016. Parmi ces projets, 30 visaient la réduction des risques et catastrophes dans les bassins fluviaux, 48 étaient des activités communautaires sur les terres de culture et de pâturage et 17 concernaient des activités communautaires de gestion durable des forêts.

Au titre des projets communautaires visant la réduction des risques de catastrophes, on peut citer la création de 8 retenues d'eaux également utilisées pour les activités de maraîchage, la protection et la mise en défend de 65,6 km de berge, la construction de 7,25 km de caniveaux pour le drainage des eaux de pluie, la restauration de 8,3 km de voie naturelle d'écoulement d'eau et la sensibilisation de plus de 352 000 personnes sur la gestion des risques d'inondation.

Les activités communautaires sur les terres de culture furent la vulgarisation de dix bonnes pratiques de gestion durable des terres sur 1 659 hectares et la formation de 903 agents sur les techniques de gestion durable des terres, de 70 agents de vulgarisation, de 105 groupements et organisations paysannes.²⁷⁷

Analyse causale

Les changements climatiques sont encore une science nouvelle qui n'a pas encore été intégrée dans tous les programmes de formation. On observe également une lenteur dans les réformes de l'éducation pour prendre en compte les changements climatiques et une insuffisance de formateurs sur les thématiques en lien avec les changements climatiques. Par ailleurs, la non disponibilité des données spécifiques au pays ne facilite pas l'élaboration des modules de formation.

Les cibles vulnérables et les acteurs économiques, dont les systèmes de production induisent les émissions de GES, ne font pas toujours le lien de causes à effets entre leurs activités et les phénomènes de changements climatiques. La mise en œuvre de stratégies appropriées de renforcement de capacités, d'information et de communication constituent des vecteurs appropriés pour l'acquisition des savoirs et connaissances nécessaires au renforcement de la résilience des populations et autres acteurs impliqués face aux effets néfastes des changements climatiques et à une lutte efficace contre ces effets.²⁷⁸

Rôles et capacités

Le ministère chargé des enseignements primaires et secondaires, le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, et le Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières et le Ministère de l'Agriculture sont interpellés par cette cible.

Il y a une volonté manifeste dans l'intégration des changements climatiques et la réduction des risques de catastrophes dans les curricula de l'enseignement primaire et secondaire.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Il serait important d'intégrer les changements climatiques au programme de développement durable et de renforcer les capacités des enseignants au niveau scolaire.

Au niveau de l'enseignement supérieur, il est nécessaire que les cours sur les changements climatiques donnés dans différents départements universitaires soient renforcés par des travaux pratiques nécessitant des équipements de laboratoire.

Les formations professionnelles et en adaptation aux postes sont essentielles pour permettre aux acteurs professionnels d'améliorer leurs offres de services pour répondre efficacement à la problématique des changements climatiques. Les principaux domaines de formation concernés sont l'intégration de la dimension « changements climatiques » dans les politiques, stratégies, plans, programmes et projets de développement, la prise en compte des changements climatiques dans le processus de budgétisation, programmation et suivi-

²⁷⁷ PND 2017

²⁷⁸ Troisième Communication Nationale du Togo au titre de la CCNUCC (2015)

évaluation, et la gestion des connaissances et méthodologies de recherche en matière de changements climatiques. Les formations doivent également concourir à la maîtrise des mécanismes de gestion des conventions auxquelles le Togo est Partie.²⁷⁹

L'ONU propose deux indicateurs pour suivre la cible 13.3 : « Nombre de pays qui ont intégré l'atténuation, l'adaptation, la réduction de l'impact et l'alerte rapide dans leurs programmes d'enseignement primaire, secondaire et supérieur » et « Pourcentage de la population disposant de meilleures connaissances sur les changements climatiques, ventilée par sexe et par âge ». Le Togo pourrait adopter et suivre l'un de ces indicateurs, ou un indicateur national équivalent, pour mesurer l'atteinte de cette cible.

2.3.4 Conservation et exploitation durable des océans, des mers et des ressources marines aux fins du développement durable

Pollution marine de tous types (14.1)

Situation (performance actuelle)

En 2005, le secteur de la pêche a produit 27 778 tonnes de poissons toutes catégories confondues dont 22 732 tonnes, par la pêche artisanale maritime, 5 000 tonnes par la pêche continentale et seulement 42 tonnes par la pêche industrielle. La production halieutique est restée plus ou moins stable. Cependant, on note l'émergence de la pisciculture, avec un taux de croissance de 15 %.²⁸⁰

Il existe un plan d'action national d'intervention en cas de déversement accidentels d'hydrocarbures en mer, de même qu'un cadre institutionnel pour la gestion des questions marines et côtières (Préfecture Maritime, ONAEM, Haut Conseil pour la Mer etc.).

Analyse causale

De nombreux déversements de déchets, d'eaux usées et de boues phosphatées sont effectués dans la mer sans aucun traitement, ce qui altère la qualité de l'eau, contribue à l'acidification de l'eau de mer, contamine la chaîne alimentaire et diminue le niveau des prises de pêches.

Les détenteurs de droits sont la population.

Les débiteurs d'obligation sont l'État à travers ses services centraux et déconcentrés, les PTF, ONG, OSC, le secteur privé, les collectivités locales.

Rôles et capacités

On note l'existence du Haut conseil pour la mer (HCM), et aussi de la Préfecture maritime et de l'Organisme National chargé de l'Action de l'État en mer (ONAEM), qui a pour mission de renforcer l'action des administrations publiques et de coordonner les efforts intersectoriels dans le but de préserver les intérêts maritimes togolais, notamment la sécurité maritime et le sauvetage en mer, la sûreté maritime et portuaire, la lutte contre la piraterie et les trafics illicites, la lutte contre les rejets illicites en mer, la protection du milieu marin, la lutte contre

²⁷⁹ Troisième Communication Nationale du Togo au titre de la CCNUCC (2015)

²⁸⁰ Troisième Communication Nationale du Togo au titre de la CCNUCC (2015)

l'immigration illégale et la traite par voie maritime, et, enfin, la surveillance et le contrôle de l'exploitation des ressources halieutiques.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

L'ONU propose deux indicateurs pour suivre la cible 14.1, soit la « Consommation d'engrais (kg/ha de terres arables) » et le « Nombre annuel de tonnes de matières plastiques, de toutes sources, rejetées dans l'océan ». Le renseignement de ces indicateurs ou d'un indicateur national équivalent aiderait à mesurer une progression dans l'atteinte de la cible à l'horizon 2030.

Le PNUD, qui possède une forte de capacité de mobilisation de ressources, de même qu'une flexibilité pour s'aligner sur les priorités du gouvernement, pourrait jouer un rôle pour aider le Togo à améliorer sa coordination dans ce secteur.

Gestion et protection durables des écosystèmes marins et côtiers (14.2)

Situation (performance actuelle)

On assiste à une dégradation des écosystèmes marins et côtiers. L'érosion côtière est importante : en moyenne la côte togolaise recule de 5 m par an. Le pays perd ainsi chaque année une portion d'environ 0,2 km² de son territoire.

L'indice de santé des océans mesure la performance des pays en fonction de plusieurs objectifs associés à la durabilité, soit le stock de poisson, l'opportunité pour la pêche artisanale, la production naturelle, le stockage de carbone, la protection côtière, le tourisme et la récréation, les infrastructures côtières associées à l'économie, la propreté des eaux et la biodiversité.

L'indice du Togo de santé des océans du Togo était de 61 (sur 100) en 2017, contre 62, en 2013. Le pays se range au 175^e rang sur 221 pays recensés.



Figure 54 : Indice de santé de la mer du Togo par composante

Analyse causale

Les principales causes de l'érosion côtière sont l'élévation du niveau de la mer associée aux changements climatiques, la construction des barrages et des infrastructures portuaires (Port Autonome de Lomé, barrage d'Akossombo, Nangbeto), et l'extraction du sable et du gravier en mer.

Les conséquences sont les pertes de territoire, la disparation de certaines agglomérations côtières, la destruction des infrastructures côtières.

Les détenteurs des droits sont la population.

Les débiteurs d'obligation sont l'État à travers ses services centraux et déconcentrés, les PTF, ONG, OSC, le secteur privé, les collectivités locales.

Rôles et capacités

Pour assurer une gestion durable des mers et des océans, le pays s'est doté d'une Stratégie nationale pour la mer et le littoral (SNPML) en 2016 dont les axes stratégiques sont le renforcement de la gouvernance maritime, le développement d'une « économie bleue », la protection durable de l'environnement marin et côtier, la promotion de la recherche et la

sensibilisation dans la connaissance du domaine maritime et le développement d'une coopération internationale dynamique et diversifiée.²⁸¹

On note aussi l'existence du Haut conseil pour la mer, de la préfecture maritime et de l'ONAEM.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

L'ONU propose deux indicateurs pour suivre la cible 14.2, soit le « Pourcentage du littoral disposant de plans de gestion intégrée des zones côtières/planification de l'espace maritime » et un « Indice de santé des océans (Ocean Health Index) ».

L'analyse du graphique de l'indice de santé de la mer par composante montre que c'est au niveau des composantes liées aux ressources marines et au tourisme que le Togo accuse davantage de retard par rapport aux moyennes mondiales.

Réduction de l'acidification des océans et lutte contre ses effets (14.3)

Situation (performance actuelle)

Environ 30 % du CO₂ émis se dissout dans les océans, entraînant une réduction du pH de l'eau de mer. Plus le pH diminue, plus les océans deviennent acides. Depuis la révolution industrielle, le pH est passé de 8,2 à 8,1, et les chercheurs estiment que cette valeur va diminuer encore de 0,3 avant la fin du siècle.

Analyse causale

Un certain nombre d'animaux et plantes marines (coraux, huîtres et autres crustacés...) utilisent une partie du carbone présent naturellement dans les océans pour former leurs coquilles ou leurs squelettes. En piégeant ainsi le carbone, ils limitent la formation d'acide carbonique et contribuent doucement à freiner le processus d'acidification.

Néanmoins, un environnement de plus en plus acide affaiblit ces organismes sensibles à de faibles changements de pH. Plus l'acidité augmente, plus la formation d'une coquille ou d'un squelette leur demande de l'énergie. Ils deviennent donc plus vulnérables, et ne jouent plus aussi bien leur rôle de prédateurs ou de proies, et ont des problèmes pour grandir et se reproduire.

Ces changements de pH dans nos océans se sont faits tellement rapidement que les organismes n'ont pas eu le temps de s'adapter, et leurs coquilles et squelettes se dissolvent petit à petit.

L'utilisation abusive des engrais et des pesticides chimiques, le déversement des boues phosphatées, des hydrocarbures et des déchets et autres produits chimiques sont les causes importantes contribuant à l'acidification des océans.

Les conséquences sont la diminution des stocks de poissons, la dégradation de la biodiversité marine, la contamination de la chaîne alimentaire, la diminution des revenus tirés de la pêche. Les petits pêcheurs et les femmes sont les groupes les plus touchés.

281 PND 2017

Les détenteurs des droits sont la population.

Les débiteurs d'obligation sont l'État à travers ses services centraux et déconcentrés, les PTF, ONG, OSC, le secteur privé, les collectivités locales, les universités et centres de recherches océanographiques.

Rôles et capacités

Il existe une loi-cadre sur l'environnement, des engagements au titre de la conférence sur les océans, un plan national pour la gestion durable des écosystèmes marins et côtiers. On note aussi l'existence du Haut conseil pour la mer, de la préfecture maritime et de l'ONAEM.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

La cible 14.3 est de réduire au maximum l'acidification des océans et atténuer les effets de ce phénomène, notamment en renforçant la coopération scientifique à tous les niveaux

L'ONU propose deux indicateurs pour suivre la cible 14.3, soit « Acidité marine moyenne (pH) mesurée par un ensemble convenu de stations d'échantillonnage représentatives » et « Couverture en coraux ».

Le renseignement de ces indicateurs ou d'un indicateur national équivalent aiderait à mesurer une progression dans l'atteinte de la cible à l'horizon 2030.

Le SNU devrait examiner avec le gouvernement du Togo le programme et les budgets nécessaires pour mettre en place un programme visant à identifier les actions pouvant être prises par le Togo pour limiter sa contribution à l'acidification de l'océan.

Règlementation et gestion de la pêche, accès des pêcheurs aux ressources marines et aux marchés (14.4)

Situation (performance actuelle)

L'amélioration des infrastructures de la pêche maritime s'est traduite à travers l'aménagement du nouveau port de pêche, la promotion du partenariat public-privé, l'investissement dans la gestion durable des ressources marines, la rationalisation des pêches côtières et marines du pays et la création d'une main d'œuvre forte et qualifiée grâce à une formation ciblée sur les secteurs bleus, l'exploration des possibilités dans le milieu maritime entre autres les industries à valeur ajoutée pour la pêche, les transports, les énergies renouvelables offshore et la compréhension des interconnexions intra et intersectorielles.

Le potentiel pour les espèces pélagiques côtières est d'environ 19 000 tonnes/an et pour les espèces démersales d'environ 800 tonnes/an. Les données générées par l'administration du port de pêche ne permettent pas un suivi de l'état des ressources.

L'effort de la pêche industrielle maritime est peu connu en absence de systèmes SCS performants.

Analyse causale

Les chiffres de potentiel, notamment pour les espèces pélagiques côtières, doivent être considérés avec une certaine réserve : en effet, ces espèces sujettes à fortes variations

naturelles d'abondance font partie de populations centrées sur le Ghana - Côte d'Ivoire, et donc la partie attribuée arbitrairement au Togo sera fonction de la pression de pêche opérée dans leur aire globale de répartition. Les pêcheurs mentionnent une diminution en termes de diversité et d'abondance et une augmentation des conflits avec les navires industriels.

Rôles et capacités

L'Organisme National chargé de l'Action de l'État en Mer (ONAEM) a été créé en 2016. Il comprend trois organes : le Haut Conseil pour la Mer (HCM), les Services du conseiller pour la mer et la Préfecture maritime.

Le Togo a ratifié ou adhéré à six conventions dans le domaine maritime. Ces conventions sont : le Protocole de 2005 relatif à la convention internationale pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime ; le Protocole de 1973, relatif à l'intervention en haute mer en cas de pollution par des substances autres que les hydrocarbures ; l'accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) ; la Convention internationale sur l'intervention en haute mer en cas d'accident entraînant ou pouvant entraîner une pollution par les hydrocarbures ; le Protocole de 2003 à la convention internationale de 1992 portant création d'un fond international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures et la convention internationale sur le contrôle des systèmes antisalissure nuisibles sur les navires.

De plus, le Togo a adopté plusieurs textes législatifs entre 2014 et 2017 : le nouveau code pénal qui prend en compte la nouvelle définition de la piraterie maritime; la loi relative à la lutte contre la piraterie, les autres actes illicites et l'exercice par l'État de ses pouvoirs de police en mer ; la loi portant délimitation des espaces maritimes sous juridiction nationale ; le nouveau code de la marine marchande prend en compte les évolutions constatées dans le domaine de la marine marchande ; la loi relative à la pêche et aquaculture ; le décret portant création de la commission nationale des frontières maritimes du Togo (CNFMT) et le décret relatif à la création du comité d'hydrographie, d'océanographie et de la cartographie marine.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

L'ONU propose deux indicateurs pour suivre cette cible : « Espèce de poissons menacées » et « Proportion de stocks halieutiques dans des limites biologiquement durables ». Le Togo pourrait adopter et suivre l'un de ces indicateurs, ou un indicateur national équivalent, pour mesurer l'atteinte de cette cible.

2.3.5 Préservation, restauration et exploitation durable des écosystèmes terrestres, gestion durable des forêts, lutte contre la désertification

Préservation, restauration, exploitation durable des écosystèmes terrestres et des écosystèmes d'eau douce et des services connexes, en particulier des forêts, des zones humides, des montagnes et des zones arides (15.1 et 15.4)

Situation (performance actuelle)

La biodiversité, c'est l'environnement vivant qui nous entoure : les écosystèmes terrestres (forêts, les savanes, etc.), écosystèmes aquatiques (rivières, lacs, mares, mer), la flore et la faune.

Les écosystèmes togolais, très diversifiés, comprennent aussi bien des écosystèmes terrestres qu'aquatiques qui sont malheureusement en perpétuelle dégradation suite aux nombreuses pressions anthropiques. Les écosystèmes terrestres sont constitués de forêts semi-décidues, de forêts sèches et de forêts claires, de savanes guinéennes, des savanes soudaniennes, des forêts galeries et ripicoles.

Les écosystèmes aquatiques sont constitués d'écosystèmes fluviaux, lacustres, marins et d'un écosystème particulier (les mangroves). Les écosystèmes fluviaux regroupent les bassins fluviaux dont les bassins de la Volta, le bassin du Mono, le bassin du Zio-Haho. La flore est constituée d'algues et de nymphéa et la faune est riche en diverses espèces de poissons et de crustacés. Les écosystèmes lacustres comprennent les lacs, les lagunes, les mares artificielles ou naturelles, temporaires ou permanentes. La flore est constituée d'algues (mal connues), de nymphéa, mais aussi de plantes envahissantes telles que les laitues d'eau, la jacinthe d'eau et des lentilles. La faune est dominée par des poissons.

Les écosystèmes marins sont constitués essentiellement de sables, avec deux zones rocheuses. La flore sous-marine est très mal connue, à l'exception des algues dont quelques peuplements du Beach-rock ont fait l'objet d'inventaires sommaires à des fins pédagogiques. La faune marine est riche. On rencontre aussi des espèces migratrices notamment des mammifères (Baleine, Dauphin etc.), des reptiles (tortues) et des oiseaux.

Les mangroves sont considérées comme des écosystèmes particuliers du Togo. Ce sont des formations édaphiques halophiles, typiquement tropicales et exclusivement littorales dont la principale caractéristique est leur composition floristique dominée par les palétuviers. Elles couvrent aujourd'hui moins de 1000 ha avec deux espèces de palétuviers : *Rhizophora racemosa* et *Avicennia germinans*, auxquelles sont associées *Drepanocarpus lunatus*, *Pterocarpus santalinoides* et *Acrostichum aureum*. Ces écosystèmes sont riches en diverses espèces halieutiques.

La flore togolaise compte 3 491 espèces terrestres et 261 espèces aquatiques représentant tous les groupes systématiques actuellement recensés sur le territoire national.

L'inventaire de la faune togolaise a permis de recenser 3 476 espèces dont 2 312 espèces terrestres, 1 146 aquatiques et 18 espèces terrestres domestiques (mammifères, oiseaux).²⁸²

²⁸² Stratégie de conservation et d'utilisation durable de la biodiversité (2003)

Les formations végétales de terre ferme constituent l'essentiel des écosystèmes togolais. Elles sont constituées de savanes (guinéennes et soudanaises) entrecoupées de forêts sèches ou de forêts claires selon les localités, de forêts galeries, de forêts denses semi-décidues, d'aires protégées et de plantations forestières, de pâturages ainsi que de formations végétales particulières telles que les mangroves. Dans l'ensemble, ces formations végétales sont fortement dégradées et, faute d'inventaires récents, les statistiques disponibles sont à considérer avec prudence. Toutefois, les stocks de biomasse ligneuse qui en résultent constituent des puits d'absorption de carbone méritant une attention particulière.

On assiste, de façon générale, à une dégradation des écosystèmes et de la biodiversité. Notamment, les écosystèmes de montagne sont perturbés, des microclimats spécifiques aux montagnes disparaissent.

Des actions de restauration des écosystèmes fragiles de montagnes ont été mises en œuvre. Il existe une stratégie nationale de préservation de la biodiversité intégrant les écosystèmes de montagne.

Il existe des politiques et stratégies en matière de gestion durable de l'environnement. Il y a eu mise en œuvre de quelques initiatives concrètes de préservation et de protection des ressources naturelles.

Analyse causale

Les principales causes de la perte de la biodiversité sont la croissance démographique, la récolte de bois pour la satisfaction des besoins domestiques, les pratiques traditionnelles de l'agriculture, les feux de brousse, la surexploitation des ressources biologiques, le braconnage, la destruction des habitats. Les causes de la dégradation des écosystèmes associés à l'eau sont l'effet des changements climatiques, l'incidence élevée de la pauvreté surtout en milieu rural (plus de 75 % dont la majorité est composée de femmes), la forte pression démographique (2,8 % par an), la récolte de bois pour la satisfaction des besoins domestiques, la prolifération des feux de végétation, la faiblesse de la mise en œuvre des politiques et programme en raison de la faiblesse de la mobilisation des ressources et des capacités et la prolifération des feux de végétation.

Le caractère parfois inapproprié, les incohérences, l'insuffisance et ou la mauvaise application des textes, des lois et des réglementations relatifs à la gestion des ressources naturelles contribuent aux pertes de biodiversité.

Par ailleurs, très peu d'agents qualifiés évoluent sur le terrain de la diversité biologique togolaise. Il est aussi regrettable de noter un manque de coordination et de synergie entre les services techniques existants dans les différents secteurs et dont les responsabilités sont mal définies.²⁸³

La connaissance des éléments de la diversité biologique togolaise est insuffisante. Les études d'impacts des projets de développements susceptibles d'affecter la biodiversités ne sont pas assez nombreuses.

²⁸³ Stratégie de conservation et d'utilisation durable de la biodiversité (2003)

Des actions de restauration des écosystèmes fragiles (montagnes, forêts, zones humides, rivières, lacs et aquifère) ont été mises en œuvre. Il y a des stratégies en matière de préservation et de gestion rationnelles des sites fragiles.

Les conséquences sont la dégradation des ressources naturelles notamment des terres, la diminution de la productivité agricole, la baisse des rendements agricoles, l'envahissement des aires protégées, la déforestation, l'exode rural, la perte de l'habitat de certaines espèces, la disparition de la biodiversité, la paupérisation des populations surtout les femmes, les populations rurales, l'augmentation de la récurrence des catastrophes naturelles, la pollution des eaux.

La perte des écosystèmes de montagne diminue le potentiel éco touristique du pays et entraîne la perte des fonctions de régulation du cycle de l'eau.

Les détenteurs des droits sont la population riveraine des aires protégées, l'Association villageoise de gestion des aires protégées.

Les débiteurs d'obligation sont l'État, à travers ses services centraux et déconcentrés, les PTF, ONG, OSC, PPP, le secteur privé, les collectivités locales.

Rôles et capacités

La législation forestière togolaise repose sur le décret du 5 février 1938 portant organisation du régime forestier du territoire togolais. C'est suite à ce texte que des aires protégées ont été créées depuis les périodes coloniales. En 1990, on peut dénombrer 83 aires protégées. Aujourd'hui, la plupart sont partiellement ou totalement envahies par les populations riveraines.

Le Code forestier adopté en 2008 a pour but de définir et d'harmoniser les règles de gestion des ressources forestières aux fins d'un équilibre des écosystèmes et de la pérennité du patrimoine forestier.

La constitution du 14 octobre 1992 consacre le droit de toute personne à un environnement sain et fait obligation à l'État de veiller à la protection de l'environnement et des ressources naturelles.

Le Togo a signé ou ratifié plusieurs conventions, traités et accords relatifs à la protection de l'environnement. En 1992, il a signé les Conventions des Nations Unies sur Lutte contre la Désertification, les Changements Climatiques et sur la Diversité Biologique. Il dispose d'une Loi-Cadre sur l'environnement.

Outre les divers Ministères qui interviennent dans le domaine, la gestion de l'environnement relève essentiellement du Ministre de l'Environnement et des Ressources Forestières. Ces services publics sont complétés par les collectivités locales. De plus, plusieurs ONG interviennent dans l'environnement au Togo.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Le défi majeur est de réduire la pauvreté sans pour autant épuiser les ressources naturelles nécessaires au développement.

Plusieurs ONG interviennent dans le domaine. Il est nécessaire d'assurer une meilleure coordination de l'ensemble des interventions.

L'ONU propose plusieurs indicateurs pour suivre les cibles 15.1 et 15.4 : « Étendue des aires protégées ventilées par type d'écosystème, notamment la superficie totale des forêts dans les aires protégées (milliers d'hectares) », « Superficie forestière en pourcentage de la superficie totale des terres », « Indice de couverture végétale des montagnes (Mountain Green Cover Index) » et « Étendue des aires protégées ».

Gestion durable de tous les types de forêt, lutte contre la déforestation, restauration des forêts dégradées, reboisement (15.2)

Situation (performance actuelle)

Au Togo, des portions de territoire sont protégées depuis 1939 sous diverses appellations : forêts classées, réserves de faune et parcs nationaux afin de préserver les ressources naturelles et la biodiversité et de réduire les pressions démographiques sur la végétation. Le maintien de ces formations végétales aide aussi à séquestrer des GES.

La proportion du territoire national couverte par les aires protégées est passée de 14,2 % en 1992 à moins de 10 % en 2015, du fait du déclassement de certaines forêts. Naguère foisonnantes d'animaux sauvages, les aires protégées se sont considérablement appauvries, du fait de leur envahissement par les populations riveraines. Les taux d'envahissement varient de 30 à 100 % de la superficie ce qui a porté une grave atteinte à la survie de certaines espèces animales et végétales et au maintien d'un équilibre écologique dans les zones concernées.²⁸⁴

Selon le PAFN, (2011), la superficie des aires protégées non occupées par les populations est estimée à environ 27 %, soit 578 246 ha de terres viables correspondant à 50 aires protégées. Parmi elles, on dénombre 48 aires protégées composées des formations végétales naturelles et artificielles à fort potentiel de régénération et 2 forêts sacrées (Assévé et Godjinmé).

Analyse causale

Les populations riveraines envahissent les aires protégées pour plusieurs raisons, dont la recherche de produits forestiers, de terres agricoles, de lieu d'habitation, et la remise en cause pure et simple de la présence physique ou des limites des aires protégées. Les populations sont frustrées suite aux déplacements sans compensation et avec suppression des droits d'usage coutumiers.

D'autres facteurs contribuent à la dégradation des aires protégées : la gestion non participative en l'absence de tout plan d'aménagement des aires protégées et en l'absence d'appui au développement des communautés riveraines, et l'inadaptation des textes réglementaires spécifiques à la chasse dans les zones tampons et des villages riverains exposés aux attaques de la faune sur les biens et les personnes notamment.

La dégradation du couvert végétal entraîne une diminution de l'humidité de l'air et un taux de dessiccation plus élevé de la biomasse ligneuse. Les principales causes de la dégradation des formations ligneuses sont la croissance démographique, la pauvreté, les feux de brousse, l'absence de protection des écosystèmes vulnérables et fragiles, la non maîtrise et/ou non

²⁸⁴ Troisième Communication Nationale du Togo au titre de la CCNUCC (2015)

mise en œuvre des techniques de production conservatrices des ressources naturelles et de l'environnement, l'exploitation des produits forestiers, les défrichements des terres agricoles et l'installation des zones d'habitation. Par ailleurs, la remise en cause, par les populations, des limites des aires protégées en réaction à la politique protectionniste d'avant les troubles sociopolitiques des années 1990, accentue le phénomène de dégradation du couvert végétal.²⁸⁵

Rôles et capacités

Certains programmes visent la gestion durable des forêts : le Programme National d'investissement pour l'Environnement et les Ressources Naturelles (PNIERN), le programme de réhabilitation des aires protégées du Togo.

Le Plan d'Action Forestier National élaboré en 1994 et actualisé en 2011 préconise le renforcement des capacités institutionnelles et humaines en matière de gestion durable des forêts, l'élaboration des grands axes de la politique forestière nationale axé sur l'extension du couvert forestier national et l'actualisation du cadre législatif et réglementaire de gestion des ressources forestières par l'élaboration des textes d'application du code forestier togolais.

Le ministère de l'Environnement et des ressources forestières a mis en place, en 2010, une stratégie nationale de gestion des feux de végétation élaborée dans le cadre du Programme de Renforcement de Capacités pour la Gestion de l'Environnement (PRCGE), avec l'appui financier du PNUD.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

L'ONU propose plusieurs indicateurs pour suivre les cibles 15.2 : « Émissions forestières nettes » et « Couverture forestière faisant l'objet d'une gestion forestière durable ». Le Togo pourrait renseigner l'un de ces indicateurs, ou un indicateur national équivalent, telle que la quantité de CO₂ séquestré par les forêts, pour suivre l'évolution de la cible jusqu'à l'horizon 2030.

Mesures contre le braconnage et au trafic d'espèces végétales et animales protégées (15.7)

Situation (performance actuelle)

Au Togo, le commerce international de l'ivoire est interdit par la Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction (CITES), mais en raison d'une forte demande au Moyen-Orient et en Asie, le trafic reste une pratique courante. Depuis 2013, le Togo mène une lutte acharnée contre l'exploitation et le trafic illicite des espèces sauvages notamment par la réforme et le durcissement de son cadre pénal et la révision de son code forestier. L'objectif est de sanctionner plus durement les actes illicites d'exploitations et de trafics d'espèces sauvages.

²⁸⁵ Troisième Communication Nationale du Togo au titre de la CCNUCC (2015)

Par ailleurs pour une meilleure gestion des ressources transfrontalières, le pays renforce sa coopération avec ses pays voisins (Burkina-Faso, Bénin et Ghana). En juin 2013, la police a saisi plus de 700 kg d'ivoire dans une boutique de Lomé.

La flore togolaise compte 3 491 espèces terrestres et 261 espèces aquatiques identifiées. Les espèces terrestres sont dominées par les Angiospermes, (2 456 espèces spontanées et 491 espèces introduites), la minorité étant constituée de Gymnospermes (13 espèces dont une seule spontanée). Les espèces à valeur économique sont généralement le teck (*Tectona grandis*), l'eucalyptus (*Eucalyptus* ssp), le palmier à huile (*Elaeis guineensis*), le néré (*Parkia biglobosa*), le karité (*Vitelaria paradoxa*), le baobab (*Adansonia digitata*) et les arbres fruitiers (manguiers, orangers, citronniers, mandariniers, goyaviers, papayers), les plantes ornementales (*Hibiscus* ssp, *Ixora coccinea*, *Murailla paniculata*, *Thevetia* ssp) et une espèce végétale, *Phyllanthus rouxii* poussant sur les collines ferrugineuses au Nord de Bassar. Quant à la flore aquatique, elle regroupe les algues, les ptéridophytes aquatiques, les angiospermes parmi lesquels on compte 24 espèces de dicotylédones et 19 espèces de monocotylédones.

La faune togolaise comprend la faune terrestre, l'avifaune ou la faune aviaire et la faune aquatique, évaluée à 3 469 espèces. Du fait de la diversité des biotopes terrestres due à la variabilité climatique, géomorphologique et édaphique, le Togo regorge d'une variété d'espèces fauniques. Ainsi, se trouvent à la fois représentées une faune typique de savane (guinéenne et soudanienne) et une faune typique de forêt et galeries forestières, les deux pouvant coexister plus ou moins sur de faibles étendues.

Cependant, les ressources biologiques du pays connaissent une régression. Selon le Plan d'action forestier national (PAFN, 2011), certaines espèces végétales et animales ont disparu (l'unique pied de *Mammea africana*) ou sont menacées de disparition (*Ancistrophyllum secundiflorum*, *Balanites wilsoniana*, *Chrysobalanus icaco*, *Chrysophyllum welwitschii*, *Conocarpus erectus*, *Conyza aegyptiaca* var. *lineariloba*, *Cordia platythyrsa*, *Diospyros ferrea*, *Dodonea viscosa*, *Ensete gillettii*, *Garcinia afzelii*, *Khaya grandifoliola*, *Milicia excelsa*, *Phyllanthus dolichofolius*, *Scaveola plumieri*, *Shrebera arborea*). Le cas le plus préoccupant est celui du *Phyllanthus rouxii*, espèce endémique inféodée aux collines ferrugineuses de Bassar, qui risque de disparaître totalement du fait des activités d'exploitation de fer.

L'analyse des inventaires fauniques révèle la disparition de trois mammifères (panthère, élan de derby, chimpanzé) tandis que le lion, le lycaon, le bongo, le sitatunga, le cercopithèque diane, le colobe bai, le colobe noir et blanc de l'Afrique de l'ouest, le lamantin sont menacés de disparition. Quant à la population d'éléphants, elle n'est représentée plus que par quelques individus dans la réserve de Fazao-Malfakassa.

Analyse causale

Du fait des pressions humaines s'exerçant sur les écosystèmes et des anomalies climatiques, ces ressources biologiques sont menacées d'extinctions. La liste (non exhaustive) des espèces reconnues rares et/ou menacées de disparition enregistre 81 espèces de ptéridophytes, de gymnospermes et d'angiospermes.

L'une des causes les plus importantes de la disparition rapide de la biodiversité durant ces dernières années est l'envahissement des aires protégées par les populations riveraines. En effet, la recherche de nouvelles terres agricoles, mais aussi et surtout la réaction négative des

populations expropriées par l'État ont conduit les riverains à envahir et à occuper toutes les aires protégées à l'exception de la forêt classée d'Alédjo à la faveur de la crise sociopolitique des années 90. Le taux d'occupation est de 50 % pour le Parc Oti-Kéran et de 100 % pour la Forêt classée de Notsè par exemple. L'envahissement s'est accompagné de braconnage de la faune entraînant une perte énorme des ressources animales de ces aires.

Les espèces protégées autres que l'éléphant sont également l'objet de trafics avec l'engouement en occident pour les NAC, autrement dit, les nouveaux animaux de compagnie. Tortues, caméléons, varans sont exportés illégalement ou bien les distributeurs ne respectent pas les réglementations internationales sur le commerce d'espèces exotiques.

Rôles et capacités

Le commerce international de l'ivoire est interdit par la Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction (CITES).

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

L'ONU propose des indicateurs pour suivre les cibles 15.7 : « Indice de la Liste rouge pour les espèces commercialisées » et « Ratio de la valeur indexée de l'ensemble des saisies d'espèces sauvages inscrites à la CITES par rapport à la valeur indexée de l'ensemble des permis d'exportation d'espèces sauvages délivrés par la CITES ».

Le Togo pourrait renseigner l'un de ces indicateurs, ou un indicateur national équivalent, pour suivre l'évolution de la cible jusqu'à l'horizon 2030.

Mesures d'empêchement de l'introduction d'espèces exotiques envahissantes (15.8)

Situation (performance actuelle)

Une espèce exotique envahissante (EEE) est un végétal, un animal ou un micro-organisme (virus, bactérie ou champignon) qui est introduit hors de son aire de répartition naturelle. Son établissement ou sa propagation peuvent constituer une menace pour l'environnement, l'économie ou la société.

Aucune donnée n'est disponible sur les espèces exotiques envahissantes au Togo.²⁸⁶

Analyse causale

De façon générale, les causes de la prolifération des espèces exotiques envahissantes sont attribuées aux activités de commerce, de tourisme et de transport de marchandises transfrontalières.

L'évaluation actuelle de la diversité faunique togolaise souffre fondamentalement de l'absence de taxinomistes pour les différents groupes zoologiques. Par ailleurs, l'état de la diversité spécifique de la flore togolaise spontanée n'est pas exhaustif, en raison de l'insuffisance d'études sur les groupes taxonomiques inférieurs qui ont pour la plupart, une grande importance dans le maintien et le développement des écosystèmes.

²⁸⁶ Rapport 2014, Stratégie et Plan d'Action National pour la Biodiversité du Togo (SPANB 2011-2020)

Les espèces exotiques envahissantes affectent gravement la diversité biologique. Elles constituent la deuxième cause d'extinction des espèces au niveau mondial.

Rôles et capacités

La constitution du 14 octobre 1992 a consacré à son article 41 le droit des citoyens à un environnement sain et confié à l'État le soin de veiller à la protection de l'environnement et des ressources naturelles.

Le Ministère de l'Environnement et des Ressources forestières a notamment, parmi ses mandats, de proposer les éléments de politique nationale en matière des ressources forestières, et d'assurer la mise en œuvre des politiques, stratégies, programmes et projets en matière de protection des ressources forestières et de gestion des écosystèmes fragiles et des zones humides.

Deux lois fondamentales ont été adoptées et promulguées en 2008. Il s'agit de la Loi n°2008-005 portant Loi-cadre sur l'Environnement du 30 mai 2008 et la Loi n°2008-009 portant Code Forestier du 19 juin 2008. Outre ces deux lois, la loi n°2007-011 relative à la décentralisation et aux libertés locales qui confie d'importantes attributions environnementales aux collectivités territoriales, contribue également à l'amélioration du cadre législatif de gestion des ressources naturelles et la biodiversité associée.

Efforts à consentir pour l'atteinte de la cible en 2030

Le rapport 2014 de suivi de la Stratégie et Plan d'Action National pour la Biodiversité du Togo propose de réaliser un répertoire d'espèces exotiques envahissantes. La disponibilité d'un tel répertoire serait l'indicateur retenu.

Le développement de connaissances suffisantes sur les espèces exotiques envahissantes est nécessaire afin de mettre au point des technologies appropriées pour les contrôler.

Les défis majeurs sont l'élaboration de la liste des EEE prioritaires, la formation sur la taxonomie et la gestion des EEE, l'élaboration et l'application des textes réglementaires relatifs aux EEE et le renforcement du partenariat mondial sur les EEE.

Pour y arriver il va falloir inventorier et caractériser toutes les espèces envahissantes sur le territoire national, cartographier les zones de prolifération de ces espèces envahissantes, contrôler les portes d'entrées des EEE sur le territoire national, mettre en place une stratégie efficace de suivi et de protection des espèces menacées ou en voie de disparition, promouvoir des moyens de lutte efficaces et non dommageables à l'environnement.²⁸⁷

L'ONU propose deux indicateurs pour suivre les cibles 15.8 : « Adoption d'une législation nationale relative à la prévention ou au contrôle des espèces exotiques envahissantes » et « Indice de la Liste rouge pour les oiseaux dont l'évolution est influencée par des espèces exotiques envahissantes ». Le Togo pourrait examiner s'il retient l'un de ces deux indicateurs, en plus de la réalisation d'un répertoire sur les EEE.

²⁸⁷ Rapport 2014, Stratégie et Plan d'Action National pour la Biodiversité du Togo (SPANB 2011-2020)

Chapitre 3 – Avantage comparatif des Nations Unies

Lors des travaux des participants à la retraite, il est apparu que, de façon générale, les Agences possédaient certaines forces : leur expertise internationale, leur flexibilité, leur neutralité, leur compétence en matière de renforcement des capacités, leur expérience de terrain dans plusieurs domaines. Ils ont notamment souligné :

- leur expertise dans la mise en place de cadres de discussion, de négociation et d'accord pour appuyer les États ;
- leur expertise dans l'accompagnement à l'élaboration de documents stratégiques, politiques et programmes nationaux dans de nombreux domaines (finance inclusive, protection sociale, emploi des jeunes, etc.) ;
- leur expertise dans l'accompagnement à la réalisation d'études, à la planification et à la budgétisation ;
- leur expertise dans plusieurs domaines, tels la santé, l'éducation, la protection de l'enfant, l'intégration du genre dans les politiques, la participation des femmes à la gouvernance et au maintien de la paix, la lutte contre les violences basées sur le genre, contre les grossesses et mariages précoces, l'appui à l'autonomisation des jeunes notamment les jeunes filles, la promotion des droits en santé sexuelle et reproductive, l'alimentation scolaire, l'alimentation de base ;
- le recensement de la population, la production de données désagrégées pour la planification ;
- leur forte capacité de mobilisation de ressources ;
- leur flexibilité de s'aligner sur les priorités du gouvernement ;
- leur expertise en renforcement de capacité, tel en formation d'enseignants ;
- leur capacité à financer des projets intégrés ;
- la confiance qu'elles inspirent, due à leur appui constant, à leur proximité avec le Gouvernement ;
- l'appui au système statistique ;
- la capacité de coordination de plateformes des partenaires techniques et financiers dans les domaines sociaux (santé, santé maternelle et infantile, éducation, protection sociale, etc.) ;
- la promotion de la planification et de la budgétisation basées sur le genre et les groupes vulnérables, notamment le financement de projets et programmes de développement inclusif ;
- la mise en place des systèmes d'accès à l'énergie pour les plus démunis (développement des plateformes multifonctionnelles)
- la promotion de la croissance inclusive ;
- la présence de diverses agences en appui à la promotion de la croissance et de l'emploi.

Les faiblesses sont :

- l'insuffisance des fonds pour la mise en œuvre des programmes ;
- la capacité de mise à échelle des stratégies ;

- la lenteur dans le traitement des dossiers ;
- l'insuffisance de personnel ;
- l'intervention sur toute l'étendue du territoire entraînant une dispersion des ressources ;
- la faible capacité de suivi des activités ;
- la faible visibilité des programmes aux niveaux régional et national ;
- l'insuffisance de coordination, de projets conjoints pour plus d'impact des interventions (dans le domaine de l'emploi par exemple) ;
- l'accompagnement insuffisant dans certains domaines, tels l'élaboration du schéma d'aménagement du territoire (schéma national) et de la planification locale (schémas directeurs locaux, etc...) ;
- le manque d'appropriation des mandats des Agences par les partenaires nationaux qui pensent que les agences sont strictement des bailleurs de fonds ;
- l'absence de représentation des agences dans les régions ou de pôle conjoint (pour représenter l'ensemble des agences) par région/zone ;
- l'absence de financement dans certains domaines (Forêt, reboisement...).

Les opportunités à saisir sont :

- l'Agenda 2030 ;
- l'existence de cadres de concertation (Conseil National de Pilotage des Politiques de Développement, Comité État – Donateurs, les autres plateformes des PTF) ;
- l'existence de système national de planification du développement (Élaboration du PND, Système statistique, Système de suivi/évaluation) ;
- l'existence d'un arsenal réglementaire et législatif important ;
- l'existence de nombreux fonds (Fonds Mondiale pour l'Assainissement, Fonds vert, Fonds climat, Fonds PMA).

Les menaces sont :

- la pauvreté persistante ;
- les ressources financières ;
- l'instabilité des prix de produits de première nécessité ;
- les troubles sociopolitiques ;
- les mouvements syndicaux ;
- le risque de perturbation du calendrier scolaire ou du calendrier de travail ;
- les changements climatiques, les catastrophes naturelles, les épidémies ;
- la difficulté de la partie nationale à pérenniser les acquis (renforcement des capacités, inexistence d'une politique de rétention des cadres, mise en œuvre des interventions) ;
- la difficulté de mobilisation des ressources internes et externes ;
- la faiblesse de la capacité de résilience des bénéficiaires.

Plusieurs agences des Nations Unies sont actives au Togo. Le tableau 4 indique quelles sont les agences qui étaient présentes à la retraite d'octobre/novembre 2017 selon leurs compétences en fonction des ODD²⁸⁸. On remarque que la plupart des ODD étaient couverts par les agences, sauf, les ODD 7, 11, 12 et 13.

²⁸⁸ Ibidem

Tableau 4 : Agences de SNU participant à la retraite d'élaboration du BCP en relation avec les ODD

No de l'ODD	Agence de l'ONU
1	FAO – PNUD – UNFPA - UNCDF ONUSIDA
2	FAO PAM UNICEF ONUSIDA
3	UNICEF - UNFPA UNHCR - OMS ONUSIDA
4	UNHCR UNICEF UNESCO
5	UNFPA - PNUD UNICEF ONUSIDA
6	UNHCR UNICEF
8	PNUD UNICEF
9	ONUDI
10	PNUD
14	FAO
15	FAO PNUD
16	PNUD HCDH UNICEF
17	UNICEF UNCDF PNUD -PAM

Le tableau 5 présente les rôles et champs d'actions de chaque Agence de l'ONU ayant participé à la retraite d'élaboration du bilan commun de pays.

Tableau 5 : Rôles et champs d'actions des Agences de l'ONU ayant participé à la retraite d'élaboration du bilan commun de pays

Organisme	Rôle (ODD concernés)	Champs d'action
FAO - Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture	Aider à construire un monde libéré de la faim (ODD 1, 2, 14 et 15)	<ul style="list-style-type: none"> • Faim, sécurité alimentaire et malnutrition • Agriculture, foresterie et pêche durables • Pauvreté rurale • Systèmes agricoles inclusifs • Résilience des moyens d'existence en situation de crise
OMS - Organisation mondiale de la santé	Amener tous les peuples du monde au niveau de santé le plus élevé possible (ODD 3)	<ul style="list-style-type: none"> • Bien-être physique, mental et social • Absence de maladie ou d'infirmité
ONUDI - Organisation des Nations unies pour le	Aider au développement industriel des pays membres (ODD 9)	<ul style="list-style-type: none"> • Élaboration de politiques industrielles • Création de nouvelles industries • Amélioration d'industries existantes

développement
industriel

ONUSIDA	Coordonner l'action des différents organes des Nations Unies pour lutter contre la pandémie du syndrome d'immunodéficience acquise (ODD 1, 2, 3 et 5)	<ul style="list-style-type: none"> • VIH et SIDA
<u>PAM - Programme alimentaire mondial</u>	Éliminer la faim et la pauvreté dans le monde (ODD 2 et 17)	<ul style="list-style-type: none"> • Réponse aux besoins d'urgence • Appui le développement économique et social. • Taux de mortalité infantile • Santé des femmes enceintes • Carence de micronutriments • Lutte contre les maladies telle le VIH/SIDA
PNUD - Programme des Nations unies pour le développement	Aider les pays en développement en leur fournissant des conseils et en en plaidant leurs causes pour l'octroi de dons (ODD 1, 5, 8, 10, 15, 16 et 17)	<ul style="list-style-type: none"> • Gouvernance démocratique • Pauvreté • Prévention des crises • Gestion durable des ressources • Lutte contre le VIH/Sida • Promotion du développement humain
UNCDF - Fonds d'équipement des Nations unies	Contribuer à l'accomplissement des objectifs du Millénaire pour le développement dans les pays les moins avancés (ODD 1 et 17)	<ul style="list-style-type: none"> • Gouvernance locale • Micro finance
UNESCO - Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture	Contribuer au maintien de la paix et de la sécurité en resserrant, par l'éducation, la science et la culture, la collaboration entre nations (ODD 4)	<ul style="list-style-type: none"> • Justice • Droits de l'homme • Libertés fondamentales
UNFPA - Fonds des Nations Unies pour la population	Réaliser un monde où chaque grossesse est désirée, chaque accouchement est sans danger, et le potentiel de chaque jeune est accompli (ODD 1)	<ul style="list-style-type: none"> • Santé sexuelle et reproductive • Planification familiale • VIH et SIDA • Santé maternelle • Mariage d'enfants
UNHCR - Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés	Protéger les réfugiés (ODD 3 et 6)	<ul style="list-style-type: none"> • Solution durable aux problèmes des réfugiés • Application de la Convention de Genève sur les réfugiés
UNICEF - Fonds des Nations unies pour l'enfance	Améliorer et promouvoir la condition des enfants (ODD 2, 4, 5, 6, 8, 16 et 17)	<ul style="list-style-type: none"> • Éducation des filles • Vaccination et la lutte contre le sida et le VIH • Protection de l'enfance

- Santé des nouveau-nés
- Égalité hommes-femmes

Principes associés à l'Agenda 2030

L'Agenda 2030 exige que tous les processus d'examen appliquent les principes suivants²⁸⁹:

- Volontaire et dirigé par le pays ;
- Axé sur des buts et objectifs universels, intégrés et interdépendants ;
- Orientation à long terme ;
- Ouvert, inclusif, participatif et transparent pour tous les peuples ;
- Axé sur les personnes, sensible au genre ;
- Respectant, protégeant et promouvant les droits de l'homme, avec un accent particulier sur les personnes les plus pauvres, les plus vulnérables et les plus marginalisés.

Des statistiques désagrégées pour ne laisser personne pour compte

Le présent document relate de nombreuses statistiques sur plusieurs indicateurs. On constate des différences selon le genre, selon les régions. Des données de qualité, accessibles, opportunes, fiables et désagrégées sont essentielles pour s'assurer du respect d'un principe fondamental de l'Agenda 2030, que personne n'est laissé pour compte. Il devient alors possible de mieux mesurer l'autonomisation des groupe vulnérables, notamment les enfants, les jeunes, les personnes handicapées, les personnes âgées, les peuples autochtones, les réfugiés et les personnes déplacées à l'étranger.

Droits civils et politiques

Le tableau 6 présente, pour les indicateurs associés aux droits civils et politiques pour lesquels les participants à la retraite ont pu fournir des données historiques, une classification de ces indicateurs par ordre décroissant de leur taux de croissance annuel moyen pour atteindre les cibles à l'horizon 2030.

Cette classification par ordre décroissant de TCAM permet de voir quels sont les indicateurs et les cibles ODD pour lesquelles l'effort à réaliser semble le plus grand pour atteindre les niveaux fixés par la communauté internationale à l'horizon 2030.

Pour les droits civils et politiques, la question de l'égalité des genres est mise de l'avant. En effet, l'accès des femmes aux postes diplomatiques, la représentation des femmes au gouvernement et le taux de femmes à l'Assemblée nationale occupent les trois premiers rangs de ce classement, avec des taux de croissance annuels moyens très élevés, supérieurs à 10 %, pour atteindre les cibles ODD qui leurs sont associées. Nous rappelons ici le devoir d'exemplarité du gouvernement face à la population, visant à tirer profit des capacités des femmes pour construire une société inclusive plus riche, plus égalitaire.

²⁸⁹ Mansour N'Diaye, Retraite SNU au Sénégal, novembre 2017

Tableau 6 : Indicateurs associés aux droits civils et politiques classés par ordre décroissant de leur taux de croissance annuel moyen pour atteindre les cibles à l'horizon 2030

Rang	Cibles	Thème	TCAM (horizon 2030)
1	5.5 et 16.7	Accès des femmes aux postes diplomatiques	49,8
2	5.5 et 16.7	Représentation des femmes au gouvernement	14,2
3	5.5 et 16.7	Taux de femmes à l'Assemblée nationale	11,2
4	5.3	Excision des femmes	6,3
5	5.3	Pourcentage de mariage d'enfants	6,3
6	8.7, 10.4 et 16.2	Enfants de 5 à 17 ans au travail	5,9
7	8.7, 10.4 et 16.3	Enfants vulnérables pris en charge	3,9
8	16.9	Enregistrement des naissances	1,3

Le taux de femmes en position de pouvoir devrait tendre vers l'égalité hommes/femmes, ce qui devrait nécessairement avoir un impact à terme pour prendre des décisions plus harmonieuses tenant compte de la réalité concrète des hommes, des femmes et des enfants, et avoir un effet d'entraînement non seulement sur la recherche d'égalité dans la société, notamment sur des questions associées à la violence faites aux femmes, mais aussi sur des questions de progression économique du pays.

Les 4^e et 5^e rangs du classement des indicateurs pour les droits civils et politiques sont aussi occupés par des thèmes largement associés aux femmes et plus particulièrement à la violence faite aux femmes et aux enfants : l'excision des femmes et le mariage d'enfants.

Tout comme pour l'indicateur occupant le 5^e rang, les indicateurs occupant les 6^e, 7^e et 8^e rangs sont associées à des thématiques concernant la violence faite aux enfants. Il s'agit des enfants au travail, des enfants vulnérables pris en charge et des enregistrements à la naissance. Les taux de croissance annuels moyens requis pour atteindre les cibles ODD dépassent aussi 1 %.

En raison de leurs mandats, de leurs expertise internationale et de leur neutralité, l'UNFPA, le PNUD, l'UNICEF, l'ONUSIDA devraient se concerter afin de proposer au Togo un plan de collaboration pour intervenir efficacement sur les thématiques inscrites au tableau 4 relatives aux femmes et aux enfants. La progression du pays envers ces thèmes semble prioritaire en raison de l'importance du chemin à parcourir en regard de l'atteinte des cibles ODD. Ces thématiques sont aussi étroitement associées à la lutte contre la pauvreté. Le HCDH devrait être associé aux échanges avec l'UNICEF et le PNUD pour ce qui concerne les échanges relatifs à l'enregistrement des naissances.

Le tableau 7 présente les thématiques associées aux droits civils et politiques pour lesquelles la retraite d'élaboration du bilan commun de pays n'a pas permis de recenser de données historiques.

Tableau 7 : Thématiques associées aux droits civils et politiques pour lesquelles le Togo pourrait retenir des indicateurs pour mesurer sa progression vers les cibles ODD à l'horizon 2030

Cibles	Thèmes
---------------	---------------

16.3	Accès à la justice sans discrimination
16.4	Flux financiers illicites
16.5	Corruption
16.6	Institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux
16.10	Accès public à l'information
4.7	Connaissances et compétences des jeunes en matière de promotion du développement durable
5.4	Valorisation des soins et travaux domestiques non rémunérés
5. c	Accès des femmes et des hommes à l'informatique et aux TIC

Pour ces thématiques qui touchent l'éducation, l'égalité des sexes et les droits civils et politiques associés à la justice, à l'efficacité des institutions, à la liberté d'expression et à la gestion de l'économie, il est recommandé que le Togo retienne des indicateurs pour mesurer sa progression vers les cibles ODD à l'horizon 2030. L'UNFPA, l'UNHCR, le PNUD, l'UNICEF, l'UNESCO et le HCDH devraient se concerter afin de proposer au Togo un plan de collaboration pour établir un système de renseignement d'indicateurs associés aux thèmes inscrits au tableau 7.

Droits économiques, sociaux et culturels

Le tableau 8 présente, pour les indicateurs associés aux droits économiques, sociaux et culturels pour lesquels les participants à la retraite ont pu fournir des données historiques, une classification de ces indicateurs par ordre décroissant de leur taux de croissance annuel moyen pour atteindre les cibles à l'horizon 2030.

On remarque que les TCAM associés à certaines thématiques sont particulièrement élevés (>10 %) : il s'agit de la couverture médicale et la protection sociale, de la scolarisation préscolaire et au niveau de l'enseignement supérieur, de l'épargne, particulièrement celle faite par les femmes, et d'énergie renouvelable.

Même si les TCAM sont très élevés et que les cibles à l'horizon 2030 peuvent sembler inatteignables, il est sans doute possible de réaliser des progrès importants relativement à ces thématiques. À titre d'exemple, des campagnes de sensibilisation sur l'épargne, conçues notamment pour rejoindre l'ensemble de la population, associées à une intégration des questions d'épargne dans les cursus de cours aux niveaux primaires et secondaires, pourraient avoir un impact sensible sur l'évolution des indicateurs mesurant l'épargne.

Tableau 8 : Indicateurs associés aux droits économiques, sociaux et culturels classés par ordre décroissant de leur taux de croissance annuel moyen pour atteindre les cibles à l'horizon 2030

Cibles	Thème	TCAM (horizon 2030)
3.8	Couverture médicale	97,9
4.3	Scolarisation au niveau de l'enseignement supérieur	36,8
4.2	Scolarisation préscolaire	34,2
1.3	Protection sociale	33,0
1.4, 2.2 et 5.a	Compte d'épargne dans une institution financière pour les femmes	32,5
7.2	Énergie renouvelable	29,5
1.4, 2.2 et 5.a	Compte d'épargne dans une institution financière pour les hommes	16,9
1.4, 2.2 et 5.a	Épargne des femmes	10,5
8.2	Taux de croissance du PIB	9,9
1.4, 2.2 et 5.a	Épargne des hommes	7,6
7.1	Accès universel à l'électricité	7,4
8.1	PIB par habitant	7,0
8.5	Taux de travailleurs pauvres	7,0
2.1 et 2.2	Pourcentage de ménages ayant des difficultés à subvenir à leurs besoins alimentaires	6,8
1.1	Pauvreté extrême	6,7
11.1	Taux de satisfaction du logement	6,7
8.5	Proportion de femmes dans l'emploi salarié	6,0
2.3	Revenus des petits producteurs	5,3
3.1	Mortalité maternelle	5,2
3.2	Couverture vaccinale	5,1
6.2	Accès à des installations d'assainissement améliorées	5,0
3.2	Mortalité infanto-juvénile	4,5
3.1	Accouchements assistés par du personnel qualifié	4,3
3.4	Consommation de tabac	4,2
6.1	Accès à l'eau potable	3,9
6.2	Population disposant d'une installation de lavage des mains	3,9
3.6	Décès dus aux accidents de la route	3,6
3.7 et 5.6	Santé sexuelle et procréative	3,5
4.6	Alphabétisation des femmes et des hommes	3,5
1.2	Pauvreté nationale	3,3
3.2	Mortalité néo natale	3,3
8.6	Jeunes non scolarisés et sans emploi	3,3
8.6	Taux de chômage des jeunes de 15 à 29 ans	3,3
11.2	Personnes desservies par le transport en commun	2,8
3.8	Accès universel aux soins de santé	2,3

3.3	Prévalence du VIH	1,8
4.1	Scolarisation primaire	< 1,0

Pour l'ensemble des indicateurs compris au tableau 8, les Agences de l'ONU devraient se coordonner pour proposer au Togo plusieurs plans d'intervention touchant respectivement différents ODD. Pour chacun de ces groupes de travail, les plans devraient tenir compte d'enjeux transversaux associés à la pauvreté, soit la recherche d'égalité entre les hommes et les femmes, et la place faite au monde rural dans les stratégies de lutte contre la pauvreté.

En effet, les travaux effectués durant la retraite confirment ce qui avait été observé dans les grands documents de politiques effectuées par le Togo, tels la SCAPE, le PND ou les enquêtes QUIBB : de façon générale, les femmes et le monde rural accusent un retard significatif dans de nombreux domaines, et cela contribue à perpétuer la pauvreté au Togo. Mentionnons certains domaines où on constate des retards pour les droits économiques, sociaux et culturels, soit pour les femmes, soit pour le monde rural, soit pour les deux : l'éducation, l'accès aux services associés à la pauvreté, tels l'accès à l'eau potable, l'accès aux soins de santé, l'accès à l'électricité, l'accès à l'épargne, autant de domaines clefs pour lutter contre la pauvreté.

Par ailleurs, chaque groupe de travail devrait se préoccuper, outre les deux enjeux transversaux précités, des questions à intégrer aux formations scolaires pour mieux servir la société, à l'avenir, dans la prise en compte des enjeux considérés.

Pour ces droits économiques, sociaux et culturels, les équipes pourraient se regrouper ainsi :

- Pour les ODD 1 et 2, formation d'un comité regroupant la FAO, le PAM, le PNUD, l'UNFPA, l'UNCDF, et l'ONUSIDA. Ce comité du SNU devrait proposer et aider financièrement et avec leur expertise, le Togo à mettre en œuvre les stratégies de lutte contre la pauvreté et de reddition de compte, notamment par le choix des indicateurs et le renforcement des capacités, notamment au plan statistique.
- Pour les ODD 3, 4, 6, 8 et 11, formation d'un comité regroupant l'UNICEF, l'UNFPA, l'UNHCR, l'OMS, l'ONUSIDA, l'UNESCO et le PNUD. Ce comité devrait explorer avec le gouvernement du Togo quelles sont les meilleures stratégies pour améliorer la santé et suivre les indicateurs associés. Les indicateurs concernés sont non seulement ceux directement associés à la santé²⁹⁰, mais aussi ceux associés au revenu des agriculteurs et à des services qui sont des déterminants importants de la santé.²⁹¹ Ces stratégies devraient prévoir des budgets importants²⁹² dans le développement de l'enfance, la

²⁹⁰ Notamment la mortalité maternelle, la mortalité néo natale, la mortalité infanto-juvénile, la couverture vaccinale, la couverture médicale, la santé sexuelle et procréative, l'accès universel aux soins de santé, les décès dus aux accidents de la route

²⁹¹ L'éducation et l'emploi sont des déterminants de premier plan de la santé. La protection sociale, l'accès à l'électricité, à l'eau potable, à des installations d'assainissement améliorées, jouent aussi des rôles importants dans la lutte contre la pauvreté et pour l'amélioration de la santé

²⁹² Notamment par des investissements pour améliorer la productivité agricole, par le développement d'une industrie de transformation des produits agricoles et par une fiscalité de taux marginaux d'imposition favorisant les 40% des personnes les plus pauvres

scolarisation des jeunes filles et l'amélioration des revenus du monde rural, avec une attention particulière à l'amélioration du revenu des femmes. Les investissements devraient notamment prioriser le monde rural pour l'accès aux services tels l'eau potable, l'assainissement et l'électricité.

Le tableau 9 présente les thématiques associées aux droits économiques, sociaux et culturels pour lesquelles la retraite d'élaboration du bilan commun de pays n'a pas permis de recenser de données historiques.

Tableau 9 : Thématiques associées aux droits économiques, sociaux et culturels pour lesquelles le Togo pourrait retenir des indicateurs pour mesurer sa progression vers les cibles ODD à l'horizon 2030

Cibles	Thèmes
1.4, 2.2 et 5.a	Accès des femmes et des hommes aux ressources économiques
1. b	Investissement dans des mesures d'élimination de la pauvreté
2.4	Viabilité des systèmes de production alimentaire
2.5	Diversité génétique des semences, des cultures et des animaux d'élevage ou domestiqués et des espèces sauvages apparentées
3.9	Maladies liées à des substances chimiques dangereuses
4.5	Accès des personnes vulnérables à l'enseignement et la formation professionnelle
6.3	Ressources en eau
6.6	Protection et restauration des écosystèmes liés à l'eau
8.3	Création d'entreprises
8.5	Travail décent égalité de revenu hommes/femmes
8.8	Protection des travailleurs
8.9	Tourisme créateur d'emploi
8.10	Accès aux services bancaires et financiers et aux services d'assurance
9.2	contribution de l'industrie à l'emploi et au produit intérieur brut
9.3	Accès des petites entreprises industrielles aux services financiers
9. c	Accès aux technologies de l'information et des communications
11.3	Participation communautaire à la planification et gestion urbaine
11.5	Décès dus aux catastrophes

Ces thématiques touchent les thèmes de la pauvreté, de la faim, de la santé, de l'éducation, des ressources en eau, de la création d'entreprise et d'emploi, de l'accès des particuliers et des entreprises aux services financiers, de l'accès aux TIC et de la Participation communautaire à la planification et gestion urbaine.

Il est recommandé que le Togo retienne des indicateurs pour mesurer sa progression vers les cibles ODD à l'horizon 2030. Les deux comités précités au présent chapitre des droits sociaux, économiques et culturels devraient proposer au Togo des plans de collaboration pour établir un système de renseignement d'indicateurs associés aux thèmes inscrits au tableau 9.

Droits à un environnement sain

Un constat important est que la retraite d'élaboration du bilan commun de pays n'a pas permis de recenser les données historiques permettant le calcul des taux de croissance annuels moyens, et donc de faire des projections pour l'atteinte des cibles à l'horizon 2030. On constate donc un certain retard dans la statistique associée aux droits à un environnement sain, par rapport aux autres droits civils, politiques, sociaux, économiques et culturels.

Le tableau 10 présente les thématiques associées aux droits à un environnement sain pour lesquelles la retraite d'élaboration du bilan commun de pays n'a pas permis de recenser de données historiques.

Tableau 10 : Thématiques associées aux droits à un environnement sain pour lesquelles le Togo pourrait retenir des indicateurs pour mesurer sa progression vers les cibles ODD à l'horizon 2030

Cibles	Thèmes
12.2	Gestion durable et une utilisation rationnelle des ressources naturelles
12.3 et 12.5	Gestion durable des déchets alimentaires par habitant
12.4	Gestion écologique des produits chimiques et des autres déchets - Protection de l'air de l'eau et du sol
12.7	Gestion de la passation des marchés publics
12.8	Éducation des citoyens et des institutions matière de développement durable
13.1	Adaptation des communautés face aux aléas climatiques
13.2	Politiques relatives aux changements climatiques
13.3	Politiques d'éducation, sensibilisation et développement des capacités individuelles et institutionnelles en ce qui concerne l'adaptation aux changements climatiques,
14.1	Pollution marine
14.2	Protection durable des écosystèmes marins et côtiers
14.3	Acidification des océans
14.4	Règlementation et gestion de la pêche
15.1 et 15.4	Préservation, restauration, exploitation durable des écosystèmes terrestres et des écosystèmes d'eau douce
15.2	Gestion durable de tous les types de forêt
15.7	Mesures contre le braconnage
15.8	Mesures d'empêchement de l'introduction d'espèces exotiques envahissantes

Pour l'ensemble de ces thématiques associées à la production et à la consommation responsable, aux changements climatiques, aux ressources marines et à la protection des écosystèmes aquatiques et terrestres, il est proposé de former un comité formé du PNUD, de la FAO, de l'UNFPA et de l'UNICEF afin de proposer les stratégies et les indicateurs à renseigner dans le futur pour suivre la progression vers les cibles à l'horizon 2030.

Tout comme pour les autres droits, ce comité veillera à intégrer à ses travaux les préoccupations d'égalité de genre, de priorisation du monde rural et d'éducation.

Limites et recommandations

Le BCP constitue pour les agences de l'ONU un bon document de travail pour aider à réaliser le prochain UNDAF. Toutefois, certaines limites sont identifiées, auxquelles il serait utile d'apporter les correctifs adéquats, dans la mesure du possible.

L'amélioration de la fonction statistique

Près de 90 cibles ont été examinées dans le cadre du rapport de BCP. Les données associées aux indicateurs pour mesurer l'atteinte de ces cibles n'ont pu être renseignés que pour la moitié des cibles. Les Agences du SNU devraient donc examiner si elles peuvent aider le Togo dans l'amélioration de la fonction statistique nationale du pays.

L'amélioration de l'analyse causale des problèmes

Il apparaît clairement que l'analyse des causes profondes et sous-jacentes devrait être améliorée pour une majorité de cibles. Le rapport du BCP devrait donc être soumis aux secteurs concernés en vue d'en améliorer le contenu au plan de l'analyse causale.

Le SNU devrait appuyer le gouvernement pour effectuer cette approfondissement de l'analyse causale, et aller au-delà des enquêtes d'ordre strictement quantitatif pour aborder le qualitatif et les causes. Il pourrait recourir à des techniques tels l'arbre à problèmes et l'arbre à objectifs de façon à mieux définir les causes centrales et sous-jacentes des problèmes identifiés, et les actions pour y remédier.

Les cibles à prioriser

Les taux de croissance estimés pour rencontrer les cibles des ODD à l'horizon 2030 peuvent guider le choix des priorités d'intervention. Si on n'utilisait que cette seule base, les cibles à prioriser seraient sans doute celles pour lesquelles les TCAM estimés entre aujourd'hui et l'horizon 2030 sont les plus élevés, telles celles relatives à l'égalité entre les hommes et les femmes, ou celles portant sur la couverture médicale, la scolarisation au niveau de l'enseignement préscolaire et supérieur, la protection sociale ou encore l'épargne des femmes.

Toutefois, il ne faut pas utiliser seulement les taux de croissance annuels moyens pour effectuer la priorisation des cibles, d'une part parce que on n'a pas de TCAM pour pratiquement la moitié des cibles, et d'autre part parce que d'autres critères que l'effort pour atteindre la cibles à l'horizon 2030 devront être examinés.

Ainsi, la retraite de priorisation des interventions du SNU tenue en février 2018 devait considérer plusieurs critères de classification des cibles, par exemple :

- Niveau de capacité à être une cible transformationnelle / accélérateur universel (Éducation, genre, accès à l'eau, accès à l'énergie) pouvant contribuer directement à certaines finalités telles l'éradication de la pauvreté, la croissance économique, la réduction des inégalités, la gestion durable des ressources naturelles, la paix et la justice ;

- Niveau de lien avec d'autres engagements internationaux ;
- Importance de l'effort à faire pour atteindre la cible ODD à l'horizon 2030 ;
- Mandats détenus par les Agences en lien avec la cible ;
- Niveau d'importance du nombre de cibles liées à la cible évaluée ;
- Existence d'indicateurs nationaux associés à la cible ;
- Existence d'indicateurs associés à la cible pouvant être mesurés de manière désagrégée.

Conclusion

Tout au long de la retraite, à mesure que les participants discutaient des différentes cibles et qu'ils renseignaient les indicateurs, il est apparu deux thèmes transversaux, récurrents, qui sont associés à la pauvreté : outre la place des femmes dans la société, le deuxième thème est la place faite au monde rural dans les stratégies de lutte contre la pauvreté.

La perte de développement humain due aux inégalités entre les hommes et les femmes est plus importante dans l'Afrique subsaharienne que n'importe où sur la planète, ce qui nuit grandement à la lutte contre la pauvreté.

Par ailleurs, on remarque que, de façon générale, le monde rural accuse un retard dans l'accès aux services associés à la pauvreté, tels l'accès à l'eau potable, l'accès aux soins de santé, l'accès à l'électricité, l'accès à l'épargne, qui sont autant de domaines clefs pour lutter contre la pauvreté. L'amélioration sensible des revenus du monde agricole doit devenir non seulement une priorité nationale, mais un état de fait avant 2030.

Tout comme pour la recherche d'égalité du genre, les stratégies d'intervention devront prioriser le monde rural, dans la mesure où on veut effectuer des progrès significatifs pour non seulement réduire les retards du monde rural par rapport au monde urbain, mais pour progresser vers une qualité de vie améliorée. L'amélioration de la richesse du monde rural se répercutera sur l'ensemble du Togo. On aura plus de chances de viser une société davantage égalitaire, plus riche et performante.

Cette transition vers une société émergente fait appel à une progression sur de nombreux fronts, dont l'éducation et la formation des jeunes, le développement d'une industrie de transformation des richesses naturelles du pays de façon à obtenir de la valeur ajoutée.

Le présent rapport a utilisé une approche visant à documenter, dans la mesure du possible, les cibles priorisées par le Plan national de développement du Togo à l'horizon 2022, de même que d'autres cibles apparaissant importantes aux yeux des participants à la retraite. Pour les indicateurs associés à ces cibles, lorsque les données existaient, il a été possible de calculer le taux de progression annuel moyen à l'horizon 2030 pour atteindre les cibles. Ceci permet d'obtenir un portrait de quelles sont les cibles pour lesquelles le chemin à faire, en terme de progression, est plus important.

Le chapitre 3 récapitule et classe par ordre décroissant les taux de croissances annuels moyens requis pour rencontrer les cibles à l'horizon 2030, respectivement pour les droits civils et politiques et pour les droits sociaux, économiques et culturels.

Par ailleurs, il ne fut pas possible, faute de données, de renseigner les taux de croissance annuels moyens pour certains indicateurs associés à ces droits, et pour tous les indicateurs associés aux droits à un environnement sain. À ce chapitre, les Agences de l'ONU pourraient élaborer un plan, en concertation avec le gouvernement du Togo, pour choisir, parmi ces indicateurs, ceux pour lesquels il faut prioriser la structuration des services de statistiques, afin d'être en mesure de mieux mesurer la progression vers les cibles des ODD à l'horizon 2030.

Annexe 1 - Approche basée sur les droits humains

Pour les Nations Unies, la mise en œuvre de l'ABDH réfère à trois composantes clés reliées entre elles :

1. Toutes les politiques devraient soutenir la réalisation des droits de l'homme définis dans la Déclaration Universelle des droits de l'homme et dans d'autres instruments internationaux des droits de l'homme.
2. Les normes des droits de l'homme contenues dans la Déclaration Universelle des droits de l'homme et les principes qui en découlent et ceux extraits d'autres instruments internationaux des droits de l'homme orientent toute la programmation dans tous les secteurs et dans toutes les phases du processus de programmation.
3. Les politiques contribuent au développement des capacités des débiteurs d'obligations pour s'acquitter de leurs devoirs et/ou des détenteurs de droits pour faire valoir leurs droits.

Normes des droits de l'homme

Les normes des droits de l'homme sont codifiées dans les systèmes/instruments juridiques internationaux, régionaux et nationaux et constituent le minimum normatif en termes de droits, de revendications et d'obligations par rapport auquel les détenteurs d'obligations, à tous les niveaux de la société, mais surtout les organes de l'État, sont tenus de rendre des comptes. C'est le seuil minimum nécessaire pour pouvoir affirmer qu'un droit est réalisé. Une norme nationale devrait toujours être égale ou encore plus exigeante que la norme internationale. Si la norme nationale est en deçà de la norme internationale cette dernière doit donc prévaloir.

Obligations en matière de droits de l'homme

Il existe trois types d'obligations : respecter, protéger et réaliser les droits de l'homme :

- 1- Respecter les droits de l'homme consiste tout simplement à ne pas s'immiscer dans la jouissance de ces droits. Par exemple, les États doivent s'abstenir d'effectuer des expulsions forcées et de limiter de façon arbitraire le droit au vote ou à la liberté d'association
- 2- Protéger les droits de l'homme requiert la prise d'actions pour assurer que des tiers ne s'immiscent dans la jouissance des droits par autrui. Par exemple, les États doivent protéger l'accès à l'éducation en s'assurant que les parents et les employeurs n'empêchent pas les filles d'aller à l'école.
- 3- Réaliser les droits de l'homme implique la prise de mesures progressives pour réaliser le droit en question.

Les obligations en matière de droits de l'homme s'imposent aussi à des individus, des organisations internationales et à des acteurs non étatiques.

Principes des droits de l'homme

Les principes suivants ont été définis par la jurisprudence du droit international en matière de droits de l'homme et sont reconnus dans l'interprétation commune des Nations Unies pour l'ABDH:

- Universalité et inaliénabilité ;
- Indivisibilité ;
- Interdépendance et corrélation ;
- Égalité et non-discrimination ;
- Participation et inclusion ;
- Obligation de rendre des comptes et état de droit.

Débiteurs d'obligations

Ce sont essentiellement les acteurs et les institutions qui sont dans l'obligation de s'acquitter de devoirs en réponse aux droits, attentes et revendications des détenteurs de droits. L'ABDH met l'accent sur la capacité de l'État, à tous les niveaux, (tous les démembrements de l'état et tous les secteurs du gouvernement, tant au niveau national, provincial que municipal) afin qu'il s'acquitte de ses obligations de respect, de protection et de réalisation des droits de l'homme. Selon le droit international, l'État est le principal débiteur d'obligation, mais les individus, les organisations internationales et d'autres acteurs non étatiques peuvent également détenir des obligations en matière de droits de l'homme.

Détenteurs de droits

Étant donné la nature universelle des droits de l'homme, chaque individu est détenteur de droits. Il détient les mêmes droits que les autres sans aucune distinction ni de race, ni de couleur, ni de sexe, ni de langue, ni de religion, ni d'appartenance politique ou autre opinion, ni d'origine nationale ou sociale, ni de propriété, ni de naissance ou autre statut...

Analyse de l'écart de capacités

L'interprétation commune des NU en matière d'ABDH appelle à des stratégies de programmation à même de développer les capacités des détenteurs de droits à revendiquer leurs droits et celles des débiteurs d'obligations à s'acquitter de leurs devoirs.

L'analyse de l'écart de capacités identifie les principales capacités dont les détenteurs de droits et les débiteurs d'obligations ont besoin pour jouer leurs rôles ; à savoir revendiquer leurs droits pour les premiers et s'acquitter de leurs devoirs pour les seconds. Dans le cadre de l'ABDH, les capacités critiques sont :

- Les connaissances ;
- L'accès aux ressources et leur contrôle (humaines, techniques et financières) ;
- Les aptitudes organisationnelles ;
- La responsabilité, la motivation et le leadership ;
- L'autorité.

Analyse des causes

L'analyse des causes immédiates, sous-jacentes et structurelles ou profondes d'un défi :

- Les causes immédiates déterminent la situation actuelle du problème ;
- Les causes sous-jacentes sont souvent les conséquences des politiques, des lois et de la disponibilité des ressources. Elles peuvent révéler des problèmes annexes assez complexes et nécessiter des interventions qui prennent beaucoup de temps pour obtenir des résultats (au moins 5 ans) ;
- Les causes profondes/structurelles révèlent des conditions qui nécessitent des interventions à long terme afin de changer les attitudes et les comportements de la société à différents niveaux y compris ceux de la famille, de la communauté et des décideurs à très haut niveau.

Annexe 2 – Liste des cibles ODD renseignées pendant la retraite

Cible #	Libellé de la cible
1.1	D'ici à 2030, éliminer complètement l'extrême pauvreté dans le monde entier (s'entend actuellement du fait de vivre avec moins de 1,25 dollar par jour)
1.2	D'ici à 2030, réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tout âge qui vivent dans la pauvreté sous tous ses aspects, telle que définie par chaque pays et quelles qu'en soient les formes
1.3	Mettre en place des systèmes et mesures de protection sociale pour tous, adaptés au contexte national, y compris des socles de protection sociale, et faire en sorte que, d'ici à 2030, une part importante des pauvres et des personnes vulnérables en bénéficient
1.5	D'ici à 2030, renforcer la résilience des pauvres et des personnes en situation vulnérable et réduire leur exposition et leur vulnérabilité aux phénomènes climatiques extrêmes et à d'autres chocs et catastrophes d'ordre économique, social ou environnemental
2.4	D'ici à 2030, assurer la viabilité des systèmes de production alimentaire et mettre en œuvre des pratiques agricoles résilientes qui permettent d'accroître la productivité et la production, contribuent à la préservation des écosystèmes, renforcent les capacités d'adaptation aux changements climatiques, aux phénomènes météorologiques extrêmes, à la sécheresse, aux inondations et à d'autres catastrophes et améliorent progressivement la qualité des terres et des sols
3.1 (cible ajoutée)	D'ici à 2030, faire passer le taux mondial de mortalité maternelle au-dessous de 70 pour 100 000 naissances vivantes
3.2	D'ici à 2030, éliminer les décès évitables de nouveau-nés et d'enfants de moins de 5 ans
3.3 (cible ajoutée)	D'ici à 2030, mettre fin à l'épidémie de sida, à la tuberculose, au paludisme et aux maladies tropicales négligées et combattre l'hépatite, les maladies transmises par l'eau et autres maladies transmissibles
3.4	D'ici à 2030, réduire d'un tiers, par la prévention et le traitement, le taux de mortalité prématurée due à des maladies non transmissibles et promouvoir la santé mentale et le bien-être
3.6	D'ici à 2020, diminuer de moitié à l'échelle mondiale le nombre de décès et de blessures dus à des accidents de la route

Cible #	Libellé de la cible
3.9	D'ici à 2030, réduire nettement le nombre de décès et de maladies dus à des substances chimiques dangereuses et à la pollution et à la contamination de l'air, de l'eau et du sol
4.1 (cible ajoutée)	D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, qui débouche sur un apprentissage véritablement utile
4.3	D'ici à 2030, faire en sorte que les femmes et les hommes aient tous accès dans des conditions d'égalité à un enseignement technique, professionnel ou tertiaire, y compris universitaire, de qualité et d'un coût abordable
4.4	D'ici à 2030, augmenter nettement le nombre de jeunes et d'adultes disposant des compétences, notamment techniques et professionnelles, nécessaires à l'emploi, à l'obtention d'un travail décent et à l'entrepreneuriat
4.7	D'ici à 2030, faire en sorte que tous les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation en faveur du développement et de modes de vie durables, des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, de la promotion d'une culture de paix et de non-violence, de la citoyenneté mondiale et de l'appréciation de la diversité culturelle et de la contribution de la culture au développement durable
5.3 (cible ajoutée)	Éliminer toutes les pratiques préjudiciables, telles que le mariage des enfants, le mariage précoce ou forcé et la mutilation génitale féminine
5.5 (cible ajoutée)	Garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique
5.6 (cible ajoutée)	Assurer l'accès de tous aux soins de santé sexuelle et procréative et faire en sorte que chacun puisse exercer ses droits en matière de procréation, ainsi qu'il a été décidé dans le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et le Programme d'action de Beijing et les documents finals des conférences d'examen qui ont suivi
6.1 (cible ajoutée)	D'ici à 2030, assurer l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable

Cible #	Libellé de la cible
6.2	D'ici à 2030, assurer l'accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et mettre fin à la défécation en plein air, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles et des personnes en situation vulnérable
6.3	D'ici à 2030, améliorer la qualité de l'eau en réduisant la pollution, en éliminant l'immersion de déchets et en réduisant au minimum les émissions de produits chimiques et de matières dangereuses, en diminuant de moitié la proportion d'eaux usées non traitées et en augmentant nettement à l'échelle mondiale le recyclage et la réutilisation sans danger de l'eau
6.4	D'ici à 2030, augmenter considérablement l'utilisation rationnelle des ressources en eau dans tous les secteurs et garantir la viabilité des retraits et de l'approvisionnement en eau douce afin de tenir compte de la pénurie d'eau et de réduire nettement le nombre de personnes qui souffrent du manque d'eau
6.6	D'ici à 2020, protéger et restaurer les écosystèmes liés à l'eau, notamment les montagnes, les forêts, les zones humides, les rivières, les aquifères et les lacs
7.1	D'ici à 2030, garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable
7.2	D'ici à 2030, accroître nettement la part de l'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique mondial
7.3	D'ici à 2030, multiplier par deux le taux mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique
8.3	Promouvoir des politiques axées sur le développement qui favorisent des activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation et stimulent la croissance des microentreprises et des petites et moyennes entreprises et facilitent leur intégration dans le secteur formel, y compris par l'accès aux services financiers
8.5	D'ici à 2030, parvenir au plein emploi productif et garantir à toutes les femmes et à tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, un travail décent et un salaire égal pour un travail de valeur égale
8.6	D'ici à 2020, réduire considérablement la proportion de jeunes non scolarisés et sans emploi ni formation

Cible #	Libellé de la cible
9.1	Mettre en place une infrastructure de qualité, fiable, durable et résiliente, y compris une infrastructure régionale et transfrontière, pour favoriser le développement économique et le bien-être de l'être humain, en mettant l'accent sur un accès universel, à un coût abordable et dans des conditions d'équité
9.3	Accroître, en particulier dans les pays en développement, l'accès des entreprises, notamment des petites entreprises industrielles, aux services financiers, y compris aux prêts consentis à des conditions abordables, et leur intégration dans les chaînes de valeur et sur les marchés
10.1	D'ici à 2030, faire en sorte, au moyen d'améliorations progressives, que les revenus des 40 % les plus pauvres de la population augmentent plus rapidement que le revenu moyen national, et ce de manière durable
10.2	D'ici à 2030, autonomiser toutes les personnes et favoriser leur intégration sociale, économique et politique, indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leurs handicaps, de leur race, de leur appartenance ethnique, de leurs origines, de leur religion ou de leur statut économique ou autre
10.4	Adopter des politiques, notamment sur les plans budgétaire, salarial et dans le domaine de la protection sociale, et parvenir progressivement à une plus grande égalité
10.6	Faire en sorte que les pays en développement soient davantage représentés et entendus lors de la prise de décisions dans les institutions économiques et financières internationales, afin que celles-ci soient plus efficaces, crédibles, transparentes et légitimes
11.1	D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à un logement et des services de base adéquats et sûrs, à un coût abordable, et assainir les quartiers de taudis
11.2	D'ici à 2030, assurer l'accès de tous à des systèmes de transport sûrs, accessibles et viables, à un coût abordable, en améliorant la sécurité routière, notamment en développant les transports publics, une attention particulière devant être accordée aux besoins des personnes en situation vulnérable, des femmes, des enfants, des personnes handicapées et des personnes âgées
11.3	D'ici à 2030, renforcer l'urbanisation durable pour tous et les capacités de planification et de gestion participatives, intégrées et durables des établissements humains dans tous les pays
11.6	D'ici à 2030, réduire l'impact environnemental négatif des villes par habitant, y compris en accordant une attention particulière à la qualité de l'air et à la gestion, notamment municipale, des déchets

Cible #	Libellé de la cible
12.2	D'ici à 2030, parvenir à une gestion durable et à une utilisation rationnelle des ressources naturelles
12.3	D'ici à 2030, réduire de moitié à l'échelle mondiale le volume de déchets alimentaires par habitant au niveau de la distribution comme de la consommation et réduire les pertes de produits alimentaires tout au long des chaînes de production et d'approvisionnement, y compris les pertes après récolte
12.4	D'ici à 2020, instaurer une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques et de tous les déchets tout au long de leur cycle de vie, conformément aux principes directeurs arrêtés à l'échelle internationale, et réduire considérablement leur déversement dans l'air, l'eau et le sol, afin de minimiser leurs effets négatifs sur la santé et l'environnement
12.5	D'ici à 2030, réduire considérablement la production de déchets par la prévention, la réduction, le recyclage et la réutilisation
12.7	Promouvoir des pratiques durables dans le cadre de la passation des marchés publics, conformément aux politiques et priorités nationales
12.8	D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les personnes, partout dans le monde, aient les informations et connaissances nécessaires au développement durable et à un style de vie en harmonie avec la nature
13.1 (cible ajoutée)	Renforcer, dans tous les pays, la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat
13.2 (cible ajoutée)	Incorporer des mesures relatives aux changements climatiques dans les politiques, les stratégies et la planification nationales
14.1	D'ici à 2025, prévenir et réduire nettement la pollution marine de tous types, en particulier celle résultant des activités terrestres, y compris les déchets en mer et la pollution par les nutriments
14.2	D'ici à 2020, gérer et protéger durablement les écosystèmes marins et côtiers, notamment en renforçant leur résilience, afin d'éviter les graves conséquences de leur dégradation et prendre des mesures en faveur de leur restauration pour rétablir la santé et la productivité des océans
14.3	Réduire au maximum l'acidification des océans et lutter contre ses effets, notamment en renforçant la coopération scientifique à tous les niveaux

Cible #	Libellé de la cible
15.1	D'ici à 2020, garantir la préservation, la restauration et l'exploitation durable des écosystèmes terrestres et des écosystèmes d'eau douce et des services connexes, en particulier les forêts, les zones humides, les montagnes et les zones arides, conformément aux obligations découlant des accords internationaux
15.4	D'ici à 2030, assurer la préservation des écosystèmes montagneux, notamment de leur biodiversité, afin de mieux tirer parti de leurs bienfaits essentiels pour le développement durable
15.5	Prendre d'urgence des mesures énergiques pour réduire la dégradation du milieu naturel, mettre un terme à l'appauvrissement de la biodiversité et, d'ici à 2020, protéger les espèces menacées et prévenir leur extinction
15.9	D'ici à 2020, intégrer la protection des écosystèmes et de la biodiversité dans la planification nationale, dans les mécanismes de développement, dans les stratégies de réduction de la pauvreté et dans la comptabilité
16.3	Promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et donner à tous accès à la justice dans des conditions d'égalité
16.5	Réduire nettement la corruption et la pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes
16.6	Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux
17.7	Promouvoir la mise au point, le transfert et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement en faveur des pays en développement, à des conditions favorables, y compris privilégiées et préférentielles, arrêtées d'un commun accord
17.16	Renforcer le partenariat mondial pour le développement durable, associé à des partenariats multipartites permettant de mobiliser et de partager des savoirs, des connaissances spécialisées, des technologies et des ressources financières, afin d'aider tous les pays, en particulier les pays en développement, à atteindre les objectifs de développement durable
17.17	Encourager et promouvoir les partenariats publics, les partenariats public-privé et les partenariats avec la société civile, en faisant fond sur l'expérience acquise et les stratégies de financement appliquées en la matière
17.18	D'ici à 2020, apporter un soutien accru au renforcement des capacités des pays en développement, notamment des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement, l'objectif étant de disposer d'un beaucoup plus grand nombre de données de qualité, actualisées et exactes, ventilées par niveau de revenu, sexe, âge, race, appartenance ethnique, statut migratoire, handicap, emplacement géographique et selon d'autres caractéristiques propres à chaque pays

Cible #	Libellé de la cible
17.19	D'ici à 2030, tirer parti des initiatives existantes pour établir des indicateurs de progrès en matière de développement durable qui viendraient compléter le produit intérieur brut, et appuyer le renforcement des capacités statistiques des pays en développement

Annexe 3 : Retraite de réalisation du Bilan commun de pays complet du Togo

La retraite de réalisation du Bilan commun de pays complet du Togo (BCP-TOGO 2017) s'est tenue à Lomé du 30 octobre au 3 novembre 2017. La retraite a été inaugurée par le ministre du ministre de la Planification du développement, M. Kossi Assimaidou, lequel, accompagné par le coordonnateur résident du Programme des Nations Unies pour le développement, Mme Khardiata Lo N'Diaye, a présidé au lancement officiel du processus de réalisation du Bilan commun de pays du Togo à l'appui de l'élaboration du nouveau Plan des Nations-Unies 2019-2023.

Outre les représentants des Agences des Nations Unies, les responsables de l'organisation de la retraite avaient invité des représentants du secteur privé, de la société civile et des Ministères du Togo. Ces derniers ont répondu en grand nombre à l'invitation. L'annexe 1 présente la liste des participants.

Méthodologie de la retraite

Les participants ont été réunis en équipes, sur la base de leurs champs de compétences, en fonction des 17 ODD. Cette distribution a permis de composer huit équipes (voir la composition des équipes à l'annexe 3) de 7 à 11 personnes chacune, lesquelles ont travaillé pendant près de cinq jours à renseigner les questions présentées à l'annexe 3, relatives à la description de l'état de référence par rapport aux cibles des ODD, les causes et conséquences de cet état de référence, l'environnement politique, juridique et institutionnel prévalant et le potentiel de collaboration entre le SNU et l'État togolais.

Elles ont de plus identifié les données permettant de calculer, lorsqu'elle existent, les taux de croissance annuels moyens (TCAM) d'indicateurs associés aux cibles des ODD, de même que l'effort requis pour atteindre la cible à l'horizon 2030, en termes de taux de progression annuel moyen. La méthode permettant le calcul des TCAM est expliquée à l'annexe 4.

Les équipes de travail ont aussi été invitées à dresser une liste des principales interactions, synergiques ou antagoniques, entre les cibles des ODD.

Questions structurant le BCP

La retraite a permis aux participants de renseigner les questions constitutives du BCP. Ces questions furent successivement débattues durant les travaux en commissions puis durant les plénières tenues durant la retraite.

Ces questions visaient à renseigner le mieux possible, pour chacune des 60 cibles prioritaires identifiées dans le projet de Plan national de développement, les aspects suivants :

Définition du problème central associé à chaque cible

Cette étape de la réalisation d'un bilan commun de pays contribue à documenter l'analyse causale de la situation de développement, en tentant de cerner le problème central associé à l'atteinte de la cible ODD et sa portée.

- ❖ Sur la base de l'état des progrès établis à partir des données existantes par rapport aux ODD, quel est le problème central qui sous-tend le constat ? (fréquence d'occurrence, durée et nature du problème) ?

- ❖ Qui est vulnérable ou affecté par le problème et dans quelles proportions (individus, ménages, groupes, communautés, institutions/organisations, localités, toute la société en générale) ? Comment les femmes et les hommes sont-elles/ils différemment affectés par le problème ?
- ❖ Quelle est la tendance actuelle du problème ; comment la situation (problème) a-t-elle évolué dans le temps (aggravation ou amélioration) ?
- ❖ Quelle est la principale tendance de la situation (perspective/ prospective) ?

Documents de référence fournis sur la clef USB :

- Rapport de mise en œuvre de la SCAPE, mai 2017
- Bilan PND Tome 1, version provisoire, juillet 2017

Causes sous-jacentes et profondes des domaines prioritaires retenus à l'étape précédente

- ❖ Pourquoi le problème survient-il/ou persiste-t-il ?
- ❖ Quelles sont les causes sous-jacentes (institutionnelles, politiques, socioculturelles, législation, etc.) du problème ?
- ❖ Quels sont les individus (hommes/femmes), groupes, localités, ménages, communautés, institutions/ organisations, écosystème etc.) les plus affectés par le problème par rapport aux autres ? ;
- ❖ Pourquoi certains individus (hommes/femmes), ménages, groupes, communautés, institutions/organisations, localités, écosystèmes, sont plus affectés (analyse des vulnérabilités) ou plus à risque d'être affectés que d'autres ?
- ❖ Qui sont les débiteurs d'obligations et des détenteurs de droits ? quels sont leurs rôles et leurs capacités dans le cadre de la réalisation des droits ?
- ❖ Quelles sont les interventions initiées pour résoudre ce/ces problème/s ; quelles ont été leur efficacité, leurs limites ?

Conséquences des problèmes

- ❖ Quelles sont les conséquences (sociales, environnementales, économiques) directes ou indirectes du/des problèmes analysés ?
- ❖ Qui sont les individus (hommes/femmes), ménages, groupes, communautés, institutions/organisations, localités, écosystème, les plus affectés ou les plus à risque d'être affectés ?

Capacités, risques et opportunités de l'environnement politique, législatif et institutionnel pour la réalisation des ODD

- ❖ Quel est l'état d'exécution des obligations du pays en vertu des traités internationaux et des normes internationalement convenues (conventions et traités pertinents) ?
- ❖ Quelles sont les capacités institutionnelles nécessaires pour la réalisation des obligations de l'État notamment pour l'atteinte des ODD ?
- ❖ Quels sont les principaux risques au niveau du pays pour la réalisation des obligations du pays en matière des ODD, y compris les risques économiques et financiers, les impacts du changement climatique, la dégradation de l'environnement, les épidémies, les catastrophes, les risques de conflits, la gouvernance ?
- ❖ Quels sont les mécanismes et les capacités existant pour faire face aux risques identifiés ?
- ❖ Quelles sont les capacités des détenteurs de droits à participer effectivement aux processus de développement et de prise de décision et d'influencer la redevabilité des débiteurs d'obligation dans la réalisation des ODD ?

Définition des axes de coopération entre le Gouvernement et les Nations-

À cette étape, on cherche à déterminer, pour chacun des ODD priorisés, quels sont les axes prioritaires de coopération entre les Agences de l'ONU et le Gouvernement.

- ❖ Que font les ministères ou la société civile par rapport à cette cible ? La cible est-elle pleinement prise en compte par leurs actions ?






- ❖ L'Agence de l'ONU a-t-elle des capacités (expertise) et un mandat relativement à cette cible? Sont-ils complémentaires ou plutôt redondants avec ceux des acteurs nationaux ?
- ❖ L'ONU a-t-elle la possibilité de mobiliser les ressources pour travailler à l'atteinte de la cible ?

Analyse de l'avantage comparatif des Nations Unies

- ❖ Quelles sont les forces et faiblesses internes des agences des Nations Unies au regard de la mise en œuvre des différents ODD ?
- ❖ Quelles sont les opportunités et menaces liées à l'environnement externe relativement à la mise en œuvre des différents ODD ?
- ❖ Quels sont les domaines où l'expertise spécifique des Nations Unies par rapport à d'autres intervenants dans le pays constitue une valeur ajoutée plus importante, domaines où le soutien des Nations Unies au pays serait plus utile et efficace ?






Annexe 4 : Composition des équipes de travail lors de la retraite d'élaboration du BCP

Équipe 1

					
	N°	Nom	Organisme		
Domaine Peuple	1	M. Oyétoundé Djiwa	FAO		
	2	M. Albert Etoudji	UNFPA		
	3	M. Bériname Badjaré	PAM		
	4	Dr Yawo Agbigbi	UNFPA		
	5	Mme Épiphanie HOUMEY	PNUD		
	6	M. Gnandi Tabé	FAO		
ODDs	7	Dr Jean François Somé	PNUD		
1 à 5	8	Dr Christian Mouala	ONUSIDA		
	9	M. KARIMU Wasiyou	DPH/MASPPA		

14 cibles
priorisées

Équipe 2






					
	N°	Nom	Organisme		
Domaine Prospérité	1	M. Lonlon Locoh	ONUDI		
	2	M. Essodina Abalo	BIT		
	3	Mme Afi Rita Gboudi	UNFPA		
	4	M. Mathieu Soglonou	UNCDF		
	5	M. ASSAH Kossiwa L.	Direction de l'industrie		
	6	M. KADJA Abalodjam	DGAT/MPD		
	7	M. VOSSAH Messanvi	MIT/DPESE		
	8	M. HATABALE Assima	STDSRP		

9	M. SOGBO Komlavi E.	MFPTRA
10	M. GBATCHI Elôm	DGPS/MSPS

ODDs 7 à 11






18 cibles priorisées

Équipe 3

					
		N°	Nom		Organisme
Domaine Peuple		1	M. MAKAGNI Koyabi		DPA/ MASPFA
		2	M. LEMOU Ahéza		METFP/DFPA
		3	M. KODJO K. Omandon		MDBAJEJ
		4	M. Didier AGLEE		UNICEF
		5	Mme Jeanne Bougonou		PNUD
		6	Mme DOVONON A. Victoire		UNFPA
		7	M. Mactar FALL		PNUD
		8	Mme AKPABIE Adoukoê A.		DGPD/MPD
ODDs 1 à 5		9	M. GBLOKPO Koffi A.		DGPE/MASPFA
		10	M. BILAWÉ T.		DPPD/MPD
		11	Mme BASSAGOU K. Wentomrma		Communication

14 cibles priorisées

Équipe 4

					
		N°	Nom		Organisme
Domaine Peuple		1	M. Koffi Vidzrakou		UNFPA
		2	Mme Ngassam Tchaptchet		PAM
		3	Dr Ouedraogo Hilaire		OMS
		4	M.Guidan Boabekoa		PAM
		5	Dr AFANOU Akouete		UNICEF
		6	M. Émile Kenkou		PNUD
		7	M. AJAVON Amah		MASPFA/DGGPF
		8	M. TAMAKLOE Mawuvi		OMS

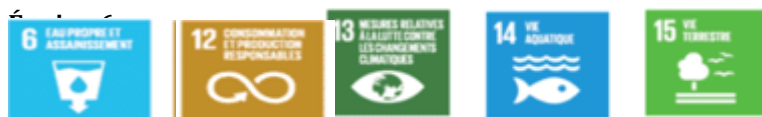
ODDs	9	M. ABALO Amana	PNUD
1 à 5	10	MMe WOMITSO E. Victorine	DEP/MPD

**14 cibles
priorisées**

Équipe 5



	N°	Nom	Organisme
Domaine Prospérité	1	M. Kambalé Kavunga	BIT
	2	Dr Akouavi Maboudou	ONUSIDA
	3	GBATCHI Elôm	DGPS/MSPS
	4	SOGBO Komlavi	DGT/MFPTRA
		Mme Hanu Vossah	UNICEF
	5		
ODDs 7 à 11		M. Yem Ahiatsi	BCR
	7	Mme Justine Assilevi	PNUD
	8	M. IROKO Akakpo	MUHCV
	9	M. AWADE M. Essobozou	DGMAP/MPD
18 cibles priorisées	10	M. ALASSANI Mouzamilou	DCM/MPD
	11	Mme Ginette Mondongou Camara	PNUD
	12	M. BINAFAFAME Kohan K.	DJEJ/MDBAJEJ



Domaine	N°	Nom	Organisme
Planète	1	M. SALAMI Fataou	UNICEF
	2	M. Abiziou Tchinguilou	PNUD
ODDs 6 et 12, 13 à 15	3	M. BASSADOU E. Rigobert	OTM
	4	M BAMOUDNA Bagdouejou	MERF
21 cibles priorisées			

Équipe 7



	N°	Nom	Organisme
Domaines Paix et Partenariat	1	M. Ayité Gaba (non confirmé)	UNHCR
	2	Mme VOSSAH-MOOH Hamu	UNICEF
	3	M. AMANA Abalo	PNUD
	4	M. Pierre Archange ARCHANGE	PNUD
	5	Mme Clarisse Pelagie Daou-Nebié	UNFPA
	6	M. AKAKPO Koffi	MAECIA
ODDs 16 et 17	7	M. AKPOTO KOMLAGAN A.	DCB/MPD
	8	M. Alexandre Pouyo	PNUD

7 cibles priorisées

Équipe 8



	N°	Nom	Organisme
Domaines Paix et Partenariat	1	Dr Marie Thérèse Guigui	UNICEF
	2	M. Kélékpéi Lema	PAM
		M. Nicolas Kazadi	PNUD
	4	M. Vincent KODJO MAKU	UNICEF
	5	M. OURO-BANG'NA Z.	Justice
	6	Mme MEYISSO Yaossi	DCM/MPD
	7	Mme Épiphane HOUMEY	PNUD
ODDs 16 et 17			

7 cibles priorisées

Annexe 5 – Méthode de calcul du Taux de croissance annuelle moyenne

Deux étapes permettent de calculer et d'illustrer la progression d'un indicateur :

1. Calcul du TCAM ^{5 ans} de chaque indicateur (voir l'annexe 3 pour les résultats du calcul des TCAM de chaque indicateur)

- a) Pour chaque indicateur retenu, on choisit la période récente pour laquelle on dispose de données, si possible les 5 dernières années.
- b) On calcule le TCAM selon la formule suivante :

$$\text{TCAM} = \{ [(\text{Valeur}_{\text{Fin}} - \text{Valeur}_{\text{Début}}) / \text{Valeur}_{\text{Début}}] / [\text{Année}_{\text{Fin}} - \text{Année}_{\text{Début}}] \} \times 100$$

Où

TCAM	=	Taux de croissance (ou de réduction) annuel moyen
Valeur Fin	=	Valeur de la donnée pour l'année finissant la période considérée
Valeur Début	=	Valeur de la donnée pour l'année débutant la période considérée
Année Fin	=	Année terminant la période considérée
Année Début	=	Année débutant la période considérée

2. Classification de l'évolution des indicateurs selon la valeur de leur TCAM ^{5 ans}

Le tableau 11 « Signification des symboles » illustre cinq classes théoriques de progression des indicateurs.

Une évolution du TCAM ^{5 ans} de 1 % ou plus en valeur absolue sur plusieurs années est considérée comme étant nettement favorable au développement durable.²⁹³ L'évolution de chaque indicateur est quantifiée par un symbole selon la valeur du TCAM.

Tableau 11 Signification des symboles

↑	Évolution nettement favorable au développement durable : l'indicateur a évolué dans la direction souhaitée et la progression mesurée par le TCAM est de 1 % ou plus en valeur absolue.
↗	Évolution modérément favorable au développement durable : l'indicateur a évolué dans la direction souhaitée et la progression mesurée par le TCAM se situe entre 0 % et 1 % en valeur absolue.
→	Situation relativement stable : le TCAM est égal à 0 %, ou encore, les tests statistiques ne permettent pas de conclure que les résultats observés au début et à la fin de la période analysée sont réellement différents.
↘	Évolution modérément défavorable au développement durable. L'indicateur a évolué à l'opposé de la direction souhaitée et la progression mesurée par le TCAM se situe entre 0 % et 1 % en valeur absolue.
↓	Évolution nettement défavorable au développement durable L'indicateur a évolué à l'opposé de la direction souhaitée et le recul mesuré par le TCAM est de 1 % ou plus en valeur absolue.

²⁹³ Les critères utilisés pour qualifier l'évolution des indicateurs s'inspirent de la méthodologie du Rapport 2011 de suivi de la Stratégie de développement durable de l'Union européenne produit par Eurostat.